

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :

www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, chaussée d'Anvers 53,
1000 Bruxelles - Directeur : Wilfried Verrezen

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809

187e ANNEE

N. 48

187e JAARGANG

VENDREDI 17 FEVRIER 2017
PREMIERE EDITION

VRIJDAG 17 FEBRUARI 2017
EERSTE EDITIE



Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :

www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Antwerpsesteenweg 53, 1000 Brussel - Directeur : Wilfried Verrezen

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

SOMMAIRE

INHOUD

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Service public de Wallonie

1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes", p. 24667.

Öffentlicher Dienst der Wallonie

1. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes", S. 24683.

Service public de Wallonie

1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE31007 - "Vallée du Train", p. 24714.

Öffentlicher Dienst der Wallonie

1. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31007 - "Vallée du Train", S. 24731.

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Waalse Overheidsdienst

1 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes", bl. 24699.

1 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31007 - "Vallée du Train", bl. 24748.

Service public de Wallonie

1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE31009 - "Carrières souterraines d'Orp-Jauche", p. 24764.

Waalse Overheidsdienst

1 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31009 - "Carrières souterraines d'Orp-Jauche", bl. 24795.

Öffentlicher Dienst der Wallonie

1. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche", S. 24780.

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/70007]

**1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon
de désignation du site Natura 2000 BE31004 - “Vallée de la Dyle en aval d’Archennes”**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée pour la dernière fois par le décret du 22 décembre 2010 modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en ce qui concerne la mise en œuvre du régime Natura 2000, ci-après dénommée ‘la loi du 12 juillet 1973’;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I^{er} du Code de l’Environnement, les articles D.29-1 et suivants;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu’aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d’unités de gestion susceptibles d’être délimitées au sein d’un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu l’enquête publique organisée sur la commune de Grez-Doiceau, du 12 décembre 2012 au 4 février 2013, conformément aux dispositions du Code de l’Environnement relatives à l’organisation des enquêtes publiques, articles D. 29-1 et suivants;

Vu l’avis de la Commission de conservation de Mons, donné le 11 mars 2016;

Considérant la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du Conseil de l’Europe, faite à Berne le 19 septembre 1979 et approuvée par la loi du 20 avril 1989;

Considérant la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002, complétée par les décisions du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, approuvant la liste des sites proposés à la Commission européenne comme sites d’importance communautaire;

Considérant les décisions 2004/798/CE et 2004/813/CE de la Commission du 7 décembre 2004 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d’importance communautaire respectivement pour la région biogéographique continentale et pour la région biogéographique atlantique;

Considérant la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Considérant les décisions 2011/63/UE et 2011/64/UE de la Commission du 10 janvier 2011 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, une quatrième liste actualisée des sites d’importance communautaire respectivement pour la région biogéographique atlantique et pour la région biogéographique continentale;

Considérant les principes d’action préventive, d’intégration et de précaution, tels que visés aux articles D. 1^{er}, D.2, alinéa 3, et D.3, 1^o, du Livre I^{er} du Code de l’Environnement;

Considérant la médiation socio-économique effectuée conformément aux décisions prises par le Gouvernement wallon en date du 30 septembre 2010 et du 7 avril 2011;

Considérant que l’arrêté de désignation tient compte des réclamations et observations émises par les réclamants lors des enquêtes publiques précitées;

Considérant que seules les réclamations formulées dans les délais de l’enquête publique et selon les formalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l’Environnement doivent être prises en compte;

Considérant les réclamations relatives au prétendu non-respect par le Gouvernement wallon des règles en matière d’accès à l’information, de participation du public et d’accès à la justice ainsi que celles portant sur la régression qui aurait été opérée en matière de participation par rapport aux enquêtes publiques de 2008 relatives aux arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant tout d’abord, que, suivant les modalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l’Environnement, des enquêtes publiques ont été organisées dans toutes les communes couvertes par un arrêté de désignation; que toute personne avait la possibilité de réclamer dans le cadre de ces enquêtes;

Considérant qu’outre les formalités requises par le Livre I^{er} du Code de l’Environnement pour annoncer la tenue de l’enquête publique, d’autres actions ont été menées volontairement par l’administration afin d’en assurer la meilleure publicité auprès des personnes intéressées;

Considérant ainsi que la diffusion d'information au grand public relative au réseau Natura 2000 a été réalisée avant et pendant l'enquête par plusieurs biais : diffusion de guides de gestion, articles dans la presse spécialisée, colloque, envoi de newsletters, tenues de permanences, expositions, diffusion de spots (capsules) à la Radio Télévision Belge Francophone (RTBF) sur les différents types de milieux ainsi que sur les contraintes que leur gestion et leur protection requièrent, information via Internet (projets d'arrêtés de désignation, textes légaux, cartographie, modèles de formulaires de réclamation, contacts) ; que les principaux documents, textes légaux et réglementaires ont été mis à disposition en allemand; que des séances d'information bilingues (français-allemand) ont été organisées; que ces informations très pertinentes ont permis au public d'être sensibilisé à l'importance de participer à l'enquête publique;

Considérant que sur la base des informations cadastrales et du Système intégré de Gestion et de Contrôle (SIGEC), les propriétaires et gestionnaires de parcelles en Natura 2000 ont reçu un courrier personnalisé de l'Administration les informant de la tenue de l'enquête et comprenant, à titre informatif, la liste de leurs parcelles situées en Natura 2000, des surfaces concernées et des unités de gestion correspondantes; que, préalablement à cet envoi, une campagne d'information spécifique à ce public a été menée;

Considérant ensuite que le fait que les mesures préventives ne figurent plus dans l'arrêté de désignation mais dans des arrêtés à portée générale permet d'harmoniser les mesures à l'échelle de la Région wallonne, en vue d'assurer le respect du principe d'égalité entre les citoyens concernés et d'éviter les disparités d'un site à l'autre non justifiées par des spécificités locales, que les possibilités de réagir dans le cadre des enquêtes publiques par rapport à celles organisées en 2008 pour les huit sites désignés ne sont pas amoindries; qu'en effet, les réclamants ont la possibilité de donner leur avis sur les contraintes qu'implique le régime préventif pour leurs parcelles, en fonction de l'unité de gestion telle que délimitée dans le projet d'arrêté;

Considérant qu'en ce qui concerne la possibilité pour les réclamants de donner un avis sur les objectifs de conservation envisagés à l'échelle du site, il convient de rappeler ce qui suit; que les objectifs de conservation propres à chaque type d'habitat naturel et à chaque espèce d'intérêt communautaire doivent être définis avec précision par le Gouvernement dans un arrêté de portée générale en vertu de l'article 25bis, § 2, de la loi; que cette harmonisation au niveau régional des objectifs de conservation applicables par type d'habitat naturel et par espèce d'intérêt communautaire poursuit également le but d'assurer le respect du principe d'égalité entre les citoyens concernés et d'éviter les disparités d'un site à l'autre non justifiées par des spécificités locales; qu'un projet d'arrêté réglementaire fixant ces objectifs a été établi conformément à l'article 25bis, § 2, de la loi et repris au dossier soumis à enquête publique afin de permettre aux réclamants de donner leurs avis sur les objectifs de conservation envisagés pour le site concerné;

Considérant que la détermination des objectifs de conservation applicables au site s'effectue en se référant aux objectifs fixés par ce projet d'arrêté pour chaque type d'habitat naturel et chaque espèce reprise dans la liste visée à l'annexe 3 de l'arrêté de désignation, laquelle précise, pour le site concerné, les superficies d'habitats et les niveaux de population des espèces à maintenir concrètement sur le site (objectifs quantitatifs); que la combinaison des objectifs repris dans le projet d'arrêté et des données visées à l'annexe 3 ont permis aux réclamants de formuler leurs remarques en connaissance de cause, disposant d'informations sur les futurs objectifs de conservation envisagés concrètement pour le site concerné – à savoir assurer au minimum le maintien des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels le site est désigné, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles le site est désigné, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats –; que la liste des habitats reprise à l'annexe 3 et la cartographie des unités de gestion permettent également, par une lecture conjointe, de déterminer concrètement les objectifs de conservation qui seront appliqués dans les zones concernées, dans la mesure où les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire que ces unités de gestion sont susceptibles d'abriter sont précisés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000;

Considérant que les objectifs de conservation du site de portée générale fixés par le Gouvernement en vertu de l'article 25bis, § 2, de la loi peuvent (mais ne doivent pas) être complétés par des objectifs de conservation spécifiques précisés directement dans l'arrêté de désignation; qu'en l'espèce, il n'a pas été jugé nécessaire de prévoir, de tels objectifs spécifiques, dans la mesure où les objectifs de conservation fixés dans le projet d'arrêté joint à l'enquête publique sont suffisamment précis et scientifiquement appropriés, eu égard aux spécificités du site qui n'appellent pas d'autres précisions à cet égard;

Considérant qu'il ne peut être soutenu que les objectifs de conservation envisagés pour le site concerné ne pouvaient pas être déterminés et n'étaient pas accessibles lors de l'enquête publique; qu'au contraire, c'est précisément pour permettre aux propriétaires et occupants de s'exprimer en connaissance de cause sur ces objectifs qu'il a été décidé de soumettre à l'enquête publique le projet d'arrêté pris en exécution de l'article 25bis, § 2, de la loi en même temps que le projet d'arrêté de désignation;

Considérant que la présente enquête publique ne portait pas, à l'évidence, sur les décisions du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002 et du 4 février 2004 complétées par la décision du 24 mars 2005 relative à la sélection des sites, mais sur les arrêtés de désignation des sites proposés par la Région wallonne et retenus par la Commission comme sites d'importance communautaire (SIC), ainsi que sur le projet d'arrêté réglementaire fixant les objectifs de conservation des sites; que les critiques sur le non respect prétendu des garanties procédurales prévues dans la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et sur l'accès à la justice en matière d'environnement, entrée en vigueur en Belgique le 21 avril 2003, dans le cadre de la procédure de sélection des sites, n'entrent donc pas dans le champ de la présente enquête; que quand bien même serait-ce le cas, force est de constater que ces critiques sont sans fondement;

Considérant, en effet, que concernant l'accès à l'information, la Région wallonne a transposé les exigences de la Convention d'Aarhus et du droit européen en la matière dans le Livre I^{er} du Code wallon et a respecté ces dispositions dans le cadre de la phase de sélection des sites, notamment en publiant sur internet la liste des sites proposés comme site d'importance communautaire suite aux décisions du 26 septembre 2002, du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, ainsi que les fichiers standard de données propres à chaque site;

Considérant que, pour ce qui est de la participation du public à ces décisions, le législateur n'a pas estimé devoir prévoir une telle modalité de participation à ce stade, la Directive Habitats ne l'exigeant pas elle-même; que la Cour constitutionnelle a estimé qu'« il relève du pouvoir d'appréciation du législateur décretal de prévoir une enquête publique préalablement à la désignation définitive des zones qui sont susceptibles d'être déclarées zones spéciales de conservation » (C.A., n° 31/2004, 3 mars 2004, point B.3.4);

Considérant que, en tout état de cause, la soumission conjointe à la même enquête publique du projet d'arrêté de désignation et du projet d'arrêté du Gouvernement wallon fixant les objectifs de conservation, a permis aux propriétaires et occupants de faire valoir leurs observations tant sur le périmètre du site, sur le choix et le périmètre des unités de gestion – et sur les motifs qui justifient ces choix – que sur les objectifs de conservation envisagés pour le site, ceux-ci découlant, comme il a été dit, de la combinaison des dispositions du projet d'arrêté du Gouvernement et des données de l'annexe 3 de l'arrêté de désignation; qu'il est donc inexact d'affirmer que cette enquête intervient trop tard dans le processus décisionnel;

Considérant, en ce qui concerne l'accès à la justice, qu'aucun réclamant n'a introduit de recours contre les décisions du Gouvernement relatives à la sélection des sites précitées, publiées au *Moniteur belge* des 30 juillet 2004 (éd. 2), du 24 mars 2005 et du 23 février 2011, ce qui laisse à penser qu'ils ont considéré que la sélection en elle-même ne leur portait pas préjudice; qu'en revanche, il est certain que les arrêtés de désignation constitueront des actes susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat dès lors qu'ils pourraient causer grief par les contraintes qu'ils imposent aux particuliers; que l'accès à la justice des éventuels réclamants estimant n'avoir pas été suffisamment entendus est donc garanti, conformément à ce qu'exigent les articles 9.2 et 9.3 de la Convention d'Aarhus;

Considérant que les articles D.29-7 et D.29-8 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, qui règlent l'annonce des enquêtes publiques pour les plans de catégorie A.2 dont font partie les arrêtés de désignation n'exigent nullement que figure dans l'avis ou les notifications une référence aux voies de recours éventuelles contre les arrêtés de désignation; que ce type d'information ne doit figurer que dans les décisions administratives des catégories B et C conformément à l'article D.29-22 du même Livre; qu'en outre, le courrier adressé aux propriétaires et gestionnaires annonçant la tenue des enquêtes publiques n'est nullement une exigence légale ou réglementaire;

Considérant, enfin, qu'aucune législation n'impose la consultation d'un conseil quelconque dans le cadre de l'adoption des arrêtés de désignation des sites Natura 2000;

Considérant néanmoins que, sur base de l'article 30, § 2, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le Gouvernement a décidé de consulter les Commissions de conservation sur les réclamations et observations formulées en enquête publique relatives aux projets d'arrêtés de désignation des sites Natura 2000; que les Commissions de conservation ont pour mission de surveiller l'état de conservation des sites Natura 2000 afin d'assurer leur maintien ou leur rétablissement, dans un état de conservation favorable, en tenant particulièrement compte des types d'habitats naturels prioritaires et des espèces prioritaires et en prenant en considération les exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que les particularités locales;

Considérant que les Commissions de conservation sont composées de membres représentant les différents intérêts de la société civile, à savoir d'un président nommé par le Gouvernement, de quatre agents de l'administration régionale, dont un appartenant au service compétent pour la conservation de la nature, un appartenant au service compétent pour l'aménagement du territoire, un appartenant au service compétent pour l'agriculture et un appartenant au service compétent pour l'eau; d'un membre proposé par le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature; d'un membre proposé par le Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne; de deux représentants proposés par des associations ayant pour objet social la conservation de la nature; de deux représentants proposés par les associations représentatives des propriétaires et occupants du ou des sites concernés; de deux représentants proposés par les associations professionnelles ayant pour objet social la défense d'activités agricoles, cynégétiques, piscicoles ou de sylviculture exercées dans le ou les sites concernés; que les groupes d'intérêts représentés dans ces commissions ont l'occasion de participer directement, par leurs représentants, à l'élaboration des avis des Commissions de conservation et donc à la surveillance de l'état de conservation des sites;

Considérant dès lors que les réglementations en matière d'accès à l'information, de participation et d'accès à la justice ont bien été respectées et sont conformes au principe de standstill;

Considérant que la diversité des habitats et des habitats d'espèces rencontrée sur le site Natura 2000 BE31004 – "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" justifie pleinement sa désignation;

Considérant que ce site possède les caractéristiques propres à un site d'importance communautaire au sens de l'article 1^{er}bis, 13^o, de la loi du 12 juillet 1973, et qu'il a été retenu comme tel par la Commission européenne dans sa décision du 7 décembre 2004, réactualisée par sa décision du 10 janvier 2011;

Considérant que le site abrite un ensemble majeur de plusieurs types d'habitats naturels d'intérêt communautaire visés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973, identifiés sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site abrite des populations de plusieurs espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IX de la loi du 12 juillet 1973, identifiées sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site répond aux critères de sélection visés à l'article 25, § 1^{er}, et à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973, ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté, et doit en conséquence être désigné comme site Natura 2000 au titre de zone spéciale de conservation;

Considérant que le site est caractérisé par une grande richesse ornithologique et qu'il abrite plusieurs espèces d'oiseaux visées à l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté; qu'il comprend des territoires appropriés en nombre et en superficie au regard des besoins de conservation de ces espèces, lesquels doivent être désignés comme site Natura 2000 au titre de zone de protection spéciale;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que chaque arrêté de désignation inclut « la synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site »; considérant, en particulier, que le site BE31004 a été sélectionné pour les raisons suivantes :

« Le site comprend des milieux humides et alluviaux situés au bord de la Dyle ou de ses affluents (Ruisseaux de Petite et de Grande Marbaise), à Pérot. On y notera la présence d'anciennes prairies hygrophiles abandonnées dont la végétation a évolué vers la mégaphorbiaie, la roselière, la cariçaie, l'aulnaie ou la saulaie; elles sont intéressantes pour les oiseaux aquatiques hivernants et migrateurs essentiellement (Busard des roseaux, Phragmite des joncs, Sarcelle d'été). On observe également sur le site des éléments du Ranunculion fluitantis, rares dans cette région. »;

Considérant les tableaux repris en annexe 3 comprenant la liste des espèces et habitats pour lesquels le site est désigné, la surface de ces habitats ou la population de ces espèces estimée sur le site ainsi que l'évaluation selon une échelle de A à C, de leur état de conservation;

Considérant que la sélection du site a été réalisée sur base des meilleures connaissances scientifiques et des meilleures données disponibles, découlant notamment de différents travaux d'inventaire, de divers documents photographiques et cartographiques, de la littérature scientifique et de bases de données biologiques;

Considérant que les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standard de données établis entre 2002 et 2005; que ces données estimées à l'échelle du site contiennent des approximations; qu'elles ont été pour partie précisées sur base des meilleures connaissances disponibles, ce qu'il conviendra de poursuivre;

Considérant qu'en ce qui concerne les surfaces d'habitats d'intérêt communautaire reprises en annexe du présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005 et précisées en 2015;

Considérant qu'en ce qui concerne les données des populations d'espèces reprises dans le présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005 et précisées en 2015;

Considérant que les données relatives aux états de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sont issues des formulaires standard de données établis entre 2002 et 2005 et précisées en 2015; que ces données estimées à l'échelle du site contiennent des approximations qu'il conviendra encore de préciser ultérieurement;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables contient les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000, le cas échéant en surimpression à d'autres types d'unité de gestion, ainsi que les interdictions particulières et les autres mesures préventives particulières qui y sont associées;

Considérant qu'en vue d'assurer la réalisation des objectifs de conservation envisagés pour le site, il convient de délimiter sur le site les unités de gestion "UG 1 - Milieux aquatiques, UG 2 - Milieux ouverts prioritaires, UG 5 - Prairies de liaison, UG 7 - Forêts prioritaires alluviales, UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique, UG 10 - Forêts non indigènes de liaison, UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques";

Considérant qu'en ce qui concerne l'obligation de cartographier la localisation des « principaux habitats naturels » exigée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 6^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, celle-ci n'implique pas de devoir localiser avec précision chaque type d'habitat naturel et chaque population d'espèce au sein du site; que les termes « habitats naturels » visés à cette disposition renvoient à la définition de l'article 1^{er}bis, 2^o, qui vise « les zones terrestres ou aquatiques dont les caractéristiques géographiques et abiotiques et dont les possibilités de colonisation naturelle permettent la présence ou la reproduction de populations d'espèces de faune ou de flore sauvages. Les habitats sont dits naturels, que leur existence soit ou non due à une intervention humaine »; que le terme « principaux » indique qu'il s'agit seulement de localiser les grandes catégories d'habitats naturels du site – tels que forêts feuillues ou résineuses, milieux ouverts semi-naturels, prairies, plans et cours d'eau, milieux urbanisés, cultures, etc. – et non chaque type précis d'habitat naturel d'intérêt communautaire au sens de l'article 1^{er}bis, 3^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que, dès lors, ladite cartographie reprise dans l'arrêté de désignation peut être considérée comme correspondant à celle des unités de gestion dans la mesure où celles-ci sont définies, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011, par grand type(s) de milieu(x) justifiant des mesures globalement homogènes de gestion; que les contraintes applicables à chaque parcelle peuvent être facilement connues; qu'il s'agit en effet, d'une part, de contraintes applicables à tout le site, à savoir celles qui sont contenues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 relatif aux mesures préventives générales et, d'autre part, des mesures d'application dans l'unité de gestion concernée au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011; qu'en outre, les données reprises à l'annexe 3 permettent de compléter cette cartographie et d'identifier les habitats naturels présents dans la zone concernée;

Considérant que le régime de protection des sites Natura 2000 prévoit la soumission d'une série d'actes et travaux, non soumis à permis en vertu d'autres législations, à dérogation, autorisation ou notification de la compétence du DNF; qu'il s'agit d'interdictions relatives dans la mesure où elles peuvent être levées pour autant que les actes qu'elles visent ne portent pas atteinte à l'intégrité du site conformément à ce que prévoit l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; qu'il en va de même en ce qui concerne les actes soumis à permis en vertu d'une autre législation; qu'en tout état de cause, des travaux pourraient être autorisés pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale et économique, moyennant le respect des conditions de dérogation visées à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à savoir l'absence de solutions alternatives et l'adoption de mesures compensatoires nécessaires pour assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000;

Considérant l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature qui prévoit l'interdiction de détériorer les habitats naturels et de perturber les espèces pour lesquels les sites ont été désignés, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de Natura 2000; que cet article est potentiellement applicable aux actes commis en dehors des sites Natura 2000; que l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, relatif à l'évaluation appropriée des incidences sur l'environnement, s'applique également à des projets et plans situés en dehors des sites Natura 2000 et susceptibles d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000 eu égard aux objectifs de conservation de ce site;

Considérant, en ce qui concerne la proportionnalité des mesures, que le Gouvernement a mis en place un régime préventif reposant sur des contraintes graduelles en fonction de la sensibilité des habitats et des espèces d'intérêt communautaire aux perturbations, sous la forme respectivement d'interdictions, d'autorisations et de notifications; que les premières visent les activités qui sont susceptibles dans la plupart des cas, d'avoir un impact significatif sur les écosystèmes protégés, alors que les dernières visent les activités qui ne peuvent avoir un tel impact que dans certaines circonstances;

Considérant que le choix des mesures applicables par le Gouvernement dans ses arrêtés des 24 mars 2011 et 19 mai 2011 s'est fait sur la base de considérations scientifiques, tout en tenant compte des exigences socio-économiques, conformément au droit européen, de manière à impacter le moins possible les activités économiques ou d'utilité publique;

Considérant que la possibilité pour l'autorité compétente de refuser ou simplement d'assortir son autorisation de conditions, ainsi que la possibilité pour celle-ci d'accorder des dérogations aux interdictions au cas par cas, démontrent la volonté du Gouvernement de n'imposer que les contraintes strictement nécessaires à la réalisation des objectifs de conservation au sein du réseau Natura 2000;

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'exclut pas l'extension d'infrastructures telles que des exploitations agricoles, des stations d'épuration, des lignes électriques, des voies de chemin de fer, des voiries, des canalisations de gaz, etc., pour autant que celle-ci soit couverte par la ou les autorisations requises et qu'elle ait fait l'objet, si nécessaire, d'une évaluation appropriée des incidences préalable conforme aux modalités et aux conditions visées à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant les réclamations émises par certaines personnes quant à l'impossibilité de gérer certaines situations d'urgence dans le cadre du régime préventif mis en place dans les sites une fois que les sites seront désignés; que ni les Directives Oiseaux et Habitats, ni la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'envisagent explicitement les situations d'urgence; que l'interdiction générale visée à l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'exclut de son champ d'application que les interventions du bourgmestre dans le cadre de ses compétences de police générale; que les interventions des administrations régionales et locales qui n'entrent pas dans ce cadre, quand bien même seraient-elles justifiées par l'urgence, restent soumises à cette interdiction, sauf à respecter les conditions de la dérogation visée à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ainsi que ceci ressort de la jurisprudence récente de la Cour de justice sur l'article 6, § 2, de la Directive Habitats (arrêt *Alto Sil*);

Considérant que les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 prévoient différentes hypothèses dans lesquelles certaines mesures préventives ne trouvent pas à s'appliquer pour des motifs de sécurité publique (coupe d'arbres menaçant la sécurité publique le long des routes, chemins, sentiers, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz dans l'UG 6 « forêt prioritaire » par ex.); que s'agissant des interventions dans les cours d'eau, notamment en cas de risques d'inondation, aucune mesure préventive n'interdit ni ne soumet à autorisation ou notification les interventions pour retirer des embâcles ou pour abattre des arbres devenus un danger pour la sécurité publique; que dans les forêts hors régime forestier, les arbres morts menaçant la sécurité et non situés le long des routes, chemins, sentiers au sens du Code forestier, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz, peuvent être abattus pour autant qu'ils soient laissés « couchés » sur place (article 3, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011); que dans les UG 1, aucune mesure n'apporte de contraintes à cet égard, sauf si la mesure d'urgence implique une modification du relief du sol;

Considérant, en tout état de cause, qu'une procédure accélérée de dérogation et d'autorisation « Natura 2000 » est prévue par l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000; qu'une autre possibilité consiste à prévoir les interventions d'urgence à des fins de sécurité publique dans un « plan de gestion » au sens de l'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

Que par ailleurs, il faut noter que ni le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), ni le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement n'exonèrent les actes, travaux ou installations des formalités applicables pour des motifs liés à l'urgence ou à la sécurité publique; qu'il n'est donc pas disproportionné ni discriminatoire de ne pas prévoir de telles exceptions dans le régime Natura 2000;

Considérant qu'en ce qui concerne les restrictions d'accès sur les routes, chemins et sentiers dans les sites Natura 2000 ou encore aux cours d'eau non navigables ou à certains barrages, aucune forme particulière d'accès n'est soumise à contrôle par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 mars 2011 et 19 mai 2011;

Considérant, en revanche, qu'en vertu du principe du cumul des polices administratives, les règles sur la circulation en forêt ou dans les cours d'eau restent entièrement d'application dans les sites Natura 2000;

Considérant également, en ce qui concerne le caractère proportionné des mesures, que, de manière générale, le fait que certaines mesures préventives impliquent parfois des actions « positives » de la part des propriétaires et occupants, plutôt qu'uniquement des abstentions, n'implique pas pour autant que ces mesures doivent obligatoirement figurer au titre des mesures de gestion active;

Considérant en effet que de nombreuses dispositions de police administrative, le cas échéant sanctionnées pénalement, impliquent des « obligations de faire » dans l'intérêt général, et ce sans indemnisation, comme par exemple en matière d'échardonnage des prairies, de gestion des cours d'eau non classés, d'élagage des arbres surplombant la voie publique, de maintien en bon état de propreté des accotements et des trottoirs ou encore de réparation des chemins vicinaux;

Considérant que, dans le cadre du régime Natura 2000, les contraintes découlant des mesures préventives, y compris celles qui sont susceptibles d'entraîner certaines obligations positives dans le chef de leurs destinataires, sont compensées financièrement par les indemnités ainsi que par les exonérations fiscales;

Considérant que les mesures d'interdiction de l'accès au bétail aux cours d'eau ne sont pas spécifiques à Natura 2000; que celles-ci étaient déjà d'application, sans compensation financière, sur environ la moitié du territoire wallon en vertu de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ainsi que de l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables; que les impositions de cette législation ont été récemment modifiées et renforcées par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant l'obligation de clôturer les terres pâturées situées en bordure des cours d'eau et modifiant diverses dispositions; que l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant un régime de subvention en faveur des éleveurs pour l'équipement des pâtures le long des cours d'eau et l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 08 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale prévoient des possibilités de financement d'installation de clôtures;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 11^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que les arrêtés de désignation doivent contenir, « compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens proposés pour atteindre les objectifs de conservation », y compris ceux qui sont mentionnés à cette disposition, dont le contrat de gestion active; que le présent arrêté reprend la liste proposée par la loi sans spécifier les moyens qui seront utilisés par parcelle ou par unité de gestion; qu'une telle précision n'est pas requise par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'afin de permettre une négociation la plus large possible avec les propriétaires et occupants à l'occasion de la concertation visée à l'article 26, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ou la conclusion de toute autre convention conformément à l'article 26, § 3, alinéa 4, de la même loi, il est préférable de laisser ouvertes toutes les options dans l'arrêté de désignation; que cela permettra à l'autorité compétente d'évaluer, au cas par cas, en fonction des besoins locaux en termes de conservation, des exigences socio-économiques et des souhaits des propriétaires et occupants concernés les moyens les plus appropriés pour assurer la gestion active des parcelles au sein des différentes unités de gestion;

Considérant que vouloir obtenir ce degré de précision dans l'arrêté de désignation aurait retardé considérablement son adoption, alors que celle-ci permet de rendre applicable le régime préventif dans sa totalité;

Considérant que les propriétaires et occupants ont eu l'occasion, dans le cadre de l'enquête publique, de déposer des réclamations sur la délimitation des unités de gestion et sur les objectifs de conservation envisagés pour le site – à savoir, pour rappel, assurer le maintien, sur les sites concernés, des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels les sites sont désignés, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles les sites sont désignés, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats –, étant donné que le projet d'arrêté établissant ces objectifs généraux était repris dans le dossier soumis à enquête publique;

Considérant que ces éléments permettaient déjà de déterminer les objectifs à poursuivre dans le cadre de la gestion active; que leur confiance n'est donc nullement trompée dans la mesure où la liste des moyens proposés reste totalement ouverte et qu'elle n'est pas précisée parcelle par parcelle; que l'effet utile de l'enquête n'est pas affecté puisque les propriétaires et occupants peuvent déjà faire valoir leurs observations sur la configuration des unités de gestion, qui détermine largement le type de contraintes dont feront l'objet les parcelles qui y sont situées;

Considérant que le terme « plan de gestion » au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables vise soit le plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, soit le plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, soit le plan de gestion d'une réserve forestière, soit l'aménagement forestier adopté après le 13 septembre 2009, soit l'aménagement forestier existant avant cette date mais révisé conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, du Code forestier, soit l'avis conforme remis par la DGO3 pour une prairie de haute valeur biologique en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales; que les plans de gestion ne font pas partie du contenu obligatoire des arrêtés de désignation tel que fixé par le législateur;

Considérant que le régime de protection primaire et le régime préventif applicables respectivement aux sites candidats et aux sites désignés comme sites Natura 2000 en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne constituent ni une expropriation, ni une mesure pouvant être assimilée à une expropriation au sens de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, mais bien des mesures visant à réglementer l'usage des biens qui n'entraînent en rien la *privation* du droit de propriété, même de façon indirecte; que ces régimes s'inscrivent directement dans le cadre de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} du Premier Protocole qui autorise les Etats à réglementer l'usage des biens aux fins de l'intérêt général;

Considérant, en particulier, que les contraintes imposées à l'exploitation des terres agricoles concernées dans les UG 2 et 3 n'entraînent nullement l'interdiction définitive d'exploiter ces terres – notamment d'y faire paître du bétail ou de récolter l'herbe, qu'elles impliquent uniquement l'obligation de modifier certaines pratiques agricoles pour se concilier avec les exigences écologiques des espèces et habitats concernés, lesquels, par définition, sont liés à des milieux agricoles et non des milieux vierges de toute activité humaine; que le mécanisme d'indemnisation prévu par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les exemptions fiscales accordées aux propriétaires contribuent en tout état de cause à compenser les coûts supplémentaires et les pertes de revenus que pourraient subir certains exploitants, garantissant ainsi le « juste équilibre » à respecter entre les nécessités de l'intérêt général et le droit au respect des biens consacré par la Convention européenne des droits de l'homme;

Considérant que des avantages financiers sont accordés aux propriétaires et gestionnaires de terrains situés en Natura 2000 afin de compenser les contraintes légales et réglementaires supplémentaires qui y sont d'application du fait de leur inclusion dans le réseau Natura 2000;

Considérant que l'indemnisation des exploitants agricoles prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 en exécution de l'article 31 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature a été calculée à partir d'une évaluation économique objective; que cette indemnisation permet de compenser, les coûts supplémentaires et les pertes de revenus éventuels résultant de cette réglementation de l'usage des biens, garantissant ainsi le caractère proportionné de la mesure; que conformément à l'exigence de proportionnalité, l'indemnisation est supérieure dans le cadre du régime préventif, celui-ci étant plus contraignant que le régime de protection primaire dans les UG 2 et 3;

Considérant que pour une indemnité considérablement moindre, 5 % des superficies de prairies wallonnes sont actuellement engagées dans la méthode agri-environnementale de la MAE2 « prairie naturelle »; que dans un souci de proposer des compensations suffisantes, les niveaux d'indemnisation sont nettement supérieurs et dérogent aux plafonds des règlements européens fixés à 200 euros par hectare et par an;

Considérant que, à ces indemnités s'ajoutent une exemption du précompte immobilier, des droits de succession et, depuis 2011, des droits de donation, dans le chef des propriétaires;

Considérant dès lors que, en aucun cas, il ne saurait être question d'une expropriation *de facto*, disproportionnée par rapport aux objectifs de conservation poursuivis en application du droit européen, à savoir assurer le maintien, sur les sites concernés, des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels les sites sont désignés, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles les sites sont désignés, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats;

Considérant les réclamations émises en enquête publique relatives à la prétendue violation du principe de « standstill »;

Considérant qu'il est, en particulier, reproché au Gouvernement d'avoir réduit sensiblement le niveau de protection des huit sites déjà désignés par le Gouvernement le 30 avril 2009, sans pour autant donner des motifs d'intérêt général susceptibles de justifier une telle régression sensible;

Considérant qu'« il faut une approche globale de la réforme pour apprécier dans quelle mesure, au terme du bilan « coûts-avantages », la réforme apporte un recul ou non » (C.E., n° 187.998, 17 novembre 2008, *Coomans et crts.*; voy. également, C.E., n° 191.272, 11 mars 2009, *asbl Inter-Environnement Wallonie*);

Considérant que, à la suite de l'adoption des huit premiers arrêtés de désignation le 30 avril 2009, il a été décidé de réformer le système afin d'en améliorer la lisibilité et, dès lors, la mise en œuvre sur le terrain; qu'une nouvelle stratégie de désignation de l'ensemble des sites Natura 2000 et de protection de ceux-ci a ainsi été élaborée et que, dans ce cadre, il a ainsi été décidé de scinder la désignation des sites (périmètres, dénomination, découpage en unités de gestion, parcelles cadastrales) des mesures de protection et de gestion applicables dans ceux-ci; que ceci permet d'alléger le contenu des arrêtés de désignation par la création d'un socle commun dont la lisibilité a été améliorée;

Considérant que les mesures ont été revues de manière à les rendre davantage contrôlables sur le terrain avec pour objectif d'en assurer une mise en œuvre effective et efficace; que le champ d'application territorial de certaines mesures a été élargi;

Considérant que, de façon globale, les huit sites désignés le 30 avril 2009 ne seront pas moins bien protégés aujourd'hui puisque leurs arrêtés de désignation seront abrogés et remplacés, par souci d'égalité des propriétaires et occupants concernés, d'harmonisation, de cohérence et d'efficacité, sans opérer de régression sensible dans la protection;

Considérant que l'analyse du régime applicable aux sites désignés le 30 avril 2009 et du régime actuel ne conduit pas à la conclusion d'un moindre niveau de protection globale étant entendu que certaines dispositions ont été identifiées dans les arrêtés de désignation du 30 avril 2009 comme redondantes par rapport aux dispositions prises par d'autres législations en vigueur telles que la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale et le Code forestier;

Considérant que le caractère moins « spécifique » des mesures préventives et des objectifs de conservation (à l'époque encore « objectifs de gestion active ») n'implique aucune régression dans la protection; qu'en effet, les objectifs de conservation, tels que déjà rappelés, seront harmonisés à l'échelle de la Région (espèce par espèce/habitat par habitat) sans pour autant être réduits dans leur contenu ni dans leur valeur juridique; que cette harmonisation permet de respecter mieux l'égalité entre propriétaires et occupants et réduit considérablement la lourdeur des arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant que le caractère moins précis de la cartographie des habitats d'intérêt communautaire n'entraîne pas pour autant une régression quelconque dans le contenu de la protection s'appliquant aux espèces et habitats concernés, qui restent protégés par le régime préventif prévu à l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et dans ses arrêtés d'exécution;

Considérant que le contenu des objectifs de conservation envisagés pour le site – à savoir assurer le maintien, sur les sites concernés, des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels les sites sont désignés, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles les sites sont désignés, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats – et des mesures préventives – reprises dans les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 – a certes changé par rapport au contenu des arrêtés de désignation du 30 avril 2009, mais pas dans le sens d'une régression ni *a fortiori* d'une régression sensible;

Considérant qu'en ce qui concerne les critères sur base desquels les arrêtés de désignation ont été établis, ils sont limités aux exigences prescrites par les Directives Oiseaux et Habitats ainsi que par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, que l'objectif poursuivi par ces textes est d'assurer le maintien ou le rétablissement des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable; que la sélection et la délimitation des sites ne peut être établie que sur base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique;

Considérant que les unités de gestion consistent en des périmètres d'un seul tenant ou non, situés à l'intérieur d'un site Natura 2000 qui requièrent des mesures de conservation globalement homogènes et qui sont délimitées en fonction de critères écologiques, techniques et/ou socio-économiques;

Considérant que la Région wallonne a des responsabilités en termes de maintien dans un état de conservation favorable d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire; que certains de ces habitats et espèces peuvent s'avérer bien représentés en Région wallonne mais justifient un régime de protection strict compte tenu de leur rareté relative à l'échelle européenne;

Considérant qu'il n'y a pas lieu pour l'instant de procéder à l'ajout de parcelles par rapport au périmètre du site soumis en enquête publique, ce dernier satisfaisant aux critères de sélection fixés par les Directives Oiseaux et Habitats et par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que le périmètre du site finalement désigné exclut, en tout ou partie, certaines parcelles du périmètre adopté en première lecture suite aux demandes formulées dans le cadre de l'enquête publique; qu'après vérification et actualisation des données, ces parcelles ne répondent pas aux critères scientifiques pour être désignées en tant que zone spéciale de conservation ou zone de protection spéciale dans la mesure où elles ne présentent pas d'intérêt biologique particulier; que cette absence d'intérêt n'est pas due à une absence ou à une mauvaise gestion; que ces parcelles ne contribuent pas non plus à la cohérence du réseau; qu'elles ne contribuent pas à l'atteinte des objectifs de conservation envisagés pour le site, tels que rappelés plus haut; qu'il en résulte qu'elles ont donc été incluses par erreur dans le site et qu'il y a donc lieu de les retirer; que les autres demandes de retrait n'ont pas été acceptées dans la mesure où elles concernent des parcelles répondant aux critères scientifiques de sélection des sites ou nécessaires à la cohérence du réseau Natura 2000 et à l'atteinte des objectifs de conservation envisagés pour le site tels que rappelés plus haut;

Considérant que certaines parcelles, bien que reprises dans les cartes annexées à l'arrêté de désignation, sont exclues du site par le biais d'une liste annexée à l'arrêté de désignation (voir annexe 2.2); que cette façon de procéder est autorisée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature selon lequel les prescriptions littérales relatives à la délimitation du site et des unités de gestion l'emportent sur les prescriptions graphiques en cas de discordance; que, sur le plan pratique, la taille des parcelles bâties peut parfois être très réduite; que, pour éviter de « miter » les cartes par la délimitation des dites parcelles, l'option de la liste des parcelles exclues du site sans indication sur la carte proprement dite a été préférée;

Considérant que pour des raisons de stabilité temporelle, la cartographie Natura 2000 est basée sur le référentiel de l'IGN vectoriel au 1/10.000^e; que, comme tout référentiel cartographique, il ne s'agit que d'une représentation de la réalité de terrain; qu'il peut en résulter des imprécisions par rapport à cette réalité ou des modifications sur le terrain non prises en compte par la cartographie;

Considérant que la référence officielle en matière de parcellisation cadastrale est la matrice cadastrale et que les couches cartographiques qui en découlent (CADMap) ne se basent pas sur un référentiel particulier mais sont une numérisation des plans parcellaires;

Considérant que le SIGEC est le résultat de la digitalisation de l'ensemble des parcelles agricoles déclarées en Région wallonne sur base de photographies aériennes orthorectifiées;

Considérant que les parcelles cadastrales et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas rigoureusement superposables; que, de même, les parcelles du SIGEC et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas non plus rigoureusement superposables; qu'il en résulte des décalages; qu'il convient dès lors d'interpréter cartographiquement et sur le terrain afin d'identifier les limites réelles de parcelles et des unités de gestion dont les couches cartographiques ne sont que des représentations;

Considérant qu'en ce qui concerne le plan de secteur, les couches cartographiques présentent des limitations d'utilisation décrites et disponibles sur le lien http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; que des décalages existent entre le plan de secteur et l'IGN qui a servi de référentiel à la cartographie Natura 2000;

Considérant qu'au sein de notre Etat fédéral, les compétences d'attribution sont exclusives, sous réserve du respect du principe de proportionnalité et du respect de la loyauté fédérale; qu'une entité fédérée ne peut pas rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice par l'Etat fédéral de ses compétences; qu'en l'espèce, la Région wallonne n'empiète pas directement sur les compétences fédérales;

Considérant qu'en ce qui concerne plus particulièrement les chemins de fer, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne poursuit qu'un objectif de conservation de la nature et ne règle pas la gestion et l'entretien des infrastructures ferroviaires en soi; qu'un cumul est possible entre les deux polices administratives; que si certaines contraintes peuvent découler du régime préventif, *a priori*, il ne rend pas pour autant « impossible » ou « exagérément difficile » le maintien et l'entretien des infrastructures; qu'en cas de risque d'atteinte à l'intégrité du site, par exemple par les engins de chantier, il existe toujours une dérogation possible pour raison d'intérêt public majeur en vertu de l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que certains réclamants soulèvent d'éventuelles incompatibilités entre certaines dispositions des arrêtés de désignation et celles de la police administrative spéciale dont ils ont la charge (par ex. la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer ou la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation); que ces incompatibilités seraient contraires à la hiérarchie des normes, dans la mesure où ces règles ont valeur législative alors que les arrêtés de désignation n'auraient qu'une valeur réglementaire;

Considérant que ces affirmations sont sans fondement, aucune incompatibilité concrète n'étant démontrée; que les servitudes légales prévues par les législations de police relatives aux infrastructures d'utilité publique imposent des restrictions au droit de propriété des riverains de ces infrastructures qui, conformément au principe de cumul des polices administratives, se cumulent aux prescriptions du régime de protection primaire applicable aux sites candidats et au régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Considérant que les propriétaires et occupants, gestionnaires des terres, sont tenus de respecter toutes les servitudes légales applicables à leur propriété sans que cela ne pose pour autant un problème d'incompatibilité entre l'arrêté de désignation et les prescriptions de ces législations de police;

Considérant que le cumul implique effectivement l'obligation pour le gestionnaire de l'infrastructure de respecter les règles découlant du régime préventif applicable aux sites Natura 2000, y compris l'obligation, le cas échéant, de solliciter la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature lorsque le projet implique une atteinte à l'intégrité du site; qu'il ne s'ensuit pas pour autant que l'arrêté de désignation violerait les législations de police administrative concernées; que la possibilité de solliciter une dérogation pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature socio-économique ou en lien avec la sécurité et la santé publiques, permettent au demeurant aux gestionnaires des infrastructures d'utilité publique de mener à bien des projets justifiés par de telles raisons en l'absence de solutions alternatives et moyennant compensation ;

Considérant, en outre, que les mesures préventives découlant du régime préventif applicables aux sites suite à leur désignation comme sites Natura 2000 ne remettent par ailleurs pas en cause les missions de service public confiées aux organismes d'intérêt public et en particulier les entreprises publiques autonomes dont Infrabel visées par les législations organiques telle que la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (article 156);

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'interdit qu'un nombre très limité d'activités, généralement agricoles ou sylvicoles et uniquement dans certaines unités de gestion très fragiles;

Considérant, pour le surplus, que la principale contrainte découle de l'obligation, pour l'autorité gestionnaire, de ne pas perturber de façon significative ni de détériorer respectivement les espèces et les habitats d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, prescrite par l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et de ne pas porter atteinte à l'intégrité du site via des plans ou des permis susceptibles d'avoir des effets significatifs sur le site conformément à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que ces contraintes peuvent être levées, par la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, pour des raisons impératives d'intérêt public majeur y compris la sécurité et la santé publiques ou de nature socio-économique et après avis de la Commission si le site abrite des habitats ou espèces prioritaires; que ce cadre est fixé par la Directive 92/43 du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, et ne peut être modifié, sous peine de violer le droit européen;

Considérant que si une contradiction manifeste devait être constatée entre les dispositions réglementaires d'un arrêté de désignation et une disposition d'une législation de police ou d'une législation organique organisant des services publics utilisant des infrastructures dans ou à proximité d'un site Natura 2000, cette contradiction ne découlerait pas de l'arrêté de désignation mais directement des dispositions de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (articles 28 et 28*bis*) établissant le régime préventif applicable dans les sites Natura 2000; que l'arrêté de désignation n'est qu'un acte-condition à valeur principalement réglementaire dont l'adoption a pour principal effet de déclencher l'entrée en vigueur, dans le périmètre qu'il délimite, d'une série de mesures préventives à caractère législatif, au même titre, par exemple, qu'un arrêté de classement, qui, en dépit de sa valeur individuelle, rend applicable au site classé le régime de protection prévu par la législation sur la protection du patrimoine;

Considérant qu'en ce qui concerne la possibilité de prendre en compte, au stade de la délimitation du site, l'existence ou les projets d'infrastructures d'utilité publique ou d'équipements de service public tels que des stations d'épuration existantes ou à créer, des lignes de chemin de fer, le réseau routier, des canalisations, etc., il importe de rappeler que le Gouvernement wallon ne peut fonder ses désignations de sites que sur des critères purement scientifiques définis par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, qu'il n'est donc pas possible d'exclure certaines parties du périmètre d'un site répondant aux critères de classement comme site Natura 2000 uniquement pour éviter d'inclure dans le périmètre du site des parcelles destinées à l'implantation ou l'exploitation d'infrastructures, fussent-elles d'utilité publique;

Considérant qu'en revanche, les possibilités de déroger au régime préventif pour des raisons impératives d'intérêt public majeur prévues à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973, permettent aux gestionnaires de mener des activités en dépit de leur impact sur les sites, moyennant le respect de certaines conditions;

Considérant qu'en ce qui concerne la demande de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du Service public de Wallonie (SPW), de l'ASBL GRACQ et de l'ASBL Chemins du rail relative au souhait de préserver les assiettes des voies de chemin de fer désaffectées en vue de développer le RAVeL ou de nouvelles voies de chemin de fer et de leur suggestion d'inclure systématiquement les voies de chemin de fer dans l'unité de gestion anthropique (UG 11) sur minimum 12 mètres ainsi que la demande d'Infrabel d'exclure le domaine de l'infrastructure ferroviaire et tout ou partie des parcelles qui se trouvent dans une zone de 20 mètres mesurée à partir du franc-bord du chemin de fer, le Gouvernement ne peut sélectionner et délimiter les sites que sur la base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique; qu'il ne saurait donc être question d'exclure un réseau de voirie ou des voies de chemin de fer d'un site sans justification scientifique;

Considérant qu'il n'y a pas d'incompatibilité de principe entre le régime préventif découlant de l'adoption de l'arrêté de désignation et la police des chemins de fer, ce qui exclut toute irrégularité liée au prétendu non-respect de ladite police des chemins de fer; qu'il s'agit de deux polices administratives distinctes dont les effets se cumulent; que, quand bien même une contradiction pourrait être relevée, ce qui n'a pas été le cas dans le cadre des enquêtes publiques, l'arrêté de désignation, du moins lorsqu'il ne comporte pas d'objectifs de conservation spécifiques ni de mesures préventives ou d'interdictions spécifiques, c'est-à-dire des mesures et interdictions propres au site, présente la nature d'un acte-condition, dont l'entrée en vigueur conditionne l'application d'un régime préventif d'origine décréétale issu de l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que deux règles de police de même niveau hiérarchique se cumulent au profit de la plus restrictive;

Sur la proposition du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est désigné comme site Natura 2000 BE31004 – “Vallée de la Dyle en aval d’Archennes”, l’ensemble des parcelles et parties de parcelles cadastrales visées à l’annexe 1 du présent arrêté et situées sur le territoire de la commune de Grez-Doiceau.

Le périmètre du site, délimité sur une carte à l’échelle 1/10.000^e, ainsi que les prescriptions littérales qui visent à le préciser sont fixés par l’annexe 2 du présent arrêté.

Le site Natura 2000 BE31004 – « Vallée de la Dyle en aval d’Archennes » couvre une superficie de 141,24 ha.

Art. 2. Sont précisés à l’annexe 3.A., compte tenu des données disponibles :

- 1° les types d’habitats naturels d’intérêt communautaire que le site abrite et pour lesquels le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les habitats naturels prioritaires présents dans le site;
- 2° leur surface et leur état de conservation tel qu’estimés à l’échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales abritant les habitats naturels prioritaires présents dans le site.

Art. 3. Sont précisés à l’annexe 3.B., compte tenu des données disponibles:

- 1° les espèces d’intérêt communautaire et les espèces d’oiseaux pour lesquelles le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les espèces prioritaires présentes dans le site;
- 2° leur niveau de population et leur état de conservation tels qu’estimés à l’échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales qui abritent les espèces prioritaires présentes dans le site.

Art. 4. Concernant les parties du site proposées comme zone spéciale de conservation, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l’annexe X de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Concernant les parties du site proposées comme zones de protection spéciale, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l’article 25, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Les résultats relatifs à l’application de ces critères au site sont synthétisés aux annexes 3.A et 3.B du présent arrêté.

Art. 5. Les unités de gestion présentes sur le site et la carte délimitant leur périmètre sont fixées à l’annexe 4 du présent arrêté.

Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d’habitats naturels que le site abrite.

Art. 6. Compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens de gestion active proposés pour atteindre les objectifs de conservation du site peuvent être :

- la conclusion d’un contrat de gestion active ou toute autre forme de contrat conclu par la Région wallonne avec des propriétaires ou occupants concernés;
- la création d’une réserve naturelle domaniale ou agréée ou d’une réserve forestière;
- la modification de l’aménagement forestier éventuellement en vigueur;
- l’adoption d’un plan de tir pour les espèces de grand gibier à contrôler (dans le ressort du ou des conseils cynégétiques concernés);
- la modification du plan de gestion du régime hydrique des terres agricoles établi par le wateringue conformément à la législation en vigueur;
- la mise de terrains à la disposition de la Région wallonne ou d’une association de protection de la nature reconnue conformément à l’article 17, 1^o, de l’arrêté de l’Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986;
- la modification, le cas échéant, du plan d’assainissement par sous-bassin hydrographique en vigueur sur le site et/ou l’adaptation du programme de mesures de protection des eaux adopté le cas échéant en vertu du Code de l’Eau;
- la modification des programmes de travaux de curage et d’entretien du cours d’eau;
- l’adoption de mesures agri – environnementales;
- tout autre moyen de gestion active pertinent suggéré lors de la concertation.

Art. 7. Le site Natura 2000 BE31004 – « Vallée de la Dyle en aval d’Archennes » dépend de la Commission de conservation de Mons.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2017.

Art. 9. Le Ministre de la Nature est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l’Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 1 : Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales comprises dans le site Natura 2000 BE31004 – Vallée de la Dyle en aval d'Archennes

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit sont comprises dans le site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archennes ” :

COMMUNE : GREZ-DOICEAU Div 2 Section A : parcelles 8L (partim 25%), Div 4 Section A : parcelles 10, 11, 12A, 12B, 13B2 (partim 9%), 13C2 (partim 55%), 13C3 (partim 91%), 13E3 (partim 68%), 13N2 (partim 81%), 13T2 (partim 77%), 1D, 1E (partim 10%), 259G3 (partim 7%), 289N (partim 78%), 291A, 292A, 293F (partim 62%), 294E (partim 66%), 295M (partim 87%), 295N (partim 87%), 295S (partim 90%), 295Y, 296A (partim 87%), 299B (partim 52%), 2G, 2H, 2L, 2M, 2N, 2P, 2R, 2S, 2T, 3 (partim 44%), 300B, 301A, 302A, 303, 304D, 305, 306, 307C, 308D, 308E, 308F, 308H, 308K, 308L, 309, 310, 311, 312, 313, 314B, 314C, 314D, 316A, 316B, 317C, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 325A, 326A, 326B, 326C, 326F, 328B, 328C, 328D, 328F, 329C, 329D, 330G, 330H, 330K, 331/02A, 331B, 331C (partim 95%), 331D, 331E, 332A, 332B, 333A, 334A, 335A, 336/02A, 336A, 337, 337/02, 338, 339, 342A, 343, 344A, 345/02A, 345A, 346A, 347D, 347E, 347F, 347G, 349A, 350A (partim 88%), 350B (partim 86%), 351 (partim 23%), 352 (partim 9%), 354 (partim 89%), 355, 356A, 356B, 357, 358, 359, 360, 360/02B, 360/02C, 360/02D, 360/02E, 361, 362C, 363, 364A, 364B, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372A, 372C, 373/02B, 373B, 374B, 375, 376, 377, 378A, 379A, 380, 381, 382, 383, 384A, 384B, 385A, 385B, 386A, 386B, 387, 388A (partim 89%), 388B (partim 72%), 396B (partim 78%), 396C, 397G, 398, 399, 4 (partim 90%), 400F, 400H, 401B, 5, 6M, 6N, 6S (partim 86%), 6T, 6V, 7, 8, 9, Div 5 Section A : parcelles 138D, 143D, 144K, 146F, 146H, 151D, 152E, 154E, 158F, 161 (partim 42%), 161/02 (partim 39%), 161/03 (partim 42%), 162A2, 162A3, 162B3, 162D2, 162E2, 162E3, 162F2, 162F3, 162G2, 162K, 162K3, 162L, 162L3, 162M, 162N, 162R2, 162T2, 162V2, 162X, 162Y, 162Y2, 162Z, 162Z2, 16L (partim 38%), 191B, 194B, 195, 196 (partim 94%), 197, 198A (partim 74%), 199A (partim 10%), 199B (partim 80%), 199E (partim 93%), 199G (partim 85%), 199H (partim 81%), 199K (partim 87%), 199L (partim 86%), 200 (partim 89%), 201, 202, 203B (partim 6%), 209, 210S2 (partim 7%), 211M5 (partim 30%), 211Z2 (partim 65%), 240/02B (partim 46%), 240A (partim 18%), 240B (partim 72%), 241B, 241C (partim 39%), 241D, 242/02E (partim 90%), 242/02F, 242/02G, 242A (partim 59%), 242C (partim 12%), 242D (partim 80%), 243C, 243E, 243F, 243G, 243H, 243K, 243L, 243M, 244A (partim 17%), 245A (partim 6%), 247A (partim 18%), 248A, 248B, 248C, 249 (partim 20%), 255C (partim 25%), 257C, 259, 260, 261 (partim 23%), 262 (partim 12%), 263 (partim 14%), 264 (partim 15%), 265C (partim 15%), 266 (partim 13%), 267 (partim 12%), 268A (partim 11%), 268B (partim 14%), 268C (partim 15%), 269A (partim 12%), 269B (partim 14%), 29, 30 (partim 84%), 31C (partim 30%), 32 (partim 74%), 32/02, 33, 34, 35, 36, 37/02, 37B, 38A, 39A, 39B, 39C, 39E, 40B, 41B, 43, 44A, 44B, 45B, 46, 47A, 48A, 49A, 51C, 52D, 54B, 55E, 55K, 55L, 55M, 56, 57, 58, 59, 60, 61A, 61B, 62, 63, 64C, 65, 66, 67 (partim 94%), 68, 69, 70, 71, 72, 73 (partim 78%), 74A (partim 27%), 74B (partim 15%), 75A, 75B, 76, 77, 78, 79, 80/02B, 80B, 81C

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon de désignation du site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archennes ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 2 : Délimitation du périmètre du site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archennes ”

2.1. Carte délimitant le périmètre du site

La présente carte fixe, au jour de la désignation du site, à l'échelle cartographique 1/10.000^e (publiée au 1/25.000^e) le périmètre du site.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be> ;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée ;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

2.2. Prescriptions littérales visant à préciser le périmètre du site

Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales non comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archennes ”

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit ne sont pas comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archennes ” :

COMMUNE : GREZ-DOICEAU Div 4 Section A : parcelles 13L2, 15L3, 15P3, 15R3, 15S3, 16E, 18N, 1F, 22N3, 22S3, 22T, 22T3, 22W3, 22X3, 24X, 256C, 257A, 258A, 259S3, 25N, 25P, 26L, 288A, 289M, 295A2, 295Z, 353, Div 5 Section A : parcelles 13E, 204G, 210E5, 210L4, 210M3, 210V2, 211A3, 258B, 27

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archennes ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 3 : Liste des types d'habitats naturels et des espèces pour lesquels le site est désigné et données y afférentes ; synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archennes ”

La présente annexe indique, compte tenu des données disponibles :

- la liste des types d'habitats naturels et la liste des espèces pour lesquels le site est désigné ainsi que les données concernant respectivement leurs surfaces, leur niveau de population et l'estimation de leur état de conservation ; les types d'habitats naturels et les espèces prioritaires sont indiqués par un astérisque (*) ;

- une synthèse des résultats de l'évaluation de l'importance du site pour assurer la conservation des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII et des espèces d'intérêt communautaire de l'annexe IX et des espèces d'oiseaux de l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 que le site abrite.

Ces résultats justifient la sélection du site comme site Natura 2000..

Les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standard de données établis entre 2002 et 2005. Ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations. Elles ont été pour partie précisées, en particulier pour les surfaces en ce qui concerne les habitats naturels et les effectifs de populations en ce qui concerne les espèces, sur base des meilleures connaissances disponibles. La précision de ces données devra être poursuivie.

Le site BE31004 a été sélectionné pour les raisons suivantes : Le site comprend des milieux humides et alluviaux situés au bord de la Dyle ou de ses affluents (Ruisseaux de Petite et de Grande Marbaise), à Pécrot. On y notera la présence d'anciennes prairies hygrophiles abandonnées dont la végétation a évolué vers la mégaphorbiaie, la roselière, la cariçaie, l'aulnaie ou la saulaie ; elles sont intéressantes pour les oiseaux aquatiques hivernants et migrants essentiellement (Busard des roseaux, Phragmite des joncs, Sarcelle d'été). On observe également sur le site des éléments du Ranunculion fluitantis, rares dans cette région.

A. Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII de la loi pour lesquels le site est désigné

Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire	Surface	EC	UG HIC*
91E0*	14,41 ha	C	UG 7
6430	6,70 ha	C	
9130	2,46 ha	C	
3260	2,21 ha	C	
6510	1,29 ha	C	
3150	0,50 ha	C	
9120	0,31 ha	C	

Légende : EC : estimation de l'état de conservation; A : conservation excellente ; B : conservation bonne ; C : conservation moyenne ; UG HIC* : unité(s) de gestion abritant ou susceptible(s) d'abriter (lorsque les données précises ne sont pas disponibles) l'habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire ; "-" : donnée non disponible

3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du type Magnopotamion ou Hydrocharition

3260 : Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche-Batrachion

6430 : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin

6510 : Pelouses maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)

9120 : Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagetum)

9130 : Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum

91E0* : Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incarnae, Salicion albae)

B. Espèces des annexes IX et XI de la loi pour lesquelles le site est désigné

Code	Nom latin	Nom français	Population			EC
			résidente	migratoire		
				repr.	hiver	
1078	Callimorpha quadripunctaria	Ecaille chinée	1-10 i			C
1163	Cottus gobio	Chabot	P			C
1337	Castor fiber	Castor d'Europe	P			C
A021	Botaurus stellaris	Grand butor			0-1 i	-
A023	Nycticorax nycticorax	Bihoreau gris				P
A027	Egretta alba	Grande Aigrette			1-5 i	1-5 i
A031	Ciconia ciconia	Cigogne blanche				0-10 i
A052	Anas crecca	Sarcelle d'hiver			10-30 i	10-50 i
A055	Anas querquedula	Sarcelle d'été				0-2 i
A060	Aythya nyroca	Fuligule nyroca				0-1 i
A072	Pernis apivorus	Bondrée apivore				0-3 i
A081	Circus aeruginosus	Busard des roseaux				0-1 i
A082	Circus cyaneus	Busard Saint-Martin			0-1 i	0-1 i
A094	Pandion haliaetus	Balbusard pêcheur				0-1 i
A152	Lymnocyptes minimus	Bécassine sourde			0-2 i	
A153	Gallinago gallinago	Bécassine des marais			1-10 i	1-50 i
A229	Alcedo atthis	Martin-pêcheur d'Europe	0-3 p			
A236	Dryocopus martius	Pic noir	0-1 p			
A238	Dendrocopos medius	Pic mar	0-1 p			
A249	Riparia riparia	Hirondelle de rivage				0-5 i
A272	Luscinia svecica	Gorgebleue à miroir		0-1 p		
A295	Acrocephalus schoenobaenus	Phragmite des joncs				1-2 i
A340	Lanius excubitor	Pie-grièche grise			P	P

Légende : P = présence ; p = couple ; i = individu ; EC : estimation de l'état de conservation ; A : conservation excellente ; B : conservation bonne ; C : conservation moyenne ; vis. : visiteur ; occ. : occasionnel ; "-" : donnée non disponible

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archenne ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE 4 : Désignation et délimitation du périmètre des unités de gestion du site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archennes ”

4.1. Liste des unités de gestion délimitées au sein du site

Le site abrite les unités de gestion suivantes :

- UG 1 - Milieux aquatiques
- UG 2 - Milieux ouverts prioritaires
- UG 5 - Prairies de liaison
- UG 7 - Forêts prioritaires alluviales
- UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique
- UG 10 - Forêts non indigènes de liaison
- UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques

Les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire que ces unités de gestion sont susceptibles d'abriter sont précisés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

4.2. Carte délimitant le périmètre des unités de gestion

Les cartes ci-annexées fixent, à l'échelle cartographique 1/10.000^e (publiée au 1/25.000^e) le périmètre des unités de gestion présentes sur le site. Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Cette carte est également disponible :

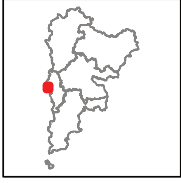
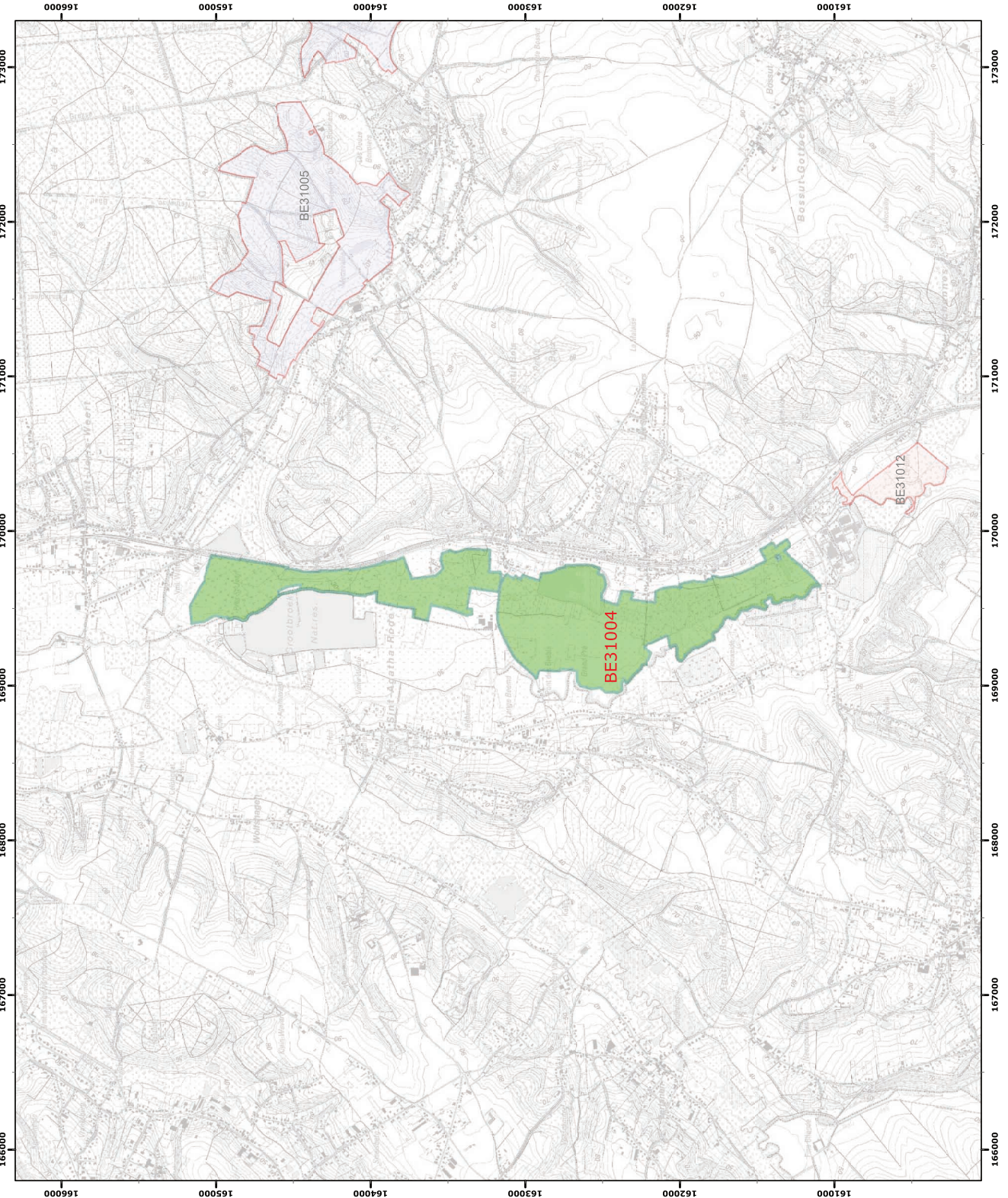
- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be> ;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée ;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31004 – “ Vallée de la Dyle en aval d'Archennes ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN



- Légende**
- Périmètres des sites**
- **Périmètre du site**
BE31004
 - **Périmètres des autres sites**
BE31005
 - **Périmètres des autres sites**
BE31012

0 250 500 mètres

Coordonnées Lambert belge 1972

© SPW-DGARNE; Fond de plan © IGN - Bruxelles

Le Ministre-Président

Paul MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région

René COLLIN

Par délégation pour délivrance de copie conforme,

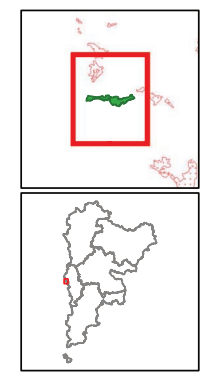
Date d'impression : septembre 2016.

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**
Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
Tel.: +32 (0)81 33 58 16 • Fax: +32 (0)81 33 58 22
<http://environnement.wallonie.be>



Annexe 4.2.
Natura 2000 - BE31004 - Vallée de la Dyle en aval d'Archennes 1 / 1
Arrêté de désignation - Unités de gestion

Service public de Wallonie



Légende

Unités de gestion de base

- UG 1 (milieux aquatiques)
- UG 2 (milieux ouverts prioritaires)
- UG 3 (prairies habitats d'espèces)
- UG 4 (bandes extensives)
- UG 5 (prairies de liaison)
- UG 6 (forêts prioritaires)
- UG 7 (forêts prioritaires alluviales)
- UG 8 (forêts indigènes de grand intérêt biologique)
- UG 9 (forêts habitat d'espèces)
- UG 10 (forêts non indigènes de liaison)
- UG 11 (terres de cultures et éléments anthropiques)

Unités de gestion temporaires

- UG temp 1 (zones sous statut de protection)
- UG temp 2 (zones à gestion publique)
- UG temp 3 (forêts indigènes à statut temporaire)

Unités de gestion en surimpression

- UG S1 (moule perlière et mulette épaisse en UG1)
- UG S2 (diamier de la sucrose)

Autres

- Emprises des cartes
- Autre site Natura 2000

0 500 1000 mètres
 Coordonnées Lambert belge 1972
 © SPW-DGARNE; Fond de plan © IGN - Bruxelles
 Le Ministre-Président

Paul MAGNETTE
 Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité,
 du Tourisme et des Aéroports,
 délégué à la Représentation à la Grande Région

René COLLIN
 Par délégation pour délivrance de copie conforme,

Date d'impression : septembre 2016.

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
 DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
 ET DE L'ENVIRONNEMENT**
 Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
 Tél.: +32 (0)81 33 58 16 • Fax: +32 (0)81 33 58 22
 http://www.dgop.be (page grand) / 4.2.2 (version belge) (Rufnummer)

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2017/70007]

**1. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31004 "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes"**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, wie zum letzten Mal abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, was die Umsetzung der Natura 2000-Regelung betrifft, im Folgenden "das Gesetz vom 12. Juli 1973" genannt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 über das Buch I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.29-1 ff.;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchung in der Gemeinde Grez-Doiceau vom 12. Dezember 2012 bis zum 4. Februar 2013, die gemäß den Bestimmungen des Umweltgesetzbuches betreffend die Organisation öffentlicher Untersuchungen, Artikel D. 29-1 und folgende, durchgeführt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme der Erhaltungskommission von Mons, abgegeben am 11. März 2016;

Aufgrund des am 19. September 1979 in Bern getroffenen Übereinkommens über die Erhaltung der europäischen wildlebenden Pflanzen und Tiere und ihrer natürlichen Lebensräume, welches durch Gesetz vom 20. April 1989 gebilligt wurde;

In Erwägung der Richtlinie 92/43/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002, ergänzt durch die Beschlüsse vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005, durch die die Liste der Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung verabschiedet wurde, zwecks Vorschlag an die Europäische Kommission;

In Erwägung der Entscheidungen 2004/798/EG und 2004/813/EG der Kommission vom 7. Dezember 2004 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung der Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der kontinentalen bzw. atlantischen biogeografischen Region;

Aufgrund der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;

In Erwägung der Beschlüsse 2011/63/EU und 2011/64/EU der Kommission vom 10. Januar 2011 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung einer vierten aktualisierten Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der atlantischen bzw. kontinentalen biogeografischen Region;

Aufgrund der Grundsätze der Vorbeugung, der Integration und der Vorsicht nach den Artikeln D.1, D.2 Absatz 3, und D.3 Ziffer 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In Erwägung der sozialwirtschaftlichen Vermittlung, die gemäß den von der wallonischen Regierung am 30. September 2010 und 7. April 2011 gefassten Beschlüssen vorgenommen wurde;

In der Erwägung, dass der Ausweisungserlass den Einwänden und Bemerkungen Rechnung trägt, die anlässlich der oben erwähnten öffentlichen Untersuchungen von verschiedenen Beschwerdeführern vorgebracht wurden;

In der Erwägung, dass nur diejenigen Beschwerden zu berücksichtigen sind, die innerhalb der Frist für die öffentliche Untersuchung und unter Einhaltung der in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Formalitäten eingegangen sind;

In Erwägung der Beschwerden über die angebliche Nichteinhaltung durch die Wallonische Regierung der Regeln für den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung und den Zugang zu Gerichten sowie über den Rückgang, der im Bereich der Beteiligung im Verhältnis zu den öffentlichen Untersuchungen vom Jahre 2008 über die am 30. April 2009 verabschiedeten Ausweisungserlasse stattgefunden habe;

In der Erwägung zunächst, dass öffentliche Untersuchungen in jeder von einem Ausweisungserlass gedeckten Gemeinde nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten organisiert wurden; dass jeder die Möglichkeit hatte, im Rahmen dieser Untersuchungen Beschwerden einzureichen;

In der Erwägung, dass neben den gemäß Buch I des Umweltgesetzbuches erforderlichen Formalitäten zur Ankündigung der Durchführung einer öffentlichen Untersuchung, die Verwaltung absichtlich noch weitere Maßnahmen ergriffen hat, um diese Untersuchung den betroffenen Personen am besten bekanntzugeben;

In der Erwägung, dass die Verbreitung von Informationen bezüglich des Natura 2000-Netzes in der allgemeinen Öffentlichkeit also vor und während der Untersuchung erfolgt ist, und zwar über mehrere Wege: Verteilung von Verwaltungsanleitungen, Artikel in der Fachpresse, Kolloquien, Versand von Newslettern, Bereitschaftsdienste, Ausstellungen, Ausstrahlung von Radio- bzw. Fernsehspots (Mini-Spots) im "Radio Télévision Belge Francophone" (RTBF) über die verschiedenen Arten von Lebensräumen sowie über die für ihre Verwaltung und ihren Schutz erforderlichen Auflagen, Information über das Internet (Entwürfe der Ausweisungserlasse, gesetzliche Texte, Kartenmaterial, Muster der Beschwerdeformulare, Kontaktpersonen); dass die hauptsächlichsten Dokumente, gesetzlichen und verordnungsmäßigen Texte in deutscher Sprache zur Verfügung gestellt worden sind; dass zweisprachige Informationssitzungen (französisch-deutsch) organisiert wurden; dass diese sehr relevanten Informationen eine Sensibilisierung der Öffentlichkeit für die Wichtigkeit ihrer Teilnahme an der öffentlichen Untersuchung ermöglicht haben;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Verwalter von in einem Natura 2000-Gebiet liegenden Parzellen aufgrund der Katasterinformationen und des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) ein personalisiertes Schreiben der Verwaltung erhalten haben, durch das sie über die Durchführung der öffentlichen Untersuchung informiert wurden, und das die Liste ihrer in einem Natura 2000 Gebiet liegenden Parzellen, der betroffenen Flächen und der entsprechenden Bewirtschaftungseinheiten zu Informationszwecken enthält; dass vor dieser Einsendung eine für dieses Publikum zielgerichtete Informationskampagne geführt wurde;

In der Erwägung anschließend, dass die Tatsache, dass die Vorbeugungsmaßnahmen nicht mehr in dem Ausweisungserlass sondern in Erlassen mit allgemeiner Tragweite enthalten sind, eine Harmonisierung der Maßnahmen und Zielsetzungen auf Ebene der Wallonischen Region ermöglicht, damit die Einhaltung des Grundsatzes der Gleichheit zwischen den betroffenen Bürgern gesichert wird, jede nicht durch lokale Besonderheiten gerechtfertigte ungleiche Behandlung verschiedener Gebiete vermieden wird, und es nicht weniger Möglichkeiten gibt, im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen zu reagieren im Verhältnis zu denjenigen, die 2008 für die acht ausgewiesenen Gebiete stattfanden; dass den Beschwerdeführern nämlich die Möglichkeit angeboten wird, ihre Meinung über die Einschränkungen für ihre Parzellen infolge der Präventivregelung zu geben, unter Berücksichtigung der Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheit gemäß dem Erlassentwurf;

In der Erwägung, dass, was die Möglichkeit für die Beschwerdeführer betrifft, Ihre Stellungnahme zu den Erhaltungszielen auf Ebene des jeweiligen Gebiets abzugeben, es auf Folgendes hinzuweisen gilt: die Regierung muss die besonderen Erhaltungsziele für jeden Lebensraumtyp und jede Art von gemeinschaftlichem Interesse in einem Erlass mit allgemeiner Tragweite kraft Artikel 25bis § 2 des Gesetzes genau definieren; diese Harmonisierung auf regionaler Ebene der Erhaltungsziele für jeden natürlichen Lebensraumtyp und für jede Art von gemeinschaftlichem Interesse zielt ebenfalls darauf ab, den Grundsatz der Gleichheit zwischen den betroffenen Bürgern zu gewährleisten, und jede ungleiche Behandlung verschiedener Gebiete, die nicht durch lokale Besonderheiten gerechtfertigt werden könnte, zu vermeiden; es wurde gemäß Artikel 25bis § 2 des Gesetzes der Entwurf eines Erlasses mit Verordnungscharakter zur Festlegung dieser Ziele ausgearbeitet, der in der Akte, die der öffentlichen Untersuchung unterworfen ist, übernommen wurde, damit den Beschwerdeführern die Möglichkeit gegeben wird, ihre Stellungnahme zu den in Betracht gezogenen Erhaltungszielen für das betroffene Gebiet abzugeben;

In der Erwägung, dass die auf das jeweilige Gebiet anwendbaren Erhaltungsziele unter Zugrundelegung der in diesem Erlassentwurf für jeden natürlichen Lebensraumtyp und jede Art, die in der Liste nach Anhang 3 des Ausweisungserlasses angeführt wird, festgehaltenen Ziele bestimmt werden; dass in dieser Liste die in dem jeweiligen Gebiet effektiv zu bewahrenden Lebensraumflächen und Populationsgrößen der verschiedenen Arten (quantitative Ziele) angegeben werden; dass die Zusammenführung der im Erlassentwurf angeführten Ziele und der Angaben nach Anhang 3 es den Beschwerdeführern ermöglicht hat, ihre Bemerkungen in voller Kenntnis der Sachlage zu erörtern, da sie über Informationen über die künftigen, konkret in Betracht gezogenen Erhaltungsziele für das betroffene Gebiet verfügten, d.h. mindestens die Erhaltung der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend gewesen sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend gewesen sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch die vorhandenen Flächen und die bestehende Qualität ihrer Habitate; in der Erwägung, dass die Liste der Lebensräume nach Anhang 3 in Kombination mit den Karten der Bewirtschaftungseinheiten eine konkrete Festlegung der Erhaltungsziele ermöglicht, die in den betreffenden Zonen angewandt werden, in dem Maße, wo die natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse und die Arten von gemeinschaftlichem Interesse, die diese Bewirtschaftungseinheiten umfassen könnten, in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, bestimmt sind.

In der Erwägung, dass die für das Gebiet geltenden Erhaltungsziele allgemeiner Tragweite, die von der Regierung kraft Artikel 25bis § 2 des Gesetzes festgelegt werden, durch spezifische, im Ausweisungserlass direkt angegebene Erhaltungsziele ergänzt werden können (jedoch nicht müssen); dass es in diesem Rahmen nicht als notwendig erachtet wurde, solche spezifische Ziele vorzusehen, insofern die Erhaltungsziele, die im der öffentlichen Untersuchung beigefügten Erlassentwurf festgelegt sind, zureichend genau und aus dem wissenschaftlichen Standpunkt zureichend relevant sind, wenn man die gebietsgebundenen Besonderheiten betrachtet, die keine weiteren Details erfordern;

In der Erwägung, dass nicht behauptet werden darf, dass die für das betroffene Gebiet festgehaltenen Erhaltungsziele zum Zeitpunkt der öffentlichen Untersuchung nicht bestimmt werden konnten und nicht zugänglich waren; dass der Beschluss, den in Anwendung von Artikel 25bis § 2 des Gesetzes angenommene Erlassentwurf gleichzeitig mit dem Erlassentwurf zur Ausweisung des Gebiets einer öffentlichen Untersuchung zu unterwerfen, im Gegenteil gerade mit dem Ziel gefasst wurde, den Eigentümern und Benutzern zu ermöglichen, sich in voller Kenntnis der Sache über diese Erhaltungsziele auszusprechen;

In der Erwägung, dass sich die vorliegende öffentliche Untersuchung offensichtlich nicht auf die Beschlüsse der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002 und vom 4. Februar 2004, ergänzt durch den Beschluss vom 24. März 2005 über die Auswahl der Gebiete, sondern auf die Ausweisungserlasse für die Gebiete, die von der Wallonischen Region vorgeschlagen und von der Kommission als Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung (GGB) ausgewählt wurden, sowie auf den Entwurf eines Erlasses mit Verordnungscharakter zur Festlegung der Erhaltungsziele der Gebiete bezog; dass die Kritiken über die angebliche Nichteinhaltung der in der am 21. April 2003 in Belgien in Kraft getretenen Aarhus-Konvention vom 25. Juni 1998 über den Zugang zur Information, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu den Gerichten in Umweltangelegenheiten vorgesehenen Verfahrensgarantien im Rahmen des Verfahrens zur Auswahl der Gebiete daher nicht in den Zuständigkeitsbereich der vorliegenden öffentlichen Untersuchung fallen; dass, auch wenn es der Fall wäre, diese Kritiken deutlich unbegründet sind;

In der Erwägung nämlich, dass, was den *Zugang zur Information* betrifft, die Wallonische Region die Anforderungen der Aarhus-Konvention und des diesbezüglichen europäischen Rechts in Buch I des wallonischen Gesetzbuches umgesetzt hat, und diese Bestimmungen im Rahmen der Phase der Auswahl der Gebiete eingehalten hat, insbesondere durch die Veröffentlichung im Internet der Liste der infolge der Beschlüsse vom 26. September 2002, vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005 als Gebiet von gemeinschaftlicher Bedeutung vorgeschlagenen Gebiete sowie der jedem Gebiet eigenen Standarddateien;

In der Erwägung, dass, was die *Öffentlichkeitsbeteiligung* an diesen Entscheidungsverfahren betrifft, der Gesetzgeber es nicht für unerlässlich erachtet hat, eine solche Beteiligungsmöglichkeit in diesem Stadium vorzusehen, da dies durch die Habitat-Richtlinie selbst nicht vorgeschrieben ist; dass der Verfassungsgerichtshof der Auffassung ist, dass *„es zur Ermessensbefugnis des Dekretgebers gehört, vor der endgültigen Ausweisung von Gebieten, die für die Ausweisung als besondere Erhaltungsgebiete in Frage kommen, eine öffentliche Untersuchung vorzusehen“* (Schiedshof, Urteil Nr. 31/2004 vom 3. März 2004, Punkt B.3.4);

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass der Entwurf des Ausweisungserlasses und der Entwurf des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Erhaltungsziele gemeinsam derselben öffentlichen Untersuchung unterworfen wurden, es den Eigentümern und Benutzern ermöglicht hat, ihre Bemerkungen sowohl über das Areal des Gebiets, die Wahl und das Areal der Bewirtschaftungseinheiten - und ebenfalls über die Gründe, die die getroffenen Entscheidungen rechtfertigen - wie auch über die für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele gelten zu lassen, wobei Letztere sich, wie bereits oben erwähnt, aus der Zusammenführung der Bestimmungen des Entwurfs des Regierungserlasses und der Angaben nach Anhang 3 des Ausweisungserlasses ergeben; dass die Behauptung, diese Untersuchung sei zu spät im Beschlussverfahren eingeleitet worden, daher unrichtig ist;

In der Erwägung, dass, was den *Zugang zu den Gerichten* betrifft, kein Beschwerdeführer gegen die vorgenannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juli 2004 (2. Auflage), vom 24. März 2005 und vom 23. Februar 2011 veröffentlichten Beschlüsse der Regierung über die Ausweisung der vorgenannten Gebiete Einspruch eingelegt hat, was darauf schließen lässt, dass sie davon ausgegangen sind, dass die Auswahl selbst ihnen nicht schade; dass dagegen feststeht, dass es sich bei den Ausweisungserlassen um Akte handelt, gegen welche Einsprüche vor dem Staatsrat erhoben werden können, insofern sie durch die Belastungen, die sie Privatpersonen auferlegen, Beschwerdegründe darstellen; dass folglich der Zugang zu den Gerichten durch eventuelle Beschwerdeführer, deren Bemerkungen ihrer Ansicht nach nicht genug berücksichtigt wurden, gemäß den Vorschriften der Artikel 9.2 und 9.3 der Aarhus-Konvention garantiert ist;

In der Erwägung, dass die Artikel D.29-7 und D.29-8 von Buch I des Umweltgesetzbuches zur Regelung der Ankündigung von öffentlichen Untersuchungen für Pläne der Kategorie A.2, zu denen die Ausweisungserlasse gehören, keinesfalls verlangen, dass in der Bekanntmachung oder in den Notifizierungen auf die etwaigen Beschwerdewege gegen die Ausweisungserlasse hingewiesen wird; dass gemäß Artikel D.29-22 desselben Buches derartige Auskünfte lediglich in den Verwaltungsbeschlüssen der Kategorien B und C zu geben sind; dass außerdem das an die Eigentümer und Verwalter gerichtete Schreiben zur Ankündigung der Durchführung der öffentlichen Untersuchungen keineswegs gesetzlich oder verordnungsmäßig vorgeschrieben ist;

In der Erwägung, dass die Konsultierung irgendeines Rates im Rahmen der Verabschiedung der Ausweisungserlasse der Natura 2000-Gebiete durch keine Gesetzgebung auferlegt wird;

In der Erwägung jedoch, dass aufgrund von Artikel 30 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur die Regierung beschlossen hat, die Erhaltungskommissionen über die im Laufe der öffentlichen Untersuchung über die Entwürfe der Ausweisungserlasse der Natura 2000-Gebiete geäußerten Beschwerden und Bemerkungen zu Rate zu ziehen; dass diese Erhaltungskommissionen zur Aufgabe haben, den Erhaltungszustand der Natura 2000-Gebiete zu überwachen, um ihre Wahrung in einem günstigen Erhaltungszustand oder Wiederherstellung in einen solchen Zustand zu gewährleisten, wobei insbesondere die prioritären natürlichen Lebensraumtypen und die prioritären Arten berücksichtigt werden und die wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie die örtlichen Besonderheiten in Betracht gezogen werden.

In der Erwägung, dass die Erhaltungskommissionen aus Mitgliedern zusammengesetzt sind, die die verschiedenen Interessen der zivilen Gesellschaft vertreten, nämlich aus einem von der Regierung bestellten Vorsitzenden, vier Bediensteten der regionalen Verwaltung, worunter ein Bediensteter aus der für die Naturerhaltung zuständigen Dienststelle, ein Bediensteter aus der für die Raumordnung zuständigen Dienststelle, ein Bediensteter aus der für die Landwirtschaft zuständigen Dienststelle und ein Bediensteter aus der für das Wasser zuständigen Dienststelle; aus einem von dem "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vorgeschlagenen Mitglied; aus einem von dem "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vorgeschlagenen Mitglied; aus zwei von Vereinigungen mit der Naturerhaltung als Sozialzweck vorgeschlagenen Vertretern, aus zwei von Vereinigungen, die die Eigentümer und Benutzer des betroffenen Gebiets bzw. der betroffenen Gebiete vertreten, vorgeschlagenen Vertretern; aus zwei Vertretern, die von den Berufsvereinigungen, die die Verteidigung der in dem bzw. den betroffenen Gebiet(en) ausgeübten Tätigkeiten im Bereich der Landwirtschaft, Jagd, Fischzucht oder Forstwirtschaft als Gesellschaftszweck haben, vorgeschlagen werden; dass die in diesen Kommissionen vertretenen Zweckverbände die Möglichkeit haben, über ihre Vertreter an der Ausarbeitung der Stellungnahmen der Erhaltungskommissionen und somit an der Überwachung des Erhaltungszustandes der Gebiete unmittelbar teilzunehmen;

In der Erwägung, dass somit die Vorschriften im Bereich des Zugangs zur Information, der Öffentlichkeitsbeteiligung und des Zugangs zu den Gerichten wohl beachtet wurden und dem Grundsatz des "standstill" entsprechen;

In der Erwägung, dass die im Natura 2000-Gebiet BE31004 – "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" angetroffene Vielfalt der Lebensräume und Arten-Habitate dessen Ausweisung vollkommen rechtfertigt;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über die für ein Gebiet von gemeinschaftlicher Bedeutung typischen Merkmale im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 13 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 verfügt und dass es als solches durch die Europäische Kommission in deren Entscheidung vom 7. Dezember 2004, aktualisiert in deren Entscheidung vom 10. Januar 2011, gebilligt wurde;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet ein bedeutendes Gefüge aus mehreren in Anlage VIII des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführten natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse beherbergt, die anhand der in Anhang 3 des vorliegenden Erlasses zusammengefassten Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet Populationen mehrerer in Anlage IX des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführten Arten von gemeinschaftlichem Interesse enthält, die anhand der in Anhang 3 des vorliegenden Erlasses zusammengefassten Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet die Auswahlkriterien erfüllt, die in Artikel 25 § 1 und in Anlage X des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, so wie dies aus Anhang 3 des vorliegenden Erlasses hervorgeht, und dass es somit in seiner Eigenschaft als "besonderes Erhaltungsgebiet" als Natura 2000-Gebiet auszuweisen ist;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über einen großen ornithologischen Reichtum verfügt und dass es mehrere in Anlage XI des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführte Vogelarten beherbergt, so wie aus Anhang 3 des vorliegenden Erlasses hervorgeht; dass es mit Blick auf die Erhaltungsziele dieser Arten über ausreichend geeignete Territorien verfügt, sowohl was ihre Anzahl als auch ihre Größe betrifft, welche als Sonderschutzgebiet zu einem Natura 2000 Gebiet erklärt werden müssen;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 4^o des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass jeder Ausweisungserlass "*die Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zu der Auswahl des Gebiets geführt haben*" enthält; dass das Gebiet BE31004 besonders aus folgenden Gründen ausgewählt wurde:

"Der Standort umfasst Feucht- und Auengebiete am Rande der Dyle oder ihrer Zuflüsse (Bäche Petite et de Grande Marbaise), in Pécrot. Das Vorhandensein von alten, nicht mehr bewirtschafteten Feuchtwiesen, deren Vegetation sich zu Hochstaudenfluren, Röhrichtgebieten, Seggenrieden, Erlen- oder Weidenwäldern entwickelt hat, ist hervorzuheben; diese Gebiete sind für überwinternde Wasservögel und Zugvögel interessant (Rohrweihe, Schilfrohrsänger, Knäkente). Elemente des *Ranunculion fluitantis*, die in dem betroffenen geografischen Bereich selten vorkommen, werden dort ebenfalls beobachtet."

In Erwägung der im Anhang 3 aufgeführten Tabellen mit der Liste der Arten und Lebensräume, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, der Fläche dieser Lebensräume oder dem auf dem Gebiet geschätzten Bestand dieser Arten, sowie der Bewertung ihres Erhaltungszustands auf einer Skala von A bis C;

In der Erwägung, dass die Auswahl des Gebietes auf Basis der besten zur Verfügung stehenden wissenschaftlichen Kenntnisse und Daten geschehen ist, die insbesondere aus verschiedenen Bestandsaufnahmen, fotografischen und kartografischen Dokumenten, der wissenschaftlichen Literatur und biologischen Datenbanken resultieren;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich der verschiedenen Typen von natürlichen Lebensräumen (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der verschiedenen Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen; dass diese auf das ganze Gebiet hochgerechneten Daten Annäherungswerte enthalten; dass sie zum Teil aufgrund der besten zur Verfügung stehenden Kenntnisse präzisiert wurden und dass es sich empfehlen wird, die Präzisierung dieser Daten fortzuführen;

In der Erwägung, dass, was die in dem Anhang zum vorliegenden Erlass aufgeführten Flächen der Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse betrifft, die Daten aus zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen und 2015 präzisiert wurden;

In der Erwägung, dass, was die in dem vorliegenden Erlass aufgeführten Daten zu den Artenbeständen betrifft, die Daten aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen und 2015 präzisiert wurden;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich des Erhaltungszustands der Lebensräume und Arten gemeinschaftlichen Interesses aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen und 2015 präzisiert wurden; dass diese für das Gebiet geschätzten Daten Annäherungswerte enthalten, die später noch genauer bestimmt werden müssen;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen die Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ggf. als Überdruck über anderen Kategorien von Bewirtschaftungseinheiten, sowie die damit verbundenen Verbote und anderen besonderen Vorbeugungsmaßnahmen enthält;

In der Erwägung, dass es zwecks der Umsetzung der für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele notwendig ist, dort die folgenden Bewirtschaftungseinheiten genau abzugrenzen: "BE 1 – aquatische Lebensräume", "BE 2 – prioritäre offene Lebensräume", "BE 5 – Verbindungswiesen", "BE 7 – prioritäre Auenwälder", "BE 8 – einheimische Wälder von großem biologischem Interesse", "BE 10 – nicht einheimische Verbindungswälder", "BE 11 – Ackerbauland und anthropische Elemente";

In der Erwägung, dass die durch Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur auferlegte Verpflichtung, die wesentlichen natürlichen Lebensraumtypen kartographisch darzustellen, nicht voraussetzt, dass jeder natürliche Lebensraumtyp und jeder Artenbestand innerhalb des Gebiets genau lokalisiert werden soll; dass die Wörter "natürliche Lebensräume" in dieser Bestimmung auf die Definition von Artikel 1bis Ziffer 2 verweisen, nämlich "terrestrische oder aquatische Gebiete, deren geographische und abiotische Merkmale und Möglichkeiten einer natürlichen Besiedlung das Vorkommen oder die Reproduktion von wildlebender Tier- und Pflanzenarten ermöglichen. Die Lebensräume werden als natürlich bezeichnet, ob sie aufgrund eines menschlichen Eingriffs bestehen oder nicht"; dass das Wort "wesentlich" bedeutet, dass es sich lediglich darum handelt, die großen Kategorien natürlicher Lebensräume des Gebiets (wie z.B. die Laub- und Nadelwälder, die halbnatürlichen offenen Lebensräume, die Wiesen, Wasserflächen und -läufe, die verstädterten Gebiete, Kulturen, usw.) und nicht jeden genauen natürlichen Lebensraumtyp gemeinschaftlichen Interesses im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zu lokalisieren; dass betrachtet werden kann, dass die vorerwähnte, in dem Ausweisungserlass stehende Kartographie daher derjenigen der Bewirtschaftungseinheiten entspricht, insofern als diese in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 je nach großem Lebensraumtyp definiert sind, der global einheitliche Bewirtschaftungsmaßnahmen rechtfertigt; dass die auf jede Parzelle anwendbaren Einschränkungen leicht zur Kenntnis genommen werden können; dass es sich nämlich einerseits um auf das gesamte Gebiet anwendbare Einschränkungen handelt, d.h. diejenigen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen festgehalten sind, und andererseits um die Maßnahmen, die auf die betroffene Bewirtschaftungseinheit im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 anwendbar sind; dass die Angaben in Anhang 3 es ermöglichen, diese Karten zu ergänzen, und die im betreffenden Gebiet vorhandenen natürlichen Lebensräume zu identifizieren;

In der Erwägung, dass das System zum Schutz der Natura 2000-Gebiete vorsieht, dass eine Reihe von Handlungen und Arbeiten, die aufgrund anderer Gesetzgebungen keiner Genehmigung bedürfen, einer in den Zuständigkeitsbereich der DNF fallenden Abweichung, Genehmigung oder Notifizierung unterzogen werden; dass es um relative Verbote geht, insofern sie aufgehoben werden können, vorausgesetzt, dass die betroffenen Handlungen die Unversehrtheit des Gebiets gemäß Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht beeinträchtigen; dass das Gleiche für die Handlungen gilt, die aufgrund einer anderen Gesetzgebung einer Genehmigung bedürfen; dass auf jeden Fall Arbeiten aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialer und wirtschaftlicher Art, erlaubt werden könnten, unter Beachtung der in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnten Abweichungsbedingungen, nämlich wenn keine Alternativlösungen vorliegen, und vorausgesetzt, dass Ausgleichsmaßnahmen ergriffen werden, um sicherzustellen, dass die globale Kohärenz von Natura 2000 gewährleistet wird;

In Erwägung von Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, laut dessen es in den Natura 2000-Gebieten verboten ist, die natürlichen Lebensräume zu verschlechtern und die Arten zu stören, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, insofern diese Störungen sich im Hinblick auf die Ziele von Natura 2000 beachtlich auswirken könnten; dass dieser Artikel auf die außerhalb der Natura 2000-Gebiete getätigten Handlungen eine potentielle Anwendung findet; dass Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur betreffend die geeignete Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt ebenfalls auf Projekte und Pläne, die außerhalb der Natura 2000-Gebiete liegen und sich auf ein Natura 2000-Gebiet im Hinblick auf die Ziele der Erhaltung dieses Gebiets beachtlich auswirken könnten, Anwendung findet;

In der Erwägung, dass, was die Verhältnismäßigkeit der Maßnahmen betrifft, die Regierung eine Präventivregelung eingeführt hat, die auf graduellen Einschränkungen je nach der Empfindlichkeit der Lebensräume und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse gegen Störungen beruht, in der Form von Verboten, Genehmigungen und Notifizierungen; dass die Ersten Tätigkeiten betreffen, die in den meisten Fällen bedeutende Auswirkungen auf die geschützten Ökosysteme haben können, während Letztere Tätigkeiten betreffen, die nur unter bestimmten Umständen solche Auswirkungen haben könnten;

In der Erwägung, dass die Wahl der anwendbaren Maßnahmen durch die Regierung in ihren Erlassen vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 auf der Grundlage von wissenschaftlichen Erwägungen erfolgte, unter Berücksichtigung der sozialwirtschaftlichen Erfordernisse gemäß dem Europäischen Recht, um die wirtschaftlichen oder gemeinnützigen Aktivitäten so wenig wie möglich zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit für die zuständige Behörde, ihre Genehmigung zu verweigern oder mit Bedingungen zu verbinden, sowie die Möglichkeit, Abweichungen von den Verboten von Fall zu Fall zu gewähren, den Willen der Regierung beweisen, nur die Anforderungen aufzuerlegen, die zur Erfüllung der Erhaltungsziele innerhalb des Natura 2000-Netzes unbedingt notwendig sind;

In der Erwägung, dass die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung die Erweiterung von solchen Infrastrukturen wie landwirtschaftliche Betriebe, Klärstationen, elektrische Leitungen, Eisenbahnlinien, Straßen, Gasleitungen usw. nicht ausschließt, insofern diese Erweiterung durch die erforderliche(n) Genehmigung(en) gedeckt ist und wenn nötig Gegenstand einer vorherigen geeigneten Bewertung der Ein- und Auswirkungen gemäß den Modalitäten und Bedingungen von Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur gewesen ist;

In Erwägung der von bestimmten Personen vorgebrachten Beschwerden über die Unmöglichkeit, ab dem Zeitpunkt der Ausweisung der Gebiete im Rahmen der für diese Gebiete eingeführten Präventivregelung bei bestimmten Notlagen zu handeln; dass weder die Vogelschutz- und Habitat-Richtlinien noch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur die Notlagen ausdrücklich in Betracht ziehen; dass das allgemeine Verbot gemäß Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nur die Eingriffe des Bürgermeisters im Rahmen seiner Befugnisse der Allgemeinpolizei von seinem Anwendungsbereich ausschließt; dass die Eingriffe der regionalen und lokalen Verwaltungen, die nicht in diesem Rahmen stattfinden, auch wenn sie durch Notfall begründet sind, diesem Verbot jedoch unterliegen, außer wenn die Bedingungen für die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genannte Abweichung beachtet werden, so wie dieses aus der neuen Rechtsprechung des Gerichtshofes über Artikel 6 § 2 der Habitat-Richtlinie (Entscheid Alto Sil) hervorgeht;

In der Erwägung, dass die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 verschiedene Hypothesen vorsehen, in denen bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen aus Gründen der Sicherheit der Personen keine Anwendung finden (Bäume, die eine Bedrohung für die Sicherheit der Personen darstellen und die sich entlang der Straßen, Wege und Pfade, der Bahngeleise, Strom- und Gasleitungen, in der BE 6 "prioritäre Forstgebiete" zum Beispiel befinden); dass, was die Eingriffe in den Wasserläufen betrifft, insbesondere im Falle von Hochwasser, keine Vorbeugungsmaßnahme Eingriffe zum Entfernen von Verkläunungen oder zum Fällen von für die Sicherheit der Personen gefährlich gewordenen Bäumen untersagt oder einer Genehmigung bzw. Notifizierung unterwirft, dass in den Wäldern, die der Forstregelung nicht unterliegen, die abgestorbenen Bäume, die die Sicherheit bedrohen und sich nicht entlang der Straßen, Wege und Pfade im Sinne des Forstgesetzbuches, der Bahngeleise, Strom- und Gasleitungen befinden, gefällt werden können, vorausgesetzt, dass sie an Ort und Stelle liegen bleiben (Artikel 3 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011); dass in den BE 1 keine Maßnahme diesbezügliche Auflagen vorsieht, außer wenn die Notmaßnahme eine Abänderung des Bodenreliefs verursacht;

In der Erwägung, dass in Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung ein Schnellverfahren für Abweichungen und Genehmigungen für Natura 2000-Akten vorgesehen ist; dass eine andere Möglichkeit darin besteht, dringende Eingriffe zu Zwecken der öffentlichen Sicherheit in einem Verwaltungsplan im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 vorzusehen;

Dass andererseits festzustellen ist, dass weder das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (CWATUPE) noch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung die Handlungen, Arbeiten oder Einrichtungen, die aus dringenden oder mit der öffentlichen Sicherheit verbundenen Gründen notwendig sind, von den anwendbaren Förmlichkeiten befreit; dass es deshalb weder übertrieben noch diskriminierend ist, im Natura 2000-System keine solchen Ausnahmen vorzusehen;

In der Erwägung, dass, was die Zugangseinschränkungen zu den Straßen, Wegen und Pfaden in den Natura 2000-Gebieten oder zu den nichtschiffbaren Wasserstraßen oder zu bestimmten Staudämmen betrifft, keine besondere Zugangsform durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 einer Kontrolle unterworfen ist;

In der Erwägung dagegen, dass aufgrund des Kumulierungsprinzips der Verwaltungspolizeivorschriften die Regeln über den Verkehr in den Wäldern oder Wasserläufen in den Natura 2000-Gebieten weiterhin völlig anwendbar sind;

In der Erwägung ebenfalls, dass im Allgemeinen, was den proportionalen Charakter der Maßnahmen betrifft, die Tatsache, dass bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen manchmal "positive" Handlungen seitens der Eigentümer und Benutzer anstatt lediglich Enthaltungen mit einschließen, dennoch nicht voraussetzt, dass diese Maßnahmen unbedingt als Maßnahmen der aktiven Verwaltung angegeben werden müssen;

In der Erwägung nämlich, dass zahlreiche Bestimmungen der Verwaltungspolizei ggf. unter Gefahr einer Strafverfolgung "Handlungspflichten" im allgemeinen Interesse voraussetzen, und dies ohne Entschädigung, wie zum Beispiel in Sachen Distelstechen der Wiesen, Bewirtschaftung der nicht unter Schutz gesetzten Wasserläufe, Ausästen der Bäume über öffentlichen Straßen, Erhaltung in einem zufriedenstellenden Sauberkeitszustand der Randstreifen und Bürgersteige oder aber Reparieren der Vizinalwege;

In der Erwägung, dass die sich aus den Vorbeugungsmaßnahmen ergebenden Auflagen, einschließlich derjenigen, die bestimmte positive Pflichten für die dadurch betroffenen Personen mit sich bringen können, im Rahmen der Natura 2000-Regelung finanziell durch Entschädigungen sowie Steuerbefreiungen ausgeglichen werden;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen, die dem Vieh den Zugang zu den Wasserläufen untersagen, nicht spezifisch für Natura 2000 sind; dass diese bereits ohne finanziellen Ausgleich aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe sowie des Königlichen Erlasses vom 5. August 1970 zur allgemeinen Polizeiverordnung für nicht schiffbare Wasserläufe auf ungefähr die Hälfte des wallonischen Gebiets anwendbar waren; dass die Auflagen dieser Gesetzgebung vor kurzem abgeändert worden sind und durch das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 zur Regelung der Verpflichtung, die beweideten Ländereien, die sich entlang der Wasserläufe befinden, einzufrieden, und zur Änderung verschiedener Bestimmungen verstärkt worden sind; dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 über die Einführung einer Subventionsregelung zugunsten der Züchter für die Ausrüstung der Weiden entlang der Wasserläufe und der Erlass vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur Finanzierungsmöglichkeiten für das Anbringen von Einfriedungen vorsehen;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass die Ausweisungserlasse *„unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen sowie der lokalen Besonderheiten, die vorgeschlagenen Mittel angeben müssen, um die Erhaltungsziele zu erreichen“*, einschließlich derjenigen, die in dieser Bestimmung erwähnt sind, u.a. des Vertrags zur aktiven Verwaltung; dass der vorliegende Erlass die durch das Gesetz vorgeschlagene Liste übernimmt, ohne genau anzugeben, welche Mittel je Parzelle oder Bewirtschaftungseinheit benutzt werden; dass eine solche Genauigkeit von dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht vorgeschrieben wird;

In der Erwägung, dass um möglichst umfassende Verhandlungen mit den Eigentümern und Benutzern anlässlich der Konzertierung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder den Abschluss jeglicher anderen Vereinbarung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 4 desselben Gesetzes zu erlauben, es vorzuziehen ist, alle Möglichkeiten in dem Ausweisungserlass offen zu lassen; dass die zuständige Behörde dadurch imstande sein wird, unter Berücksichtigung der lokalen Bedürfnisse hinsichtlich der Erhaltung, der sozialwirtschaftlichen Anforderungen und der Wünsche der betroffenen Eigentümer und Benutzer die geeignetesten Mittel von Fall zu Fall zu bewerten, um die aktive Verwaltung der Parzellen innerhalb der verschiedenen Bewirtschaftungseinheiten zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das Streben nach diesem Genauigkeitsgrad in dem Ausweisungserlass dessen Verabschiedung erheblich verzögert hätte, wo doch die Verabschiedung es ermöglichen soll, die Präventivregelung in ihrer Gesamtheit anwendbar zu machen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer im Rahmen der öffentlichen Untersuchung die Möglichkeit gehabt haben, Beschwerden über die Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten und über die für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele (d.h., zur Erinnerung, die Erhaltung in den betreffenden Gebieten der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend gewesen sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität ihrer Habitate) einzureichen, da der Erlassentwurf zur Festlegung dieser allgemeinen Ziele in der Akte aufgenommen war, die der öffentlichen Untersuchung unterworfen wurde;

In der Erwägung, dass diese Elemente bereits erlaubten, die im Rahmen der aktiven Verwaltung zu verfolgenden Ziele zu bestimmen; dass ihr Vertrauen keineswegs missbraucht wurde, insofern die Liste der vorgeschlagenen Mittel ganz offen bleibt, und sie nicht für jede Parzelle einzeln bestimmt worden ist; dass die nützliche Wirkung der Untersuchung nicht beeinträchtigt wird, da die Eigentümer und Benutzer ihre Bemerkungen über die Konfiguration der Bewirtschaftungseinheiten, die weitgehend bestimmt, welcher Art Auflagen die dort gelegenen Parzellen unterliegen werden, bereits gelten lassen können;

In der Erwägung, dass der Begriff *„Verwaltungsplan“* im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen, entweder den Sonderbewirtschaftungsplan eines domanialen Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines anerkannten Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines Forstschutzgebiets oder die nach dem 13. September 2009 angenommene Forsteinrichtung, die vor diesem Zeitpunkt bestehende aber gemäß Artikel 64 Absatz 1 des Forstgesetzbuches überarbeitete Forsteinrichtung, oder die von der OGD3 in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen abgegebene gleichlautende Stellungnahme für eine biologisch wertvolle Weide betrifft; dass die Verwaltungspläne nicht Teil des vorgeschriebenen Inhalts der Ausweisungserlasse sind, so wie dieser vom Gesetzgeber festgelegt worden ist;

In der Erwägung, dass die Regelung für den primären Schutz und die Präventivregelung, die jeweils auf die um eine Ausweisung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete und auf die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als Natura 2000-Gebiete ausgewiesenen Gebiete anwendbar sind, weder eine Enteignung noch eine Maßnahme, die im Sinne der Rechtsprechung des Verfassungsgerichtshofs einer Enteignung gleichgestellt werden kann, sondern Maßnahmen zur Regelung der Nutzung der Güter bilden, die keineswegs den Entzug des Eigentumsrechts, auch auf indirekte Weise, zur Folge haben; dass sich diese Regelungen unmittelbar in den Rahmen von Absatz 3 des Artikels 1 des ersten Protokolls einfügen, das den Staaten erlaubt, die Nutzung der Güter zu gemeinnützigen Zwecken zu regeln;

In der Erwägung, dass insbesondere die für die Bewirtschaftung der betreffenden Agrarflächen in den BE 2 und 3 auferlegten Einschränkungen keinesfalls zu einem endgültigen Bewirtschaftungsverbot führen, insbesondere indem sie das Verbot einführen würden, diese Flächen zu beweiden oder den Graswuchs zu ernten, und dass sie lediglich die Pflicht voraussetzen, bestimmte landwirtschaftliche Praktiken zu ändern, um sie mit den ökologischen Anforderungen der betreffenden Arten und Lebensräume zu vereinbaren, insofern diese Arten und Lebensräume per Definition an Agrargebiete gebunden sind und es sich also nicht um Gebiete handelt, in denen keinerlei menschliche Aktivität vorzufinden ist; dass das in dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Entschädigungsverfahren und die den Eigentümern gewährten Steuerbefreiungen auf jeden Fall dazu beitragen, die Mehrkosten und die Einkommensverluste, die zu Lasten mancher Betreiber entstehen könnten, auszugleichen, so dass auf diese Weise ein *„ausgewogenes Verhältnis“* zwischen den Anforderungen des allgemeinen Interesses und dem in der europäischen Menschenrechtskonvention verankerten Recht auf Wahrung des Eigentums gewährleistet wird, das es zu beachten gilt;

In der Erwägung, dass den Eigentümern und Verwaltern von in Natura 2000-Gebieten gelegenen Geländen finanzielle Vorteile gewährt werden, um die zusätzlichen gesetzlichen und ordnungsmäßigen Auflagen, die aufgrund ihrer Eingliederung in das Netz Natura 2000 auf diese Gelände anwendbar sind, auszugleichen;

In der Erwägung, dass die Entschädigung der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die in Ausführung von Artikel 31 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 vorgesehen wird, auf der Grundlage einer objektiven wirtschaftlichen Bewertung berechnet wurde; dass diese Entschädigung ermöglicht, die durch diese Regelung der Nutzung der Güter gegebenenfalls entstehenden Mehrkosten und Einkommensverluste auszugleichen, wodurch der proportionale Charakter der Maßnahme gewährleistet wird; dass diese Entschädigung aufgrund der Anforderung, eine Verhältnismäßigkeit zu gewährleisten, im Rahmen der Präventivregelung höher ist, da diese Regelung zu größeren Einschränkungen führt als die Regelung für den primären Schutz in den BE 2 und 3;

In der Erwägung, dass 5% der Gesamtfläche der wallonischen Wiesen aktuell im Rahmen der Agrarumweltmaßnahme AUM2 "Naturwiese" gegen eine beträchtlich geringere Entschädigung bewirtschaftet werden; dass in dem Bestreben, ausreichende Ausgleichszahlungen anzubieten, das Niveau der Entschädigungen weit höher liegt und die in den europäischen Regelungen festgelegten Höchstbeträge von 200 Euro pro ha und Jahr übersteigt;

In der Erwägung, dass zu diesen Entschädigungen noch eine Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug, von den Erbschaftssteuern und – seit 2011 – von den Schenkungssteuern zugunsten der Eigentümer hinzukommt;

In der Erwägung, dass daher in keinem Fall von einer de facto-Enteignung die Rede sein kann, die in keinem Verhältnis zu den in Anwendung der europäischen Gesetzgebung verfolgten Erhaltungszielen (d.h. die Erhaltung in den betreffenden Gebieten der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität ihrer Habitate) stehen würde;

In Erwägung der während der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden betreffend die angebliche Verletzung des "standstill"-Grundsatzes;

In der Erwägung, dass der Regierung insbesondere vorgeworfen wird, das Schutzniveau der acht bereits am 30. April 2009 von der Regierung ausgewiesenen Gebiete merklich herabgesetzt zu haben, ohne jedoch Gründe des Allgemeininteresses anzugeben, die einen solchen wesentlichen Rückgang rechtfertigen könnten;

In der Erwägung, dass *"ein globaler Blickwinkel auf die Reform notwendig ist, um zu beurteilen, inwiefern die Reform nach Abschluss der "Kosten-Nutzen"-Bilanz einen Rückgang bringt oder nicht"* (C.E., n° 187.998, 17. November 2008, Coomans und weitere; siehe ebenfalls C.E., Nr. 191.272, 11. März 2009, asbl *Inter-Environnement Wallonie*);

In der Erwägung, dass im Anschluss an die Verabschiedung der ersten acht Ausweisungserlasse vom 30. April 2009 beschlossen wurde, das System zu reformieren, um dessen Übersichtlichkeit und somit die Durchführung vor Ort zu verbessern; dass demnach eine neue Strategie zur Ausweisung der gesamten Natura 2000-Gebiete und zu deren Schutz ausgearbeitet wurde und dass somit in diesem Rahmen beschlossen wurde, die Ausweisung der Gebiete (Perimeter, Bezeichnung, Einteilung in Bewirtschaftungseinheiten, Katasterparzellen) von den in diesen anwendbaren Schutz- und Verwaltungsmaßnahmen zu trennen; dass dies es ermöglicht, den Inhalt der Ausweisungserlasse durch die Schaffung einer gemeinsamen Grundlage zu erleichtern, deren Übersichtlichkeit verbessert wurde;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen derart revidiert wurden, dass sie vor Ort besser kontrolliert werden können mit dem Ziel, deren effektive und wirksame Durchführung zu gewährleisten; dass der betreffende Anwendungsbereich mancher Maßnahmen erweitert wurde;

In der Erwägung, dass die acht Gebiete, die am 30. April 2009 ausgewiesen wurden, im Allgemeinen nicht weniger als heute geschützt sein werden, da ihre Ausweisungserlasse im Sinne der Gleichstellung der betroffenen Eigentümer und Benutzer, der Harmonisierung, der Kohärenz und der Wirksamkeit aufgehoben und ersetzt werden, ohne dass dadurch ein merklicher Rückgang des Schutzes entsteht;

In der Erwägung, dass die Analyse der auf die am 30. April 2009 ausgewiesenen Gebiete anwendbaren Regelung und der heutigen Regelung nicht auf ein geringeres allgemeines Schutzniveau schließen lässt, wobei vorausgesetzt wird, dass manche Bestimmungen in den Ausweisungserlassen vom 30. April 2009 als überflüssig im Vergleich zu den durch andere geltende Gesetzgebungen verabschiedeten Bestimmungen identifiziert worden sind, wie beispielsweise das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, das Gesetz vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei und das Forstgesetzbuch;

In der Erwägung, dass der weniger "spezifische" Charakter der Vorbeugungsmaßnahmen und der Erhaltungsziele (damals noch "Ziele der aktiven Verwaltung" genannt) keinen Rückgang in Sachen Schutz voraussetzt; dass die oben bereits erwähnten Erhaltungsziele in der Tat auf Ebene der Region harmonisiert sein werden (für jede Art/jeden Lebensraum) ohne jedoch weder in ihrem Inhalt, noch in ihrem juristischen Wert eingeschränkt zu werden; dass diese Harmonisierung es möglich macht, die Gleichstellung von Eigentümer und Benutzer besser einzuhalten, und die Schwere der am 30. April 2009 verabschiedeten Ausweisungserlasse erheblich reduziert;

In der Erwägung, dass die geringere Genauigkeit der Kartographie der Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse nicht unbedingt zu irgendeinem Rückgang im Inhalt des auf die betroffenen Arten und Lebensräume anwendbaren Schutzes führen wird; Letztere bleiben weiterhin durch die in Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und in dessen Durchführungserlassen vorgesehene Präventivregelung geschützt;

In der Erwägung, dass sich der Inhalt der für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele (d.h. die Erhaltung in den betreffenden Gebieten der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität ihrer Habitate - und der Vorbeugungsmaßnahmen -, wie in den Erlassen der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 festgehalten) gewiss geändert hat im Verhältnis zu dem Inhalt der Ausweisungserlasse vom 30. April 2009, jedoch nicht im Sinne eines Rückgangs, geschweige denn eines wesentlichen Rückgangs;

In der Erwägung, dass, was die Kriterien betrifft, auf deren Grundlage die Ausweisungserlasse erstellt wurden, diese auf die durch die Vogelschutz- und Habitat-Richtlinien sowie durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Anforderungen beschränkt sind, dass das durch diese Texte verfolgte Ziel darin besteht, die Erhaltung der natürlichen Lebensräume und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse in einem günstigen Erhaltungszustand oder die Wiederherstellung in einen solchen Zustand zu sichern; dass die Auswahl und Abgrenzung der Gebiete nur auf der Grundlage von wissenschaftlichen Kriterien und nicht von sozialwirtschaftlichen Erwägungen erfolgen können;

In der Erwägung, dass die Bewirtschaftungseinheiten aus unterbrochenen oder ununterbrochenen Arealen innerhalb eines Natura 2000-Gebiets bestehen, die globale einheitliche Erhaltungsmaßnahmen erfordern und die unter Berücksichtigung ökologischer, technischer und/oder sozialwirtschaftlicher Kriterien abgegrenzt sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region Verantwortung trägt, was die Bewahrung der Lebensräume und Arten von gemeinschaftlichem Interesse in einem günstigen Erhaltungszustand betrifft; dass manche dieser Lebensräume und Arten sich zwar in der Wallonischen Region als gut vertreten erweisen können, sie jedoch in Anbetracht ihrer verhältnismäßigen Seltenheit auf europäischer Ebene eine strenge Schutzregelung rechtfertigen;

In der Erwägung, dass momentan kein Anlass besteht, Parzellen im Verhältnis zu dem einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Gebiet hinzuzufügen, da Letzteres den durch Vogelschutz- und Habitatrichtlinien und durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegten Auswahlkriterien genügt;

In der Erwägung, dass das Areal des Gebiets, das schlussendlich ausgewiesen wird, aufgrund der im Rahmen der öffentlichen Untersuchung eingereichten Anträge ganz oder teilweise manche Parzellen des in erster Lesung verabschiedeten Areals ausschließt; dass sich nach Prüfung und Aktualisierung der Angaben herausgestellt hat, dass diese Parzellen nicht den wissenschaftlichen Kriterien entsprechen, um als besonderes Erhaltungsgebiet oder als besonderes Schutzgebiet ausgewiesen zu werden, insofern sie nicht von besonderem biologischen Interesse sind; dass dieser Umstand nicht auf eine fehlende oder eine mangelhafte Bewirtschaftung zurückzuführen ist; dass diese Parzellen zudem nicht zur Kohärenz des Natura-Netzes beitragen; dass sie nicht dazu beitragen, dass die Erhaltungsziele erreicht werden; dass sich daraus ergibt, dass sie irrtümlich in das Gebiet integriert worden sind, und sie daher zu entfernen sind; dass den sonstigen Anträgen auf Entfernung von Parzellen nicht stattgegeben wurde, insofern diese sich Parzellen bezogen, die entweder die wissenschaftlichen Kriterien für die Auswahl der Gebiete erfüllen, oder die für die Kohärenz des Natura 2000-Netzes sowie für das Erreichen der Erhaltungsziele erforderlich sind;

In der Erwägung, dass manche Parzellen trotz ihrer Eintragung in den dem Ausweisungserlass beigefügten Karten aufgrund einer dem Ausweisungserlass beigefügten Liste aus dem Gebiet ausgeschlossen werden (siehe Anhang 2.2); dass diese Vorgehensweise durch Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 7 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zugelassen wird, laut dem im Falle von Unstimmigkeiten die schriftlichen Vorschriften bezüglich der Abgrenzung des Gebiets und der Bewirtschaftungseinheiten vor den graphischen Vorschriften Vorrang haben; dass in praktischer Hinsicht die Größe der bebauten Parzellen gegebenenfalls sehr gering sein kann; dass zur Vermeidung einer "Durchlöcherung" der Karten durch die Abgrenzung der besagten Parzellen die Option der Liste der aus dem Gebiet ausgeschlossenen Parzellen ohne Angabe auf der Karte selbst vorgezogen wurde;

In der Erwägung, dass aus Gründen einer zeitlichen Stabilität die Referenzunterlage der vektoriellen IGN-Daten im Maßstab 1/10.000 die Grundlage der Natura 2000-Kartographie bildet; dass es sich wie bei jeder kartographischen Referenzunterlage um eine Wiedergabe der Situation vor Ort handelt; dass sich daraus Ungenauigkeiten im Verhältnis zu der wirklichen Lage oder Änderungen vor Ort, die nicht in der Kartographie berücksichtigt werden, ergeben können;

In der Erwägung, dass die offizielle Referenz in Sachen katastrale Parzellierung die Katastermutterrolle ist und dass die sich daraus ergebenden kartographischen Schichten (CADMap) nicht auf einer besonderen Referenzunterlage gründen, sondern eine Digitalisierung der Parzellenpläne darstellen;

In der Erwägung, dass das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem (InVeKoS) das Ergebnis der Digitalisierung der gesamten landwirtschaftlichen Parzellen ist, die in der Wallonischen Region auf der Grundlage von orthorektifizierten Luftbildfotos gemeldet sind;

In der Erwägung, dass die Katasterparzellen und die Elemente der Natura 2000-Schicht nicht genau deckungsgleich sind; dass die Parzellen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) und die Elemente der Natura 2000-Schicht ebenso nicht genau deckungsgleich sind; dass sich dadurch Verschiebungen ergeben; dass es demnach angebracht ist, die Karten und die Ortslage richtig zu deuten, um die wirklich vorhandenen Abgrenzungen der Parzellen und der Bewirtschaftungseinheiten zu identifizieren, von denen die kartographischen Schichten nur Abbildungen sind;

In der Erwägung, dass, was den Sektorenplan betrifft, die kartographischen Schichten Benutzungsbegrenzungen aufweisen, die auf folgendem Link beschrieben werden und verfügbar sind: http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; dass zwischen dem Sektorenplan und dem IGN, das für die Natura 2000-Kartographie als Referenzunterlage gedient hat, Verschiebungen vorkommen;

In der Erwägung, dass die sachlichen Zuständigkeiten innerhalb unseres Föderalstaates unter Vorbehalt der Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit und der Beachtung der föderalen Loyalität in Exklusivität ausgeübt werden; dass eine föderierte Gebietskörperschaft die Ausübung föderaler Zuständigkeiten durch den föderalen Staat nicht unmöglich machen oder übertriebenermaßen erschweren darf; dass im vorliegenden Fall die Wallonische Region nicht direkt auf die föderalen Zuständigkeiten übergreift;

In der Erwägung, dass, was insbesondere die Eisenbahn betrifft, das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur lediglich das Ziel der Naturerhaltung verfolgt und nicht die Verwaltung und die Instandhaltung der Eisenbahninfrastrukturen selbst regelt; dass zwischen den beiden Verwaltungsvorschriften eine Kumulierung möglich ist; dass wenn sich aus der Präventivregelung grundsätzlich bestimmte Einschränkungen ergeben können, sie die Wahrung und Instandhaltung der Infrastrukturen nicht unbedingt "unmöglich macht" oder "übertriebenermaßen erschwert"; dass falls die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet ist, zum Beispiel durch Baustellenfahrzeuge, immer noch eine Abweichung aus Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses aufgrund des Artikels 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur möglich ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer eventuelle Unvereinbarkeiten zwischen gewissen Bestimmungen der Ausweisungserlasse und denjenigen der Sonderverwaltungspolizei, mit der sie beauftragt sind, hervorheben (z.B. das Gesetz vom 25. Juli 1891 zur Revision des Gesetzes vom 15. April 1843 über die Eisenbahnpolizei oder das Gesetz vom 12. April 1965 über die Beförderung mittels Rohrleitungen von gasförmigen oder sonstigen Produkten); dass diese Unvereinbarkeiten mit der Normenhierarchie im Widerspruch stehen würden, insofern diese Regeln Gesetzeskraft haben und die Ausweisungserlasse hingegen nur Verordnungskraft haben;

In der Erwägung, dass diese Aussagen unbegründet sind, da keine konkrete Unvereinbarkeit nachgewiesen werden konnte; dass die in den Polizeigesetzgebungen bezüglich der Infrastrukturen öffentlichen Interesses vorgesehenen gesetzlichen Dienstbarkeiten Einschränkungen hinsichtlich des Eigentumsrechts der Anwohner dieser Infrastrukturen auferlegen, die gemäß dem Kumulierungsprinzip der Verwaltungsvorschriften zu den auf die um eine Ausweisung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete anwendbaren Vorschriften der Regelung für den primären Schutz und zu der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung hinzukommen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer als Landbewirtschafter verpflichtet sind, alle auf ihr Eigentum anwendbaren gesetzlichen Dienstbarkeiten einzuhalten, ohne dass dies jedoch ein Unvereinbarkeitsproblem zwischen dem Ausweisungserlass und den Vorschriften dieser Polizeigesetzgebungen darstellt;

In der Erwägung, dass die Kumulierung tatsächlich die Verpflichtung für den Verwalter der Infrastruktur voraussetzt, die Regeln einzuhalten, die sich aus der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung ergeben, darunter auch gegebenenfalls die Verpflichtung, die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung zu ersuchen, wenn das Projekt die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet; dass dies nicht unbedingt zur Folge hat, dass der Ausweisungserlass die betroffenen Gesetzgebungen der Verwaltungspolizei verletzt; dass übrigens die Möglichkeit der Beantragung einer Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialwirtschaftlicher Art oder in Verbindung mit der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, den Verwaltern der Infrastrukturen öffentlichen Interesses ermöglicht, Projekte zu Ende zu führen, die durch derartige Gründe gerechtfertigt sind, wenn keine alternativen Lösungen vorliegen und Ausgleichsmaßnahmen vorgesehen sind;

In der Erwägung darüber hinaus, dass die sich aus der Präventivregelung ergebenden Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Gebiete infolge ihrer Ausweisung als Natura 2000-Gebiete anwendbar sind, außerdem die Aufgaben öffentlichen Dienstes, die den Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere den in den Grundgesetzgebungen wie das Gesetz vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen (Artikel 156) erwähnten autonomen öffentlichen Unternehmen, worunter Infrabel, anvertraut werden, nicht in Frage stellen;

In der Erwägung, dass die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung nur eine sehr beschränkte Anzahl von meist landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeiten verbietet, und zwar nur in bestimmten, sehr empfindlichen Bewirtschaftungseinheiten;

In der Erwägung, dass sich im Übrigen die hauptsächliche Einschränkung aus der durch Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Verpflichtung für die bewirtschaftende Behörde ergibt, jeweils die Arten und Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses, die für die Ausweisung des Gebiets als Natura 2000-Gebiet ausschlaggebend sind, weder erheblich zu stören, noch zu beschädigen, und die Unversehrtheit des Gebiets durch Pläne oder Genehmigungen, die beträchtliche Auswirkungen auf das Gebiet haben könnten, gemäß Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass diese Einschränkungen durch die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, oder sozialwirtschaftlicher Art und nach Begutachtung der Kommission aufgehoben werden können, wenn in dem Gebiet prioritäre Lebensräume oder Arten vorhanden sind; dass dieser Rahmen durch die Richtlinie 92/43 vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen festgelegt wird und nicht abgeändert werden darf, da sonst gegen das europäische Recht verstoßen würde;

In der Erwägung, dass, falls ein offensichtlicher Widerspruch zwischen den verordnungsrechtlichen Bestimmungen eines Ausweisungserlasses und der Bestimmung einer Polizeigesetzgebung oder einer Grundgesetzgebung zur Organisierung von öffentlichen Diensten, die Infrastrukturen innerhalb oder in der Nähe eines Natura 2000-Gebiets benutzen, festgestellt werden sollte, sich dieser Widerspruch nicht aus dem Ausweisungserlass ergeben würde, sondern unmittelbar aus den Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur (Artikel 28 und 28bis), in dem die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung eingeführt wird; dass der Ausweisungserlass nur ein bedingender Akt ist, der hauptsächlich Verordnungs kraft hat und dessen Verabschiedung insbesondere die Auslösung des Inkrafttretens, innerhalb eines von ihm abgegrenzten Areals, einer Reihe von Vorbeugungsmaßnahmen mit gesetzlichem Charakter zur Folge hat, ebenso wie beispielsweise ein Unterschutzstellungserlass, der trotz seines individuellen Wertes die in der Gesetzgebung über den Schutz des kulturellen Erbes vorgesehene Schutzregelung auf den unter Schutz stehenden Standort anwendbar macht;

In der Erwägung, dass, was die Möglichkeit einer Berücksichtigung, im Stadium der Abgrenzung des Gebiets, vorhandener oder geplanter gemeinnütziger Infrastrukturen oder Ausrüstungen öffentlichen Dienstes, wie beispielsweise bestehende oder einzurichtende Klärstationen, Eisenbahnlinien, das Straßennetz, Kanalisationen, usw. betrifft, daran erinnert werden muss, dass die Wallonische Regierung ihre Ausweisung der Natura 2000-Gebiete nur auf rein wissenschaftliche Kriterien stützen kann, die durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegt sind; dass es demnach unmöglich ist, bestimmte Teile aus dem Areal eines Gebiets, das den Kriterien zur Einstufung als Natura 2000-Gebiet genügt, auszuschließen, nur um die Miteinschließung in das Gebiet von Parzellen zu vermeiden, die zur Ansiedlung oder zum Betrieb von Infrastrukturen, seien sie auch von gemeinnütziger Art, bestimmt sind;

In der Erwägung, dass die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 vorgesehenen Möglichkeiten einer Abweichung von der Präventivregelung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses im Gegenteil den Verwaltern ermöglichen, Tätigkeiten ungeachtet ihrer Auswirkungen auf die Gebiete auszuüben, wenn bestimmte Bedingungen erfüllt sind;

In der Erwägung, dass in Bezug auf den Antrag der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude (OGD1) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (SPW), der VoE "GRACQ" und der VoE "Chemins du rail" bezüglich des Wunsches, die Grundflächen der stillgelegten Eisenbahngleise zwecks der Entwicklung des "RAVeL" oder neuer Eisenbahngleise zu erhalten, und ihres Vorschlags, systematische Eisenbahngleise in die anthropogene Bewirtschaftungseinheit (BE 11) auf mindestens 12 Meter mit einzuschließen, sowie in Bezug auf den Antrag von Infrabel, den Bereich der Eisenbahninfrastruktur und die Gesamtheit oder einen Teil der Parzellen, die sich in einer ab dem freien Rand der Eisenbahn gemessenen Zone von 20 Metern befinden, auszuschließen, die Wallonische Regierung die Gebiete nur aufgrund wissenschaftlicher Kriterien und nicht aufgrund sozialwirtschaftlicher Erwägungen auswählen und abgrenzen kann; dass es demnach nicht in Frage kommen kann, ein Straßennetz oder Eisenbahngleise ohne wissenschaftliche Begründung aus einem Gebiet auszuschließen;

In der Erwägung, dass grundsätzlich keine Unvereinbarkeit zwischen der sich aus der Verabschiedung des Ausweisungserlasses ergebenden Präventivregelung und der Eisenbahnpolizei besteht, was jegliche Regelwidrigkeit in Verbindung mit der angeblichen Nichteinhaltung der besagten Eisenbahnpolizei ausschließt; dass es sich um zwei getrennte Verwaltungspolizeivorschriften handelt, deren Auswirkungen sich kumulieren; dass wenn auch ein Widerspruch hervorgehoben werden kann, was im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen nicht der Fall war, der Ausweisungserlass, zumindest wenn er weder spezifische Erhaltungsziele, noch spezifische Vorbeugungsmaßnahmen oder Verbote beinhaltet, das heißt eigens für das Gebiet bestimmte Maßnahmen und Verbote, sich als ein bedingender Akt erweist, dessen Inkrafttreten die Bedingungen für die Anwendung einer Präventivregelung dekretalen Ursprungs gemäß Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur stellt; dass sich zwei Polizeiregeln gleicher Rangordnung zugunsten der einschränkenderen Regel kumulieren;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Die Gesamtheit der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die in Anhang 1 zum vorliegenden Erlass aufgeführt sind und auf dem Gebiet der Gemeinde Grez-Doiceau liegen, wird als Natura 2000-Gebiet BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" ausgewiesen.

Das auf einer Karte im Maßstab 1:10000 abgegrenzte Gebiet sowie die schriftlichen Vorschriften zur genauen Bestimmung dieses Gebiets werden im Anhang 2 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Das Natura 2000-Gebiet BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" erstreckt sich über eine Fläche von 141,24 ha.

Art. 2 - Unter Bezugnahme auf die verfügbaren Daten führt Anhang 3.A Folgendes auf:

- 1° die natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse, die sich im Gebiet befinden und für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, gegebenenfalls unter Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräume;
- 2° ihre Fläche und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl eingeschätzt worden sind, sowie, gegebenenfalls, die wichtigste(n) Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräumen.

Art. 3 - Unter Bezugnahme auf die verfügbaren Daten führt Anhang 3.B Folgendes auf:

- 1° die Arten von gemeinschaftlichem Interesse und die Vogelarten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, gegebenenfalls unter Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären Arten;
- 2° ihre Populationsgröße und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl geschätzt worden sind, sowie, gegebenenfalls, die wichtigste(n) Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären Arten.

Art. 4 - In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als "besondere Erhaltungsgebiete" vorgeschlagen wurden, sind die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, diejenigen, die in Anlage X des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie die stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als besondere Schutzgebiete vorgeschlagen wurden, sind die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, diejenigen, die in der Artikel 25 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie die stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

Die Ergebnisse betreffend die Anwendung dieser Kriterien auf das Gebiet sind in den Anhängen 3.A und 3.B zum vorliegenden Erlass zusammengefasst.

Art. 5 - Die im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten und die Karte zur Abgrenzung dieser Bewirtschaftungseinheiten werden in Anhang 4 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten im Gebiet vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Art. 6 - Unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie der lokalen Besonderheiten, können die vorgeschlagenen Mittel der aktiven Verwaltung, um die Erhaltungsziele im Gebiet zu erreichen, Folgende sein:

- der Abschluss eines Vertrags zur aktiven Verwaltung oder jeglicher anderen Form von Vertrag, der durch die Wallonische Region mit den betroffenen Eigentümern oder Benutzern abgeschlossen wird;
- die Schaffung eines domanialen oder zugelassenen Naturschutzgebiets oder eines Forstschutzgebiets;
- die Abänderung der eventuell geltenden waldbaulichen Maßnahmen;
- die Verabschiedung eines Abschussplans für die Großwildarten, die es zu kontrollieren gilt (im Zuständigkeitsgebiet des/der betroffenen weidmännischen Rats/Räte);
- die Abänderung des von der Bewässerungsgenossenschaft nach den geltenden gesetzlichen Vorschriften aufgestellten Plans zur Verwaltung des Wasserhaushaltes auf landwirtschaftlich genutzten Flächen;
- die Zurverfügungstellung von Geländen an die wallonische Region oder eine gemäß Artikel 17 Ziffer 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 anerkannte Naturschutzvereinigung;
- die Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, der gegebenenfalls auf dem Gebiet in Kraft ist und/oder die Anpassung des Maßnahmenprogramms zum Schutz der Gewässer, das gegebenenfalls aufgrund des Wassergesetzbuches verabschiedet wurde;
- die Abänderung der Programme für Ausschlamm- und Unterhaltsarbeiten der Wasserläufe;
- die Annahme von Agrarumweltmaßnahmen;
- jedes andere zweckmäßige, im Rahmen der Konzertierung vorgeschlagene Mittel zur aktiven Verwaltung.

Art. 7 - - Das Natura 2000-Gebiet BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" unterliegt der Erhaltungskommission von Mons.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. Dezember 2017 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

ANHANG 1: Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die innerhalb des Natura 2000-Gebietes BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" umfasst die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: GREZ-DOICEAU Gem. 2 Flur A : Parzellen 8L (teilw. 25%), Gem. 4 Flur A : Parzellen 10, 11, 12A, 12B, 13B2 (teilw. 9%), 13C2 (teilw. 55%), 13C3 (teilw. 91%), 13E3 (teilw. 68%), 13N2 (teilw. 81%), 13T2 (teilw. 77%), 1D, 1E (teilw. 10%), 259G3 (teilw. 7%), 289N (teilw. 78%), 291A, 292A, 293F (teilw. 62%), 294E (teilw. 66%), 295M (teilw. 87%), 295N (teilw. 87%), 295S (teilw. 90%), 295Y, 296A (teilw. 87%), 299B (teilw. 52%), 2G, 2H, 2L, 2M, 2N, 2P, 2R, 2S, 2T, 3 (teilw. 44%), 300B, 301A, 302A, 303, 304D, 305, 306, 307C, 308D, 308E, 308F, 308H, 308K, 308L, 309, 310, 311, 312, 313, 314B, 314C, 314D, 316A, 316B, 317C, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 325A, 326A, 326B, 326C, 326F, 328B, 328C, 328D, 328F, 329C, 329D, 330G, 330H, 330K, 331/02A, 331B, 331C (teilw. 95%), 331D, 331E, 332A, 332B, 333A, 334A, 335A, 336/02A, 336A, 337, 337/02, 338, 339, 342A, 343, 344A, 345/02A, 345A, 346A, 347D, 347E, 347F, 347G, 349A, 350A (teilw. 88%), 350B (teilw. 86%), 351 (teilw. 23%), 352 (teilw. 9%), 354 (teilw. 89%), 355, 356A, 356B, 357, 358, 359, 360, 360/02B, 360/02C, 360/02D, 360/02E, 361, 362C, 363, 364A, 364B, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372A, 372C, 373/02B, 373B, 374B, 375, 376, 377, 378A, 379A, 380, 381, 382, 383, 384A, 384B, 385A, 385B, 386A, 386B, 387, 388A (teilw. 89%), 388B (teilw. 72%), 396B (teilw. 78%), 396C, 397G, 398, 399, 4 (teilw. 90%), 400F, 400H, 401B, 5, 6M, 6N, 6S (teilw. 86%), 6T, 6V, 7, 8, 9, Gem. 5 Flur A : Parzellen 138D, 143D, 144K, 146F, 146H, 151D, 152E, 154E, 158F, 161 (teilw. 42%), 161/02 (teilw. 39%), 161/03 (teilw. 42%), 162A2, 162A3, 162B3, 162D2, 162E2, 162E3, 162F2, 162F3, 162G2, 162K, 162K3, 162L, 162L3, 162M, 162N, 162R2, 162T2, 162V2, 162X, 162Y, 162Y2, 162Z, 162Z2, 16L (teilw. 38%), 191B, 194B, 195, 196 (teilw. 94%), 197, 198A (teilw. 74%), 199A (teilw. 10%), 199B (teilw. 80%), 199E (teilw. 93%), 199G (teilw. 85%), 199H (teilw. 81%), 199K (teilw. 87%), 199L (teilw. 86%), 200 (teilw. 89%), 201, 202, 203B (teilw. 6%), 209, 210S2 (teilw. 7%), 211M5 (teilw. 30%), 211Z2 (teilw. 65%), 240/02B (teilw. 46%), 240A (teilw. 18%), 240B (teilw. 72%), 241B, 241C (teilw. 39%), 241D, 242/02E (teilw. 90%), 242/02F, 242/02G, 242A (teilw. 59%), 242C (teilw. 12%), 242D (teilw. 80%), 243C, 243E, 243F, 243G, 243H, 243K, 243L, 243M, 244A (teilw. 17%), 245A (teilw. 6%), 247A (teilw. 18%), 248A, 248B, 248C, 249 (teilw. 20%), 255C (teilw. 25%), 257C, 259, 260, 261 (teilw. 23%), 262 (teilw. 12%), 263 (teilw. 14%), 264 (teilw. 15%), 265C (teilw. 15%), 266 (teilw. 13%), 267 (teilw. 12%), 268A (teilw. 11%), 268B (teilw. 14%), 268C (teilw. 15%), 269A (teilw. 12%), 269B (teilw. 14%), 29, 30 (teilw. 84%), 31C (teilw. 30%), 32 (teilw. 74%), 32/02, 33, 34, 35, 36, 37/02, 37B, 38A, 39A, 39B, 39C, 39E, 40B, 41B, 43, 44A, 44B, 45B, 46, 47A, 48A, 49A, 51C, 52D, 54B, 55E, 55K, 55L, 55M, 56, 57, 58, 59, 60, 61A, 61B, 62, 63, 64C, 65, 66, 67 (teilw. 94%), 68, 69, 70, 71, 72, 73 (teilw. 78%), 74A (teilw. 27%), 74B (teilw. 15%), 75A, 75B, 76, 77, 78, 79, 80/02B, 80B, 81C

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31004 "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,
R. COLLIN

ANHANG 2: Abgrenzung des Natura 2000-Gebiets BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes"

2.1. Karte zur Abgrenzung des Gebiets

Die beigefügte Karte hält, ab dem Tag der Ausweisung des Gebietes, dessen Areal im Maßstab 1:10000 fest (veröffentlicht im Maßstab 1:25000).

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierformat bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

2.2. Schriftliche Vorschriften zur genauen Bestimmung des Gebiets

Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die nicht innerhalb des Natura 2000-Gebietes BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" umfasst nicht die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: GREZ-DOICEAU Gem. 4 Flur A : Parzellen 13L2, 15L3, 15P3, 15R3, 15S3, 16E, 18N, 1F, 22N3, 22S3, 22T, 22T3, 22W3, 22X3, 24X, 256C, 257A, 258A, 259S3, 25N, 25P, 26L, 288A, 289M, 295A2, 295Z, 353, Gem. 5 Flur A : Parzellen 13E, 204G, 210E5, 210L4, 210M3, 210V2, 211A3, 258B, 27

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31004 "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,
R. COLLIN

ANHANG 3: Liste der natürlichen Lebensräume und Arten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, und einschlägige Angaben; Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Natura 2000-Gebietes BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" geführt haben

Unter Bezugnahme auf die verfügbaren Daten gibt vorliegender Anhang Folgendes an:

- die jeweilige Auflistung der natürlichen Lebensraumtypen und der Arten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, sowie die Daten betreffend ihre Flächen, Populationsgröße und zur Bewertung ihres Erhaltungszustands; die prioritären Lebensraumtypen und prioritären Arten werden mit einem Sternchen (*) gekennzeichnet;
- eine Zusammenfassung der Ergebnisse aus der Bewertung der Bedeutung des Gebietes für die Erhaltung der natürlichen Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses aus Anlage VIII und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse aus Anlage IX und/oder der Vogelarten aus Anlage XI des Gesetzes vom 12. Juli 1973, die in dem Gebiet anzutreffen sind.

Diese Ergebnisse rechtfertigen die Auswahl des Gebietes als Natura 2000-Gebiet.

Die Daten bezüglich der natürlichen Lebensraumtypen (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), die für die Ausweisung des Gebietes ausschlaggebend sind, stammen aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen. Diese für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl geschätzten Daten enthalten Annäherungswerte. Sie wurden zum Teil aufgrund der besten zur Verfügung stehenden Kenntnisse präzisiert, insbesondere für die Flächen, was die natürlichen Lebensräume betrifft, und für die Populationsgrößen, was die Arten betrifft. Die Präzisierung dieser Daten muss fortgeführt werden.

Das Gebiet BE31004 wurde aus folgenden Gründen ausgewählt: Der Standort umfasst Feucht- und Auengebiete am Rande der Dyle oder ihrer Zuflüsse (Bäche Petite et de Grande Marbaise), in Pécot. Das Vorhandensein von alten, nicht mehr bewirtschafteten Feuchtwiesen, deren Vegetation sich zu Hochstaudenfluren, Röhrichtgebieten, Seggenrieden, Erlen- oder Weidenwäldern entwickelt hat, ist hervorzuheben; diese Gebiete sind für überwinternde Wasservögel und Zugvögel interessant (Rohrweihe, Schilfrohrsänger, Knäkente). Elemente des *Ranunculion fluitantis*, die in dem betroffenen geografischen Bereich selten vorkommen, werden dort ebenfalls beobachtet.

A. Natürliche Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse nach Anlage VIII des Gesetzes, die für die Ausweisung des Gebietes ausschlaggebend sind

Natürliche Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse	Fläche	EZ	BE LGI*
91E0*	14,41 ha	C	BE 7
6430	6,70 ha	C	
9130	2,46 ha	C	
3260	2,21 ha	C	
6510	1,29 ha	C	
3150	0,50 ha	C	
9120	0,31 ha	C	

Erklärungen: EZ: Bewertung des Erhaltungszustands; A: ausgezeichnete Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; BE LGI*: Bewirtschaftungseinheit(en), die den prioritären natürlichen Lebensraum von gemeinschaftlichem Interesse beherbergt oder beherbergen kann (wenn genaue Angaben nicht verfügbar sind); "-": nicht verfügbare Angaben
3150 : natürliche eutrophe Seen mit Vegetation des Typs Magnopotamion oder Hydrocharition

3260 : Flüsse der planaren bis montanen Stufe mit Vegetation des Ranunculion fluitantis und des Callitriche-Batrachion

6430 : Feuchte Hochstaudenfluren der planaren und montanen bis alpinen Stufe

6510 : Magere Flachland-Mähwiesen (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*)

9120 : atlantischer saurer Buchenwald mit Unterholz aus Stechpalme und gelegentlich Eibe (*Quercion robur-petraeae* oder *Ilici-Fagion*)

9130 : Waldmeister-Buchenwald (*Asperulo-Fagetum*)

91E0* : Auenwälder mit *Alnus glutinosa* und *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incarnae*, *Salicion albae*)

B. Arten aus den Anlagen IX und XI des Gesetzes, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind

Code	Lateinischer Name	Deutscher Name	Population				EZ
			Sesshaft	Ziehend			
				Brüten d	Überwi nternd	Auf Zwisch enstop p	
1078	<i>Callimorpha quadripunctaria</i>	spanische Flagge	1-10 i				C
1163	<i>Cottus gobio</i>	Groppe	P				C
1337	<i>Castor fiber</i>	Europäischer Biber	P				C
A021	<i>Botaurus stellaris</i>	Rohrdommel			0-1 i		-
A023	<i>Nycticorax nycticorax</i>	Nachtreiher				P	-
A027	<i>Egretta alba</i>	Silberreiher			1-5 i	1-5 i	-
A031	<i>Ciconia ciconia</i>	Weißstorch				0-10 i	-
A052	<i>Anas crecca</i>	Krickente			10-30 i	10-50 i	-
A055	<i>Anas querquedula</i>	Knäkente				0-2 i	-
A060	<i>Aythya nyroca</i>	Moorente				0-1 i	-
A072	<i>Pernis apivorus</i>	Wespenbussard				0-3 i	-
A081	<i>Circus aeruginosus</i>	Rohrweihe				0-1 i	-
A082	<i>Circus cyaneus</i>	Kornweihe			0-1 i	0-1 i	-
A094	<i>Pandion haliaetus</i>	Fischadler				0-1 i	-
A152	<i>Lymnocyptes minimus</i>	Zwergschnepfe			0-2 i		-
A153	<i>Gallinago gallinago</i>	Bekassine			1-10 i	1-50 i	-
A229	<i>Alcedo atthis</i>	Eisvogel	0-3 p				-
A236	<i>Dryocopus martius</i>	Schwarzspecht	0-1 p				-
A238	<i>Dendrocopos medius</i>	Mittelspecht	0-1 p				-
A249	<i>Riparia riparia</i>	Uferschwalbe				0-5 i	-
A272	<i>Luscinia svecica</i>	Blaukehlchen		0-1 p			-
A295	<i>Acrocephalus schoenobaenus</i>	Schilfrohrsänger				1-2 i	-
A340	<i>Lanius excubitor</i>	Raubwürger			P	P	-

Erklärungen: P = präsent; p = Anzahl Pärchen; i = Anzahl Individuen; EZ: Bewertung des Erhaltungszustands; A: ausgezeichneter Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C:

durchschnittlicher Erhaltungszustand; Bes. : Besucher; gel. : gelegentlich; "-": nicht verfügbare Angaben

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31004 "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,
R. COLLIN

ANHANG 4: Ausweisung und Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten des Natura 2000-Gebiets BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes"

4.1 Liste der innerhalb des Gebiets abgegrenzten Bewirtschaftungseinheiten

Das Gebiet umfasst folgende Bewirtschaftungseinheiten:

BE 1 - aquatische Lebensräume

BE 2 - prioritäre offene Lebensräume

BE 5 - Verbindungswiesen

BE 7 - prioritäre Auenwälder

BE 8 - einheimische Wälder von großem biologischem Interesse

BE 10 - nicht einheimische Verbindungswälder

BE 11 - Ackerbauland und anthropische Elemente

Die natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse und die Arten von gemeinschaftlichem Interesse, die diese Bewirtschaftungseinheiten beherbergen könnten, werden in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen bestimmt.

4.2. Karte zur Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten

Die beigelegten Karten halten im Maßstab 1:10000 (veröffentlicht im Maßstab 1:25000) das Areal der im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten fest. Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten im Gebiet vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierformat bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31004 "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2017/70007]

**1 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering
tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31004 - "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes"**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wat betreft de tenuitvoerlegging van het Natura 2000-stelsel, hierna 'de wet van 12 juli 1973';

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 betreffende Boek I van het Milieuwetboek, artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

Gelet op het openbare onderzoek georganiseerd in de gemeente Grez-Doiceau, van 12 december 2012 tot 4 februari 2013, overeenkomstig de bepalingen van het Milieuwetboek betreffende de organisatie van openbare onderzoeken, artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het advies van de «Commission de conservation» (Instandhoudingscommissie) van Bergen, gegeven op 11 maart 2016;

Gelet op het Verdrag inzake het behoud van wilde dieren en planten en hun natuurlijk leefmilieu van de Raad van Europa, gedaan te Bern op 19 september 1979 en goedgekeurd bij de wet van 20 april 1989;

Gelet op richtlijn 92/43/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 26 september 2002, aangevuld met de beslissingen van 4 februari 2004 en 24 maart 2005, tot goedkeuring van de lijst van de locaties voorgedragen aan de Europese Commissie als locaties met een communautair belang;

Gelet op de beslissingen 2004/798/EG en 2004/813/EG van de Commissie van 7 december 2004 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van de lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op Richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op de beslissingen 2011/63/EG en 2011/64/EG van de Commissie van 10 januari 2011 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van een vierde lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op het beginsel van preventieve actie, het beginsel van integratie en het voorzorgsbeginsel, zoals bedoeld in de artikelen D.1, D.2, derde lid, en D.3, 1°, van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op de sociaal-economische bemiddeling verricht overeenkomstig de beslissingen genomen door de Waalse Regering op 30 september 2010 en 7 april 2011;

Overwegende dat het aanwijzingsbesluit rekening houdt met de bezwaren en opmerkingen uitgebracht door de bezwaarindieners tijdens voornoemde openbare onderzoeken;

Overwegende dat enkel de bezwaren die geformuleerd worden binnen de termijnen van het openbaar onderzoek en volgens de voorschriften van Boek I van het Milieuwetboek in aanmerking genomen moeten worden;

Gelet op de bezwaren betreffende de vermeende niet-naleving door de Waalse Regering van de regels inzake toegang tot de informatie, deelname van het publiek en rechtstoegang alsook die betreffende de teruggang die zou zijn verricht inzake deelname t.o.v. de openbare onderzoeken van 2008 betreffende de aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende allereerst dat in alle gemeenten die het voorwerp waren van een aanwijzingsbesluit openbare onderzoeken werden georganiseerd volgens de modaliteiten waarin Boek I van het Milieuwetboek voorziet; dat elke persoon de mogelijkheid had om een bezwaar in te dienen in het kader van die openbare onderzoeken;

Overwegende dat, behalve de door Boek I van het Milieuwetboek voorgeschreven formaliteiten voor de aankondiging van het openbaar onderzoek, de administratie vrijwillig andere acties heeft gevoerd om de belanghebbende personen zo goed mogelijk in te lichten;

Overwegende aldus dat voor en tijdens het onderzoek op verschillende manieren informatie over het Natura 2000-netwerk aan het publiek werd verstrekt: verspreiding van handleidingen over beheerswijzen, artikelen in de gespecialiseerde pers, colloquia, nieuwsbrieven, spreekuren, tentoonstellingen, radio- en televisiespots op de «Radio Télévision Belge Francophone (RTBF)» over de verschillende soorten natuurlijke milieus, over de dwingende elementen vereist in de beheers- en beschermingswijze, informatie via internet (ontwerpen van aanwijzingsbesluiten, wetteksten, kaartdocumenten, typeformulieren voor bezwaarschriften, contacten); dat de voornaamste documenten, wetteksten en reglementaire teksten in het Duits beschikbaar werden gesteld; dat er tweetalige (Frans-Duitse) infovergaderingen werden gehouden; dat die zeer pertinente informatie het publiek heeft kunnen sensibiliseren voor het belang om aan het onderzoek deel te nemen;

Overwegende dat de Administratie aan de eigenaars en beheerders van in Natura 2000-locatie gelegen percelen, op basis van kadastrale informatie en van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS), een gepersonaliseerd schrijven heeft gestuurd waarin de organisatie van een onderzoek meegedeeld werd alsook, informatiehalve, de lijst van hun in Natura 2000-locatie gelegen percelen, van de betrokken oppervlaktes en de overeenstemmende beheerseenheden; dat, voorafgaand aan die verzending, speciaal voor dat publiek een informatiecampagne werd gevoerd;

Overwegende dat het feit dat de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen niet meer opgenomen worden in het aanwijzingsbesluit, maar in besluiten met een algemene strekking, voor samenhang in de maatregelen en doelstellingen over het gehele Waalse Gewest zorgt met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de betrokken burgers en voorkomt dat locaties ongelijk behandeld worden zonder dat dit toe te schrijven is aan specifieke lokale kenmerken, dat de mogelijkheden om te reageren in het kader van de openbare onderzoeken ten opzichte van de onderzoeken uit 2008 voor de acht aangewezen locaties er niet minder op werden; dat de bezwaarindieners immers de mogelijkheid hebben om hun mening te uiten over de dwingende elementen die de preventieve regeling voor hun percelen inhoudt in functie van de beheerseenheid zoals afgebakend in het ontwerp-besluit;

Overwegende dat wat betreft de mogelijkheid voor de bezwaarindieners om een standpunt te geven over de overwogen instandhoudingsdoelstellingen op schaal van de locatie, op het volgende gewezen dient te worden; dat de instandhoudingsdoelstellingen eigen aan elk type natuurlijk habitat en elke soort met een communautair belang door de Regering nauwkeurig moeten worden vastgesteld in een algemeen besluit krachtens artikel 25bis, § 2, van de wet; dat deze gewestelijke afstemming van de instandhoudingsdoelstellingen die toepasselijk zijn per type natuurlijk habitat en per soort met een communautair belang ook tot doel heeft de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de betrokken burgers na te streven en voorkomt dat locaties ongelijk behandeld worden zonder dat dit toe te schrijven is aan specifieke lokale kenmerken; dat een ontwerp van reglementair besluit tot vaststelling van deze doelstellingen is opgesteld overeenkomstig artikel 25bis, § 2, van de wet, en opgenomen in het dossier dat aan een openbaar onderzoek onderworpen wordt om de bezwaarindieners de mogelijkheid te bieden hun mening te uiten over de overwogen instandhoudingsdoelstellingen op de betrokken locatie;

Overwegende dat de instandhoudingsdoelstellingen, die toepasselijk zijn op de locatie, worden vastgesteld door te verwijzen naar de doelstellingen, vastgesteld bij dit ontwerp van besluit, voor elk type natuurlijk habitat en elke soort opgenomen in de lijst bedoeld in bijlage 3 van het aanwijzingsbesluit waarbij, voor de betrokken locatie, de habitatoppervlaktes en de populatieniveaus van de soorten die concreet op de locatie moeten worden behouden, worden bepaald (kwantitatieve doelstellingen); dat de samenhang van de doelstellingen opgenomen in het ontwerp van besluit met de gegevens bedoeld in bijlage 3, de bezwaarindieners de mogelijkheid hebben gegeven hun opmerkingen met kennis van zaken te uiten daar ze over informatie beschikken betreffende de toekomstige overwogen instandhoudingsdoelstellingen op de betrokken locatie – namelijk om minstens voor de instandhouding te zorgen van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijk habitats waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats - ; dat de lijst van habitats opgenomen in bijlage 3 en het kaartdocument van de beheerseenheden de concrete vaststelling van de instandhoudingsdoelstellingen die toegepast zullen worden in de betrokken locaties mogelijk maken, voor zover de natuurlijke habitats en de soorten met een gemeenschappelijk belang die binnen deze beheerseenheden aangetroffen kunnen worden, bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, worden bepaald ;

Overwegende dat de algemene instandhoudingsdoelstellingen van de locatie, die door de Regering krachtens artikel 25bis, § 2, van de wet worden vastgesteld, kunnen (maar niet moeten) worden aangevuld met de specifieke instandhoudingsdoelstellingen die rechtstreeks in het aanwijzingsbesluit worden vastgesteld; dat hetbijgevolg het niet noodzakelijk geacht werd te voorzien in dergelijke specifieke doelstellingen, voor zover de instandhoudingsdoelstellingen vastgesteld in het ontwerp van besluit gevoegd bij het openbare onderzoek voldoende nauwkeurig en wetenschappelijk geschikt zijn, t.a.v. de kenmerken van de locatie, die in dit opzicht geen andere nadere inlichtingen behoeven;

Overwegende dat niet kan aangevoerd worden dat de overwogen instandhoudingsdoelstellingen voor de betrokken locatie niet konden worden vastgesteld en niet raadpleegbaar waren tijdens het openbare onderzoek; dat het, integendeel, net is om de eigenaars en gebruikers de mogelijkheid te geven om zich met kennis van zaken uit te laten spreken over deze doelstellingen dat beslist is het ontwerp van besluit genomen ter uitvoering van artikel 25bis, § 2, van de wet, tegelijk met het ontwerp van aanwijzingsbesluit aan het openbare onderzoek te onderwerpen;

Overwegende dat dit openbaar onderzoek duidelijk niet betrekking had op de beslissingen van de Waalse Regering van 26 september 2002 en 4 februari 2004, aangevuld met de beslissing van 24 maart 2005 met betrekking tot de selectie van de locaties, maar op de aanwijzingsbesluiten van de locaties voorgesteld door het Waalse Gewest en in aanmerking genomen door de Commissie als locaties met een communautair belang (LCB); dat de kritieken op de zagezegde niet-naleving van de procedurewaarborgen bepaald in het Verdrag van Aarhus van 25 juni 1998 betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, in België in werking getreden op 21 april 2003, in het kader van de selectieprocedure van de locaties, dus niet onder dit onderzoek vallen; dat, mocht dit toch het geval zijn, deze kritieken, zoals vastgesteld moet worden, inhoudloos zijn;

Overwegende immers dat het Waalse Gewest, wat de toegang tot informatie betreft, de eisen van het Verdrag van Aarhus en het Europese recht terzake in Boek I van het Milieuwetboek heeft omgezet en die bepalingen bij de selectie van de locaties in acht heeft genomen, met name door de lijst van de als locatie van communautair belang voorgedragen locaties ingevolge de beslissingen van 26 september 2002, 4 februari 2004 en 24 maart 2005, alsook de standaardbestanden van aan elke locatie eigen gegevens op internet bekend te maken;

Overwegende dat de wetgever, wat de inspraak van het publiek bij die besluitvorming betreft, niet geacht heeft te moeten voorzien in een dergelijke inspraakmodaliteit in deze fase des te meer omdat ze niet opgelegd is bij de richtlijn Habitats; dat het Grondwettelijk Hof geacht heeft dat « de decreetgever moet oordelen of een openbaar onderzoek gevoerd moeten worden voor de definitieve aanwijzing van de gebieden die tot bijzondere instandhoudingsgebieden verklaard zouden kunnen worden » (Arbitragehof, nr. 31/2004, 3 maart 2004, punt B.3.4);

Overwegende dat de gezamenlijke organisatie van een openbaar onderzoek voor het ontwerp-aanwijzingbesluit en het ontwerp-besluit van de Waalse Regering hoe dan ook de eigenaars en gebruikers de gelegenheid biedt om hun opmerkingen te laten gelden zowel over de omtrek van de locatie als over die van de beheerseenheden - en over de redenen die deze omtrekken rechtvaardigen – alsook over de instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie daar deze doelstellingen zoals gezegd voortvloeien uit de combinatie van de bepalingen van het ontwerp-regeringsbesluit en de gegevens van bijlage 3 bij het aanwijzingsbesluit; dat het dus onjuist is te beweren dat dit onderzoek te laat komt in het besluitvormingsproces;

Overwegende dat geen enkele bezwaarindiener, wat de toegang tot de rechter betreft, een beroep heeft ingediend tegen de beslissingen van de Regering betreffende de selectie van de voornoemde locaties die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt op 30 juli 2004 (ed.2), op 24 maart 2005 en op 23 februari 2011, wat suggereert dat ze van mening waren dat de selectie op zich hen niet benadeelde; dat er daarentegen geen twijfel is dat de aanwijzingsbesluiten voor beroep vatbare handelingen voor de Raad van State zullen vormen als ze nadeel kunnen opleveren door de beperkingen die ze aan de particulieren opleggen; dat de toegang tot de rechter van de eventuele bezwaarindieners die achten dat ze niet voldoende gehoord worden, dus gewaarborgd wordt, zoals de artikelen 9.2 en 9.3 van het Verdrag van Aarhus vereisen;

Overwegende dat de artikelen D.29-7 en D.29-8 van Boek I van het Milieuwetboek die de aankondiging van openbare onderzoeken bepalen voor plannen van categorie A.2 waarvan de aanwijzingsbesluiten deel uitmaken, niet eisen dat een verwijzing naar eventuele beroepsmiddelen tegen de aanwijzingsbesluiten vermeld wordt in het bericht of in de kennisgevingen; dat dergelijke informatie slechts in de administratieve beslissingen van categorieën B en C moet vermeld worden, overeenkomstig artikel D.29-22 van hetzelfde Boek; bovendien dat het schrijven gericht aan eigenaars en beheerders dat de verrichting van openbare onderzoeken aankondigt bovendien geen wettelijke of reglementaire eis is;

Overwegende, tot slot, dat geen enkele wetgeving de raadpleging van eenderwelke raadsman oplegt in het kader van de aanneming van de besluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties;

Overwegende desalniettemin dat de Regering, op grond van artikel 30, § 2, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, besloten heeft de Instandhoudingscommissies te raadplegen omtrent de bezwaren en opmerkingen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek i.v.m. de ontwerpbesluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties; dat de Instandhoudingscommissies als opdracht hebben toe te zien op de staat van behoud van de Natura 2000-locaties met het oog op de instandhouding ervan of op het herstel ervan in een gunstige staat van instandhouding, rekening houdend met de types prioritaire natuurlijke habitats en de prioritaire soorten en met inachtneming van de economische, sociale en culturele eisen alsmede met de plaatselijke bijzonderheden;

Overwegende dat de Instandhoudingscommissies samengesteld zijn uit leden die de verschillende belangen van de burgerlijke maatschappij vertegenwoordigen, meer bepaald een voorzitter aangewezen door de Regering, vier agenten van de gewestelijke administratie, waarbij één agent ressorteert onder de dienst bevoegd voor natuurbehoud, één onder de dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening, één onder de dienst bevoegd voor landbouw en één onder de dienst bevoegd voor water; een lid voorgedragen door de « Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature » (Waalse hoge raad voor natuurbehoud); een lid voorgedragen door de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest); twee vertegenwoordigers voorgedragen door de verenigingen met natuurbehoud als maatschappelijk doel; twee vertegenwoordigers voorgedragen door de representatieve verenigingen van de eigenaars en de gebruikers van de betrokken locatie(s); twee vertegenwoordigers voorgedragen door de vakverenigingen met als maatschappelijk doel de bescherming van landbouw-, jacht-, visserij- of bosbouwactiviteiten uitgeoefend in de betrokken locatie(s); dat de in deze commissies vertegenwoordigde belangengroepen via hun vertegenwoordigers rechtstreeks kunnen deelnemen aan het uitwerken van de adviezen van de Instandhoudingscommissies en, zodoende, aan het toezicht op de staat van behoud van de locaties;

Overwegende derhalve dat de regelgevingen inzake toegang tot informatie, inspraak en toegang tot de rechter wel degelijk in acht zijn genomen en voldoen aan het standstill-beginsel;

Overwegende dat de diversiteit van de habitats en van de habitats van soorten binnen de Natura 2000-locatie BE31004- "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" haar aanwijzing volledig rechtvaardigt;

Overwegende dat deze locatie de kenmerken eigen aan een gebied met een communautair belang vertoont in de zin van artikel 1 bis, 13°, van de wet van 12 juli 1973, en dat de site als dusdanig door de Europese Commissie is gekozen in haar beslissing van 7 december 2004, bijgewerkt middels haar beslissing van 10 januari 2011;

Overwegende dat de locatie een groot geheel van verschillende types natuurlijke habitats met een communautair belang, bedoeld in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie populaties van verschillende soorten met een communautair belang, bedoeld in bijlage IX bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie aan de in artikel 25, § 1, en in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 bedoelde selectiecriteria voldoet, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit, dat ze dienovereenkomstig moet worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzondere instandhoudingszone";

Overwegende dat de locatie gekenmerkt is door een grote ornithologische rijkdom en dat verschillende soorten vogels bedoeld in bijlage XI bij de wet van 12 juli 1973 op de locatie zijn ondergebracht, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit; dat ze gebieden bevat die naar aantal en oppervlakte tegemoetkomen aan de behoeften inzake de instandhouding van deze soorten, die moeten worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzonder beschermingsgebied";

Overwegende dat artikel 26, § 1, tweede lid, 4°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalt dat elk aanwijzingsbesluit « de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie werd uitgekozen » vermeldt; overwegende, in het bijzonder, dat de locatie BE31004 geselecteerd werd om de volgende redenen :

"De locatie omvat vochtige en alluviale milieus langs de Dijle of haar bijrivieren ("Ruisseaux de Petite et de Grande Marbaise"), te Pérot. Er worden oude in onbruik geraakte vochtminnende weiden waargenomen, waarvan de vegetatie evolueerde naar ruitgen, rietland, zeggegebied, elzenbos of wilgenbos; die zijn hoofdzakelijk van belang voor overwinterende en trekende watervogels (bruine kiekendief, rietzanger, zomertaling). Er worden op deze locatie eveneens elementen van *Ranunculus fluitans* waargenomen, zeldzaam in deze streek.";

Gelet op de tabellen die als bijlage 3 gaan bij dit besluit en die de lijst van de soorten en habitats bevatten waarvoor de locatie wordt aangewezen, de oppervlakte van deze habitats of de populatie van deze soorten geschatte op de locatie alsook de evaluatie volgens een schaal van A tot C, de instandhouding ervan;

Overwegende dat de selectie van de locatie op basis van de beste wetenschappelijke kennis en de beste beschikbare gegevens is verricht, die voortvloeien uit verschillende inventariswerkzaamheden, verschillende fotografische en cartografische documenten, wetenschappelijke literatuur en biologische databanken;

Overwegende dat de gegevens over de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en over de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen van de standaard gegevensformulieren komen die tussen 2002 en 2005 werden bepaald; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werd benaderingen bevatten; dat ze voor een deel geactualiseerd werden op grond van de beste beschikbare kennis en dat de actualisering van deze gegevens verder ingevoerd moet worden;

Overwegende dat de gegevens betreffende de in bijlage bij dit besluit opgenomen oppervlakten van de habitats met een gemeenschappelijk belang voortkomen uit de standaardformulieren opgemaakt tussen 2002 en 2005 en bijgewerkt in 2015;

Overwegende dat de gegevens van de populaties van soorten opgenomen in dit besluit voortvloeien uit de standaard gegevensformulieren die tussen 2002 en 2005 werden opgesteld en in 2015 nader bepaald;

Overwegende dat de gegevens betreffende de instandhouding van de habitats en de soorten met een gemeenschappelijk belang uit standaard gegevensformulieren voortvloeien die tussen 2002 en 2005 opgesteld werden en in 2015 nader bepaald; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat benaderingen bevatten die later gepreciseerd moeten worden;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, de beheerseenheidstypes bevat die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, in voorkomend geval, in overdruk op andere types beheerseenheden, alsook de bijzondere verbodsbepalingen en andere daaraan gekoppelde bijzondere preventieve maatregelen;

Overwegende dat de beheerseenheden "UG 1 – Aquatische milieus, UG 2 – Prioritaire open milieus, UG 5 – Verbindingsweiden, UG 7 – Prioritaire alluviale bossen, UG 8 – Inheemse bossen met een hoge biologische waarde, UG 10 – Niet-inheemse verbindingsbossen, UG 11 – Teeltgronden en antropogene elementen" afgebakend moeten worden, met het oog op de overwogen instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie;

Overwegende dat de verplichting de localisatie van de « voornaamste natuurlijke habitats » in kaart te brengen bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, 6°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud niet inhoudt dat elk type natuurlijk habitat en elke populatie van soorten binnen de locatie nauwkeurig gelokaliseerd moet worden; dat de termen « natuurlijke habitats » bedoeld in deze bepaling verwijzen naar de bepaling van artikel 1bis, 2°, die betrekking heeft op « de land- en wateroppervlakten waarvan de geografische en abiotische kenmerken en de mogelijkheden van natuurlijke kolonisatie de aanwezigheid of de voortplanting van de populaties van soorten van de wilde fauna en flora mogelijk maken. De habitats worden natuurlijk geacht als hun bestaan te wijten of niet te wijten is aan een menselijk ingreep»; dat de term "voornaamste" aangeeft dat het slechts erom gaat, de grote categorieën van natuurlijke habitats van de locatie - zoals loof- of naaldbossen, halfnatuurlijk open milieus, weiden, watervlakken en waterlopen, stedelijke milieus, teelten, enz. - en niet om elk exact type van natuurlijke habitat met een gemeenschappelijk belang te lokaliseren in de zin van artikel 1bis, 3°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud; bijgevolg dat deze cartografie overgenomen uit het aanwijzingsbesluit met de cartografie van de beheerseenheden overeenstemt voor zover die worden bepaald, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011, per groot/grote type(s) van milieu(s) die globaal homogene beheersmaatregelen rechtvaardigen; dat de verplichtingen die op elk perceel toepasselijk zijn gemakkelijk gekend kunnen worden; dat het inderdaad enerzijds om verplichtingen gaat die op de hele locatie toepasselijk zijn, namelijk de verplichtingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 betreffende de algemene verbodsbepalingen, en anderzijds om uitvoeringsmaatregelen in de betrokken beheerseenheid in de zin van het besluit van 19 mei 2011; dat de gegevens opgenomen in bijlage 3 de aanvulling van deze cartografie en de identificatie van de habitats aanwezig binnen de betrokken locatie bovendien mogelijk maken;

Overwegende dat de beschermingsregeling van de Natura 2000-locaties de vergunningsverplichting oplegt aan een reeks handelingen en werken die niet, krachtens andere wetgevingen, aan een vergunning, afwijking, toestemming of kennisgeving van de bevoegdheid van het Departement Natuur en Bossen (DNF) onderworpen zijn; dat het om beperkte verbodsbepalingen gaat aangezien ze opgeheven kunnen worden voor zover de handelingen die ze beogen geen afbreuk doen aan de integriteit van de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud; dat hetzelfde geldt voor de handelingen onderworpen aan vergunning krachtens een andere wetgeving; dat werken hoe dan ook toegelaten zouden kunnen worden om dwingende redenen van een hoger openbaar belang, met inbegrip van sociale en economische aard, als de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, vierde en vijfde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud in acht worden genomen, namelijk het gebrek aan alternatieve oplossingen en de aanneming van compenserende maatregelen die noozakelijk zijn om de globale samenhang van het Natura 2000-netwerk te waarborgen;

Gelet op artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud die het verbod voorziet om de natuurlijke habitats te vernietigen en de soorten te verstoren waarvoor de locaties worden aangewezen, voor zover deze verstoringen een significant effect zouden kunnen hebben op de Natura 2000-doelstellingen; overwegende dat dit artikel potentieel toepasselijk is op de handelingen die buiten de Natura 2000-locaties worden verricht; dat artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, betreffende de geschikte beoordeling van de effecten op het milieu, ook van toepassing is op de projecten en plannen die buiten de Natura 2000-locaties gelegen zijn en die geschikt zijn om een relevant effect op een Natura 2000-locatie te hebben t.a.v. de doelstellingen inzake de instandhouding van de locatie;

Overwegende dat de Regering, wat de evenredigheid van de maatregelen betreft, een preventieve regeling heeft ingevoerd die berust op geleidelijke beperkingen naar gelang van de gevoeligheid voor storingen van de habitats en soorten met een gemeenschappelijk belang, in de vorm respectievelijk van verbodsbepalingen, toestemmingen en kennisgevingen; dat eerstgenoemden de activiteiten beogen die in de meeste gevallen geschikt zijn om een significant effect te hebben op de beschermde ecosystemen terwijl laatstgenoemden de activiteiten beogen die slechts in bepaalde omstandigheden een dergelijk effect kunnen hebben;

Overwegende dat de keuze van de maatregelen die van toepassing zijn door de Regering in haar besluiten van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 wordt gemaakt op grond van wetenschappelijke overwegingen, rekening houdend met de sociaal-economische eisen, in overeenstemming met het Europees recht, om zo weinig mogelijk effecten op de economische activiteiten of de activiteiten van openbaar nut te hebben;

Overwegende dat de mogelijkheid, voor de bevoegde overheid, om de machtiging te weigeren of laatstgenoemde eenvoudig aan voorwaarden te verbinden, evenals de mogelijkheid voor haar om afwijkingen op verbodsbepalingen enkel geval per geval toe te kennen de wil van de Regering aantonen om slechts de strikt noodzakelijke verplichtingen op te leggen voor de verwezenlijking van de instandhoudingsdoelstellingen in het Natura 2000-netwerk;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties de uitbreiding niet verbiedt van infrastructuren zoals landbouwbedrijven, waterzuiveringsstations, hoogspanningslijnen, spoorlijnen, wegen, gasleidingen enz. voor zover die infrastructuur aan de vereiste vergunning(en) voldoet en indien nodig op de geschikte wijze een voorafgaande milieubeoordeling heeft gekregen in overeenstemming met de modaliteiten en de voorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op de bezwaarschriften van sommige personen in verband met de onmogelijkheid om bepaalde noodtoestanden te beheersen in het kader van de preventieve regeling ingevoerd op de locaties als die locaties eenmaal zijn aangewezen; dat noch de vogelrichtlijn noch de habitat-richtlijn, noch de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud uitdrukkelijk op die noodtoestanden ingaan; dat de algemene verbodsbepaling bedoeld in artikel 28, § 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud enkel de interventies van de burgemeester in het kader van zijn algemene ordehandhavingsbevoegdheden uit zijn toepassingsgebied uitsluit; dat de interventies van de gewestelijke en plaatselijke besturen die niet onder dat kader vallen, al zouden ze verantwoord zijn door noodtoestanden, onder dat verbod blijven vallen, behoudens indien de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud nageleefd worden zoals blijkt uit recente rechtspraak van het Hof van Justitie over artikel 6, § 2, van de richtlijnhabitat (arrest Alto Sil);

Overwegende dat de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 verschillende hypothesen voorzien waarin sommige preventieve maatregelen geen toepassing behoeven wegens redenen van openbare veiligheid (kappen van bomen die de openbare veiligheid langs de wegen, paden, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen bedreigen in UG 6 “prioritair bos” bijv.); dat, wat de interventies in de waterlopen betreft, meer bepaald bij overstromingsrisico's, geen enkele preventieve maatregel een verbodsbepaling oplegt of een machtiging of kennisgeving verplicht maakt om ijsbanken weg te halen of bomen te kappen die een gevaar geworden zijn voor de openbare veiligheid; dat de dode bomen die de veiligheid bedreigen en niet langs banen, wegen, paden in de zin van het Boswetboek, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen gelegen zijn in de bossen buiten de bosregeling omgehakt mogen worden voor zover ze op de grond blijven liggen (artikel 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011); dat er in de UG1 geen enkele maatregel dwingende voorwaarden in dat opzicht oplegt, behalve als de noodmaatregel een wijziging van het bodemreliëf oplegt;

Overwegende dat er hoe dan ook een versnelde afwijkings- en machtigingsprocedure “Natura 2000” is voorzien in artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura-2008-locaties; dat een andere mogelijkheid erin bestaat de noodinterventies wegens redenen van openbare veiligheid door te laten voeren in een “beheersplan” in de zin van artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

Overwegende dat overigens opgemerkt dient te worden dat noch het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Erfgoed en Energie noch het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning de handelingen, werken of installaties vrijstelt van de toepasbare formaliteiten wegens redenen in verband met dringende noodzakelijkheid of openbare veiligheid; dat het voorzien van dergelijke uitzonderingen in de Natura 2000-regeling noch buiten proportie noch discriminerend is;

Overwegende dat wat betreft de beperkte toegang tot de banen, wegen of paden in de Natura 2000-locaties of nog tot de onbevaarbare waterlopen of sommige dammen geen enkele bijzondere vorm van toegang aan een controle onderworpen wordt bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011;

Overwegende, daarentegen, dat de regels betreffende het verkeer in bossen en waterlopen daarentegen krachtens het beginsel van samenvoeging van de administratieve ordehandhavingsregels geheel van toepassing blijven in de Natura 2000-locaties;

Overwegende vervolgens dat, wat het evenredig karakter van de maatregelen betreft, het feit dat sommige preventieve maatregelen soms “positieve” acties inhouden vanwege de eigenaars en de bezetters, eerder dan enkel zich afzijdig houden, nog niet betekent dat die maatregelen verplicht als actieve beheersmaatregelen uitgelegd moeten worden;

Overwegende dat talrijke administratieve ordehandhavingsmaatregelen die in voorkomend geval strafrechtelijk bestraft worden, immers in het algemeen belang tot tussenkomsten nopen, zonder enigerlei vergoeding, zoals bijvoorbeeld het losrukken van distels uit weilanden, het beheer van ongeklasseerde waterlopen, het snoeien van boomtakken die boven de openbare weg hangen, het rein houden van bermen en voetpaden of nog het herstel van buurtwegen;

Overwegende dat de dwingende verplichtingen die voortvloeien uit de preventieve maatregelen, met inbegrip van de maatregelen die sommige positieve verplichtingen zouden kunnen opleggen aan betrokkenen, in het kader van de Natura 2000-regeling via vergoedingen en fiscale vrijstellingen financieel gecompenseerd worden;

Overwegende dat de verbodsmatregelen van de toegang van vee tot de waterlopen niet specifiek zijn voor Natura 2000; dat die maatregelen reeds zonder financiële compensatie van toepassing waren op bijna de helft van het Waals grondgebied krachtens de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, evenals krachtens het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen; dat de verplichtingen uit die wetgeving onlangs gewijzigd en verstrengd werden bij het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 houdende verplichting om de weidegronden gelegen langs de waterlopen te omheinen en houdende wijziging van verscheidene bepalingen; dat het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 ter invoering van een subsidieregeling ten gunste van veehouders voor het uitrusten van weiden gelegen langs waterlopen en het besluit van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en subsidies toegekend in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de ecologische hoofdstructuur financieringsmogelijkheden voorzien voor de omheiningen;

Overwegende dat artikel 26, § 1, lid 2, 11°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalt dat de aanwijzingsbesluiten de middelen moeten bevatten « om de instandhoudingsdoelinden te bereiken, rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden », met inbegrip van de bijzonderheden vermeld in die bepaling, waaronder het actieve beheerscontract; dat dit besluit de lijst opneemt voorgesteld bij de wet, zonder in te gaan op de middelen die gebruikt zullen worden per perceel of per beheerseheid; dat een dergelijke precisering niet vereist wordt bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat het, om een zo ruim mogelijke onderhandeling met de eigenaars en de bezetters mogelijk te maken in het kader van het overleg bedoeld in artikel 26, § 3, 1e lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, of nog het sluiten van elke andere overeenkomst overeenkomstig artikel 26, § 3, lid 4, van dezelfde wet, beter is elke optie in het aanwijzingsbesluit open te laten; dat dit de bevoegde overheid de mogelijkheid zal geven om geval per geval, in functie van de plaatselijke behoeften inzake instandhouding, van de sociaal-economische vereisten en de wensen van de betrokken eigenaars en bezetters, de meest geschikte middelen te beoordelen ten dienste van het actieve perceelbeheer in de verschillende beheerseenheden;

Overwegende dat men door die graad van nauwkeurigheid te willen bekomen in het aanwijzingsbesluit, de aanneming ervan vertraagd zou hebben, terwijl het juist die aanneming ervoor zorgt dat de preventieve regeling in haar geheel van toepassing wordt;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters de kans hebben gekregen om in het kader van het openbaar onderzoek bezwaren in te dienen over de afbakening van de beheerseenheden en de beoordeelde instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie – namelijk, ter herinnering, om voor het behoud te zorgen, op de betrokken locaties, van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijk habitats waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats-, daar het ontwerp van besluit waarbij deze algemene doelstellingen worden vastgesteld, in het dossier onderworpen aan openbaar onderzoek werd opgenomen;

Overwegende dat deze elementen de vaststelling van de na te streven doelstellingen in het kader van het actieve beheer mogelijk zouden maken; dat hun vertrouwen dus geenszins is geschaad voor zover de lijst der voorgestelde middelen geheel open blijft en niet perceel per perceel nader is opgegeven; dat het nuttig effect van het onderzoek er niet door is aangetast daar de eigenaars en bezetters reeds hun bemerkingen kunnen laten geworden in verband met de vorm van de beheerseenheden, die ruim bepalend is voor het soort dwingende voorwaarden die de daar gelegen percelen erdoor zullen krijgen;

Overwegende dat de term "beheersplan" in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn ofwel het bijzonder beheersplan van een domaniaal natuurreservaat beoogt, ofwel het beheersplan van een erkend natuurreservaat ofwel het beheersplan van een bosreservaat, ofwel de bosinrichting aangenomen na 13 september 2009, ofwel het eensluidend advies van DG03 voor een biologisch hoogwaardig weiland overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw; dat de beheersplannen geen onderdeel vormen van de verplichte inhoud van de aanwijzingsbesluiten zoals vastgelegd door de wetgever;

Overwegende dat de primaire beschermingsregeling en de preventieve regeling, van toepassing op, respectievelijk, de kandidaat-locaties en de locaties aangewezen als Natura 2000-locaties krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud noch een onteigening, noch een maatregel zijn die daarmee gelijk te stellen is in de zin van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, maar wel degelijk maatregelen zijn die strekken tot de reglementering van het gebruik van goederen die geenszins, al was het in onrechtstreekse zin, eigendomsrechtsberoving zijn; dat die regelingen rechtstreeks passen in het kader van lid 3 van artikel 1 van het Eerste Protocol dat de Staten ertoe machtigt het gebruik van de goederen te regelen met het oog op het algemeen belang;

Overwegende dat, in het bijzonder, de dwingende maatregelen, opgelegd voor de bewerking van de landbouwgronden vallend onder UG2 en UG3 geenszins het definitieve verbod opleggen om die gronden uit te baten - meer bepaald, het weiden van dieren of het oogsten van gras, dat ze enkel de verplichting inhouden om bepaalde landbouwpraktijken te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de ecologische vereisten van de betrokken soorten en habitats, die per definitie verband houden met de landbouwmilieus en niet met ongerepte milieus; dat het vergoedingsmechanisme bepaald in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de fiscale vrijstellingen voor de eigenaars hoe dan ook bijdragen tot de compensatie van de meerkost en de inkomensderving die sommige landbouwbedrijven zouden kunnen ondervinden, waarbij het "juiste evenwicht" wordt gewaarborgd tussen de inachtneming van de noden van het algemeen belang en het recht op respect voor de goederen, vastgelegd in de Europese Conventie van de Rechten van de Mens;

Overwegende dat er financiële voordelen toegekend worden aan de eigenaars en beheerders van gronden gelegen in Natura 2000-gebieden om de bijkomende dwingende wettelijke of reglementaire bepalingen die van toepassing zijn wegens de ligging van die gronden, te compenseren;

Overwegende dat de vergoeding van de landbouwers, bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 ter uitvoering van artikel 31 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, berekend werd op grond van een objectieve economische beoordeling; dat die vergoeding de compensatie mogelijk maakt van de meerkost en de eventuele inkomensderving uit de reglementering van het gebruik van de goederen met waarborg van het evenredig karakter van de maatregel; dat de vergoeding, overeenkomstig de evenredigheidsvereiste, hoger is in het kader van de preventieve regeling, daar laatstgenoemde strenger is dan de primaire regeling in UG2 en UG3;

Overwegende dat 5% van de oppervlakte van Waalse weidegronden voor een aanzienlijk mindere vergoeding heden deel uitmaken van de milieuvriendelijke landbouwmethode MAE2 "natuurlijke weidegrond"; dat de vergoedingsniveaus, met de bekommernis om voldoende compensaties aan te bieden, duidelijk hoger zijn en afwijken van de maximumbedragen waarvan sprake is in de Europese verordeningen, vastgelegd op 200 euro per hectare en per jaar;

Overwegende dat er bij die vergoedingen voor de eigenaars een vrijstelling van onroerende voorheffing, van de successierechten en, sinds 2011, van de schenkingsrechten gevoegd wordt;

Overwegende dat er bijgevolg geenszins sprake zou kunnen zijn van een *de facto* onteigening, die buiten proportie zou zijn met de instandhoudingsdoelstellingen die overeenkomstig het Europees recht nagestreefd worden, namelijk om voor het behoud te zorgen, op de betrokken locaties, van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijk habitats waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats ;

Gelet op de bezwaren die in het openbaar onderzoek werden geuit in verband met de zogezegde schending van het "standstill"-principe;

Overwegende dat de Regering in het bijzonder verweten wordt het beschermingsniveau van de acht reeds door de Regering op 30 april 2009 aangewezen locaties gevoelig verminderd te hebben zonder evenwel redenen van algemeen belang te hebben opgegeven die een dergelijke gevoelige terugzetting zouden kunnen verantwoorden;

Overwegende dat « een globale aanpak van de hervorming nodig is om te oordelen in welke mate de hervorming op het vlak van kosten-baten-analyse al dan niet "een stap achteruit" is (EG, nr. 187.998, 17 november 2008, Coomans en csrt; zie eveneens EG, nr. 191.272, 11 maart 2009, VZW "Inter-Environnement Wallonie");

Overwegende dat er ten gevolge van de aanneming van eerste acht aanwijzingsbesluiten op 30 april 2009 beslist werd het systeem te hervormen om er de leesbaarheid van en bijgevolg de uitvoering ervan op het terrein te verhogen; dat er aldus een nieuw aanwijzings- en beschermingsbeleid werd ingevoerd voor de gezamenlijke Natura 2000-locaties, en dat er in dat verband beslist werd de aanwijzing van de locaties (omtrekken, benaming, opsplitsing in beheerseenheden, kadastraal bekende percelen) van de dienovereenkomstige beheers- en beschermingsmaatregelen los te koppelen; dat dit tot een kortere inhoud van de aanwijzingsbesluiten leidt door de invoering van een gemeenschappelijke sokkel met verhoogde leesbaarheid;

Overwegende dat de maatregelen herzien werden om ze op het terrein controleerbaarder te maken met als doel een doeltreffende en doelgerichte uitvoering ervan; dat het territoriale toepassingsgebied van sommige maatregelen uitgebreid werd;

Overwegende dat de acht op 30 april 2009 aangewezen locaties er heden niet minder om beschermd zullen aangezien de dienovereenkomstige aanwijzingsbesluiten opgeheven en vervangen werden met zorg voor een gelijke behandeling van de betrokken eigenaars en bezetters, met oog voor eenmaking, samenhang en doeltreffendheid maar zonder gevoelige vermindering van het beschermingsniveau;

Overwegende dat de analyse van het stelsel dat op de locaties, aangewezen op 30 april 2009, van toepassing is en op de huidige regeling niet tot de conclusie leidt dat er een minder globaal beschermingsniveau voorhanden zou zijn met dien verstande dat sommige bepalingen in de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009 als een herhaling worden beschouwd van de bepalingen getroffen krachtens andere vigerende wetgevingen zoals de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de wet van 1 juli 1954 op de riviervisvangst en het Boswetboek;

Overwegende dat het minder "specifiek" karakter van de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen (indertijd "actieve beheersdoelstellingen" genoemd) geen enkele daling in het beschermingsniveau betekent; dat de instandhoudingsdoelstellingen voortaan immers op eengemaakte gewestelijke schaal staan (soort per soort/habitat per habitat) zonder evenwel een gekorte inhoud of juridische waarde gekregen te hebben; dat die eenmaking een betere inachtneming mogelijk maakt van de gelijke behandeling van eigenaars en bezetters en een aanzienlijke verbetering vormt ten opzichte van de zware aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende dat de mindere nauwkeurigheid van de kaartdocumenten voor de habitats van gemeenschappelijk belang evenwel geen vermindering van het beschermingsniveau voor de betrokken soorten en habitats betekent, die beschermd blijven in de preventieve regeling bedoeld in artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Overwegende dat inhoud van de overwogen instandhoudingsdoelstellingen voor het gebied – namelijk om voor het behoud te zorgen, op de betrokken gebieden, van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijke habitats waarvoor de gebieden worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de gebieden worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats- en van de preventieve maatregelen – opgenomen in de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 – welsiwaar is veranderd ten opzichte van de inhoud van de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009, maar niet in de zin van een minder noch van een, *a fortiori*, gevoelig verminderd beschermingsniveau;

Overwegende dat wat betreft de criteria op grond waarvan de aanwijzingsbesluiten vastgesteld zijn, laatstgenoemden beperkt werden tot de vereisten oplegd bij de vogel- en de habitatrichtlijnen, evenals bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, dat het doel nagestreefd in de teksten ertoe strekt de instandhouding of het herstel van de natuurlijke habitats en de soorten van communautair belang in een gunstige staat van instandhouding te garanderen; dat de selectie en de afbakening van de locaties enkel op grond van wetenschappelijke criteria, en niet van overwegingen van sociaal-economische aard getroffen kunnen worden;

Overwegende dat de beheerseenheden bestaan uit omtrekken al dan niet uit één enkel stuk, gelegen binnen een Natura 2000-locatie die globaal homogene instandhoudingsmaatregelen vereisen die afgebakend worden in functie van ecologische, technische en/of sociaal-economische criteria;

Overwegende dat het Waals Gewest verantwoordelijkheden heeft in termen van behoud in een gunstige staat van instandhouding van habitats en soorten van gemeenschappelijk belang; dat van sommige van die habitats en soorten kan blijken dat ze goed vertegenwoordigd zijn in het Waals Gewest, maar een strikte beschermingsregeling verantwoordt daar ze zeldzaam zijn op Europees niveau;

Overwegende dat er op dit ogenblik geen percelen toegevoegd moeten worden aan de locatie-omtrek, onderworpen aan een openbaar onderzoek, daar die omtrek voldoet aan de selectiecriteria van de Vogel- en de Habitatsrichtlijn en van de wet van 12 juli 1973 betreffende het natuurbehoud;

Overwegende dat de omtrek van de uiteindelijk aangewezen locatie sommige percelen geheel of gedeeltelijk uitsluit van de in eerste lezing aangenomen omtrek na de verzoeken geformuleerd in het kader van het openbare onderzoek; dat deze percelen, na verificatie en actualisering van de gegevens, niet aan de wetenschappelijke criteria voldoen om als bijzonder instandhoudingsgebied of bijzonder beschermingsgebied aangewezen te worden aangezien ze geen bijzonder biologisch belang vertonen; dat dit gebrek aan belanstelling niet aan een gebrek of een slecht beheer te wijten is; dat deze percelen ook niet tot de coherentie van het netwerk bijdragen; dat ze niet tot de instandhoudingsdoelstellingen bijdragen; dat daaruit voortvloeit dat ze dus bij vergissing in de locatie werden opgenomen en dat ze daardoor dienen weg te vallen; dat de andere verzoeken tot intrekking niet aanvaard werden aangezien ze betrekking hebben op percelen die aan de wetenschappelijke selectiecriteria van de locaties voldoen of die nodig zijn voor de coherentie van het Natura 2000-netwerk en voor de beoordeelde instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie, zoals hierboven vermeld;

Overwegende dat sommige percelen, hoewel ze opgenomen zijn in de kaarten gevoegd bij het aanwijzingsbesluit, van de locatie zijn uitgesloten middels een lijst gevoegd bij het aanwijzingsbesluit (zie bijlage 2.2); dat die werkwijze toegelaten is bij artikel 26, § 1, lid 2, 7°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud waarin bepaald is dat, in geval van tegenstrijdigheid, de letterlijke voorschriften met betrekking tot de afbakening van de locatie en de beheerseenheden de grafische voorschriften overrulen; dat de omvang van de bebouwde percelen op praktisch vlak soms wel heel klein zijn; dat er, om te voorkomen dat de kaarten versnipperd zouden geraken door de afbakening van vernoemde percelen, voor de optie gekozen werd van de lijst van de uitgesloten percelen in de locatie, zonder dat ze eigenlijk op de kaart vermeld staan;

Overwegende dat het kaartdocument Natura 2000 om redenen van stabiliteit in de tijd gegrond is op de vectoriële standaardkaart van het NGI op 1/10 000e; dat dit, zoals het bij elke standaardkaart het geval is, enkel een afbeelding betreft van wat werkelijk op het terrein te vinden is; dat er onduidelijkheden eruit kunnen voortvloeien in vergelijking met de afgebeelde werkelijkheid of wijzigingen op het terrein die niet in overweging zijn genomen op het kaartdocument;

Overwegende dat de officiële referentie voor de kadastrale perceelsindeling de kadastrale legger is en dat de verschillende lagen op de kaart (CADMap) niet op één of ander referentiedocument gegrond zijn, maar een digitalisering zijn van de perceelplannen;

Overwegende dat het GBCS het resultaat is van de digitalisering van de gezamenlijke landbouwpercelen, aangegeven in het Waalse Gewest, op grond van georthorectificeerde luchtfoto's;

Overwegende dat de kadastrapercelen en de elementen van de Natura 2000-laag niet nauwkeurig samenvallen; dat de GBCS-percelen en de elementen van de Natura 2000-laag ook niet nauwkeurig samenvallen; dat daar dus lichte verschillen uit voortvloeien; dat er bijgevolg een cartografische en op het terrein uit te voeren interpretatie nodig is om de werkelijke perceels- en beheerseenheden te kennen, waarvan de verschillende lagen op de kaart enkel afbeeldingen zijn;

Overwegende dat wat het gewestplan betreft, de lagen op de kaart gebruiksbeperkingen vertonen, omschreven en in te kijken op de website; dat het gewestplan en het NGI, dat het standaarddocument vormde voor het in kaart brengen van Natura 2000, lichte verschillen vertonen;

Overwegende dat de materiële bevoegdheden in onze federale staatsstructuur exclusief zijn, onder voorbehoud van de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel en van de federale loyaliteit; dat een deelgebied het de federale overheid niet onmogelijk of overdreven moeilijk mag maken in het uitoefenen van diens bevoegdheden; dat het Waalse Gewest in deze niet rechtstreeks in de federale bevoegdheden treedt;

Overwegende dat, wat meer bepaald de spoorwegen betreft, de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud enkel een instandhoudingsdoelstelling van de natuur nastreeft en niet het beheer en het onderhoud van de spoorinfrastructuur op zich regelt; dat een samenvoeging mogelijk is tussen beide administratieve ordehandhavingen; dat, hoewel de preventieve regeling *a priori* bepaalde dwingende maatregelen oplegt, de instandhouding en het onderhoud van de infrastructuur er daarom niet "onmogelijk" of "overdreven moeilijk" op gemaakt worden; dat er bij bedreiging van aantasting van de integriteit van de locatie, bijvoorbeeld door werfmachines, steeds een afwijking mogelijk is om redenen van hoog openbaar belang krachtens artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners op eventuele onverenigbaarheden wijzen tussen sommige bepalingen van de aanwijzingsbesluiten en die van de speciale administratieve ordehandhaving waarmee ze belast zijn (bijv. de wet van 25 juli 1891 tot herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen of de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen); dat die onverenigbaarheden tegen de hiërarchie van de normen zouden indruisen daar die bepalingen wetgevende waarde hebben terwijl de aanwijzingsbesluiten enkel een reglementaire waarde zouden hebben;

Overwegende dat die beweringen ongefundeerd zijn daar er geen enkele concrete onverenigbaarheid wordt aangetoond; dat de wettelijke erfdienstbaarheden, voorzien in de ordehandhavingswetgevingen voor infrastructuur van openbaar nut beperkingen opleggen in het eigendomsrecht van de omwonenden van die infrastructuur die, overeenkomstig het samenvoegingsbeginsel van de administratieve ordehandhavingen, samengevoegd worden met de bepalingen van de primaire beschermingsregeling die van toepassing is op de kandidaat-locaties en op de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters, de beheerders van de gronden alle wettelijke erfdienstbaarheden moeten naleven die op hun eigendom van toepassing zijn zonder dat dit ook maar een probleem van onverenigbaarheid vormt tussen het aanwijzingsbesluit en de bepalingen van die ordehandhavingswetgevingen;

Overwegende dat de samenvoeging daadwerkelijk de verplichting voor de beheerder van de infrastructuur inhoudt om de regels na te leven die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties, met inbegrip van de verplichting om, in voorkomend geval, de afwijking aan te vragen bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wanneer het project een aantasting van de integriteit van de locatie inhoudt; dat dit daarom nog niet betekent dat het aanwijzingsbesluit de betrokken wetgevingen inzake administratieve ordehandhaving zou schenden; dat de mogelijkheid om een afwijking aan te vragen om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van sociaal-economische aard of in verband met de openbare veiligheid en de volksgezondheid, overigens de beheerders van de infrastructuur van openbaar nut de mogelijkheid verlenen om projecten in goede banen te leiden die verantwoord zijn door dergelijke redenen wegens het uitblijven van alternatieve oplossingen en mits compensatie;

Overwegende dat de preventieve maatregelen die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de locaties ten gevolge van hun aanwijzing als Natura 2000-locatie overigens niet betekent dat de openbare dienstopdrachten, toevertrouwd aan die openbare instellingen en in het bijzonder aan de autonome overheidsbedrijven zoals Infrabel, bedoeld in de organieke wetgevingen zoals de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (artikel 156), ter discussie worden gesteld;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties slechts een zeer beperkt aantal activiteiten verbiedt, over het algemeen van landbouw- of bosbouwaard en enkel in sommige uitermate broze beheerseenheden;

Overwegende dat de voornaamste dwingende maatregel voor het overige uit de bij artikel 28, § 1 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalde verplichting voor de beherende overheid voortvloeit om, respectievelijk, de soorten en de habitats van communautair belang waarvoor de locatie is aangewezen niet significant te verstoren of aan te tasten en om de integriteit van de site niet te schaden via plannen of vergunningen die significante effecten zouden kunnen hebben op de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat die dwingende maatregelen opgeheven kunnen worden via de afwijking bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van de openbare veiligheid en de volksgezondheid of van sociaal-economische aard en na advies van de Commissie als de locaties prioritair habitats of soorten bevat; dat dit kader vastgesteld is bij richtlijn 92/43 van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, en niet gewijzigd mag worden op straffe van schending van het Europees recht;

Overwegende dat, mocht er tegenspraak worden vastgesteld tussen reglementaire bepalingen van een aanwijzingsbesluit en een bepaling van een ordehandavingswetgeving of een organieke wetgeving van openbare diensten die infrastructures gebruiken in of in de nabijheid van een Natura 2000-locatie, die tegenstelling niet zou voortvloeien uit het aanwijzingsbesluit maar rechtstreeks uit de bepalingen van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud (art. 28 en 28bis) waarbij de preventieve regeling in de Natura 2000locaties werd vastgelegd; dat het aanwijzingsbesluit enkel een akte van erkenning is met een voornamelijk reglementaire waarde, waarvan de aanneming hoofdzakelijk de inwerkingtreding tot gevolg heeft, in de bij die akte afgebakende omtrek, van een reeks preventieve maatregelen met een wetgevend karakter, zoals bijvoorbeeld een klasseringsakte die ondanks zijn individuele waarde de beschermde locatie onder de toepassing van een beschermingsregeling laat vallen, bepaald bij de wetgeving op de bescherming van het erfgoed;

Overwegende dat wat betreft de mogelijkheid om in het stadium van de afbakening van de locatie het bestaan of de projecten van infrastructures van openbaar nut of van uitrustingen van openbaar nut in overweging te nemen, zoals bestaande of te bouwen zuiveringsstations, spoorlijnen, wegnetten, leidingen enz. er vooral op gewezen dient te worden dat de Waalse Regering zijn aanwijzingen van locaties enkel kan baseren op zuiver wetenschappelijke criteria bepaald bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, dat het dus niet mogelijk is bepaalde delen van de omtrek van een locatie uit te sluiten die voldoen aan de bescherming als Natura 2000-locatie, enkel en alleen om te voorkomen dat percelen voor de aanleg of de uibating van infrastructures, al zijn ze van openbaar belang, in de omtrek van een locatie zouden worden opgenomen;

Overwegende dat de mogelijkheden om af te wijken van de preventieve regeling om dwingende redenen van hoger openbaar belang bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 de beheerders daarentegen de mogelijkheid biedt om activiteiten te voeren ondanks hun impact op de locaties, mits inachtneming van bepaalde voorwaarden;

Overwegende dat de Regering, wat betreft het verzoek van Operationeel Directoraat-Generaal Wegen en Gebouwen (DGO1) van de Waalse Overheidsdienst, van vzw GRACQ en vzw Chemins du rail in verband met de wens om de bedding van afgedankte spoorlijnen te behouden voor de aanleg van het RAVeL-trage-wegennet of van nieuwe spoorlijnen, en hun suggestie om systematisch de spoorlijnen in de anthropische beheerseenheid UG11 over minstens 12 meter te behouden, evenals het verzoek van Infrabel om geen rekening te houden met het domein van de spoorinfrastructuur en geheel of gedeeltelijk met de percelen die zich in een zone van twintig meter bevinden gemeten vanaf vrije spoorranden de locaties niet anders mag selecteren of afbakenen dan op grond van wetenschappelijke criteria, en niet wegens sociaal-economische overwegingen; dat er geen sprake van zou kunnen zijn om een wegnennet of een spoornet van een locatie uit te sluiten zonder wetenschappelijke verantwoording;

Overwegende dat er geen principiële onverenigbaarheid bestaat tussen de preventieve regeling voortvloeiend uit de aanneming van het aanwijzingsbesluit en de politie der spoorwegen, wat elke onregelmatigheid in verband met de zogezegde niet-naleving van de politie der spoorwegen uitsluit; dat het twee afzonderlijke administratieve ordehandavingen betreft met samengevoegde effecten; dat, al mocht er een tegenstelling opduiken, wat niet het geval is geweest in de openbare onderzoeken, het aanwijzingsbesluit, ten minste wanneer daar geen specifieke instandhoudingsdoelstellingen of preventieve maatregelen of specifieke verbodsbepalingen in vervat zijn, namelijk locatie-eigen maatregelen en verbodsbepalingen, de aard van een akte van erkenning vertoont waarvan de inwerkingtreding verbonden is aan de toepassing van een preventieve regeling van decreetgevende oorsprong afkomstig van artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud; dat beide ordehandavingsregels met éénzelfde hiërarchisch niveau samengevoegd worden ten bate van de strengste van beide;

Op de voordracht van de Minister van Natuur ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het geheel van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit en gelegen op het gebied van de gemeente Grez-Doiceau wordt aangewezen als Natura 2000-locatie "BE31004- "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes".

De omtrek van de locatie, zoals begrensd op een kaart op schaal 1/10.000^e, alsook de schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling ervan deze omtrek, worden vastgesteld bij bijlage 2 van dit besluit.

De Natura 2000-locatie "BE31004 – Vallée de la Dyle en aval d'Archennes " beslaat een oppervlakte van 141,24 ha.

Art. 2. Worden nader bepaald in bijlage 3.A., rekening houdend met de op dit moment beschikbare gegevens :

- 1° de types natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang die in de locatie voorkomen en waarvoor de locatie wordt aangewezen, met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritair natuurlijke habitats in de locatie;
- 2° de oppervlakte en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritair natuurlijke habitats in de locatie herbergen.

Art. 3. Worden nader bepaald in bijlage 3.B., rekening houdend met de op dit moment beschikbare gegevens :

- 1° de soorten met een gemeenschappelijk belang en de soorten volgens waarvoor de locatie aangewezen wordt met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritair soorten die aanwezig zijn in de locatie;
- 2° hun populatie en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritair soorten in de locatie herbergen.

Art. 4. Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in artikel 25, § 2, bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

De resultaten betreffende de toepassing van deze criteria binnen de locatie worden samengevat in de bijlagen 3.A en 3.B bij dit besluit.

Art. 5. De beheerseenheden van de locatie en de kaart waarop de omtrek ervan wordt afgebakend, worden vastgesteld in bijlage 4 van dit besluit.

De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Art. 6. Rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden, kunnen de voorgestelde middelen om de doelstellingen van het stelsel van actief beheer te bereiken, de volgende zijn :

- het afsluiten van een actieve beheersovereenkomst of van elke andere vorm van overeenkomst gesloten door het Waalse Gewest met betrokken eigenaars of gebruikers;
- de oprichting van een domaniaal natuurreservaat of een erkend reservaat of van een bosreservaat;
- de wijziging van de bosinrichting die eventueel geldt;
- de aanneming van een afschotplan voor de soorten grof wild die dienen te worden gecontroleerd (in het ambtsgebied van de betrokken jachtraad of -raden);
- de wijziging van het beheersplan van de waterbeheersing van de landbouwgronden opgesteld door de Watering overeenkomstig de vigerende wetgeving;
- de terbeschikkingstelling van gronden aan het Waalse Gewest of aan een natuurvereniging erkend overeenkomstig artikel 17, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986;
- de wijziging, in voorkomend geval, van het in de locatie geldend saneringsplan per onderstroomgebied en/of de aanpassing van het programma van waterbeschermingsmaatregelen aangenomen in voorkomend geval krachtens het Waterwetboek;
- de wijziging van de programma's van de werken inzake ruiming en onderhoud van de waterloop;
- de aanneming van agromilieumaatregelen;
- elk ander relevant actief beheersmiddel voorgesteld tijdens het overleg.

Art. 7. De Natura 2000-locatie BE31004 – “Vallée de la Dyle en aval d’Archennes” ressorteert onder de “Commission de la Conservation” (Instandhoudingscommissie) van Bergen.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 31 december 2017.

Art. 9. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 1: Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen opgenomen in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE31004 – « Vallée de la Dyle en aval d'Archennes »

De percelen die kadastraal als volgt bekend zijn of waren, liggen binnen de locatie Natura 2000 BE31004 – “Vallée de la Dyle en aval d'Archennes”:

GEMEENTE : GREZ-DOICEAU Afd 2 Sect. A : percelen 8L (partim 25%), Afd 4 Sect.A : percelen 10, 11, 12A, 12B, 13B2 (partim 9%), 13C2 (partim 55%), 13C3 (partim 91%), 13E3 (partim 68%), 13N2 (partim 81%), 13T2 (partim 77%), 1D, 1E (partim 10%), 259G3 (partim 7%), 289N (partim 78%), 291A, 292A, 293F (partim 62%), 294E (partim 66%), 295M (partim 87%), 295N (partim 87%), 295S (partim 90%), 295Y, 296A (partim 87%), 299B (partim 52%), 2G, 2H, 2L, 2M, 2N, 2P, 2R, 2S, 2T, 3 (partim 44%), 300B, 301A, 302A, 303, 304D, 305, 306, 307C, 308D, 308E, 308F, 308H, 308K, 308L, 309, 310, 311, 312, 313, 314B, 314C, 314D, 316A, 316B, 317C, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 325A, 326A, 326B, 326C, 326F, 328B, 328C, 328D, 328F, 329C, 329D, 330G, 330H, 330K, 331/02A, 331B, 331C (partim 95%), 331D, 331E, 332A, 332B, 333A, 334A, 335A, 336/02A, 336A, 337, 337/02, 338, 339, 342A, 343, 344A, 345/02A, 345A, 346A, 347D, 347E, 347F, 347G, 349A, 350A (partim 88%), 350B (partim 86%), 351 (partim 23%), 352 (partim 9%), 354 (partim 89%), 355, 356A, 356B, 357, 358, 359, 360, 360/02B, 360/02C, 360/02D, 360/02E, 361, 362C, 363, 364A, 364B, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372A, 372C, 373/02B, 373B, 374B, 375, 376, 377, 378A, 379A, 380, 381, 382, 383, 384A, 384B, 385A, 385B, 386A, 386B, 387, 388A (partim 89%), 388B (partim 72%), 396B (partim 78%), 396C, 397G, 398, 399, 4 (partim 90%), 400F, 400H, 401B, 5, 6M, 6N, 6S (partim 86%), 6T, 6V, 7, 8, 9, Afd 5 Afd A : percelen 138D, 143D, 144K, 146F, 146H, 151D, 152E, 154E, 158F, 161 (partim 42%), 161/02 (partim 39%), 161/03 (partim 42%), 162A2, 162A3, 162B3, 162D2, 162E2, 162E3, 162F2, 162F3, 162G2, 162K, 162K3, 162L, 162L3, 162M, 162N, 162R2, 162T2, 162V2, 162X, 162Y, 162Y2, 162Z, 162Z2, 16L (partim 38%), 191B, 194B, 195, 196 (partim 94%), 197, 198A (partim 74%), 199A (partim 10%), 199B (partim 80%), 199E (partim 93%), 199G (partim 85%), 199H (partim 81%), 199K (partim 87%), 199L (partim 86%), 200 (partim 89%), 201, 202, 203B (partim 6%), 209, 210S2 (partim 7%), 211M5 (partim 30%), 211Z2 (partim 65%), 240/02B (partim 46%), 240A (partim 18%), 240B (partim 72%), 241B, 241C (partim 39%), 241D, 242/02E (partim 90%), 242/02F, 242/02G, 242A (partim 59%), 242C (partim 12%), 242D (partim 80%), 243C, 243E, 243F, 243G, 243H, 243K, 243L, 243M, 244A (partim 17%), 245A (partim 6%), 247A (partim 18%), 248A, 248B, 248C, 249 (partim 20%), 255C (partim 25%), 257C, 259, 260, 261 (partim 23%), 262 (partim 12%), 263 (partim 14%), 264 (partim 15%), 265C (partim 15%), 266 (partim 13%), 267 (partim 12%), 268A (partim 11%), 268B (partim 14%), 268C (partim 15%), 269A (partim 12%), 269B (partim 14%), 29, 30 (partim 84%), 31C (partim 30%), 32 (partim 74%), 32/02, 33, 34, 35, 36, 37/02, 37B, 38A, 39A, 39B, 39C, 39E, 40B, 41B, 43, 44A, 44B, 45B, 46, 47A, 48A, 49A, 51C, 52D, 54B, 55E, 55K, 55L, 55M, 56, 57, 58, 59, 60, 61A, 61B, 62, 63, 64C, 65, 66, 67 (partim 94%), 68, 69, 70, 71, 72, 73 (partim 78%), 74A (partim 27%), 74B (partim 15%), 75A, 75B, 76, 77, 78, 79, 80/02B, 80B, 81C

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31004 – “Vallée de la Dyle en aval d'Archennes”.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 2: Afbakening van de omtrek van de Natura 2000 locatie BE31004 – “Vallée de la Dyle en aval d'Archennes”**2.1. Kaart waarop de omtrek van de locatie wordt afgebakend**

De bijgevoegde kaart bepaalt, op de dag van aanwijzing van de locatie, op een schaal van 1/10.000^e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25.000):

Deze kaart is ook beschikbaar:

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

2.2. Schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling van de omtrek van de locatie**Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen die niet opgenomen zijn in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE31004 – « Vallée de la Dyle en aval d'Archennes »**

De percelen die kadastraal als volgt bekend zijn of waren, liggen binnen de locatie Natura 2000 BE31004 – “Vallée de la Dyle en aval d'Archennes”:

GEMEENTE: GREZ-DOICEAU Afd 4 Sect. A : percelen 13L2, 15L3, 15P3, 15R3, 15S3, 16E, 18N, 1F, 22N3, 22S3, 22T, 22T3, 22W3, 22X3, 24X, 256C, 257A, 258A, 259S3, 25N, 25P, 26L, 288A, 289M, 295A2, 295Z, 353, Afd 5 Sect. A : percelen 13E, 204G, 210E5, 210L4, 210M3, 210V2, 211A3, 258B, 27

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31004– “Vallée de la Dyle en aval d'Archennes”.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 3: Lijst van de soorten natuurlijke habitats en van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen en daarbij behorende gegevens; samenvatting van de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de Natura 2000-locatie "BE31004 – Vallée de la Dyle en aval d'Archennes" is gekozen

Deze bijlage vermeldt, rekening houdend met de op dit moment beschikbare gegevens:

- de lijst van de types natuurlijke habitats en de lijst van de soorten waarvoor de locatie aangewezen wordt alsook de gegevens respectievelijk met betrekking tot hun oppervlakten, hun populatiebestand en de raming van hun instandhouding; de types natuurlijke habitats en de prioritaires soorten worden met een asterisk (*) aangewezen;

- een samenvatting van de resultaten van de beoordeling van het belang van de locatie om de instandhouding te waarborgen van de types natuurlijke habitats met een communautair belang van bijlage VIII en van de soorten met een communautair belang van bijlage IX en/of van de soorten vogels van bijlage XI van de wet van 12 juli 1973 die op de locatie voorkomen.

Deze resultaten verantwoorden de selectie van de locatie als Natura 2000-locatie.

De gegevens betreffende de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en betreffende de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen, voortvloeien uit standaardformulieren met gegevens opgesteld tussen 2002 en 2005. Deze gegevens, beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer ze geselecteerd is, bevatten vergissingen. Ze zijn gedeeltelijk bijgewerkt, in het bijzonder de oppervlakten wat betreft natuurlijke habitats en populatiebestanden van soorten, op basis van de beste beschikbare kennis. De bijwerking van deze gegevens dient te worden nagestreefd.

De locatie BE31004 werd uitgekozen om de volgende redenen: "De locatie omvat vochtige en alluviale milieus langs de Dijle of haar bijrivieren ("Ruisseaux de Petite et de Grande Marbaise"), te Pécrot. Er worden oude in onbruik geraakte vochtminnende weiden waargenomen, waarvan de vegetatie evolueerde naar ruigten, rietland, zeggegebied, elzenbos of wilgenbos; die zijn hoofdzakelijk van belang voor overwinterende en trekkende watervogels Er worden op deze locatie eveneens elementen van Ranunculion fluitantis waargenomen, zeldzaam in deze streek.";

A. Types natuurlijke habitats van communautair belang van bijlage VIII bij de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Types natuurlijke habitats van gemeenschappelijk belang	Oppervlak te	EC	UG HIC*
91E0*	14,41 ha	C	UG 7
6430	6,70 ha	C	
9130	2,46 ha	C	
3260	2,21 ha	C	
6510	1,29 ha	C	
3150	0,50 ha	C	
9120	0,31 ha	C	

Verklaring: EC : schatting van de staat van instandhouding; A: uitstekende instandhouding; B: goede instandhouding; C: matige instandhouding; UG HIC*: beheerseenheid/-eenheden die de natuurlijke habitat van prioritair communautair belang herbergen of kunnen herbergen (wanneer de nauwkeurige gegevens niet beschikbaar zijn); "-": niet beschikbaar gegeven

3150 : Van nature eutrofe meren met vegetatie van het type Magnopotamion of Hydrocharition

3260 : Submontane en laagland rivieren met vegetaties behorend tot het Ranunculion fluitantis en het Callitricho-Batrachion

6430 : Voedselrijke zoomvormende ruigten van het laagland en van de montane en alpiene zones

- 6510 : Laaggelegen schraal hooiland (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*)**
9120 : Zuurminnende Atlantische beukenbossen met ondergroei van *Ilex* of soms *Taxus* (*Quercion robori-petraeae* of *Ilici-Fagion*)
9130 : Beukenbossen behorend tot het *Asperulo-Fagetum*
91E0* : Alluviale bossen met *Alnus glutinosa* en *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padio*, *Alnion incarnae*, *Salicion albae*)

B. Soorten van de bijlagen IX en XI van de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Code	Latijnse naam	Nederlandse naam	Populatie			EC	
			residente	treksoorten			
				voortpl	winter		etappe
1078	<i>Callimorpha quadripunctaria</i>	Spaanse vlag	1-10 i			C	
1163	<i>Cottus gobio</i>	Donderpad	P			C	
1337	<i>Castor fiber</i>	Europese bever	P			C	
A021	<i>Botaurus stellaris</i>	Roerdomp			0-1 i	-	
A023	<i>Nycticorax nycticorax</i>	Kwak			P	-	
A027	<i>Egretta alba</i>	Grote zilverreiger			1-5 i	1-5 i	-
A031	<i>Ciconia ciconia</i>	Witte ooievaar				0-10 i	-
A052	<i>Anas crecca</i>	Wintertaling			10-30 i	10-50 i	-
A055	<i>Anas querquedula</i>	Zomertaling				0-2 i	-
A060	<i>Aythya nyroca</i>	Witoogeend				0-1 i	-
A072	<i>Pernis apivorus</i>	Wespendief				0-3 i	-
A081	<i>Circus aeruginosus</i>	Bruine kiekendief				0-1 i	-
A082	<i>Circus cyaneus</i>	Blauwe kiekendief			0-1 i	0-1 i	-
A094	<i>Pandion haliaetus</i>	Visarend				0-1 i	-
A152	<i>Lymnocyptes minimus</i>	Bokje			0-2 i		-
A153	<i>Gallinago gallinago</i>	Watersnip			1-10 i	1-50 i	-
A229	<i>Alcedo atthis</i>	Ijsvogel	0-3 p				-
A236	<i>Dryocopus martius</i>	Zwarte specht	0-1 p				-
A238	<i>Dendrocopos medius</i>	Middelste bonte specht	0-1 p				-
A249	<i>Riparia riparia</i>	Oeverwaluw				0-5 i	-
A272	<i>Luscinia svecica</i>	Blauwborst		0-1 p			-
A295	<i>Acrocephalus schoenobaenus</i>	Rietzanger				1-2 i	-
A340	<i>Lanius excubitor</i>	Klapekster			P	P	-

Verklaring: P= aanwezigheid; p = paar; i = eenling; EC: schatting van de staat van instandhouding; A: uitstekende instandhouding; B: goede instandhouding; C: matige instandhouding; vis.: bezoeker; occ: occasioneel; "-": niet beschikbaar gegeven

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31004— "Vallée de la Dyle en aval d'Archennes".

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 4: Afbakening van de omtrek van de Natura 2000 locatie BE31004 – “Vallée de la Dyle en aval d'Archennes”

4.1. Lijst van de beheerseenheden die binnen de locatie worden afgebakend

De locatie herbergt de volgende beheerseenheden:

- UG 1 – Aquatische milieus
- UG 2 – Prioritaire open milieus
- UG 5 – Verbindingsweiden
- UG 7 - Alluviale prioritaire bossen
- UG 8 – Inheemse bossen met een grote biologische waarde
- UG 10 – Niet-inheemse verbindingsbossen
- UG 11 – Teeltgronden en antropogene elementen

De natuurlijke habitats van communautair belang en de soorten van communautair belang die binnen deze beheerseenheden kunnen worden herbergd, worden nader bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

4.2. Kaart waarop de omtrek van de beheerseenheden wordt afgebakend

De bijgevoegde kaarten bepalen, op een schaal van 1/10.000^e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25.000^e) de omtrek van de beheerseenheden van de locatie. De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Deze kaart is ook beschikbaar:

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31004– “Vallée de la Dyle en aval d'Archennes”.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/70008]

**1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon
de désignation du site Natura 2000 BE31007 - “Vallée du Train”**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée pour la dernière fois par le décret du 22 décembre 2010 modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en ce qui concerne la mise en œuvre du régime Natura 2000, ci-après dénommée ‘la loi du 12 juillet 1973’;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I^{er} du Code de l’Environnement, les articles D.29-1 et suivants;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu’aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d’unités de gestion susceptibles d’être délimitées au sein d’un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu l’enquête publique organisée sur la commune de Chaumont-Gistoux, du 17 décembre 2012 au 8 février 2013, conformément aux dispositions du Code de l’Environnement relatives à l’organisation des enquêtes publiques, articles D. 29-1 et suivants;

Vu l’avis de la Commission de conservation de Mons, donné le 11 mars 2016;

Considérant la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du Conseil de l’Europe, faite à Berne le 19 septembre 1979 et approuvée par la loi du 20 avril 1989;

Considérant la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002, complétée par les décisions du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, approuvant la liste des sites proposés à la Commission européenne comme sites d’importance communautaire;

Considérant les décisions 2004/798/CE et 2004/813/CE de la Commission du 7 décembre 2004 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d’importance communautaire respectivement pour la région biogéographique continentale et pour la région biogéographique atlantique;

Considérant la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Considérant les décisions 2011/63/UE et 2011/64/UE de la Commission du 10 janvier 2011 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, une quatrième liste actualisée des sites d’importance communautaire respectivement pour la région biogéographique atlantique et pour la région biogéographique continentale;

Considérant les principes d’action préventive, d’intégration et de précaution, tels que visés aux articles D. 1^{er}, D.2, alinéa 3, et D.3, 1^o, du Livre I^{er} du Code de l’Environnement;

Considérant la médiation socio-économique effectuée conformément aux décisions prises par le Gouvernement wallon en date du 30 septembre 2010 et du 7 avril 2011;

Considérant que l’arrêté de désignation tient compte des réclamations et observations émises par les réclamants lors des enquêtes publiques précitées;

Considérant que seules les réclamations formulées dans les délais de l’enquête publique et selon les formalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l’Environnement doivent être prises en compte;

Considérant les réclamations relatives au prétendu non-respect par le Gouvernement wallon des règles en matière d’accès à l’information, de participation du public et d’accès à la justice ainsi que celles portant sur la régression qui aurait été opérée en matière de participation par rapport aux enquêtes publiques de 2008 relatives aux arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant tout d’abord, que, suivant les modalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l’Environnement, des enquêtes publiques ont été organisées dans toutes les communes couvertes par un arrêté de désignation; que toute personne avait la possibilité de réclamer dans le cadre de ces enquêtes;

Considérant qu’outre les formalités requises par le Livre I^{er} du Code de l’Environnement pour annoncer la tenue de l’enquête publique, d’autres actions ont été menées volontairement par l’administration afin d’en assurer la meilleure publicité auprès des personnes intéressées;

Considérant ainsi que la diffusion d’information au grand public relative au réseau Natura 2000 a été réalisée avant et pendant l’enquête par plusieurs biais : diffusion de guides de gestion, articles dans la presse spécialisée, colloque, envoi de newsletters, tenues de permanences, expositions, diffusion de spots (capsules) à la Radio Télévision Belge Francophone (RTBF) sur les différents types de milieux ainsi que sur les contraintes que leur gestion et leur protection requièrent, information via Internet (projets d’arrêtés de désignation, textes légaux, cartographie, modèles de formulaires de réclamation, contacts) ; que les principaux documents, textes légaux et réglementaires ont été mis à disposition en allemand; que des séances d’information bilingues (français-allemand) ont été organisées; que ces informations très pertinentes ont permis au public d’être sensibilisé à l’importance de participer à l’enquête publique;

Considérant que sur la base des informations cadastrales et du Système intégré de Gestion et de Contrôle (SIGEC), les propriétaires et gestionnaires de parcelles en Natura 2000 ont reçu un courrier personnalisé de l’Administration les informant de la tenue de l’enquête et comprenant, à titre informatif, la liste de leurs parcelles situées en Natura 2000, des surfaces concernées et des unités de gestion correspondantes; que, préalablement à cet envoi, une campagne d’information spécifique à ce public a été menée;

Considérant ensuite que le fait que les mesures préventives ne figurent plus dans l’arrêté de désignation mais dans des arrêtés à portée générale permet d’harmoniser les mesures à l’échelle de la Région wallonne, en vue d’assurer le respect du principe d’égalité entre les citoyens concernés et d’éviter les disparités d’un site à l’autre non justifiées par des spécificités locales, que les possibilités de réagir dans le cadre des enquêtes publiques par rapport à celles organisées en 2008 pour les huit sites désignés ne sont pas amoindries; qu’en effet, les réclamants ont la possibilité de donner leur avis sur les contraintes qu’implique le régime préventif pour leurs parcelles, en fonction de l’unité de gestion telle que délimitée dans le projet d’arrêté;

Considérant qu'en ce qui concerne la possibilité pour les réclamants de donner un avis sur les objectifs de conservation envisagés à l'échelle du site, il convient de rappeler ce qui suit; que les objectifs de conservation propres à chaque type d'habitat naturel et à chaque espèce d'intérêt communautaire doivent être définis avec précision par le Gouvernement dans un arrêté de portée générale en vertu de l'article 25bis, § 2, de la loi; que cette harmonisation au niveau régional des objectifs de conservation applicables par type d'habitat naturel et par espèce d'intérêt communautaire poursuit également le but d'assurer le respect du principe d'égalité entre les citoyens concernés et d'éviter les disparités d'un site à l'autre non justifiées par des spécificités locales; qu'un projet d'arrêté réglementaire fixant ces objectifs a été établi conformément à l'article 25bis, § 2, de la loi et repris au dossier soumis à enquête publique afin de permettre aux réclamants de donner leurs avis sur les objectifs de conservation envisagés pour le site concerné;

Considérant que la détermination des objectifs de conservation applicables au site s'effectue en se référant aux objectifs fixés par ce projet d'arrêté pour chaque type d'habitat naturel et chaque espèce reprise dans la liste visée à l'annexe 3 de l'arrêté de désignation, laquelle précise, pour le site concerné, les superficies d'habitats et les niveaux de population des espèces à maintenir concrètement sur le site (objectifs quantitatifs); que la combinaison des objectifs repris dans le projet d'arrêté et des données visées à l'annexe 3 ont permis aux réclamants de formuler leurs remarques en connaissance de cause, disposant d'informations sur les futurs objectifs de conservation envisagés concrètement pour le site concerné – à savoir assurer au minimum le maintien des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels le site est désigné, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles le site est désigné, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats –; que la liste des habitats reprise à l'annexe 3 et la cartographie des unités de gestion permettent également, par une lecture conjointe, de déterminer concrètement les objectifs de conservation qui seront appliqués dans les zones concernées, dans la mesure où les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire que ces unités de gestion sont susceptibles d'abriter sont précisés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000;

Considérant que les objectifs de conservation du site de portée générale fixés par le Gouvernement en vertu de l'article 25bis, § 2, de la loi peuvent (mais ne doivent pas) être complétés par des objectifs de conservation spécifiques précisés directement dans l'arrêté de désignation; qu'en l'espèce, il n'a pas été jugé nécessaire de prévoir, de tels objectifs spécifiques, dans la mesure où les objectifs de conservation fixés dans le projet d'arrêté joint à l'enquête publique sont suffisamment précis et scientifiquement appropriés, eu égard aux spécificités du site qui n'appellent pas d'autres précisions à cet égard;

Considérant qu'il ne peut être soutenu que les objectifs de conservation envisagés pour le site concerné ne pouvaient pas être déterminés et n'étaient pas accessibles lors de l'enquête publique; qu'au contraire, c'est précisément pour permettre aux propriétaires et occupants de s'exprimer en connaissance de cause sur ces objectifs qu'il a été décidé de soumettre à l'enquête publique le projet d'arrêté pris en exécution de l'article 25bis, § 2, de la loi en même temps que le projet d'arrêté de désignation;

Considérant que la présente enquête publique ne portait pas, à l'évidence, sur les décisions du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002 et du 4 février 2004 complétées par la décision du 24 mars 2005 relative à la sélection des sites, mais sur les arrêtés de désignation des sites proposés par la Région wallonne et retenus par la Commission comme sites d'importance communautaire (SIC), ainsi que sur le projet d'arrêté réglementaire fixant les objectifs de conservation des sites; que les critiques sur le non respect prétendu des garanties procédurales prévues dans la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et sur l'accès à la justice en matière d'environnement, entrée en vigueur en Belgique le 21 avril 2003, dans le cadre de la procédure de sélection des sites, n'entrent donc pas dans le champ de la présente enquête; que quand bien même serait-ce le cas, force est de constater que ces critiques sont sans fondement;

Considérant, en effet, que concernant l'accès à l'information, la Région wallonne a transposé les exigences de la Convention d'Aarhus et du droit européen en la matière dans le Livre I^{er} du Code wallon et a respecté ces dispositions dans le cadre de la phase de sélection des sites, notamment en publiant sur internet la liste des sites proposés comme site d'importance communautaire suite aux décisions du 26 septembre 2002, du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, ainsi que les fichiers standard de données propres à chaque site;

Considérant que, pour ce qui est de la participation du public à ces décisions, le législateur n'a pas estimé devoir prévoir une telle modalité de participation à ce stade, la Directive Habitats ne l'exigeant pas elle-même; que la Cour constitutionnelle a estimé qu'« il relève du pouvoir d'appréciation du législateur décretaal de prévoir une enquête publique préalablement à la désignation définitive des zones qui sont susceptibles d'être déclarées zones spéciales de conservation » (C.A., n° 31/2004, 3 mars 2004, point B.3.4);

Considérant que, en tout état de cause, la soumission conjointe à la même enquête publique du projet d'arrêté de désignation et du projet d'arrêté du Gouvernement wallon fixant les objectifs de conservation, a permis aux propriétaires et occupants de faire valoir leurs observations tant sur le périmètre du site, sur le choix et le périmètre des unités de gestion – et sur les motifs qui justifient ces choix – que sur les objectifs de conservation envisagés pour le site, ceux-ci découlant, comme il a été dit, de la combinaison des dispositions du projet d'arrêté du Gouvernement et des données de l'annexe 3 de l'arrêté de désignation; qu'il est donc inexact d'affirmer que cette enquête intervient trop tard dans le processus décisionnel;

Considérant, en ce qui concerne l'accès à la justice, qu'aucun réclamant n'a introduit de recours contre les décisions du Gouvernement relatives à la sélection des sites précitées, publiées au *Moniteur belge* des 30 juillet 2004 (éd. 2), du 24 mars 2005 et du 23 février 2011, ce qui laisse à penser qu'ils ont considéré que la sélection en elle-même ne leur portait pas préjudice; qu'en revanche, il est certain que les arrêtés de désignation constitueront des actes susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat dès lors qu'ils pourraient causer grief par les contraintes qu'ils imposent aux particuliers; que l'accès à la justice des éventuels réclamants estimant n'avoir pas été suffisamment entendus est donc garanti, conformément à ce qu'exigent les articles 9.2 et 9.3 de la Convention d'Aarhus;

Considérant que les articles D.29-7 et D.29-8 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, qui règlent l'annonce des enquêtes publiques pour les plans de catégorie A.2 dont font partie les arrêtés de désignation n'exigent nullement que figure dans l'avis ou les notifications une référence aux voies de recours éventuelles contre les arrêtés de désignation; que ce type d'information ne doit figurer que dans les décisions administratives des catégories B et C conformément à l'article D.29-22 du même Livre; qu'en outre, le courrier adressé aux propriétaires et gestionnaires annonçant la tenue des enquêtes publiques n'est nullement une exigence légale ou réglementaire;

Considérant, enfin, qu'aucune législation n'impose la consultation d'un conseil quelconque dans le cadre de l'adoption des arrêtés de désignation des sites Natura 2000;

Considérant néanmoins que, sur base de l'article 30, § 2, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le Gouvernement a décidé de consulter les Commissions de conservation sur les réclamations et observations formulées en enquête publique relatives aux projets d'arrêtés de désignation des sites Natura 2000; que les Commissions de conservation ont pour mission de surveiller l'état de conservation des sites Natura 2000 afin d'assurer leur maintien ou leur rétablissement, dans un état de conservation favorable, en tenant particulièrement compte des types d'habitats naturels prioritaires et des espèces prioritaires et en prenant en considération les exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que les particularités locales;

Considérant que les Commissions de conservation sont composées de membres représentant les différents intérêts de la société civile, à savoir d'un président nommé par le Gouvernement, de quatre agents de l'administration régionale, dont un appartenant au service compétent pour la conservation de la nature, un appartenant au service compétent pour l'aménagement du territoire, un appartenant au service compétent pour l'agriculture et un appartenant au service compétent pour l'eau; d'un membre proposé par le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature; d'un membre proposé par le Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne; de deux représentants proposés par des associations ayant pour objet social la conservation de la nature; de deux représentants proposés par les associations représentatives des propriétaires et occupants du ou des sites concernés; de deux représentants proposés par les associations professionnelles ayant pour objet social la défense d'activités agricoles, cynégétiques, piscicoles ou de sylviculture exercées dans le ou les sites concernés; que les groupes d'intérêts représentés dans ces commissions ont l'occasion de participer directement, par leurs représentants, à l'élaboration des avis des Commissions de conservation et donc à la surveillance de l'état de conservation des sites;

Considérant dès lors que les réglementations en matière d'accès à l'information, de participation et d'accès à la justice ont bien été respectées et sont conformes au principe de standstill;

Considérant que la diversité des habitats et des habitats d'espèces rencontrée sur le site Natura 2000 BE31007 – "Vallée du Train" justifie pleinement sa désignation;

Considérant que ce site possède les caractéristiques propres à un site d'importance communautaire au sens de l'article 1^{er} bis, 13°, de la loi du 12 juillet 1973, et qu'il a été retenu comme tel par la Commission européenne dans sa décision du 7 décembre 2004, réactualisée par sa décision du 10 janvier 2011;

Considérant que le site abrite un ensemble majeur de plusieurs types d'habitats naturels d'intérêt communautaire visés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973, identifiés sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site abrite des populations de plusieurs espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IX de la loi du 12 juillet 1973, identifiées sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site répond aux critères de sélection visés à l'article 25, § 1^{er}, et à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973, ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté, et doit en conséquence être désigné comme site Natura 2000 au titre de zone spéciale de conservation;

Considérant que le site est caractérisé par une grande richesse ornithologique et qu'il abrite plusieurs espèces d'oiseaux visées à l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté; qu'il comprend des territoires appropriés en nombre et en superficie au regard des besoins de conservation de ces espèces, lesquels doivent être désignés comme site Natura 2000 au titre de zone de protection spéciale;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que chaque arrêté de désignation inclut « la synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site »; considérant, en particulier, que le site BE31007 a été sélectionné pour les raisons suivantes :

« Outre les terrains plus ou moins humides qui jouxtent les cours d'eau, le site comprend des sablières et des massifs boisés (Bois de Chaumont, de Glabais, de l'Etoile...). Il est formé de deux entités distinctes situées respectivement au nord et au sud de Chaumont-Gistoux. Les cours d'eau sont de qualité diverses. Néanmoins, certains tronçons recèlent des éléments du Ranunculion fluitantis. On notera la présence de mégaphorbiaies, de roselières, de bosquets d'aulnes et de saules et de retenues d'eau transformées en étangs de pêche. Les parties boisées offrent un mélange diversifié de hêtraies-chênaies pédonculées acidiphiles ou neutrophiles et des zones enrésinées. Le site reprend également quelques sablières, présentant un intérêt botanique certain (présence de lambeaux à *Corynephorus canescens*, de lande à callune, abondance d'*Ornithopus perpusillus*, d'*Aira praecox* et de *Filago minima*...) ainsi qu'une entomofaune riche en espèces des milieux sableux (*Hyménoptères aculéates* et *Cicindela hybrida*). Enfin, une des sablières accueille une colonie d'Hirondelles de rivage. »;

Considérant les tableaux repris en annexe 3 comprenant la liste des espèces et habitats pour lesquels le site est désigné, la surface de ces habitats ou la population de ces espèces estimée sur le site ainsi que l'évaluation selon une échelle de A à C, de leur état de conservation;

Considérant que la sélection du site a été réalisée sur base des meilleures connaissances scientifiques et des meilleures données disponibles, découlant notamment de différents travaux d'inventaire, de divers documents photographiques et cartographiques, de la littérature scientifique et de bases de données biologiques;

Considérant que les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standard de données établis entre 2002 et 2005; que ces données estimées à l'échelle du site contiennent des approximations; qu'elles ont été pour partie précisées sur base des meilleures connaissances disponibles, ce qu'il conviendra de poursuivre;

Considérant qu'en ce qui concerne les surfaces d'habitats d'intérêt communautaire reprises en annexe du présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005 et précisées en 2015;

Considérant qu'en ce qui concerne les données des populations d'espèces reprises dans le présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005 et précisées en 2015;

Considérant que les données relatives aux états de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sont issues des formulaires standard de données établis entre 2002 et 2005 et précisées en 2015; que ces données estimées à l'échelle du site contiennent des approximations qu'il conviendra encore de préciser ultérieurement;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables contient les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000, le cas échéant en surimpression à d'autres types d'unité de gestion, ainsi que les interdictions particulières et les autres mesures préventives particulières qui y sont associées;

Considérant qu'en vue d'assurer la réalisation des objectifs de conservation envisagés pour le site, il convient de délimiter sur le site les unités de gestion "UG 1 - Milieux aquatiques, UG 2 - Milieux ouverts prioritaires, UG 5 - Prairies de liaison, UG 7 - Forêts prioritaires alluviales, UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique, UG 9 - Forêts habitat d'espèces, UG 10 - Forêts non indigènes de liaison, UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques";

Considérant qu'en ce qui concerne l'obligation de cartographier la localisation des « principaux habitats naturels » exigée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 6^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, celle-ci n'implique pas de devoir localiser avec précision chaque type d'habitat naturel et chaque population d'espèce au sein du site; que les termes « habitats naturels » visés à cette disposition renvoient à la définition de l'article 1^{er}bis, 2^o, qui vise « les zones terrestres ou aquatiques dont les caractéristiques géographiques et abiotiques et dont les possibilités de colonisation naturelle permettent la présence ou la reproduction de populations d'espèces de faune ou de flore sauvages. Les habitats sont dits naturels, que leur existence soit ou non due à une intervention humaine »; que le terme « principaux » indique qu'il s'agit seulement de localiser les grandes catégories d'habitats naturels du site – tels que forêts feuillues ou résineuses, milieux ouverts semi-naturels, prairies, plans et cours d'eau, milieux urbanisés, cultures, etc. – et non chaque type précis d'habitat naturel d'intérêt communautaire au sens de l'article 1^{er}bis, 3^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que, dès lors, ladite cartographie reprise dans l'arrêté de désignation peut être considérée comme correspondant à celle des unités de gestion dans la mesure où celles-ci sont définies, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011, par grand type(s) de milieu(x) justifiant des mesures globalement homogènes de gestion; que les contraintes applicables à chaque parcelle peuvent être facilement connues; qu'il s'agit en effet, d'une part, de contraintes applicables à tout le site, à savoir celles qui sont contenues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 relatif aux mesures préventives générales et, d'autre part, des mesures d'application dans l'unité de gestion concernée au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011; qu'en outre, les données reprises à l'annexe 3 permettent de compléter cette cartographie et d'identifier les habitats naturels présents dans la zone concernée;

Considérant que le régime de protection des sites Natura 2000 prévoit la soumission d'une série d'actes et travaux, non soumis à permis en vertu d'autres législations, à dérogation, autorisation ou notification de la compétence du DNF; qu'il s'agit d'interdictions relatives dans la mesure où elles peuvent être levées pour autant que les actes qu'elles visent ne portent pas atteinte à l'intégrité du site conformément à ce que prévoit l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; qu'il en va de même en ce qui concerne les actes soumis à permis en vertu d'une autre législation; qu'en tout état de cause, des travaux pourraient être autorisés pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale et économique, moyennant le respect des conditions de dérogation visées à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à savoir l'absence de solutions alternatives et l'adoption de mesures compensatoires nécessaires pour assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000;

Considérant l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature qui prévoit l'interdiction de détériorer les habitats naturels et de perturber les espèces pour lesquels les sites ont été désignés, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de Natura 2000; que cet article est potentiellement applicable aux actes commis en dehors des sites Natura 2000; que l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, relatif à l'évaluation appropriée des incidences sur l'environnement, s'applique également à des projets et plans situés en dehors des sites Natura 2000 et susceptibles d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000 eu égard aux objectifs de conservation de ce site;

Considérant, en ce qui concerne la proportionnalité des mesures, que le Gouvernement a mis en place un régime préventif reposant sur des contraintes graduelles en fonction de la sensibilité des habitats et des espèces d'intérêt communautaire aux perturbations, sous la forme respectivement d'interdictions, d'autorisations et de notifications; que les premières visent les activités qui sont susceptibles dans la plupart des cas, d'avoir un impact significatif sur les écosystèmes protégés, alors que les dernières visent les activités qui ne peuvent avoir un tel impact que dans certaines circonstances;

Considérant que le choix des mesures applicables par le Gouvernement dans ses arrêtés des 24 mars 2011 et 19 mai 2011 s'est fait sur la base de considérations scientifiques, tout en tenant compte des exigences socio-économiques, conformément au droit européen, de manière à impacter le moins possible les activités économiques ou d'utilité publique;

Considérant que la possibilité pour l'autorité compétente de refuser ou simplement d'assortir son autorisation de conditions, ainsi que la possibilité pour celle-ci d'accorder des dérogations aux interdictions au cas par cas, démontrent la volonté du Gouvernement de n'imposer que les contraintes strictement nécessaires à la réalisation des objectifs de conservation au sein du réseau Natura 2000;

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'exclut pas l'extension d'infrastructures telles que des exploitations agricoles, des stations d'épuration, des lignes électriques, des voies de chemin de fer, des voiries, des canalisations de gaz, etc., pour autant que celle-ci soit couverte par la ou les autorisations requises et qu'elle ait fait l'objet, si nécessaire, d'une évaluation appropriée des incidences préalable conforme aux modalités et aux conditions visées à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant les réclamations émises par certaines personnes quant à l'impossibilité de gérer certaines situations d'urgence dans le cadre du régime préventif mis en place dans les sites une fois que les sites seront désignés; que ni les Directives Oiseaux et Habitats, ni la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'envisagent explicitement les situations d'urgence; que l'interdiction générale visée à l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'exclut de son champ d'application que les interventions du bourgmestre dans le cadre de ses compétences de police générale; que les interventions des administrations régionales et locales qui n'entrent pas dans ce cadre, quand bien même seraient-elles justifiées par l'urgence, restent soumises à cette interdiction, sauf à respecter les conditions de la dérogation visée à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ainsi que ceci ressort de la jurisprudence récente de la Cour de justice sur l'article 6, § 2, de la Directive Habitats (arrêt *Alto Sil*);

Considérant que les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 prévoient différentes hypothèses dans lesquelles certaines mesures préventives ne trouvent pas à s'appliquer pour des motifs de sécurité publique (coupe d'arbres menaçant la sécurité publique le long des routes, chemins, sentiers, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz dans l'UG 6 « forêt prioritaire » par ex.); que s'agissant des interventions dans les cours d'eau, notamment en cas de risques d'inondation, aucune mesure préventive n'interdit ni ne soumet à autorisation ou notification les interventions pour retirer des embâcles ou pour abattre des arbres devenus un danger pour la sécurité publique; que dans les forêts hors régime forestier, les arbres morts menaçant la sécurité et non situés le long des routes, chemins, sentiers au sens du Code forestier, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz, peuvent être abattus pour autant qu'ils soient laissés « couchés » sur place (article 3, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011); que dans les UG 1, aucune mesure n'apporte de contraintes à cet égard, sauf si la mesure d'urgence implique une modification du relief du sol;

Considérant, en tout état de cause, qu'une procédure accélérée de dérogation et d'autorisation « Natura 2000 » est prévue par l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000; qu'une autre possibilité consiste à prévoir les interventions d'urgence à des fins de sécurité publique dans un « plan de gestion » au sens de l'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

Que par ailleurs, il faut noter que ni le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), ni le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement n'exonèrent les actes, travaux ou installations des formalités applicables pour des motifs liés à l'urgence ou à la sécurité publique; qu'il n'est donc pas disproportionné ni discriminatoire de ne pas prévoir de telles exceptions dans le régime Natura 2000;

Considérant qu'en ce qui concerne les restrictions d'accès sur les routes, chemins et sentiers dans les sites Natura 2000 ou encore aux cours d'eau non navigables ou à certains barrages, aucune forme particulière d'accès n'est soumise à contrôle par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 mars 2011 et 19 mai 2011;

Considérant, en revanche, qu'en vertu du principe du cumul des polices administratives, les règles sur la circulation en forêt ou dans les cours d'eau restent entièrement d'application dans les sites Natura 2000;

Considérant également, en ce qui concerne le caractère proportionné des mesures, que, de manière générale, le fait que certaines mesures préventives impliquent parfois des actions « positives » de la part des propriétaires et occupants, plutôt qu'uniquement des abstentions, n'implique pas pour autant que ces mesures doivent obligatoirement figurer au titre des mesures de gestion active;

Considérant en effet que de nombreuses dispositions de police administrative, le cas échéant sanctionnées pénalement, impliquent des « obligations de faire » dans l'intérêt général, et ce sans indemnisation, comme par exemple en matière d'échardonnage des prairies, de gestion des cours d'eau non classés, d'élagage des arbres surplombant la voie publique, de maintien en bon état de propreté des accotements et des trottoirs ou encore de réparation des chemins vicinaux;

Considérant que, dans le cadre du régime Natura 2000, les contraintes découlant des mesures préventives, y compris celles qui sont susceptibles d'entraîner certaines obligations positives dans le chef de leurs destinataires, sont compensées financièrement par les indemnités ainsi que par les exonérations fiscales;

Considérant que les mesures d'interdiction de l'accès au bétail aux cours d'eau ne sont pas spécifiques à Natura 2000; que celles-ci étaient déjà d'application, sans compensation financière, sur environ la moitié du territoire wallon en vertu de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ainsi que de l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables; que les impositions de cette législation ont été récemment modifiées et renforcées par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant l'obligation de clôturer les terres pâturées situées en bordure des cours d'eau et modifiant diverses dispositions; que l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant un régime de subvention en faveur des éleveurs pour l'équipement des pâtures le long des cours d'eau et l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 08 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale prévoient des possibilités de financement d'installation de clôtures;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 11^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que les arrêtés de désignation doivent contenir, « *compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens proposés pour atteindre les objectifs de conservation* », y compris ceux qui sont mentionnés à cette disposition, dont le contrat de gestion active; que le présent arrêté reprend la liste proposée par la loi sans spécifier les moyens qui seront utilisés par parcelle ou par unité de gestion; qu'une telle précision n'est pas requise par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'afin de permettre une négociation la plus large possible avec les propriétaires et occupants à l'occasion de la concertation visée à l'article 26, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ou la conclusion de toute autre convention conformément à l'article 26, § 3, alinéa 4, de la même loi, il est préférable de laisser ouvertes toutes les options dans l'arrêté de désignation; que cela permettra à l'autorité compétente d'évaluer, au cas par cas, en fonction des besoins locaux en termes de conservation, des exigences socio-économiques et des souhaits des propriétaires et occupants concernés les moyens les plus appropriés pour assurer la gestion active des parcelles au sein des différentes unités de gestion;

Considérant que vouloir obtenir ce degré de précision dans l'arrêté de désignation aurait retardé considérablement son adoption, alors que celle-ci permet de rendre applicable le régime préventif dans sa totalité;

Considérant que les propriétaires et occupants ont eu l'occasion, dans le cadre de l'enquête publique, de déposer des réclamations sur la délimitation des unités de gestion et sur les objectifs de conservation envisagés pour le site – à savoir, pour rappel, assurer le maintien, sur les sites concernés, des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels les sites sont désignés, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles les sites sont désignés, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats –, étant donné que le projet d'arrêté établissant ces objectifs généraux était repris dans le dossier soumis à enquête publique;

Considérant que ces éléments permettaient déjà de déterminer les objectifs à poursuivre dans le cadre de la gestion active; que leur confiance n'est donc nullement trompée dans la mesure où la liste des moyens proposés reste totalement ouverte et qu'elle n'est pas précisée parcelle par parcelle; que l'effet utile de l'enquête n'est pas affecté puisque les propriétaires et occupants peuvent déjà faire valoir leurs observations sur la configuration des unités de gestion, qui déterminent largement le type de contraintes dont feront l'objet les parcelles qui y sont situées;

Considérant que le terme « plan de gestion » au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables vise soit le plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, soit le plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, soit le plan de gestion d'une réserve forestière, soit l'aménagement forestier adopté après le 13 septembre 2009, soit l'aménagement forestier existant avant cette date mais révisé conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, du Code forestier, soit l'avis conforme remis par la DGO3 pour une prairie de haute valeur biologique en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales; que les plans de gestion ne font pas partie du contenu obligatoire des arrêtés de désignation tel que fixé par le législateur;

Considérant que le régime de protection primaire et le régime préventif applicables respectivement aux sites candidats et aux sites désignés comme sites Natura 2000 en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne constituent ni une expropriation, ni une mesure pouvant être assimilée à une expropriation au sens de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, mais bien des mesures visant à réglementer l'usage des biens qui n'entraînent en rien la *privation* du droit de propriété, même de façon indirecte; que ces régimes s'inscrivent directement dans le cadre de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} du Premier Protocole qui autorise les États à réglementer l'usage des biens aux fins de l'intérêt général;

Considérant, en particulier, que les contraintes imposées à l'exploitation des terres agricoles concernées dans les UG 2 et 3 n'entraînent nullement l'interdiction définitive d'exploiter ces terres – notamment d'y faire paître du bétail ou de récolter l'herbe, qu'elles impliquent uniquement l'obligation de modifier certaines pratiques agricoles pour se concilier avec les exigences écologiques des espèces et habitats concernés, lesquels, par définition, sont liés à des milieux agricoles et non des milieux vierges de toute activité humaine; que le mécanisme d'indemnisation prévu par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les exemptions fiscales accordées aux propriétaires contribuent en tout état de cause à compenser les coûts supplémentaires et les pertes de revenus que pourraient subir certains exploitants, garantissant ainsi le « juste équilibre » à respecter entre les nécessités de l'intérêt général et le droit au respect des biens consacré par la Convention européenne des droits de l'homme;

Considérant que des avantages financiers sont accordés aux propriétaires et gestionnaires de terrains situés en Natura 2000 afin de compenser les contraintes légales et réglementaires supplémentaires qui y sont d'application du fait de leur inclusion dans le réseau Natura 2000;

Considérant que l'indemnisation des exploitants agricoles prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 en exécution de l'article 31 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature a été calculée à partir d'une évaluation économique objective; que cette indemnisation permet de compenser, les coûts supplémentaires et les pertes de revenus éventuels résultant de cette réglementation de l'usage des biens, garantissant ainsi le caractère proportionné de la mesure; que conformément à l'exigence de proportionnalité, l'indemnisation est supérieure dans le cadre du régime préventif, celui-ci étant plus contraignant que le régime de protection primaire dans les UG 2 et 3;

Considérant que pour une indemnité considérablement moindre, 5 % des superficies de prairies wallonnes sont actuellement engagées dans la méthode agri-environnementale de la MAE2 « prairie naturelle »; que dans un souci de proposer des compensations suffisantes, les niveaux d'indemnisation sont nettement supérieurs et dérogent aux plafonds des règlements européens fixés à 200 euros par hectare et par an;

Considérant que, à ces indemnisations s'ajoutent une exemption du précompte immobilier, des droits de succession et, depuis 2011, des droits de donation, dans le chef des propriétaires;

Considérant dès lors que, en aucun cas, il ne saurait être question d'une expropriation *de facto*, disproportionnée par rapport aux objectifs de conservation poursuivis en application du droit européen, à savoir assurer le maintien, sur les sites concernés, des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels les sites sont désignés, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles les sites sont désignés, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats;

Considérant les réclamations émises en enquête publique relatives à la prétendue violation du principe de « standstill »;

Considérant qu'il est, en particulier, reproché au Gouvernement d'avoir réduit sensiblement le niveau de protection des huit sites déjà désignés par le Gouvernement le 30 avril 2009, sans pour autant donner des motifs d'intérêt général susceptibles de justifier une telle régression sensible;

Considérant qu'« *il faut une approche globale de la réforme pour apprécier dans quelle mesure, au terme du bilan « coûts-avantages », la réforme apporte un recul ou non* » (C.E., n° 187.998, 17 novembre 2008, *Coomans et crts.*; voy. également, C.E., n° 191.272, 11 mars 2009, *asbl Inter-Environnement Wallonie*);

Considérant que, à la suite de l'adoption des huit premiers arrêtés de désignation le 30 avril 2009, il a été décidé de réformer le système afin d'en améliorer la lisibilité et, dès lors, la mise en œuvre sur le terrain; qu'une nouvelle stratégie de désignation de l'ensemble des sites Natura 2000 et de protection de ceux-ci a ainsi été élaborée et que, dans ce cadre, il a ainsi été décidé de scinder la désignation des sites (périmètres, dénomination, découpage en unités de gestion, parcelles cadastrales) des mesures de protection et de gestion applicables dans ceux-ci; que ceci permet d'alléger le contenu des arrêtés de désignation par la création d'un socle commun dont la lisibilité a été améliorée;

Considérant que les mesures ont été revues de manière à les rendre davantage contrôlables sur le terrain avec pour objectif d'en assurer une mise en œuvre effective et efficace; que le champ d'application territorial de certaines mesures a été élargi;

Considérant que, de façon globale, les huit sites désignés le 30 avril 2009 ne seront pas moins bien protégés aujourd'hui puisque leurs arrêtés de désignation seront abrogés et remplacés, par souci d'égalité des propriétaires et occupants concernés, d'harmonisation, de cohérence et d'efficacité, sans opérer de régression sensible dans la protection;

Considérant que l'analyse du régime applicable aux sites désignés le 30 avril 2009 et du régime actuel ne conduit pas à la conclusion d'un moindre niveau de protection globale étant entendu que certaines dispositions ont été identifiées dans les arrêtés de désignation du 30 avril 2009 comme redondantes par rapport aux dispositions prises par d'autres législations en vigueur telles que la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale et le Code forestier;

Considérant que le caractère moins « spécifique » des mesures préventives et des objectifs de conservation (à l'époque encore « objectifs de gestion active ») n'implique aucune régression dans la protection; qu'en effet, les objectifs de conservation, tels que déjà rappelés, seront harmonisés à l'échelle de la Région (espèce par espèce/habitat par habitat) sans pour autant être réduits dans leur contenu ni dans leur valeur juridique; que cette harmonisation permet de respecter mieux l'égalité entre propriétaires et occupants et réduit considérablement la lourdeur des arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant que le caractère moins précis de la cartographie des habitats d'intérêt communautaire n'entraîne pas pour autant une régression quelconque dans le contenu de la protection s'appliquant aux espèces et habitats concernés, qui restent protégés par le régime préventif prévu à l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et dans ses arrêtés d'exécution;

Considérant que le contenu des objectifs de conservation envisagés pour le site – à savoir assurer le maintien, sur les sites concernés, des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels les sites sont désignés, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles les sites sont désignés, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats – et des mesures préventives – reprises dans les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 – a certes changé par rapport au contenu des arrêtés de désignation du 30 avril 2009, mais pas dans le sens d'une régression ni *a fortiori* d'une régression sensible;

Considérant qu'en ce qui concerne les critères sur base desquels les arrêtés de désignation ont été établis, ils sont limités aux exigences prescrites par les Directives Oiseaux et Habitats ainsi que par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, que l'objectif poursuivi par ces textes est d'assurer le maintien ou le rétablissement des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable; que la sélection et la délimitation des sites ne peut être établie que sur base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique;

Considérant que les unités de gestion consistent en des périmètres d'un seul tenant ou non, situés à l'intérieur d'un site Natura 2000 qui requièrent des mesures de conservation globalement homogènes et qui sont délimitées en fonction de critères écologiques, techniques et/ou socio-économiques;

Considérant que la Région wallonne a des responsabilités en termes de maintien dans un état de conservation favorable d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire; que certains de ces habitats et espèces peuvent s'avérer bien représentés en Région wallonne mais justifient un régime de protection strict compte tenu de leur rareté relative à l'échelle européenne;

Considérant que, par rapport au périmètre initialement sélectionné, le périmètre finalement désigné comprend des parcelles supplémentaires suite aux demandes d'ajouts formulées dans le cadre de l'enquête publique; que ces parcelles répondent aux critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site; qu'elles contribueront à la cohérence du réseau Natura 2000 et à l'atteinte des objectifs de conservation envisagés pour le site; que, pour le reste, il n'y a pas lieu pour l'instant de procéder à l'ajout d'autres parcelles pour satisfaire aux obligations des Directives Oiseaux et Habitats et de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'en ce qui concerne les demandes de retraits, celles-ci n'ont pas été acceptées dans la mesure où elles concernent des parcelles répondant aux critères scientifiques de sélection des sites ou nécessaires à la cohérence du réseau Natura 2000 et à l'atteinte des objectifs de conservation envisagés pour le site;

Considérant que certaines parcelles, bien que reprises dans les cartes annexées à l'arrêté de désignation, sont exclues du site par le biais d'une liste annexée à l'arrêté de désignation (voir annexe 2.2); que cette façon de procéder est autorisée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature selon lequel les prescriptions littérales relatives à la délimitation du site et des unités de gestion l'emportent sur les prescriptions graphiques en cas de discordance; que, sur le plan pratique, la taille des parcelles bâties peut parfois être très réduite; que, pour éviter de « miter » les cartes par la délimitation desdites parcelles, l'option de la liste des parcelles exclues du site sans indication sur la carte proprement dite a été préférée;

Considérant que pour des raisons de stabilité temporelle, la cartographie Natura 2000 est basée sur le référentiel de l'IGN vectoriel au 1/10.000^e; que, comme tout référentiel cartographique, il ne s'agit que d'une représentation de la réalité de terrain; qu'il peut en résulter des imprécisions par rapport à cette réalité ou des modifications sur le terrain non prises en compte par la cartographie;

Considérant que la référence officielle en matière de parcellisation cadastrale est la matrice cadastrale et que les couches cartographiques qui en découlent (CADMap) ne se basent pas sur un référentiel particulier mais sont une numérisation des plans parcellaires;

Considérant que le SIGEC est le résultat de la digitalisation de l'ensemble des parcelles agricoles déclarées en Région wallonne sur base de photographies aériennes orthorectifiées;

Considérant que les parcelles cadastrales et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas rigoureusement superposables; que, de même, les parcelles du SIGEC et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas non plus rigoureusement superposables; qu'il en résulte des décalages; qu'il convient dès lors d'interpréter cartographiquement et sur le terrain afin d'identifier les limites réelles de parcelles et des unités de gestion dont les couches cartographiques ne sont que des représentations;

Considérant qu'en ce qui concerne le plan de secteur, les couches cartographiques présentent des limitations d'utilisation décrites et disponibles sur le lien http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; que des décalages existent entre le plan de secteur et l'IGN qui a servi de référentiel à la cartographie Natura 2000;

Considérant qu'au sein de notre Etat fédéral, les compétences d'attribution sont exclusives, sous réserve du respect du principe de proportionnalité et du respect de la loyauté fédérale; qu'une entité fédérée ne peut pas rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice par l'Etat fédéral de ses compétences; qu'en l'espèce, la Région wallonne n'empiète pas directement sur les compétences fédérales;

Considérant qu'en ce qui concerne plus particulièrement les chemins de fer, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne poursuit qu'un objectif de conservation de la nature et ne règle pas la gestion et l'entretien des infrastructures ferroviaires en soi; qu'un cumul est possible entre les deux polices administratives; que si certaines contraintes peuvent découler du régime préventif, *a priori*, il ne rend pas pour autant « impossible » ou « exagérément difficile » le maintien et l'entretien des infrastructures; qu'en cas de risque d'atteinte à l'intégrité du site, par exemple par les engins de chantier, il existe toujours une dérogation possible pour raison d'intérêt public majeur en vertu de l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que certains réclamants soulèvent d'éventuelles incompatibilités entre certaines dispositions des arrêtés de désignation et celles de la police administrative spéciale dont ils ont la charge (par ex. la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer ou la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation); que ces incompatibilités seraient contraires à la hiérarchie des normes, dans la mesure où ces règles ont valeur législative alors que les arrêtés de désignation n'auraient qu'une valeur réglementaire;

Considérant que ces affirmations sont sans fondement, aucune incompatibilité concrète n'étant démontrée; que les servitudes légales prévues par les législations de police relatives aux infrastructures d'utilité publique imposent des restrictions au droit de propriété des riverains de ces infrastructures qui, conformément au principe de cumul des polices administratives, se cumulent aux prescriptions du régime de protection primaire applicable aux sites candidats et au régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Considérant que les propriétaires et occupants, gestionnaires des terres, sont tenus de respecter toutes les servitudes légales applicables à leur propriété sans que cela ne pose pour autant un problème d'incompatibilité entre l'arrêté de désignation et les prescriptions de ces législations de police;

Considérant que le cumul implique effectivement l'obligation pour le gestionnaire de l'infrastructure de respecter les règles découlant du régime préventif applicable aux sites Natura 2000, y compris l'obligation, le cas échéant, de solliciter la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature lorsque le projet implique une atteinte à l'intégrité du site; qu'il ne s'ensuit pas pour autant que l'arrêté de désignation violerait les législations de police administrative concernées; que la possibilité de solliciter une dérogation pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature socio-économique ou en lien avec la sécurité et la santé publiques, permettent au demeurant aux gestionnaires des infrastructures d'utilité publique de mener à bien des projets justifiés par de telles raisons en l'absence de solutions alternatives et moyennant compensation ;

Considérant, en outre, que les mesures préventives découlant du régime préventif applicables aux sites suite à leur désignation comme sites Natura 2000 ne remettent par ailleurs pas en cause les missions de service public confiées aux organismes d'intérêt public et en particulier les entreprises publiques autonomes dont Infrabel visées par les législations organiques telle que la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (article 156);

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'interdit qu'un nombre très limité d'activités, généralement agricoles ou sylvicoles et uniquement dans certaines unités de gestion très fragiles;

Considérant, pour le surplus, que la principale contrainte découle de l'obligation, pour l'autorité gestionnaire, de ne pas perturber de façon significative ni de détériorer respectivement les espèces et les habitats d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, prescrite par l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et de ne pas porter atteinte à l'intégrité du site via des plans ou des permis susceptibles d'avoir des effets significatifs sur le site conformément à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que ces contraintes peuvent être levées, par la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, pour des raisons impératives d'intérêt public majeur y compris la sécurité et la santé publiques ou de nature socio-économique et après avis de la Commission si le site abrite des habitats ou espèces prioritaires; que ce cadre est fixé par la Directive 92/43 du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, et ne peut être modifié, sous peine de violer le droit européen;

Considérant que si une contradiction manifeste devait être constatée entre les dispositions réglementaires d'un arrêté de désignation et une disposition d'une législation de police ou d'une législation organique organisant des services publics utilisant des infrastructures dans ou à proximité d'un site Natura 2000, cette contradiction ne découlerait pas de l'arrêté de désignation mais directement des dispositions de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (articles 28 et 28bis) établissant le régime préventif applicable dans les sites Natura 2000; que l'arrêté de désignation n'est qu'un acte-condition à valeur principalement réglementaire dont l'adoption a pour principal effet de déclencher l'entrée en vigueur, dans le périmètre qu'il délimite, d'une série de mesures préventives à caractère législatif, au même titre, par exemple, qu'un arrêté de classement, qui, en dépit de sa valeur individuelle, rend applicable au site classé le régime de protection prévu par la législation sur la protection du patrimoine;

Considérant qu'en ce qui concerne la possibilité de prendre en compte, au stade de la délimitation du site, l'existence ou les projets d'infrastructures d'utilité publique ou d'équipements de service public tels que des stations d'épuration existantes ou à créer, des lignes de chemin de fer, le réseau routier, des canalisations, etc., il importe de rappeler que le Gouvernement wallon ne peut fonder ses désignations de sites que sur des critères purement scientifiques définis par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, qu'il n'est donc pas possible d'exclure certaines parties du périmètre d'un site répondant aux critères de classement comme site Natura 2000 uniquement pour éviter d'inclure dans le périmètre du site des parcelles destinées à l'implantation ou l'exploitation d'infrastructures, fussent-elles d'utilité publique;

Considérant qu'en revanche, les possibilités de déroger au régime préventif pour des raisons impératives d'intérêt public majeur prévues à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973, permettent aux gestionnaires de mener des activités en dépit de leur impact sur les sites, moyennant le respect de certaines conditions;

Considérant qu'en ce qui concerne la demande de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du Service public de Wallonie (SPW), de l'ASBL GRACQ et de l'ASBL Chemins du rail relative au souhait de préserver les assiettes des voies de chemin de fer désaffectées en vue de développer le RAVeL ou de nouvelles voies de chemin de fer et de leur suggestion d'inclure systématiquement les voies de chemin de fer dans l'unité de gestion anthropique (UG 11) sur minimum 12 mètres ainsi que la demande d'Infrabel d'exclure le domaine de l'infrastructure ferroviaire et tout ou partie des parcelles qui se trouvent dans une zone de 20 mètres mesurée à partir du franc-bord du chemin de fer, le Gouvernement ne peut sélectionner et délimiter les sites que sur la base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique; qu'il ne saurait donc être question d'exclure un réseau de voirie ou des voies de chemin de fer d'un site sans justification scientifique;

Considérant qu'il n'y a pas d'incompatibilité de principe entre le régime préventif découlant de l'adoption de l'arrêté de désignation et la police des chemins de fer, ce qui exclut toute irrégularité liée au prétendu non-respect de ladite police des chemins de fer; qu'il s'agit de deux polices administratives distinctes dont les effets se cumulent; que, quand bien même une contradiction pourrait être relevée, ce qui n'a pas été le cas dans le cadre des enquêtes publiques, l'arrêté de désignation, du moins lorsqu'il ne comporte pas d'objectifs de conservation spécifiques ni de mesures préventives ou d'interdictions spécifiques, c'est-à-dire des mesures et interdictions propres au site, présente la nature d'un acte-condition, dont l'entrée en vigueur conditionne l'application d'un régime préventif d'origine décrétales issu de l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que deux règles de police de même niveau hiérarchique se cumulent au profit de la plus restrictive;

Sur la proposition du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est désigné comme site Natura 2000 BE31007 – « Vallée du Train », l'ensemble des parcelles et parties de parcelles cadastrales visées à l'annexe 1 du présent arrêté et situées sur le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux.

Le périmètre du site, délimité sur une carte à l'échelle 1/10.000^e, ainsi que les prescriptions littérales qui visent à le préciser sont fixés par l'annexe 2 du présent arrêté.

Le site Natura 2000 BE31007 – « Vallée du Train » couvre une superficie de 488,63 ha.

Art. 2. Sont précisés à l'annexe 3.A., compte tenu des données disponibles :

- 1° les types d'habitats naturels d'intérêt communautaire que le site abrite et pour lesquels le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les habitats naturels prioritaires présents dans le site;
- 2° leur surface et leur état de conservation tel qu'estimés à l'échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales abritant les habitats naturels prioritaires présents dans le site.

Art. 3. Sont précisés à l'annexe 3.B., compte tenu des données disponibles :

- 1° les espèces d'intérêt communautaire et les espèces d'oiseaux pour lesquelles le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les espèces prioritaires présentes dans le site;
- 2° leur niveau de population et leur état de conservation tels qu'estimés à l'échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales qui abritent les espèces prioritaires présentes dans le site.

Art. 4. Concernant les parties du site proposées comme zone spéciale de conservation, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Concernant les parties du site proposées comme zones de protection spéciale, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l'article 25, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Les résultats relatifs à l'application de ces critères au site sont synthétisés aux annexes 3.A et 3.B du présent arrêté.

Art. 5. Les unités de gestion présentes sur le site et la carte délimitant leur périmètre sont fixées à l'annexe 4 du présent arrêté.

Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Art. 6. Compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens de gestion active proposés pour atteindre les objectifs de conservation du site peuvent être :

- la conclusion d'un contrat de gestion active ou toute autre forme de contrat conclu par la Région wallonne avec des propriétaires ou occupants concernés;
- la création d'une réserve naturelle domaniale ou agréée ou d'une réserve forestière;
- la modification de l'aménagement forestier éventuellement en vigueur;
- l'adoption d'un plan de tir pour les espèces de grand gibier à contrôler (dans le ressort du ou des conseils cynégétiques concernés);
- la modification du plan de gestion du régime hydrique des terres agricoles établi par le wateringue conformément à la législation en vigueur;
- la mise de terrains à la disposition de la Région wallonne ou d'une association de protection de la nature reconnue conformément à l'article 17, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986;
- la modification, le cas échéant, du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique en vigueur sur le site et/ou l'adaptation du programme de mesures de protection des eaux adopté le cas échéant en vertu du Code de l'Eau;
- la modification des programmes de travaux de curage et d'entretien du cours d'eau;
- l'adoption de mesures agri – environnementales;
- tout autre moyen de gestion active pertinent suggéré lors de la concertation.

Art. 7. Le site Natura 2000 BE31007 – « Vallée du Train » dépend de la Commission de conservation de Mons.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2017.

Art. 9. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 1 : Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales comprises dans le site Natura 2000 BE31007 – Vallée du Train

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit sont comprises dans le site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ” :

COMMUNE : CHAUMONT-GISTOUX Div 1 Section A : parcelles 448H, 448T (partim 93%), 449E, 450A, 529C, 537C (partim 36%), Section B : parcelles 144N (partim 86%), 145K (partim 94%), 145L, 150G (partim 19%), 151H, 151K, 152B (partim 91%), 154B (partim 6%), 156B (partim 14%), 162 (partim 55%), 164B (partim 73%), 189M4 (partim 65%), 190D (partim 50%), 190L (partim 33%), 193, 194, 196B, 197, 198A, 198C, 199A, 199B, 200, 201, 202, 203A, 204B, 205A, 206A, 206B, 206C, 206D, 207A, 208, 209B, 209C, 209D, 209E, 210/02, 210C, 210F, 210H, 210K, 210L, 210M, 211, 225A, Section C : parcelles 157D, 167B (partim 86%), 181C (partim 15%), 185C (partim 50%), 185D (partim 6%), 186A, 186B (partim 80%), 188, 189, 193E (partim 36%), 196C (partim 6%), 199/02B (partim 26%), 199B2, 199C2 (partim 93%), 199K2, 199L2, 199M2 (partim 53%), 199V, 199X, 200/02A (partim 79%), 200D, 201N (partim 11%), 202E (partim 6%), 214N (partim 21%), 313E (partim 70%), 314L (partim 43%), 314N (partim 74%), 345A (partim 17%), 346B (partim 58%), 347E, 348F, 349C (partim 91%), 349G, 349H, 349K (partim 92%), 349L, 350D, 350F, 350G, 350H (partim 94%), 363B, 363C, 372B (partim 12%), 382E (partim 45%), 382F, 87L (partim 89%), 87T, 87V (partim 84%), Section D : parcelles 120C (partim 88%), 121R, 122H, 123/02B, 123C, 123D, 124, 125/02A, 125H, 125K (partim 95%), 126A (partim 92%), 180E (partim 20%), 182A, 186R, 187C, 192M (partim 46%), 203D (partim 10%), 51C (partim 85%), 53A, 54A, 55E, 56F, 57B (partim 94%), 62K2, 65A (partim 13%), 70D, 75A (partim 25%), 77B (partim 26%), 88C (partim 15%), Section E : parcelles 1, 2/02, 3 (partim 91%), 30A (partim 7%), 38B (partim 93%), 38D (partim 84%), 38E, 4, 41C (partim 46%), 5, 6 (partim 88%), 7A (partim 7%), 8C (partim 3%), Div 2 Section A : parcelles 191D (partim 94%), 216G, 217D, 220B (partim 89%), 221D (partim 92%), 222B, 223N, 223P, 228C, 239B (partim 37%), Section B : parcelles 128A (partim 93%), 128B (partim 87%), 129C (partim 45%), 129E (partim 45%), 132B (partim 73%), 133/02B, 133/02C (partim 95%), 133/02E (partim 87%), 133/02G (partim 9%), 133/02H (partim 82%), 133/02K (partim 80%), 133B, 135G (partim 43%), 136H (partim 1%), 139C, 157F (partim 10%), 159C (partim 6%), 159D, 162E (partim 10%), 163E (partim 80%), 165B (partim 85%), 173H, 174E (partim 68%), 180H (partim 45%), 201B (partim 16%), 201D (partim 37%), 217G, 217L, 219D, 25 (partim 30%), 26, 27A, 27B, 28A, 29, 30, 31C, 32, 33, 34, 35D, 36, 37, 38A, 42A (partim 43%), 45 (partim 83%), 46/02B (partim 28%), 46A (partim 94%), 47A (partim 26%), 48B (partim 93%), 51 (partim 6%), 61A (partim 35%), 62, 63A, 64A, 65, 66A, 69C (partim 6%), 7C (partim 14%), Section C : parcelles 10B, 11C, 12D, 12E, 12F, 12G, 12K, 12L, 12M, 12N, 12P, 12S, 12T, 13A, 13B, 13F, 13K, 13M (partim 85%), 13N, 13T (partim 78%), 13X (partim 88%), 14D, 14E, 14F, 14G, 14P (partim 58%), 14S, 14T (partim 68%), 14X (partim 88%), 15A2, 15P (partim 16%), 15Z (partim 90%), 16C, 190A (partim 25%), 1A2 (partim 84%), 1B2 (partim 84%), 1C2 (partim 82%), 1E2, 1F2, 1S, 1V (partim 88%), 2/02, 202A (partim 14%), 209D (partim 19%), 210B, 211A (partim 88%), 217A (partim 15%), 228B, 24C, 24K (partim 32%), 25B, 27C, 28B, 29C, 29D, 2B, 30D, 30E, 30F, 30G, 31C, 32D, 4B (partim 24%), 4C (partim 32%), 6B, 6F, 6G, 81C, Section D : parcelles 15A, 16K (partim 68%), 17A (partim 6%), 18A, 19C, 1C, 1D, 20D, 20E (partim 90%), 21A, 22D, 22E, 23K, 24 (partim 70%), 25B, 26Y, 27B, 28B, 29A, 2A, 30C, 33B, 37A, 38/02, 38A, 38B, 39, 3A (partim 93%), 40, 41C, 42D, 43A (partim 2%), 44D (partim 13%), 52B, 58A (partim 53%), 62C, 63A, 64A, 65D, 66B, 69A, 70B, 70C, 74A, 75C, 94A (partim 87%), Section E : parcelles 109C (partim 84%), 109D (partim 47%), 114L2 (partim 14%), 115L2 (partim 92%), 115N2, 115R2 (partim 79%), 115T2 (partim 60%), 116, 117, 118, 120A, 120B, 121A, 121B, 122A, 122B, 123H (partim 61%), 123K (partim 94%), 123R, 124A (partim 51%), 124B (partim 53%), 124C (partim 54%), 124D (partim 53%), 126A, 126B, 127A (partim 39%), 128H (partim 17%), 129A (partim 90%), 136/02A (partim 70%), 151A, 154S, 154T, 155K, 155M, 155N, 155P, 155R, 158, 159 (partim 67%), 160B, 160C, 160D, 161, 162, 165A, 166,

167, 168, 169, 170H, 170K, 170L, 171D, 171E, 172A, 172B, 173, 174, 175, 176, 177A, 178A, 178B, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189A, 189C, 190D, 198H, 211B (partim 7%), 219A, 224C, 235 (partim 47%), 249B (partim 94%), 250A, 252C, 254B, 257A, 258A, 258B, 258C, 258F, 258G, 258H, 259, 260A, 261, 262R (partim 93%), 262Z, 455B (partim 7%), 72H (partim 47%), 72K (partim 60%), 72L (partim 41%), 72M (partim 51%), Div 3 Section F : parcelles 149/02B (partim 70%), 149L, 154C (partim 21%), 155A (partim 93%), 155D, 155F (partim 65%), 416D (partim 77%), 420F (partim 93%), 422C (partim 25%), 431C (partim 52%), 432A (partim 74%), 435A (partim 84%), 436B (partim 83%), 496, 497 (partim 57%), 498, 499, 500, 502, 503, 504, 505 (partim 84%), 514A (partim 73%), 514B, 527B (partim 6%), 552C (partim 91%), 553B, 554/02B, 555H (partim 34%), 638C, 654D (partim 66%), 655A, Section H : parcelles 10B, 8B (partim 86%), Section I : parcelles 1 (partim 61%), 10B (partim 92%), 10C, 11G (partim 54%), 12/02H (partim 43%), 12A (partim 17%), 147A, 147B, 148, 149, 150B, 150C, 150D, 159B, 160, 161, 162, 163, 164A, 164B, 165, 166, 167, 169, 170D, 170E, 171, 172, 173, 174, 3 (partim 85%), 4B, 4C, 79N (partim 58%), 79R (partim 53%), 79V (partim 36%), 79W (partim 26%), 81B, 82D (partim 9%), 82E, 83, 84, 85, 86, 87D, 87F, 88, 89A, 89B, 89C, 89E, 89F, 9, 90, 91B, Div 6 Section C : parcelles 181A (partim 81%), 183 (partim 70%), 186B (partim 84%), 188, 191A (partim 95%), 192A (partim 19%)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 2 : Délimitation du périmètre du site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ”**2.1. Carte délimitant le périmètre du site**

La présente carte fixe, au jour de la désignation du site, à l'échelle cartographique 1/10.000^e (publiée au 1/25.000^e) le périmètre du site.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be> ;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée ;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

2.2. Prescriptions littérales visant à préciser le périmètre du site**Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales non comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ”**

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit ne sont pas comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ” :

COMMUNE : CHAUMONT-GISTOUX Div 1 Section A : parcelles 448V, 529D, Section B : parcelles 153F, 189A4, 189G4, 189K4, Section C : parcelles 157/02, 175T, 187, 193F, 193G, 197A, 198F4, 202D2, 202H, 202L, 202M, 202N2, 202V2, 205E, 207E, 210L, 371B, 88C, 89B, 89C, 90A, Section D : parcelles 100/02B, 114C, 118C, 128L, 158E, 36A, 37A, 49N, 49P, 50M, 50N, 52A, 60A, 60B, 70E, Section E : parcelles 38C, 78A, 9B, Div 2 Section A : parcelles 188G, 201P, Section B : parcelles 11F, 133/02F, 141P, 143, 145C, 145D, 14C, 168C, 172A, 172E, 173K, 202N, 24G, 24H, 24K, 40A, Section C : parcelles 11D, 14V, 17B, 187A, 198A, 200A, 24G, 33, 84C, Section D : parcelles 14B, 14C, 45A, 47A, 48B, 53B, 57A, 59C, 60A, 81D, 89B, 90B, 92A, 93A, Section E : parcelles 108K, 115K2, 115M2, 115P2, 123L, 123P, 133A, 149L, 153/02H, 155F, 155L, 157D, 209D, 210, 224B, 231K, 232F, 249A, 262K, 262P, Div 3 Section F : parcelles 149N, 155E, 418G, 420G, 506, 517, Section H : parcelles 10A, 11A, 14A, 7B, 8A, 9A, 9B, Section I : parcelles 104A, 104B, 105A, 117B, 11S, 78D, Div 6 Section C : parcelles 171A, 194A

COMMUNE : GREZ-DOICEAU Div 1 Section C : parcelles 461D, 468, 469, 840, 841, 842

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 3 : Liste des types d'habitats naturels et des espèces pour lesquels le site est désigné et données y afférentes ; synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ”

La présente annexe indique, compte tenu des données disponibles :

- la liste des types d'habitats naturels et la liste des espèces pour lesquels le site est désigné ainsi que les données concernant respectivement leurs surfaces, leur niveau de population et l'estimation de leur état de conservation ; les types d'habitats naturels et les espèces prioritaires sont indiqués par un astérisque (*) ;
- une synthèse des résultats de l'évaluation de l'importance du site pour assurer la conservation des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII et des espèces d'intérêt communautaire de l'annexe IX et des espèces d'oiseaux de l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 que le site abrite.

Ces résultats justifient la sélection du site comme site Natura 2000..

Les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standard de données établis entre 2002 et 2005. Ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations. Elles ont été pour partie précisées, en particulier pour les surfaces en ce qui concerne les habitats naturels et les effectifs de populations en ce qui concerne les espèces, sur base des meilleures connaissances disponibles. La précision de ces données devra être poursuivie.

Le site BE31007 a été sélectionné pour les raisons suivantes : Outre les terrains plus ou moins humides qui jouxtent les cours d'eau, le site comprend des sablières et des massifs boisés (Bois de Chaumont, de Glabais, de l'Etoile...). Il est formé de deux entités distinctes situées respectivement au nord et au sud de Chaumont-Gistoux. Les cours d'eau sont de qualité diverses. Néanmoins, certains tronçons recèlent des éléments du Ranunculion fluitantis. On notera la présence de mégaphorbiaies, de roselières, de bosquets d'aulnes et de saules et de retenues d'eau transformées en étangs de pêche. Les parties boisées offrent un mélange diversifié de hêtraies-chênaies pédonculées acidiphiles ou neutrophiles et des zones enrésinées. Le site reprend également quelques sablières, présentant un intérêt botanique certain (présence de lambeaux à *Corynephorus canescens*, de lande à callune, abondance d'*Ornithopus perpusillus*, d'*Aira praecox* et de *Filago minima*...) ainsi qu'une entomofaune riche en espèces des milieux sableux (Hyménoptères aculéates et *Cicindela hybrida*). Enfin, une des sablières accueille une colonie d'Hirondelles de rivage.

A. Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII de la loi pour lesquels le site est désigné

Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire	Surface	EC	UG HIC*
9120	126,37 ha	C	
9160	43,81 ha	C	
9130	18,41 ha	C	
9190	16,37 ha	C	
91E0*	10,19 ha	C	UG 7
6430	4,71 ha	C	
2330	1,73 ha	C	
3260	1,72 ha	C	
3150	1,11 ha	C	
4030	1,00 ha	C	
8220	0,87 ha	C	
3130	0,11 ha	C	

Légende : EC : estimation de l'état de conservation; A : conservation excellente ; B : conservation bonne ; C : conservation moyenne ; UG HIC* : unité(s) de gestion abritant ou susceptible(s) d'abriter (lorsque les données précises ne sont pas disponibles) l'habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire ; "-" : donnée non disponible

2330 : Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à Corynephorus et Agrostis

3130 : Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation du Littorelletea uniflorae et/ou du Isoëto-Nanojuncetea

3150 : Lacs eutrophes naturels avec végétation du type Magnopotamion ou Hydrocharition

3260 : Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche-Batrachion

4030 : Landes sèches européennes (tous les sous-types)

6430 : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin

8220 : Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique

9120 : Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagion)

9130 : Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum

9160 : Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli

9190 : Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à Quercus robur

91E0* : Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incarnae, Salicion albae)

B. Espèces des annexes IX et XI de la loi pour lesquelles le site est désigné

Code	Nom latin	Nom français	Population			EC	
			résidente	migratoire			
				repr.	hiver		étape
1016	Vertigo moulinsiana	Maillot de Desmolin	P				C
1163	Cottus gobio	Chabot	P				C
1337	Castor fiber	Castor d'Europe	P				C
A027	Egretta alba	Grande Aigrette				0-1 i	-
A072	Pernis apivorus	Bondrée apivore		0-1 p			-
A215	Bubo bubo	Grand-duc d'Europe	1 p				-
A236	Dryocopus martius	Pic noir	1-3 p				-
A238	Dendrocopos medius	Pic mar	1-2 p				-

Légende : P = présence ; p = couple ; i = individu ; EC : estimation de l'état de conservation; A : conservation excellente ; B : conservation bonne ; C : conservation moyenne ; vis. : visiteur ; occ. : occasionnel ; "-" : donnée non disponible

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE 4 : Désignation et délimitation du périmètre des unités de gestion du site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ”

4.1. Liste des unités de gestion délimitées au sein du site

Le site abrite les unités de gestion suivantes :

- UG 1 - Milieux aquatiques
- UG 2 - Milieux ouverts prioritaires
- UG 5 - Prairies de liaison
- UG 7 - Forêts prioritaires alluviales
- UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique
- UG 9 - Forêts habitat d'espèces
- UG 10 - Forêts non indigènes de liaison
- UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques

Les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire que ces unités de gestion sont susceptibles d'abriter sont précisés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

4.2. Carte délimitant le périmètre des unités de gestion

Les cartes ci-annexées fixent, à l'échelle cartographique 1/10.000^e (publiée au 1/25.000^e) le périmètre des unités de gestion présentes sur le site. Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be> ;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée ;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31007 – “ Vallée du Train ”.

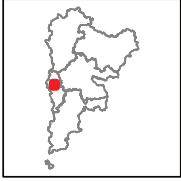
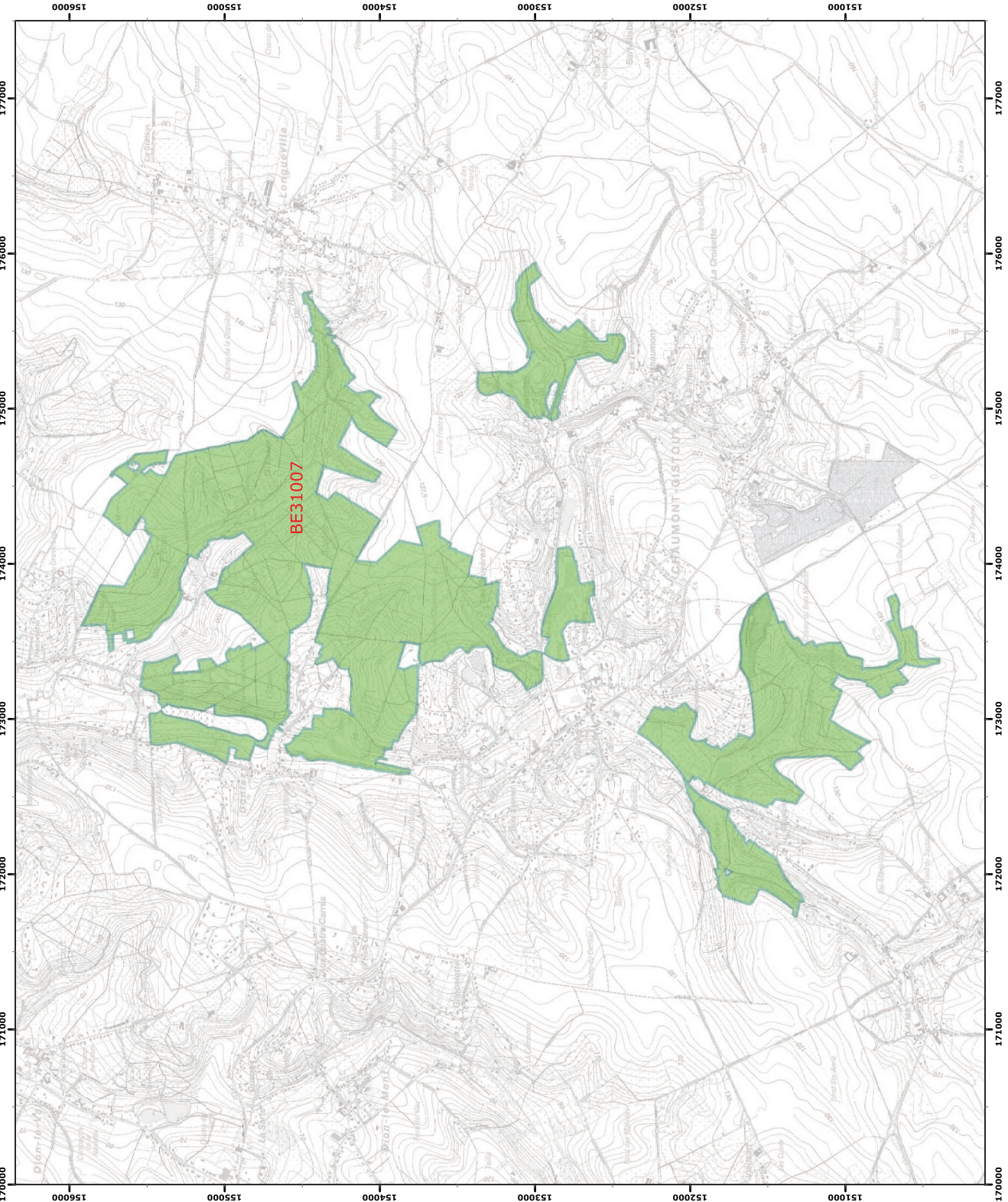
Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN



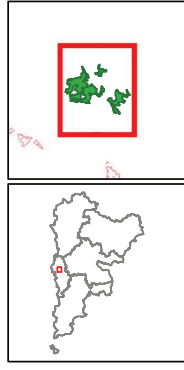
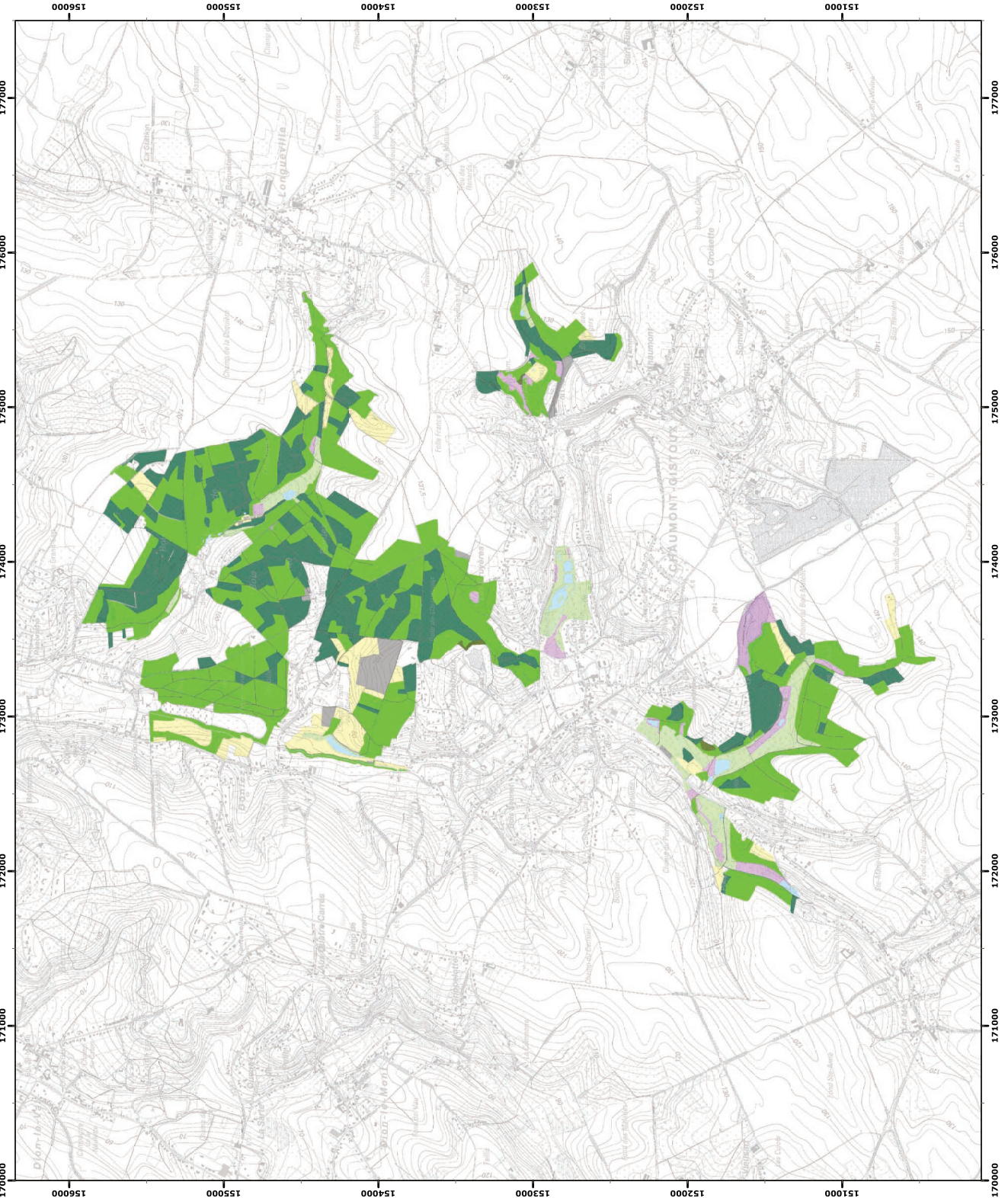
Légende
 Périmètres des sites
 Périmètre du site
 BE31007

0 250 500 mètres
 N
 Coordonnées Lambert belge 1972
 © SPW-DGARNE; Fond de plan © IGN - Bruxelles
 Le Ministre-Président

Paul MAGNETTE
 Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
 du Tourisme et des Aéroports,
 délégué à la Représentation à la Grande Région

René COLLIN
 Par délégation pour délivrance de copie conforme,

Date d'impression : septembre 2016.
**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
 DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
 ET DE L'ENVIRONNEMENT**
 Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
 Tel.:+32 (0)81 33 58 16 • Fax:+32 (0)81 33 59 22
 http://environnement.wallonie.be/ (http://spw.wallonie.be/ (Nomenclature Rubriques))



Légende

Unités de gestion de base

- UG 1 (milieux aquatiques)
- UG 2 (milieux ouverts prioritaires)
- UG 3 (prairies habitats d'espèces)
- UG 4 (bandes extensives)
- UG 5 (prairies de liaison)
- UG 6 (forêts prioritaires)
- UG 7 (forêts prioritaires alluviales)
- UG 8 (forêts indigènes de grand intérêt biologique)
- UG 9 (forêts habitat d'espèces)
- UG 10 (forêts non indigènes de liaison)
- UG 11 (terres de cultures et éléments anthropiques)

Unités de gestion temporaires

- UG temp 1 (zones sous statut de protection)
- UG temp 2 (zones à gestion publique)
- UG temp 3 (forêts indigènes à statut temporaire)

Unités de gestion en surimpression

- UG S1 (moule perlifère et moulette épaisse en UG1)
- UG S2 (diamier de la succee)

Autres

- Emprises des cartes
- Autre site Natura 2000

0 500 1000 mètres
 Coordonnées Lambert belge 1972
 © SPW-DGARNE, Fond de plan © IGN - Bruxelles
 Le Ministre-Président

Paul MAGNETTE
 Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité,
 du Tourisme et des Aéroports,
 délégué à la Représentation à la Grande Région

René COLLIN
 Par délégation pour délivrance de copie conforme,

Date d'impression : septembre 2016.

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
 DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
 ET DE L'ENVIRONNEMENT**
 Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
 Tél.: +32 (0)81 33 58 16 • Fax: +32 (0)81 33 58 22
 http://environnement.wallonie.be (page grand) / 4.2.2 (versionne (Rufnummer))

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2017/70008]

**1. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31007 "Vallée du Train"**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, wie zum letzten Mal abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, was die Umsetzung der Natura 2000-Regelung betrifft, im Folgenden "das Gesetz vom 12. Juli 1973" genannt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 über das Buch I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.29-1 ff.;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchung in der Gemeinde Chaumont-Gistoux vom 17. Dezember 2012 bis zum 8. Februar 2013, die gemäß den Bestimmungen des Umweltgesetzbuches betreffend die Organisation öffentlicher Untersuchungen, Artikel D. 29-1 und folgende, durchgeführt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme der Erhaltungskommission von Mons, abgegeben am 11. März 2016;

Aufgrund des am 19. September 1979 in Bern getroffenen Übereinkommens über die Erhaltung der europäischen wildlebenden Pflanzen und Tiere und ihrer natürlichen Lebensräume, welches durch Gesetz vom 20. April 1989 gebilligt wurde;

In Erwägung der Richtlinie 92/43/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002, ergänzt durch die Beschlüsse vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005, durch die die Liste der Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung verabschiedet wurde, zwecks Vorschlag an die Europäische Kommission;

In Erwägung der Entscheidungen 2004/798/EG und 2004/813/EG der Kommission vom 7. Dezember 2004 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung der Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der kontinentalen bzw. atlantischen biogeografischen Region;

Aufgrund der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;

In Erwägung der Beschlüsse 2011/63/EU und 2011/64/EU der Kommission vom 10. Januar 2011 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung einer vierten aktualisierten Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der atlantischen bzw. kontinentalen biogeografischen Region;

Aufgrund der Grundsätze der Vorbeugung, der Integration und der Vorsicht nach den Artikeln D.1, D.2 Absatz 3, und D.3 Ziffer 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In Erwägung der sozialwirtschaftlichen Vermittlung, die gemäß den von der wallonischen Regierung am 30. September 2010 und 7. April 2011 gefassten Beschlüssen vorgenommen wurde;

In der Erwägung, dass der Ausweisungserlass den Einwänden und Bemerkungen Rechnung trägt, die anlässlich der oben erwähnten öffentlichen Untersuchungen von verschiedenen Beschwerdeführern vorgebracht wurden;

In der Erwägung, dass nur diejenigen Beschwerden zu berücksichtigen sind, die innerhalb der Frist für die öffentliche Untersuchung und unter Einhaltung der in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Formalitäten eingegangen sind;

In Erwägung der Beschwerden über die angebliche Nichteinhaltung durch die Wallonische Regierung der Regeln für den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung und den Zugang zu Gerichten sowie über den Rückgang, der im Bereich der Beteiligung im Verhältnis zu den öffentlichen Untersuchungen vom Jahre 2008 über die am 30. April 2009 verabschiedeten Ausweisungserlasse stattgefunden habe;

In der Erwägung zunächst, dass öffentliche Untersuchungen in jeder von einem Ausweisungserlass gedeckten Gemeinde nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten organisiert wurden; dass jeder die Möglichkeit hatte, im Rahmen dieser Untersuchungen Beschwerden einzureichen;

In der Erwägung, dass neben den gemäß Buch I des Umweltgesetzbuches erforderlichen Formalitäten zur Ankündigung der Durchführung einer öffentlichen Untersuchung, die Verwaltung absichtlich noch weitere Maßnahmen ergriffen hat, um diese Untersuchung den betroffenen Personen am besten bekanntzugeben;

In der Erwägung, dass die Verbreitung von Informationen bezüglich des Natura 2000-Netzes in der allgemeinen Öffentlichkeit also vor und während der Untersuchung erfolgt ist, und zwar über mehrere Wege: Verteilung von Verwaltungsanleitungen, Artikel in der Fachpresse, Kolloquien, Versand von Newslettern, Bereitschaftsdienste, Ausstellungen, Ausstrahlung von Radio- bzw. Fernsehspots (Mini-Spots) im "Radio Télévision Belge Francophone" (RTBF) über die verschiedenen Arten von Lebensräumen sowie über die für ihre Verwaltung und ihren Schutz erforderlichen Auflagen, Information über das Internet (Entwürfe der Ausweisungserlasse, gesetzliche Texte, Kartenmaterial, Muster der Beschwerdeformulare, Kontaktpersonen); dass die hauptsächlichsten Dokumente, gesetzlichen und verordnungsmäßigen Texte in deutscher Sprache zur Verfügung gestellt worden sind; dass zweisprachige Informationssitzungen (französisch-deutsch) organisiert wurden; dass diese sehr relevanten Informationen eine Sensibilisierung der Öffentlichkeit für die Wichtigkeit ihrer Teilnahme an der öffentlichen Untersuchung ermöglicht haben;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Verwalter von in einem Natura 2000-Gebiet liegenden Parzellen aufgrund der Katasterinformationen und des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) ein personalisiertes Schreiben der Verwaltung erhalten haben, durch das sie über die Durchführung der öffentlichen Untersuchung informiert wurden, und das die Liste ihrer in einem Natura 2000 Gebiet liegenden Parzellen, der betroffenen Flächen und der entsprechenden Bewirtschaftungseinheiten zu Informationszwecken enthält; dass vor dieser Einsendung eine für dieses Publikum zielgerichtete Informationskampagne geführt wurde;

In der Erwägung anschließend, dass die Tatsache, dass die Vorbeugungsmaßnahmen nicht mehr in dem Ausweisungserlass sondern in Erlassen mit allgemeiner Tragweite enthalten sind, eine Harmonisierung der Maßnahmen und Zielsetzungen auf Ebene der Wallonischen Region ermöglicht, damit die Einhaltung des Grundsatzes der Gleichheit zwischen den betroffenen Bürgern gesichert wird, jede nicht durch lokale Besonderheiten gerechtfertigte ungleiche Behandlung verschiedener Gebiete vermieden wird, und es nicht weniger Möglichkeiten gibt, im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen zu reagieren im Verhältnis zu denjenigen, die 2008 für die acht ausgewiesenen Gebiete stattfanden; dass den Beschwerdeführern nämlich die Möglichkeit angeboten wird, ihre Meinung über die Einschränkungen für ihre Parzellen infolge der Präventivregelung zu geben, unter Berücksichtigung der Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheit gemäß dem Erlassentwurf;

In der Erwägung, dass, was die Möglichkeit für die Beschwerdeführer betrifft, Ihre Stellungnahme zu den Erhaltungszielen auf Ebene des jeweiligen Gebiets abzugeben, es auf Folgendes hinzuweisen gilt: die Regierung muss die besonderen Erhaltungsziele für jeden Lebensraumtyp und jede Art von gemeinschaftlichem Interesse in einem Erlass mit allgemeiner Tragweite kraft Artikel 25bis § 2 des Gesetzes genau definieren; diese Harmonisierung auf regionaler Ebene der Erhaltungsziele für jeden natürlichen Lebensraumtyp und für jede Art von gemeinschaftlichem Interesse zielt ebenfalls darauf ab, den Grundsatz der Gleichheit zwischen den betroffenen Bürgern zu gewährleisten, und jede ungleiche Behandlung verschiedener Gebiete, die nicht durch lokale Besonderheiten gerechtfertigt werden könnte, zu vermeiden; es wurde gemäß Artikel 25bis § 2 des Gesetzes der Entwurf eines Erlasses mit Verordnungscharakter zur Festlegung dieser Ziele ausgearbeitet, der in der Akte, die der öffentlichen Untersuchung unterworfen ist, übernommen wurde, damit den Beschwerdeführern die Möglichkeit gegeben wird, ihre Stellungnahme zu den in Betracht gezogenen Erhaltungszielen für das betroffene Gebiet abzugeben;

In der Erwägung, dass die auf das jeweilige Gebiet anwendbaren Erhaltungsziele unter Zugrundelegung der in diesem Erlassentwurf für jeden natürlichen Lebensraumtyp und jede Art, die in der Liste nach Anhang 3 des Ausweisungserlasses angeführt wird, festgehaltenen Ziele bestimmt werden; dass in dieser Liste die in dem jeweiligen Gebiet effektiv zu bewahrenden Lebensraumflächen und Populationsgrößen der verschiedenen Arten (quantitative Ziele) angegeben werden; dass die Zusammenführung der im Erlassentwurf angeführten Ziele und der Angaben nach Anhang 3 es den Beschwerdeführern ermöglicht hat, ihre Bemerkungen in voller Kenntnis der Sachlage zu erörtern, da sie über Informationen über die künftigen, konkret in Betracht gezogenen Erhaltungsziele für das betroffene Gebiet verfügten, d.h. mindestens die Erhaltung der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend gewesen sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend gewesen sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch die vorhandenen Flächen und die bestehende Qualität ihrer Habitate; in der Erwägung, dass die Liste der Lebensräume nach Anhang 3 in Kombination mit den Karten der Bewirtschaftungseinheiten eine konkrete Festlegung der Erhaltungsziele ermöglicht, die in den betreffenden Zonen angewandt werden, in dem Maße, wo die natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse und die Arten von gemeinschaftlichem Interesse, die diese Bewirtschaftungseinheiten umfassen könnten, in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, bestimmt sind.

In der Erwägung, dass die für das Gebiet geltenden Erhaltungsziele allgemeiner Tragweite, die von der Regierung kraft Artikel 25bis § 2 des Gesetzes festgelegt werden, durch spezifische, im Ausweisungserlass direkt angegebene Erhaltungsziele ergänzt werden können (jedoch nicht müssen); dass es in diesem Rahmen nicht als notwendig erachtet wurde, solche spezifische Ziele vorzusehen, insofern die Erhaltungsziele, die im der öffentlichen Untersuchung beigefügten Erlassentwurf festgelegt sind, zureichend genau und aus dem wissenschaftlichen Standpunkt zureichend relevant sind, wenn man die gebietsgebundenen Besonderheiten betrachtet, die keine weiteren Details erfordern;

In der Erwägung, dass nicht behauptet werden darf, dass die für das betroffene Gebiet festgehaltenen Erhaltungsziele zum Zeitpunkt der öffentlichen Untersuchung nicht bestimmt werden konnten und nicht zugänglich waren; dass der Beschluss, den in Anwendung von Artikel 25bis § 2 des Gesetzes angenommene Erlassentwurf gleichzeitig mit dem Erlassentwurf zur Ausweisung des Gebiets einer öffentlichen Untersuchung zu unterwerfen, im Gegenteil gerade mit dem Ziel gefasst wurde, den Eigentümern und Benutzern zu ermöglichen, sich in voller Kenntnis der Sache über diese Erhaltungsziele auszusprechen;

In der Erwägung, dass sich die vorliegende öffentliche Untersuchung offensichtlich nicht auf die Beschlüsse der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002 und vom 4. Februar 2004, ergänzt durch den Beschluss vom 24. März 2005 über die Auswahl der Gebiete, sondern auf die Ausweisungserlasse für die Gebiete, die von der Wallonischen Region vorgeschlagen und von der Kommission als Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung (GGB) ausgewählt wurden, sowie auf den Entwurf eines Erlasses mit Verordnungscharakter zur Festlegung der Erhaltungsziele der Gebiete bezog; dass die Kritiken über die angebliche Nichteinhaltung der in der am 21. April 2003 in Belgien in Kraft getretenen Aarhus-Konvention vom 25. Juni 1998 über den Zugang zur Information, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu den Gerichten in Umweltangelegenheiten vorgesehenen Verfahrensgarantien im Rahmen des Verfahrens zur Auswahl der Gebiete daher nicht in den Zuständigkeitsbereich der vorliegenden öffentlichen Untersuchung fallen; dass, auch wenn es der Fall wäre, diese Kritiken deutlich unbegründet sind;

In der Erwägung nämlich, dass, was den *Zugang zur Information* betrifft, die Wallonische Region die Anforderungen der Aarhus-Konvention und des diesbezüglichen europäischen Rechts in Buch I des wallonischen Gesetzbuches umgesetzt hat, und diese Bestimmungen im Rahmen der Phase der Auswahl der Gebiete eingehalten hat, insbesondere durch die Veröffentlichung im Internet der Liste der infolge der Beschlüsse vom 26. September 2002, vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005 als Gebiet von gemeinschaftlicher Bedeutung vorgeschlagenen Gebiete sowie der jedem Gebiet eigenen Standarddateien;

In der Erwägung, dass, was die Öffentlichkeitsbeteiligung an diesen Entscheidungsverfahren betrifft, der Gesetzgeber es nicht für unerlässlich erachtet hat, eine solche Beteiligungsmöglichkeit in diesem Stadium vorzusehen, da dies durch die Habitat-Richtlinie selbst nicht vorgeschrieben ist; dass der Verfassungsgerichtshof der Auffassung ist, dass *„es zur Ermessensbefugnis des Dekretgebers gehört, vor der endgültigen Ausweisung von Gebieten, die für die Ausweisung als besondere Erhaltungsgebiete in Frage kommen, eine öffentliche Untersuchung vorzusehen“* (Schiedshof, Urteil Nr. 31/2004 vom 3. März 2004, Punkt B.3.4);

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass der Entwurf des Ausweisungserlasses und der Entwurf des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Erhaltungsziele gemeinsam derselben öffentlichen Untersuchung unterworfen wurden, es den Eigentümern und Benutzern ermöglicht hat, ihre Bemerkungen sowohl über das Areal des Gebiets, die Wahl und das Areal der Bewirtschaftungseinheiten - und ebenfalls über die Gründe, die die getroffenen Entscheidungen rechtfertigen - wie auch über die für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele gelten zu lassen, wobei Letztere sich, wie bereits oben erwähnt, aus der Zusammenführung der Bestimmungen des Entwurfs des Regierungserlasses und der Angaben nach Anhang 3 des Ausweisungserlasses ergeben; dass die Behauptung, diese Untersuchung sei zu spät im Beschlussverfahren eingeleitet worden, daher unrichtig ist;

In der Erwägung, dass, was den Zugang zu den Gerichten betrifft, kein Beschwerdeführer gegen die vorgenannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juli 2004 (2. Auflage), vom 24. März 2005 und vom 23. Februar 2011 veröffentlichten Beschlüsse der Regierung über die Ausweisung der vorgenannten Gebiete Einspruch eingelegt hat, was darauf schließen lässt, dass sie davon ausgegangen sind, dass die Auswahl selbst ihnen nicht schade; dass dagegen feststeht, dass es sich bei den Ausweisungserlassen um Akte handelt, gegen welche Einsprüche vor dem Staatsrat erhoben werden können, insofern sie durch die Belastungen, die sie Privatpersonen auferlegen, Beschwerdegründe darstellen; dass folglich der Zugang zu den Gerichten durch eventuelle Beschwerdeführer, deren Bemerkungen ihrer Ansicht nach nicht genug berücksichtigt wurden, gemäß den Vorschriften der Artikel 9.2 und 9.3 der Aarhus-Konvention garantiert ist;

In der Erwägung, dass die Artikel D.29-7 und D.29-8 von Buch I des Umweltgesetzbuches zur Regelung der Ankündigung von öffentlichen Untersuchungen für Pläne der Kategorie A.2, zu denen die Ausweisungserlasse gehören, keinesfalls verlangen, dass in der Bekanntmachung oder in den Notifizierungen auf die etwaigen Beschwerdewege gegen die Ausweisungserlasse hingewiesen wird; dass gemäß Artikel D.29-22 desselben Buches derartige Auskünfte lediglich in den Verwaltungsbeschlüssen der Kategorien B und C zu geben sind; dass außerdem das an die Eigentümer und Verwalter gerichtete Schreiben zur Ankündigung der Durchführung der öffentlichen Untersuchungen keineswegs gesetzlich oder ordnungsmäßig vorgeschrieben ist;

In der Erwägung, dass die Konsultierung irgendeines Rates im Rahmen der Verabschiedung der Ausweisungserlasse der Natura 2000-Gebiete durch keine Gesetzgebung auferlegt wird;

In der Erwägung jedoch, dass aufgrund von Artikel 30 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur die Regierung beschlossen hat, die Erhaltungskommissionen über die im Laufe der öffentlichen Untersuchung über die Entwürfe der Ausweisungserlasse der Natura 2000-Gebiete geäußerten Beschwerden und Bemerkungen zu Rate zu ziehen; dass diese Erhaltungskommissionen zur Aufgabe haben, den Erhaltungszustand der Natura 2000-Gebiete zu überwachen, um ihre Wahrung in einem günstigen Erhaltungszustand oder Wiederherstellung in einen solchen Zustand zu gewährleisten, wobei insbesondere die prioritären natürlichen Lebensraumtypen und die prioritären Arten berücksichtigt werden und die wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie die örtlichen Besonderheiten in Betracht gezogen werden.

In der Erwägung, dass die Erhaltungskommissionen aus Mitgliedern zusammengesetzt sind, die die verschiedenen Interessen der zivilen Gesellschaft vertreten, nämlich aus einem von der Regierung bestellten Vorsitzenden, vier Bediensteten der regionalen Verwaltung, worunter ein Bediensteter aus der für die Naturerhaltung zuständigen Dienststelle, ein Bediensteter aus der für die Raumordnung zuständigen Dienststelle, ein Bediensteter aus der für die Landwirtschaft zuständigen Dienststelle und ein Bediensteter aus der für das Wasser zuständigen Dienststelle; aus einem von dem "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vorgeschlagenen Mitglied; aus einem von dem "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vorgeschlagenen Mitglied; aus zwei von Vereinigungen mit der Naturerhaltung als Sozialzweck vorgeschlagenen Vertretern, aus zwei von Vereinigungen, die die Eigentümer und Benutzer des betroffenen Gebiets bzw. der betroffenen Gebiete vertreten, vorgeschlagenen Vertretern; aus zwei Vertretern, die von den Berufsvereinigungen, die die Verteidigung der in dem bzw. den betroffenen Gebiet(en) ausgeübten Tätigkeiten im Bereich der Landwirtschaft, Jagd, Fischzucht oder Forstwirtschaft als Gesellschaftszweck haben, vorgeschlagen werden; dass die in diesen Kommissionen vertretenen Zweckverbände die Möglichkeit haben, über ihre Vertreter an der Ausarbeitung der Stellungnahmen der Erhaltungskommissionen und somit an der Überwachung des Erhaltungszustandes der Gebiete unmittelbar teilzunehmen;

In der Erwägung, dass somit die Vorschriften im Bereich des Zugangs zur Information, der Öffentlichkeitsbeteiligung und des Zugangs zu den Gerichten wohl beachtet wurden und dem Grundsatz des "standstill" entsprechen;

In der Erwägung, dass die Vielfalt der im Natura 2000-Gebiet BE31007 – "Vallée du Train" angetroffenen Lebensräume und der Arten-Habitate dessen Ausweisung vollkommen rechtfertigt;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über die für ein Gebiet von gemeinschaftlicher Bedeutung typischen Merkmale im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 13 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 verfügt und dass es als solches durch die Europäische Kommission in deren Entscheidung vom 7. Dezember 2004, aktualisiert in deren Entscheidung vom 10. Januar 2011, gebilligt wurde;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet ein bedeutendes Gefüge aus mehreren in Anlage VIII des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführten natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse beherbergt, die anhand der in Anhang 3 des vorliegenden Erlasses zusammengefassten Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet Populationen mehrerer in Anlage IX des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführten Arten von gemeinschaftlichem Interesse enthält, die anhand der in Anhang 3 des vorliegenden Erlasses zusammengefassten Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet die Auswahlkriterien erfüllt, die in Artikel 25 § 1 und in Anlage X des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, so wie dies aus Anhang 3 des vorliegenden Erlasses hervorgeht, und dass es somit in seiner Eigenschaft als "besonderes Erhaltungsgebiet" als Natura 2000-Gebiet auszuweisen ist;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über einen großen ornithologischen Reichtum verfügt und dass es mehrere in Anlage XI des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführte Vogelarten beherbergt, so wie aus Anhang 3 des vorliegenden Erlasses hervorgeht; dass es mit Blick auf die Erhaltungsziele dieser Arten über ausreichend geeignete Territorien verfügt, sowohl was ihre Anzahl als auch ihre Größe betrifft, welche als Sonderschutzgebiet zu einem Natura 2000 Gebiet erklärt werden müssen;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 4 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass jeder Ausweisungserlass "*die Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zu der Auswahl des Gebiets geführt haben*" enthält; dass das Gebiet BE31007 besonders aus folgenden Gründen auserwählt wurde:

"Zusätzlich zu den mehr oder weniger feuchten Geländen neben den Wasserläufen umfasst der Standort auch Sandgruben und Forstgebiete ("Bois de Chaumont", "Bois de Glabais", "Bois de l'Étoile"). Der Standort besteht aus zwei deutlich unterschiedlichen Bereichen, nördlich bzw. südlich der Gemeinde Chaumont-Gistoux. Die Wasserläufe weisen unterschiedliche Qualitäten auf. Jedoch enthalten einige Abschnitte Elemente des *Ranuncion fluitantis*. Das Vorhandensein von Hochstaudenfluren, Röhrichtgebieten, kleinen Erlen- und Weidenwäldern und Stauanlagen, die als Fischweiher benutzt werden, ist hervorzuheben. Die bewaldeten Abschnitte bieten eine diversifizierte Mischung von acidophilen oder neutrophilen Bereichen mit Buchen und Stieleichen oder mit Nadelbäumen. Es können einige Sandgruben angetroffen werden mit einem deutlichen botanischen Interesse (Vorhandensein von *Corynephorus canescens*, Besenheide, *Ornithopus perpusillus*, *Aira praecox* und *Filago minima* ...), sowie eine reiche Insektenfauna, mit Arten, die oft in sandigen Habitaten vorkommen (akuleate Hymenoptera und *Cicindela hybrida*). Eine der Sandgruben beherbergt eine Kolonie Uferschwalben."/>

In Erwägung der im Anhang 3 aufgeführten Tabellen mit der Liste der Arten und Lebensräume, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, der Fläche dieser Lebensräume oder dem auf dem Gebiet geschätzten Bestand dieser Arten, sowie der Bewertung ihres Erhaltungszustands auf einer Skala von A bis C;

In der Erwägung, dass die Auswahl des Gebietes auf Basis der besten zur Verfügung stehenden wissenschaftlichen Kenntnisse und Daten geschehen ist, die insbesondere aus verschiedenen Bestandsaufnahmen, fotografischen und kartografischen Dokumenten, der wissenschaftlichen Literatur und biologischen Datenbanken resultieren;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich der verschiedenen Typen von natürlichen Lebensräumen (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der verschiedenen Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen; dass diese auf das ganze Gebiet hochgerechneten Daten Annäherungswerte enthalten; dass sie zum Teil aufgrund der besten zur Verfügung stehenden Kenntnisse präzisiert wurden und dass es sich empfehlen wird, die Präzisierung dieser Daten fortzuführen;

In der Erwägung, dass, was die in dem Anhang zum vorliegenden Erlass aufgeführten Flächen der Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse betrifft, die Daten aus zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen und 2015 präzisiert wurden;

In der Erwägung, dass, was die in dem vorliegenden Erlass aufgeführten Daten zu den Artenbeständen betrifft, die Daten aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen und 2015 präzisiert wurden;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich des Erhaltungszustands der Lebensräume und Arten gemeinschaftlichen Interesses aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen und 2015 präzisiert wurden; dass diese für das Gebiet geschätzten Daten Annäherungswerte enthalten, die später noch genauer bestimmt werden müssen;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen die Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ggf. als Überdruck über anderen Kategorien von Bewirtschaftungseinheiten, sowie die damit verbundenen Verbote und anderen besonderen Vorbeugungsmaßnahmen enthält;

In der Erwägung, dass es zwecks der Umsetzung der für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele notwendig ist, dort die folgenden Bewirtschaftungseinheiten genau abzugrenzen: "BE 1 – aquatische Lebensräume", "BE 2 – prioritäre offene Lebensräume", "BE 5 – Verbindungswiesen", "BE 7 – prioritäre Auenwälder", "BE 8 – einheimische Wälder von großem biologischem Interesse", "BE 9 – Wälder als Lebensraum von Arten", "BE 10 – nicht einheimische Verbindungswälder", "BE 11 – Ackerbauland und anthropische Elemente";

In der Erwägung, dass die durch Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur auferlegte Verpflichtung, die wesentlichen natürlichen Lebensraumtypen kartographisch darzustellen, nicht voraussetzt, dass jeder natürliche Lebensraumtyp und jeder Artenbestand innerhalb des Gebiets genau lokalisiert werden soll; dass die Wörter "natürliche Lebensräume" in dieser Bestimmung auf die Definition von Artikel 1bis Ziffer 2 verweisen, nämlich "terrestrische oder aquatische Gebiete, deren geographische und abiotische Merkmale und Möglichkeiten einer natürlichen Beseidlung das Vorkommen oder die Reproduktion von wildlebender Tier- und Pflanzenarten ermöglichen. Die Lebensräume werden als natürlich bezeichnet, ob sie aufgrund eines menschlichen Eingriffs bestehen oder nicht"; dass das Wort "wesentlich" bedeutet, dass es sich lediglich darum handelt, die großen Kategorien natürlicher Lebensräume des Gebiets (wie z.B. die Laub- und Nadelwälder, die halbnatürlichen offenen Lebensräume, die Wiesen, Wasserflächen und -läufe, die verstäderteten Gebiete, Kulturen, usw.) und nicht jeden genauen natürlichen Lebensraumtyp gemeinschaftlichen Interesses im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zu lokalisieren; dass betrachtet werden kann, dass die vorerwähnte, in dem Ausweisungserlass stehende Kartographie daher derjenigen der Bewirtschaftungseinheiten entspricht, insofern als diese in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 je nach großem Lebensraumtyp definiert sind, der global einheitliche Bewirtschaftungsmaßnahmen rechtfertigt; dass die auf jede Parzelle anwendbaren Einschränkungen leicht zur Kenntnis genommen werden können; dass es sich nämlich einerseits um auf das gesamte Gebiet anwendbare Einschränkungen handelt, d.h. diejenigen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen festgehalten sind, und andererseits um die Maßnahmen, die auf die betroffene Bewirtschaftungseinheit im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 anwendbar sind; dass die Angaben in Anhang 3 es ermöglichen, diese Karten zu ergänzen, und die im betreffenden Gebiet vorhandenen natürlichen Lebensräume zu identifizieren;

In der Erwägung, dass das System zum Schutz der Natura 2000-Gebiete vorsieht, dass eine Reihe von Handlungen und Arbeiten, die aufgrund anderer Gesetzgebungen keiner Genehmigung bedürfen, einer in den Zuständigkeitsbereich der DNF fallenden Abweichung, Genehmigung oder Notifizierung unterzogen werden; dass es um relative Verbote geht, insofern sie aufgehoben werden können, vorausgesetzt, dass die betroffenen Handlungen die Unversehrtheit des Gebiets gemäß Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht beeinträchtigen; dass das Gleiche für die Handlungen gilt, die aufgrund einer anderen Gesetzgebung einer Genehmigung bedürfen; dass auf jeden Fall Arbeiten aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialer und wirtschaftlicher Art, erlaubt werden könnten, unter Beachtung der in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnten Abweichungsbedingungen, nämlich wenn keine Alternativlösungen vorliegen, und vorausgesetzt, dass Ausgleichsmaßnahmen ergriffen werden, um sicherzustellen, dass die globale Kohärenz von Natura 2000 gewährleistet wird;

In Erwägung von Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, laut dessen es in den Natura 2000-Gebieten verboten ist, die natürlichen Lebensräume zu verschlechtern und die Arten zu stören, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, insofern diese Störungen sich im Hinblick auf die Ziele von Natura 2000 beachtlich auswirken könnten; dass dieser Artikel auf die außerhalb der Natura 2000-Gebiete getätigten Handlungen eine potentielle Anwendung findet; dass Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur betreffend die geeignete Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt ebenfalls auf Projekte und Pläne, die außerhalb der Natura 2000-Gebiete liegen und sich auf ein Natura 2000-Gebiet im Hinblick auf die Ziele der Erhaltung dieses Gebiets beachtlich auswirken könnten, Anwendung findet;

In der Erwägung, dass, was die Verhältnismäßigkeit der Maßnahmen betrifft, die Regierung eine Präventivregelung eingeführt hat, die auf graduellen Einschränkungen je nach der Empfindlichkeit der Lebensräume und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse gegen Störungen beruht, in der Form von Verboten, Genehmigungen und Notifizierungen; dass die Ersten Tätigkeiten betreffen, die in den meisten Fällen bedeutende Auswirkungen auf die geschützten Ökosysteme haben können, während Letztere Tätigkeiten betreffen, die nur unter bestimmten Umständen solche Auswirkungen haben könnten;

In der Erwägung, dass die Wahl der anwendbaren Maßnahmen durch die Regierung in ihren Erlassen vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 auf der Grundlage von wissenschaftlichen Erwägungen erfolgte, unter Berücksichtigung der sozialwirtschaftlichen Erfordernisse gemäß dem Europäischen Recht, um die wirtschaftlichen oder gemeinnützigen Aktivitäten so wenig wie möglich zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit für die zuständige Behörde, ihre Genehmigung zu verweigern oder mit Bedingungen zu verbinden, sowie die Möglichkeit, Abweichungen von den Verboten von Fall zu Fall zu gewähren, den Willen der Regierung beweisen, nur die Anforderungen aufzuerlegen, die zur Erfüllung der Erhaltungsziele innerhalb des Natura 2000-Netztes unbedingt notwendig sind;

In der Erwägung, dass die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung die Erweiterung von solchen Infrastrukturen wie landwirtschaftliche Betriebe, Klärstationen, elektrische Leitungen, Eisenbahnlinien, Straßen, Gasleitungen usw. nicht ausschließt, insofern diese Erweiterung durch die erforderliche(n) Genehmigung(en) gedeckt ist und wenn nötig Gegenstand einer vorherigen geeigneten Bewertung der Ein- und Auswirkungen gemäß den Modalitäten und Bedingungen von Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur gewesen ist;

In Erwägung der von bestimmten Personen vorgebrachten Beschwerden über die Unmöglichkeit, ab dem Zeitpunkt der Ausweisung der Gebiete im Rahmen der für diese Gebiete eingeführten Präventivregelung bei bestimmten Notlagen zu handeln; dass weder die Vogelschutz- und Habitat-Richtlinien noch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur die Notlagen ausdrücklich in Betracht ziehen; dass das allgemeine Verbot gemäß Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nur die Eingriffe des Bürgermeisters im Rahmen seiner Befugnisse der Allgmeinpolizei von seinem Anwendungsbereich ausschließt; dass die Eingriffe der regionalen und lokalen Verwaltungen, die nicht in diesem Rahmen stattfinden, auch wenn sie durch Notfall begründet sind, diesem Verbot jedoch unterliegen, außer wenn die Bedingungen für die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genannte Abweichung beachtet werden, so wie dieses aus der neuen Rechtsprechung des Gerichtshofes über Artikel 6 § 2 der Habitat-Richtlinie (Entscheid Alto Sil) hervorgeht;

In der Erwägung, dass die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 verschiedene Hypothesen vorsehen, in denen bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen aus Gründen der Sicherheit der Personen keine Anwendung finden (Bäume, die eine Bedrohung für die Sicherheit der Personen darstellen und die sich entlang der Straßen, Wege und Pfade, der Bahngeleise, Strom- und Gasleitungen, in der BE 6 "prioritäre Forstgebiete" zum Beispiel befinden); dass, was die Eingriffe in den Wasserläufen betrifft, insbesondere im Falle von Hochwasser, keine Vorbeugungsmaßnahme Eingriffe zum Entfernen von Verklausungen oder zum Fällen von für die Sicherheit der Personen gefährlich gewordenen Bäumen untersagt oder einer Genehmigung bzw. Notifizierung unterwirft, dass in den Wäldern, die der Forstregelung nicht unterliegen, die abgestorbenen Bäume, die die Sicherheit bedrohen und sich nicht entlang der Straßen, Wege und Pfade im Sinne des Forstgesetzbuches, der Bahngeleise, Strom- und Gasleitungen befinden, gefällt werden können, vorausgesetzt, dass sie an Ort und Stelle liegen bleiben (Artikel 3 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011); dass in den BE 1 keine Maßnahme diesbezügliche Auflagen vorsieht, außer wenn die Notmaßnahme eine Abänderung des Bodenreliefs verursacht;

In der Erwägung, dass in Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung ein Schnellverfahren für Abweichungen und Genehmigungen für Natura 2000-Akten vorgesehen ist; dass eine andere Möglichkeit darin besteht, dringende Eingriffe zu Zwecken der öffentlichen Sicherheit in einem Verwaltungsplan im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 vorzusehen;

Dass andererseits festzustellen ist, dass weder das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (CWATUPE) noch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung die Handlungen, Arbeiten oder Einrichtungen, die aus dringenden oder mit der öffentlichen Sicherheit verbundenen Gründen notwendig sind, von den anwendbaren Förmlichkeiten befreit; dass es deshalb weder übertrieben noch diskriminierend ist, im Natura 2000-System keine solchen Ausnahmen vorzusehen;

In der Erwägung, dass, was die Zugangseinschränkungen zu den Straßen, Wegen und Pfaden in den Natura 2000-Gebieten oder zu den nichtschiffbaren Wasserstraßen oder zu bestimmten Staudämmen betrifft, keine besondere Zugangsform durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 einer Kontrolle unterworfen ist;

In der Erwägung dagegen, dass aufgrund des Kumulierungsprinzips der Verwaltungspolizeivorschriften die Regeln über den Verkehr in den Wäldern oder Wasserläufen in den Natura 2000-Gebieten weiterhin völlig anwendbar sind;

In der Erwägung ebenfalls, dass im Allgemeinen, was den proportionalen Charakter der Maßnahmen betrifft, die Tatsache, dass bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen manchmal "positive" Handlungen seitens der Eigentümer und Benutzer anstatt lediglich Enthaltungen mit einschließen, dennoch nicht voraussetzt, dass diese Maßnahmen unbedingt als Maßnahmen der aktiven Verwaltung angesehen werden müssen;

In der Erwägung nämlich, dass zahlreiche Bestimmungen der Verwaltungspolizei ggf. unter Gefahr einer Strafverfolgung "Handlungspflichten" im allgemeinen Interesse voraussetzen, und dies ohne Entschädigung, wie zum Beispiel in Sachen Distelstechen der Wiesen, Bewirtschaftung der nicht unter Schutz gesetzten Wasserläufe, Ausästen der Bäume über öffentlichen Straßen, Erhaltung in einem zufriedenstellenden Sauberkeitszustand der Randstreifen und Bürgersteige oder aber Reparieren der Vizinalwege;

In der Erwägung, dass die sich aus den Vorbeugungsmaßnahmen ergebenden Auflagen, einschließlich derjenigen, die bestimmte positive Pflichten für die dadurch betroffenen Personen mit sich bringen können, im Rahmen der Natura 2000-Regelung finanziell durch Entschädigungen sowie Steuerbefreiungen ausgeglichen werden;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen, die dem Vieh den Zugang zu den Wasserläufen untersagen, nicht spezifisch für Natura 2000 sind; dass diese bereits ohne finanziellen Ausgleich aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe sowie des Königlichen Erlasses vom 5. August 1970 zur allgemeinen Polizeiverordnung für nicht schiffbare Wasserläufe auf ungefähr die Hälfte des wallonischen Gebiets anwendbar waren; dass die Auflagen dieser Gesetzgebung vor kurzem abgeändert worden sind und durch das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 zur Regelung der Verpflichtung, die beweideten Ländereien, die sich entlang der Wasserläufe befinden, einzufrieden, und zur Änderung verschiedener Bestimmungen verstärkt worden sind; dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 über die Einführung einer Subventionsregelung zugunsten der Züchter für die Ausrüstung der Weiden entlang der Wasserläufe und der Erlass vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur Finanzierungsmöglichkeiten für das Anbringen von Einfriedungen vorsehen;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass die Ausweisungserlasse *„unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen sowie der lokalen Besonderheiten, die vorgeschlagenen Mittel angeben müssen, um die Erhaltungsziele zu erreichen“*, einschließlich derjenigen, die in dieser Bestimmung erwähnt sind, u.a. des Vertrags zur aktiven Verwaltung; dass der vorliegende Erlass die durch das Gesetz vorgeschlagene Liste übernimmt, ohne genau anzugeben, welche Mittel je Parzelle oder Bewirtschaftungseinheit benutzt werden; dass eine solche Genauigkeit von dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht vorgeschrieben wird;

In der Erwägung, dass um möglichst umfassende Verhandlungen mit den Eigentümern und Benutzern anlässlich der Konzertierung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder den Abschluss jeglicher anderen Vereinbarung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 4 desselben Gesetzes zu erlauben, es vorzuziehen ist, alle Möglichkeiten in dem Ausweisungserlass offen zu lassen; dass die zuständige Behörde dadurch imstande sein wird, unter Berücksichtigung der lokalen Bedürfnisse hinsichtlich der Erhaltung, der sozialwirtschaftlichen Anforderungen und der Wünsche der betroffenen Eigentümer und Benutzer die geeignetesten Mittel von Fall zu Fall zu bewerten, um die aktive Verwaltung der Parzellen innerhalb der verschiedenen Bewirtschaftungseinheiten zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das Streben nach diesem Genauigkeitsgrad in dem Ausweisungserlass dessen Verabschiedung erheblich verzögert hätte, wo doch die Verabschiedung es ermöglichen soll, die Präventivregelung in ihrer Gesamtheit anwendbar zu machen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer im Rahmen der öffentlichen Untersuchung die Möglichkeit gehabt haben, Beschwerden über die Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten und über die für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele (d.h., zur Erinnerung, die Erhaltung in den betreffenden Gebieten der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend gewesen sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität ihrer Habitate) einzureichen, da der Erlassentwurf zur Festlegung dieser allgemeinen Ziele in der Akte aufgenommen war, die der öffentlichen Untersuchung unterworfen wurde;

In der Erwägung, dass diese Elemente bereits erlaubten, die im Rahmen der aktiven Verwaltung zu verfolgenden Ziele zu bestimmen; dass ihr Vertrauen keineswegs missbraucht wurde, insofern die Liste der vorgeschlagenen Mittel ganz offen bleibt, und sie nicht für jede Parzelle einzeln bestimmt worden ist; dass die nützliche Wirkung der Untersuchung nicht beeinträchtigt wird, da die Eigentümer und Benutzer ihre Bemerkungen über die Konfiguration der Bewirtschaftungseinheiten, die weitgehend bestimmt, welcher Art Auflagen die dort gelegenen Parzellen unterliegen werden, bereits gelten lassen können;

In der Erwägung, dass der Begriff *„Verwaltungsplan“* im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen, entweder den Sonderbewirtschaftungsplan eines domanialen Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines anerkannten Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines Forstschutzgebiets oder die nach dem 13. September 2009 angenommene Forsteinrichtung, die vor diesem Zeitpunkt bestehende aber gemäß Artikel 64 Absatz 1 des Forstgesetzbuches überarbeitete Forsteinrichtung, oder die von der OGD3 in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen abgegebene gleichlautende Stellungnahme für eine biologisch wertvolle Weide betrifft; dass die Verwaltungspläne nicht Teil des vorgeschriebenen Inhalts der Ausweisungserlasse sind, so wie dieser vom Gesetzgeber festgelegt worden ist;

In der Erwägung, dass die Regelung für den primären Schutz und die Präventivregelung, die jeweils auf die um eine Ausweisung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete und auf die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als Natura 2000-Gebiete ausgewiesenen Gebiete anwendbar sind, weder eine Enteignung noch eine Maßnahme, die im Sinne der Rechtsprechung des Verfassungsgerichtshofs einer Enteignung gleichgestellt werden kann, sondern Maßnahmen zur Regelung der Nutzung der Güter bilden, die keineswegs den Entzug des Eigentumsrechts, auch auf indirekte Weise, zur Folge haben; dass sich diese Regelungen unmittelbar in den Rahmen von Absatz 3 des Artikels 1 des ersten Protokolls einfügen, das den Staaten erlaubt, die Nutzung der Güter zu gemeinnützigen Zwecken zu regeln;

In der Erwägung, dass insbesondere die für die Bewirtschaftung der betreffenden Agrarflächen in den BE 2 und 3 auferlegten Einschränkungen keinesfalls zu einem endgültigen Bewirtschaftungsverbot führen, insbesondere indem sie das Verbot einführen würden, diese Flächen zu beweidern oder den Graswuchs zu ernten, und dass sie lediglich die Pflicht voraussetzen, bestimmte landwirtschaftliche Praktiken zu ändern, um sie mit den ökologischen Anforderungen der betreffenden Arten und Lebensräume zu vereinbaren, insofern diese Arten und Lebensräume per Definition an Agrargebiete gebunden sind und es sich also nicht um Gebiete handelt, in denen keinerlei menschliche Aktivität vorzufinden ist; dass das in dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Entschädigungsverfahren und die den Eigentümern gewährten Steuerbefreiungen auf jeden Fall dazu beitragen, die Mehrkosten und die Einkommensverluste, die zu Lasten mancher Betreiber entstehen könnten, auszugleichen, so dass auf diese Weise ein *„ausgewogenes Verhältnis“* zwischen den Anforderungen des allgemeinen Interesses und dem in der europäischen Menschenrechtskonvention verankerten Recht auf Wahrung des Eigentums gewährleistet wird, das es zu beachten gilt;

In der Erwägung, dass den Eigentümern und Verwaltern von in Natura 2000-Gebieten gelegenen Geländen finanzielle Vorteile gewährt werden, um die zusätzlichen gesetzlichen und ordnungsmäßigen Auflagen, die aufgrund ihrer Eingliederung in das Netz Natura 2000 auf diese Gelände anwendbar sind, auszugleichen;

In der Erwägung, dass die Entschädigung der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die in Ausführung von Artikel 31 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 vorgesehen wird, auf der Grundlage einer objektiven wirtschaftlichen Bewertung berechnet wurde; dass diese Entschädigung ermöglicht, die durch diese Regelung der Nutzung der Güter gegebenenfalls entstehenden Mehrkosten und Einkommensverluste auszugleichen, wodurch der proportionale Charakter der Maßnahme gewährleistet wird; dass diese Entschädigung aufgrund der Anforderung, eine Verhältnismäßigkeit zu gewährleisten, im Rahmen der Präventivregelung höher ist, da diese Regelung zu größeren Einschränkungen führt als die Regelung für den primären Schutz in den BE 2 und 3;

In der Erwägung, dass 5% der Gesamtfläche der wallonischen Wiesen aktuell im Rahmen der Agrarumweltmaßnahme AUM2 "Naturwiese" gegen eine beträchtlich geringere Entschädigung bewirtschaftet werden; dass in dem Bestreben, ausreichende Ausgleichszahlungen anzubieten, das Niveau der Entschädigungen weit höher liegt und die in den europäischen Regelungen festgelegten Höchstbeträge von 200 Euro pro ha und Jahr übersteigt;

In der Erwägung, dass zu diesen Entschädigungen noch eine Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug, von den Erbschaftssteuern und – seit 2011 – von den Schenkungssteuern zugunsten der Eigentümer hinzukommt;

In der Erwägung, dass daher in keinem Fall von einer de facto-Enteignung die Rede sein kann, die in keinem Verhältnis zu den in Anwendung der europäischen Gesetzgebung verfolgten Erhaltungszielen (d.h. die Erhaltung in den betreffenden Gebieten der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität ihrer Habitate) stehen würde;

In Erwägung der während der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden betreffend die angebliche Verletzung des "standstill"-Grundsatzes;

In der Erwägung, dass der Regierung insbesondere vorgeworfen wird, das Schutzniveau der acht bereits am 30. April 2009 von der Regierung ausgewiesenen Gebiete merklich herabgesetzt zu haben, ohne jedoch Gründe des Allgemeininteresses anzugeben, die einen solchen wesentlichen Rückgang rechtfertigen könnten;

In der Erwägung, dass *"ein globaler Blickwinkel auf die Reform notwendig ist, um zu beurteilen, inwiefern die Reform nach Abschluss der "Kosten-Nutzen"-Bilanz einen Rückgang bringt oder nicht"* (C.E., n° 187.998, 17. November 2008, Coomans und weitere; siehe ebenfalls C.E., Nr. 191.272, 11. März 2009, asbl *Inter-Environnement Wallonie*);

In der Erwägung, dass im Anschluss an die Verabschiedung der ersten acht Ausweisungserlasse vom 30. April 2009 beschlossen wurde, das System zu reformieren, um dessen Übersichtlichkeit und somit die Durchführung vor Ort zu verbessern; dass demnach eine neue Strategie zur Ausweisung der gesamten Natura 2000-Gebiete und zu deren Schutz ausgearbeitet wurde und dass somit in diesem Rahmen beschlossen wurde, die Ausweisung der Gebiete (Perimeter, Bezeichnung, Einteilung in Bewirtschaftungseinheiten, Katasterparzellen) von den in diesen anwendbaren Schutz- und Verwaltungsmaßnahmen zu trennen; dass dies es ermöglicht, den Inhalt der Ausweisungserlasse durch die Schaffung einer gemeinsamen Grundlage zu erleichtern, deren Übersichtlichkeit verbessert wurde;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen derart revidiert wurden, dass sie vor Ort besser kontrolliert werden können mit dem Ziel, deren effektive und wirksame Durchführung zu gewährleisten; dass der betreffende Anwendungsbereich mancher Maßnahmen erweitert wurde;

In der Erwägung, dass die acht Gebiete, die am 30. April 2009 ausgewiesen wurden, im Allgemeinen nicht weniger als heute geschützt sein werden, da ihre Ausweisungserlasse im Sinne der Gleichstellung der betroffenen Eigentümer und Benutzer, der Harmonisierung, der Kohärenz und der Wirksamkeit aufgehoben und ersetzt werden, ohne dass dadurch ein merklicher Rückgang des Schutzes entsteht;

In der Erwägung, dass die Analyse der auf die am 30. April 2009 ausgewiesenen Gebiete anwendbaren Regelung und der heutigen Regelung nicht auf ein geringeres allgemeines Schutzniveau schließen lässt, wobei vorausgesetzt wird, dass manche Bestimmungen in den Ausweisungserlassen vom 30. April 2009 als überflüssig im Vergleich zu den durch andere geltende Gesetzgebungen verabschiedeten Bestimmungen identifiziert worden sind, wie beispielsweise das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, das Gesetz vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei und das Forstgesetzbuch;

In der Erwägung, dass der weniger "spezifische" Charakter der Vorbeugungsmaßnahmen und der Erhaltungsziele (damals noch "Ziele der aktiven Verwaltung" genannt) keinen Rückgang in Sachen Schutz voraussetzt; dass die oben bereits erwähnten Erhaltungsziele in der Tat auf Ebene der Region harmonisiert sein werden (für jede Art/jeden Lebensraum) ohne jedoch weder in ihrem Inhalt, noch in ihrem juristischen Wert eingeschränkt zu werden; dass diese Harmonisierung es möglich macht, die Gleichstellung von Eigentümer und Benutzer besser einzuhalten, und die Schwere der am 30. April 2009 verabschiedeten Ausweisungserlasse erheblich reduziert;

In der Erwägung, dass die geringere Genauigkeit der Kartographie der Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse nicht unbedingt zu irgendeinem Rückgang im Inhalt des auf die betroffenen Arten und Lebensräume anwendbaren Schutzes führen wird; Letztere bleiben weiterhin durch die in Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und in dessen Durchführungserlassen vorgesehene Präventivregelung geschützt;

In der Erwägung, dass sich der Inhalt der für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele (d.h. die Erhaltung in den betreffenden Gebieten der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität ihrer Habitate - und der Vorbeugungsmaßnahmen - , wie in den Erlassen der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 festgehalten) gewiss geändert hat im Verhältnis zu dem Inhalt der Ausweisungserlasse vom 30. April 2009, jedoch nicht im Sinne eines Rückgangs, geschweige denn eines wesentlichen Rückgangs;

In der Erwägung, dass, was die Kriterien betrifft, auf deren Grundlage die Ausweisungserlasse erstellt wurden, diese auf die durch die Vogelschutz- und Habitat-Richtlinien sowie durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Anforderungen beschränkt sind, dass das durch diese Texte verfolgte Ziel darin besteht, die Erhaltung der natürlichen Lebensräume und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse in einem günstigen Erhaltungszustand oder die Wiederherstellung in einen solchen Zustand zu sichern; dass die Auswahl und Abgrenzung der Gebiete nur auf der Grundlage von wissenschaftlichen Kriterien und nicht von sozialwirtschaftlichen Erwägungen erfolgen können;

In der Erwägung, dass die Bewirtschaftungseinheiten aus unterbrochenen oder ununterbrochenen Arealen innerhalb eines Natura 2000-Gebiets bestehen, die globale einheitliche Erhaltungsmaßnahmen erfordern und die unter Berücksichtigung ökologischer, technischer und/oder sozialwirtschaftlicher Kriterien abgegrenzt sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region Verantwortung trägt, was die Bewahrung der Lebensräume und Arten von gemeinschaftlichem Interesse in einem günstigen Erhaltungszustand betrifft; dass manche dieser Lebensräume und Arten sich zwar in der Wallonischen Region als gut vertreten erweisen können, sie jedoch in Anbetracht ihrer verhältnismäßigen Seltenheit auf europäischer Ebene eine strenge Schutzregelung rechtfertigen;

In der Erwägung, dass das zuletzt bestimmte Areal infolge der im Rahmen der öffentlichen Untersuchung gestellten Ausdehnungsanträge im Vergleich zu dem ursprünglich bestimmten Areal zusätzliche Parzellen umfasst; dass diese Parzellen den wissenschaftlichen Kriterien genügen, die zur Auswahl des Gebiets geführt haben; dass sie zur Kohärenz des Natura 2000-Netzes und zur Erreichung der für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele beitragen werden; dass es zur Zeit nicht nötig ist, weitere Parzellen hinzuzufügen, um den Verpflichtungen der Vogelschutz- und Habitatrichtlinien und des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass den Anträgen auf Entzug nicht stattgegeben wurde, weil sie sich auf Parzellen beziehen, die die wissenschaftlichen Auswahlkriterien der Gebiete erfüllen oder für die Kohärenz des Natura 2000-Netzes und zur Erreichung der Erhaltungsziele für das Gebiet notwendig sind;

In der Erwägung, dass manche Parzellen trotz ihrer Eintragung in den dem Ausweisungserlass beigefügten Karten aufgrund einer dem Ausweisungserlass beigefügten Liste aus dem Gebiet ausgeschlossen werden (siehe Anhang 2.2); dass diese Vorgehensweise durch Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 7 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zugelassen wird, laut dem im Falle von Unstimmigkeiten die schriftlichen Vorschriften bezüglich der Abgrenzung des Gebiets und der Bewirtschaftungseinheiten vor den graphischen Vorschriften Vorrang haben; dass in praktischer Hinsicht die Größe der bebauten Parzellen gegebenenfalls sehr gering sein kann; dass zur Vermeidung einer "Durchlöcherung" der Karten durch die Abgrenzung der besagten Parzellen die Option der Liste der aus dem Gebiet ausgeschlossenen Parzellen ohne Angabe auf der Karte selbst vorgezogen wurde;

In der Erwägung, dass aus Gründen einer zeitlichen Stabilität die Referenzunterlage der vektorisierten IGN-Daten im Maßstab 1/10.000 die Grundlage der Natura 2000-Kartographie bildet; dass es sich wie bei jeder kartographischen Referenzunterlage um eine Wiedergabe der Situation vor Ort handelt; dass sich daraus Ungenauigkeiten im Verhältnis zu der wirklichen Lage oder Änderungen vor Ort, die nicht in der Kartographie berücksichtigt werden, ergeben können;

In der Erwägung, dass die offizielle Referenz in Sachen katastrale Parzellierung die Katastermutterrolle ist und dass die sich daraus ergebenden kartographischen Schichten (CADMap) nicht auf einer besonderen Referenzunterlage gründen, sondern eine Digitalisierung der Parzellenpläne darstellen;

In der Erwägung, dass das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem (InVeKoS) das Ergebnis der Digitalisierung der gesamten landwirtschaftlichen Parzellen ist, die in der Wallonischen Region auf der Grundlage von orthorektifizierten Luftbildfotografien gemeldet sind;

In der Erwägung, dass die Katasterparzellen und die Elemente der Natura 2000-Schicht nicht genau deckungsgleich sind; dass die Parzellen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) und die Elemente der Natura 2000-Schicht ebenso nicht genau deckungsgleich sind; dass sich dadurch Verschiebungen ergeben; dass es demnach angebracht ist, die Karten und die Ortslage richtig zu deuten, um die wirklich vorhandenen Abgrenzungen der Parzellen und der Bewirtschaftungseinheiten zu identifizieren, von denen die kartographischen Schichten nur Abbildungen sind;

In der Erwägung, dass, was den Sektorenplan betrifft, die kartographischen Schichten Benutzungsbegrenzungen aufweisen, die auf folgendem Link beschrieben werden und verfügbar sind: http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; dass zwischen dem Sektorenplan und dem IGN, das für die Natura 2000-Kartographie als Referenzunterlage gedient hat, Verschiebungen vorkommen;

In der Erwägung, dass die sachlichen Zuständigkeiten innerhalb unseres Föderalstaates unter Vorbehalt der Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit und der Beachtung der föderalen Loyalität in Exklusivität ausgeübt werden; dass eine föderierte Gebietskörperschaft die Ausübung föderaler Zuständigkeiten durch den föderalen Staat nicht unmöglich machen oder übertriebenermaßen erschweren darf; dass im vorliegenden Fall die Wallonische Region nicht direkt auf die föderalen Zuständigkeiten übergreift;

In der Erwägung, dass, was insbesondere die Eisenbahn betrifft, das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur lediglich das Ziel der Naturerhaltung verfolgt und nicht die Verwaltung und die Instandhaltung der Eisenbahninfrastrukturen selbst regelt; dass zwischen den beiden Verwaltungsvorschriften eine Kumulierung möglich ist; dass wenn sich aus der Präventivregelung grundsätzlich bestimmte Einschränkungen ergeben können, sie die Wahrung und Instandhaltung der Infrastrukturen nicht unbedingt "unmöglich macht" oder "übertriebenermaßen erschwert"; dass falls die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet ist, zum Beispiel durch Baustellenfahrzeuge, immer noch eine Abweichung aus Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses aufgrund des Artikels 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur möglich ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer eventuelle Unvereinbarkeiten zwischen gewissen Bestimmungen der Ausweisungserlasse und denjenigen der Sonderverwaltungspolizei, mit der sie beauftragt sind, hervorheben (z.B. das Gesetz vom 25. Juli 1891 zur Revision des Gesetzes vom 15. April 1843 über die Eisenbahnpolizei oder das Gesetz vom 12. April 1965 über die Beförderung mittels Rohrleitungen von gasförmigen oder sonstigen Produkten); dass diese Unvereinbarkeiten mit der Normenhierarchie im Widerspruch stehen würden, insofern diese Regeln Gesetzeskraft haben und die Ausweisungserlasse hingegen nur Verordnungskraft haben;

In der Erwägung, dass diese Aussagen unbegründet sind, da keine konkrete Unvereinbarkeit nachgewiesen werden konnte; dass die in den Polizeigesetzgebungen bezüglich der Infrastrukturen öffentlichen Interesses vorgesehenen gesetzlichen Dienstbarkeiten Einschränkungen hinsichtlich des Eigentumsrechts der Anwohner dieser Infrastrukturen auferlegen, die gemäß dem Kumulierungsprinzip der Verwaltungsvorschriften zu den auf die um eine Ausweisung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete anwendbaren Vorschriften der Regelung für den primären Schutz und zu der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung hinzukommen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer als Landbewirtschafter verpflichtet sind, alle auf ihr Eigentum anwendbaren gesetzlichen Dienstbarkeiten einzuhalten, ohne dass dies jedoch ein Unvereinbarkeitsproblem zwischen dem Ausweisungserlass und den Vorschriften dieser Polizeigesetzgebungen darstellt;

In der Erwägung, dass die Kumulierung tatsächlich die Verpflichtung für den Verwalter der Infrastruktur voraussetzt, die Regeln einzuhalten, die sich aus der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung ergeben, darunter auch gegebenenfalls die Verpflichtung, die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung zu ersuchen, wenn das Projekt die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet; dass dies nicht unbedingt zur Folge hat, dass der Ausweisungserlass die betroffenen Gesetzgebungen der Verwaltungspolizei verletzt; dass übrigens die Möglichkeit der Beantragung einer Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialwirtschaftlicher Art oder in Verbindung mit der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, den Verwaltern der Infrastrukturen öffentlichen Interesses ermöglicht, Projekte zu Ende zu führen, die durch derartige Gründe gerechtfertigt sind, wenn keine alternativen Lösungen vorliegen und Ausgleichsmaßnahmen vorgesehen sind;

In der Erwägung darüber hinaus, dass die sich aus der Präventivregelung ergebenden Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Gebiete infolge ihrer Ausweisung als Natura 2000-Gebiete anwendbar sind, außerdem die Aufgaben öffentlichen Dienstes, die den Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere den in den Grundgesetzgebungen wie das Gesetz vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen (Artikel 156) erwähnten autonomen öffentlichen Unternehmen, worunter Infrabel, anvertraut werden, nicht in Frage stellen;

In der Erwägung, dass die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung nur eine sehr beschränkte Anzahl von meist landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeiten verbietet, und zwar nur in bestimmten, sehr empfindlichen Bewirtschaftungseinheiten;

In der Erwägung, dass sich im Übrigen die hauptsächliche Einschränkung aus der durch Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Verpflichtung für die bewirtschaftende Behörde ergibt, jeweils die Arten und Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses, die für die Ausweisung des Gebiets als Natura 2000-Gebiet ausschlaggebend sind, weder erheblich zu stören, noch zu beschädigen, und die Unversehrtheit des Gebiets durch Pläne oder Genehmigungen, die beträchtliche Auswirkungen auf das Gebiet haben könnten, gemäß Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass diese Einschränkungen durch die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, oder sozialwirtschaftlicher Art und nach Begutachtung der Kommission aufgehoben werden können, wenn in dem Gebiet prioritäre Lebensräume oder Arten vorhanden sind; dass dieser Rahmen durch die Richtlinie 92/43 vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen festgelegt wird und nicht abgeändert werden darf, da sonst gegen das europäische Recht verstoßen würde;

In der Erwägung, dass, falls ein offensichtlicher Widerspruch zwischen den verordnungsrechtlichen Bestimmungen eines Ausweisungserlasses und der Bestimmung einer Polizeigesetzgebung oder einer Grundgesetzgebung zur Organisierung von öffentlichen Diensten, die Infrastrukturen innerhalb oder in der Nähe eines Natura 2000-Gebiets benutzen, festgestellt werden sollte, sich dieser Widerspruch nicht aus dem Ausweisungserlass ergeben würde, sondern unmittelbar aus den Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur (Artikel 28 und 28bis), in dem die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung eingeführt wird; dass der Ausweisungserlass nur ein bedingender Akt ist, der hauptsächlich Verordnungs kraft hat und dessen Verabschiedung insbesondere die Auslösung des Inkrafttretens, innerhalb eines von ihm abgegrenzten Areals, einer Reihe von Vorbeugungsmaßnahmen mit gesetzlichem Charakter zur Folge hat, ebenso wie beispielsweise ein Unterschutzstellungserlass, der trotz seines individuellen Wertes die in der Gesetzgebung über den Schutz des kulturellen Erbes vorgesehene Schutzregelung auf den unter Schutz stehenden Standort anwendbar macht;

In der Erwägung, dass, was die Möglichkeit einer Berücksichtigung, im Stadium der Abgrenzung des Gebiets, vorhandener oder geplanter gemeinnütziger Infrastrukturen oder Ausrüstungen öffentlichen Dienstes, wie beispielsweise bestehende oder einzurichtende Klärstationen, Eisenbahnlinien, das Straßennetz, Kanalisationen, usw. betrifft, daran erinnert werden muss, dass die Wallonische Regierung ihre Ausweisung der Natura 2000-Gebiete nur auf rein wissenschaftliche Kriterien stützen kann, die durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegt sind; dass es demnach unmöglich ist, bestimmte Teile aus dem Areal eines Gebiets, das den Kriterien zur Einstufung als Natura 2000-Gebiet genügt, auszuschließen, nur um die Miteinschließung in das Gebiet von Parzellen zu vermeiden, die zur Ansiedlung oder zum Betrieb von Infrastrukturen, seien sie auch von gemeinnütziger Art, bestimmt sind;

In der Erwägung, dass die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 vorgesehenen Möglichkeiten einer Abweichung von der Präventivregelung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses im Gegenteil den Verwaltern ermöglichen, Tätigkeiten ungeachtet ihrer Auswirkungen auf die Gebiete auszuüben, wenn bestimmte Bedingungen erfüllt sind;

In der Erwägung, dass in Bezug auf den Antrag der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude (OGD1) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (SPW), der VoE "GRACQ" und der VoE "Chemins du rail" bezüglich des Wunsches, die Grundflächen der stillgelegten Eisenbahngleise zwecks der Entwicklung des "RAVeL" oder neuer Eisenbahngleise zu erhalten, und ihres Vorschlags, systematische Eisenbahngleise in die anthropogene Bewirtschaftungseinheit (BE 11) auf mindestens 12 Meter mit einzuschließen, sowie in Bezug auf den Antrag von Infrabel, den Bereich der Eisenbahninfrastruktur und die Gesamtheit oder einen Teil der Parzellen, die sich in einer ab dem freien Rand der Eisenbahn gemessenen Zone von 20 Metern befinden, auszuschließen, die Wallonische Regierung die Gebiete nur aufgrund wissenschaftlicher Kriterien und nicht aufgrund sozialwirtschaftlicher Erwägungen auswählen und abgrenzen kann; dass es demnach nicht in Frage kommen kann, ein Straßennetz oder Eisenbahngleise ohne wissenschaftliche Begründung aus einem Gebiet auszuschließen;

In der Erwägung, dass grundsätzlich keine Unvereinbarkeit zwischen der sich aus der Verabschiedung des Ausweisungserlasses ergebenden Präventivregelung und der Eisenbahnpolizei besteht, was jegliche Regelwidrigkeit in Verbindung mit der angeblichen Nichteinhaltung der besagten Eisenbahnpolizei ausschließt; dass es sich um zwei getrennte Verwaltungspolizeivorschriften handelt, deren Auswirkungen sich kumulieren; dass wenn auch ein Widerspruch hervorgehoben werden kann, was im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen nicht der Fall war, der Ausweisungserlass, zumindest wenn er weder spezifische Erhaltungsziele, noch spezifische Vorbeugungsmaßnahmen oder Verbote beinhaltet, das heißt eigens für das Gebiet bestimmte Maßnahmen und Verbote, sich als ein bedingender Akt erweist, dessen Inkrafttreten die Bedingungen für die Anwendung einer Präventivregelung dekretalen Ursprungs gemäß Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur stellt; dass sich zwei Polizeiregeln gleicher Rangordnung zugunsten der einschränkenderen Regel kumulieren;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Die Gesamtheit der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die in Anhang 1 zum vorliegenden Erlass aufgeführt sind und auf dem Gebiet der Gemeinde Chaumont-Gistoux liegen, wird als Natura 2000-Gebiet BE31007 - "Vallée du Train" ausgewiesen.

Das auf einer Karte im Maßstab 1:10000 abgegrenzte Gebiet sowie die schriftlichen Vorschriften zur genauen Bestimmung dieses Gebiets werden im Anhang 2 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Das Natura 2000-Gebiet BE31007 - "Vallée du Train" erstreckt sich über eine Fläche von 488,63 ha.

Art. 2 - Unter Bezugnahme auf die verfügbaren Daten führt Anhang 3.A Folgendes auf:

- 1° die natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse, die sich im Gebiet befinden und für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, gegebenenfalls unter Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräume;
- 2° ihre Fläche und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl eingeschätzt worden sind, sowie, gegebenenfalls, die wichtigste(n) Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräumen.

Art. 3 - Unter Bezugnahme auf die verfügbaren Daten führt Anhang 3.B Folgendes auf:

- 1° die Arten von gemeinschaftlichem Interesse und die Vogelarten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, gegebenenfalls unter Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären Arten;
- 2° ihre Populationsgröße und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl geschätzt worden sind, sowie, gegebenenfalls, die wichtigste(n) Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären Arten.

Art. 4 - In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als "besondere Erhaltungsgebiete" vorgeschlagen wurden, sind die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, diejenigen, die in Anlage X des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie die stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als besondere Schutzgebiete vorgeschlagen wurden, sind die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, diejenigen, die in der Artikel 25 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie die stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

Die Ergebnisse betreffend die Anwendung dieser Kriterien auf das Gebiet sind in den Anhängen 3.A und 3.B zum vorliegenden Erlass zusammengefasst.

Art. 5 - Die im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten und die Karte zur Abgrenzung dieser Bewirtschaftungseinheiten werden in Anhang 4 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten im Gebiet vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Art. 6 - Unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie der lokalen Besonderheiten, können die vorgeschlagenen Mittel der aktiven Verwaltung, um die Erhaltungsziele im Gebiet zu erreichen, Folgende sein:

- der Abschluss eines Vertrags zur aktiven Verwaltung oder jeglicher anderen Form von Vertrag, der durch die Wallonische Region mit den betroffenen Eigentümern oder Benutzern abgeschlossen wird;
- die Schaffung eines domanialen oder zugelassenen Naturschutzgebiets oder eines Forstschutzgebiets;
- die Abänderung der eventuell geltenden waldbaulichen Maßnahmen;
- die Verabschiedung eines Abschussplans für die Großwildarten, die es zu kontrollieren gilt (im Zuständigkeitsgebiet des/der betroffenen weidmännischen Rats/Räte);
- die Abänderung des von der Bewässerungsgenossenschaft nach den geltenden gesetzlichen Vorschriften aufgestellten Plans zur Verwaltung des Wasserhaushaltes auf landwirtschaftlich genutzten Flächen;
- die Zurverfügungstellung von Geländen an die wallonische Region oder eine gemäß Artikel 17 Ziffer 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 anerkannte Naturschutzvereinigung;
- die Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, der gegebenenfalls auf dem Gebiet in Kraft ist und/oder die Anpassung des Maßnahmenprogramms zum Schutz der Gewässer, das gegebenenfalls aufgrund des Wassergesetzbuches verabschiedet wurde;
- die Abänderung der Programme für Ausschlamm- und Unterhaltsarbeiten der Wasserläufe;
- die Annahme von Agrarumweltmaßnahmen;
- jedes andere zweckmäßige, im Rahmen der Konzertierung vorgeschlagene Mittel zur aktiven Verwaltung.

Art. 7 - Das Natura 2000-Gebiet BE31007 - "Vallée du Train" unterliegt der Erhaltungskommission von Mons.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. Dezember 2017 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

ANHANG 1: Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die innerhalb des Natura 2000-Gebietes BE31007 - "Vallée du Train" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE31007 - "Vallée du Train" umfasst die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: CHAUMONT-GISTOUX Gem. 1 Flur A : Parzellen 448H, 448T (teilw. 93%), 449E, 450A, 529C, 537C (teilw. 36%), Flur B : Parzellen 144N (teilw. 86%), 145K (teilw. 94%), 145L, 150G (teilw. 19%), 151H, 151K, 152B (teilw. 91%), 154B (teilw. 6%), 156B (teilw. 14%), 162 (teilw. 55%), 164B (teilw. 73%), 189M4 (teilw. 65%), 190D (teilw. 50%), 190L (teilw. 33%), 193, 194, 196B, 197, 198A, 198C, 199A, 199B, 200, 201, 202, 203A, 204B, 205A, 206A, 206B, 206C, 206D, 207A, 208, 209B, 209C, 209D, 209E, 210/02, 210C, 210F, 210H, 210K, 210L, 210M, 211, 225A, Flur C : Parzellen 157D, 167B (teilw. 86%), 181C (teilw. 15%), 185C (teilw. 50%), 185D (teilw. 6%), 186A, 186B (teilw. 80%), 188, 189, 193E (teilw. 36%), 196C (teilw. 6%), 199/02B (teilw. 26%), 199B2, 199C2 (teilw. 93%), 199K2, 199L2, 199M2 (teilw. 53%), 199V, 199X, 200/02A (teilw. 79%), 200D, 201N (teilw. 11%), 202E (teilw. 6%), 214N (teilw. 21%), 313E (teilw. 70%), 314L (teilw. 43%), 314N (teilw. 74%), 345A (teilw. 17%), 346B (teilw. 58%), 347E, 348F, 349C (teilw. 91%), 349G, 349H, 349K (teilw. 92%), 349L, 350D, 350F, 350G, 350H (teilw. 94%), 363B, 363C, 372B (teilw. 12%), 382E (teilw. 45%), 382F, 87L (teilw. 89%), 87T, 87V (teilw. 84%), Flur D : Parzellen 120C (teilw. 88%), 121R, 122H, 123/02B, 123C, 123D, 124, 125/02A, 125H, 125K (teilw. 95%), 126A (teilw. 92%), 180E (teilw. 20%), 182A, 186R, 187C, 192M (teilw. 46%), 203D (teilw. 10%), 51C (teilw. 85%), 53A, 54A, 55E, 56F, 57B (teilw. 94%), 62K2, 65A (teilw. 13%), 70D, 75A (teilw. 25%), 77B (teilw. 26%), 88C (teilw. 15%), Flur E : Parzellen 1, 2/02, 3 (teilw. 91%), 30A (teilw. 7%), 38B (teilw. 93%), 38D (teilw. 84%), 38E, 4, 41C (teilw. 46%), 5, 6 (teilw. 88%), 7A (teilw. 7%), 8C (teilw. 3%), Gem. 2 Flur A : Parzellen 191D (teilw. 94%), 216G, 217D, 220B (teilw. 89%), 221D (teilw. 92%), 222B, 223N, 223P, 228C, 239B (teilw. 37%), Flur B : Parzellen 128A (teilw. 93%), 128B (teilw. 87%), 129C (teilw. 45%), 129E (teilw. 45%), 132B (teilw. 73%), 133/02B, 133/02C (teilw. 95%), 133/02E (teilw. 87%), 133/02G (teilw. 9%), 133/02H (teilw. 82%), 133/02K (teilw. 80%), 133B, 135G (teilw. 43%), 136H (teilw. 1%), 139C, 157F (teilw. 10%), 159C (teilw. 6%), 159D, 162E (teilw. 10%), 163E (teilw. 80%), 165B (teilw. 85%), 173H, 174E (teilw. 68%), 180H (teilw. 45%), 201B (teilw. 16%), 201D (teilw. 37%), 217G, 217L, 219D, 25 (teilw. 30%), 26, 27A, 27B, 28A, 29, 30, 31C, 32, 33, 34, 35D, 36, 37, 38A, 42A (teilw. 43%), 45 (teilw. 83%), 46/02B (teilw. 28%), 46A (teilw. 94%), 47A (teilw. 26%), 48B (teilw. 93%), 51 (teilw. 6%), 61A (teilw. 35%), 62, 63A, 64A, 65, 66A, 69C (teilw. 6%), 7C (teilw. 14%), Flur C : Parzellen 10B, 11C, 12D, 12E, 12F, 12G, 12K, 12L, 12M, 12N, 12P, 12S, 12T, 13A, 13B, 13F, 13K, 13M (teilw. 85%), 13N, 13T (teilw. 78%), 13X (teilw. 88%), 14D, 14E, 14F, 14G, 14P (teilw. 58%), 14S, 14T (teilw. 68%), 14X (teilw. 88%), 15A2, 15P (teilw. 16%), 15Z (teilw. 90%), 16C, 190A (teilw. 25%), 1A2 (teilw. 84%), 1B2 (teilw. 84%), 1C2 (teilw. 82%), 1E2, 1F2, 1S, 1V (teilw. 88%), 2/02, 202A (teilw. 14%), 209D (teilw. 19%), 210B, 211A (teilw. 88%), 217A (teilw. 15%), 228B, 24C, 24K (teilw. 32%), 25B, 27C, 28B, 29C, 29D, 2B, 30D, 30E, 30F, 30G, 31C, 32D, 4B (teilw. 24%), 4C (teilw. 32%), 6B, 6F, 6G, 81C, Flur D : Parzellen 15A, 16K (teilw. 68%), 17A (teilw. 6%), 18A, 19C, 1C, 1D, 20D, 20E (teilw. 90%), 21A, 22D, 22E, 23K, 24 (teilw. 70%), 25B, 26Y, 27B, 28B, 29A, 2A, 30C, 33B, 37A, 38/02, 38A, 38B, 39, 3A (teilw. 93%), 40, 41C, 42D, 43A (teilw. 2%), 44D (teilw. 13%), 52B, 58A (teilw. 53%), 62C, 63A, 64A, 65D, 66B, 69A, 70B, 70C, 74A, 75C, 94A (teilw. 87%), Flur E : Parzellen 109C (teilw. 84%), 109D (teilw. 47%), 114L2 (teilw. 14%), 115L2 (teilw. 92%), 115N2, 115R2 (teilw. 79%), 115T2 (teilw. 60%), 116, 117, 118, 120A, 120B, 121A, 121B, 122A, 122B, 123H (teilw. 61%), 123K (teilw. 94%), 123R, 124A (teilw. 51%), 124B (teilw. 53%), 124C (teilw. 54%), 124D (teilw. 53%), 126A, 126B, 127A (teilw. 39%), 128H (teilw. 17%), 129A (teilw. 90%), 136/02A (teilw. 70%), 151A, 154S, 154T, 155K, 155M, 155N, 155P, 155R, 158, 159 (teilw. 67%), 160B, 160C, 160D, 161, 162, 165A, 166, 167, 168, 169, 170H, 170K, 170L, 171D, 171E, 172A, 172B, 173, 174, 175, 176, 177A, 178A, 178B, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189A,

189C, 190D, 198H, 211B (teilw. 7%), 219A, 224C, 235 (teilw. 47%), 249B (teilw. 94%), 250A, 252C, 254B, 257A, 258A, 258B, 258C, 258F, 258G, 258H, 259, 260A, 261, 262R (teilw. 93%), 262Z, 455B (teilw. 7%), 72H (teilw. 47%), 72K (teilw. 60%), 72L (teilw. 41%), 72M (teilw. 51%), Gem. 3 Flur F : Parzellen 149/02B (teilw. 70%), 149L, 154C (teilw. 21%), 155A (teilw. 93%), 155D, 155F (teilw. 65%), 416D (teilw. 77%), 420F (teilw. 93%), 422C (teilw. 25%), 431C (teilw. 52%), 432A (teilw. 74%), 435A (teilw. 84%), 436B (teilw. 83%), 496, 497 (teilw. 57%), 498, 499, 500, 502, 503, 504, 505 (teilw. 84%), 514A (teilw. 73%), 514B, 527B (teilw. 6%), 552C (teilw. 91%), 553B, 554/02B, 555H (teilw. 34%), 638C, 654D (teilw. 66%), 655A, Flur H : Parzellen 10B, 8B (teilw. 86%), Flur I : Parzellen 1 (teilw. 61%), 10B (teilw. 92%), 10C, 11G (teilw. 54%), 12/02H (teilw. 43%), 12A (teilw. 17%), 147A, 147B, 148, 149, 150B, 150C, 150D, 159B, 160, 161, 162, 163, 164A, 164B, 165, 166, 167, 169, 170D, 170E, 171, 172, 173, 174, 3 (teilw. 85%), 4B, 4C, 79N (teilw. 58%), 79R (teilw. 53%), 79V (teilw. 36%), 79W (teilw. 26%), 81B, 82D (teilw. 9%), 82E, 83, 84, 85, 86, 87D, 87F, 88, 89A, 89B, 89C, 89E, 89F, 9, 90, 91B, Gem. 6 Flur C : Parzellen 181A (teilw. 81%), 183 (teilw. 70%), 186B (teilw. 84%), 188, 191A (teilw. 95%), 192A (teilw. 19%)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31007 "Vallée du Train" als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

ANHANG 2: Abgrenzung des Natura 2000-Gebiets BE31007 - "Vallée du Train"

2.1. Karte zur Abgrenzung des Gebiets

Die beigegefügte Karte hält, ab dem Tag der Ausweisung des Gebietes, dessen Areal im Maßstab 1:10000 fest (veröffentlicht im Maßstab 1:25000).

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierformat bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

2.2. Schriftliche Vorschriften zur genauen Bestimmung des Gebiets

Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die nicht innerhalb des Natura 2000-Gebietes BE31007 - "Vallée du Train" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE31007 - "Vallée du Train" umfasst nicht die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE: CHAUMONT-GISTOUX Gem. 1 Flur A : Parzellen 448V, 529D, Flur B : Parzellen 153F, 189A4, 189G4, 189K4, Flur C : Parzellen 157/02, 175T, 187, 193F, 193G, 197A, 198F4, 202D2, 202H, 202L, 202M, 202N2, 202V2, 205E, 207E, 210L, 371B, 88C, 89B, 89C, 90A, Flur D : Parzellen 100/02B, 114C, 118C, 128L, 158E, 36A, 37A, 49N, 49P, 50M, 50N, 52A, 60A, 60B, 70E, Flur E : Parzellen 38C, 78A, 9B, Gem. 2 Flur A : Parzellen 188G, 201P, Flur B : Parzellen 11F, 133/02F, 141P, 143, 145C, 145D, 14C, 168C, 172A, 172E, 173K, 202N, 24G, 24H, 24K, 40A, Flur C : Parzellen 11D, 14V, 17B, 187A, 198A, 200A, 24G, 33, 84C, Flur D : Parzellen 14B, 14C, 45A, 47A, 48B, 53B, 57A, 59C, 60A, 81D, 89B, 90B, 92A, 93A, Flur E : Parzellen 108K, 115K2, 115M2, 115P2, 123L, 123P, 133A, 149L, 153/02H, 155F, 155L, 157D, 209D, 210, 224B, 231K, 232F, 249A, 262K, 262P, Gem. 3 Flur F : Parzellen 149N, 155E, 418G, 420G, 506, 517, Flur H : Parzellen 10A, 11A, 14A, 7B, 8A, 9A, 9B, Flur I : Parzellen 104A, 104B, 105A, 117B, 11S, 78D, Gem. 6 Flur C : Parzellen 171A, 194A
GEMEINDE: GREZ-DOICEAU Gem. 1 Flur C : Parzellen 461D, 468, 469, 840, 841, 842

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31007 "Vallée du Train" als Anhang beigegefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

ANHANG 3: Liste der natürlichen Lebensräume und Arten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, und einschlägige Angaben; Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Natura 2000-Gebietes BE31007 - "Vallée du Train" geführt haben

Unter Bezugnahme auf die verfügbaren Daten gibt vorliegender Anhang Folgendes an:

- die jeweilige Auflistung der natürlichen Lebensraumtypen und der Arten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, sowie die Daten betreffend ihre Flächen, Populationsgröße und zur Bewertung ihres Erhaltungszustands; die prioritären Lebensraumtypen und prioritären Arten werden mit einem Sternchen (*) gekennzeichnet;
- eine Zusammenfassung der Ergebnisse aus der Bewertung der Bedeutung des Gebietes für die Erhaltung der natürlichen Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses aus Anlage VIII und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse aus Anlage IX und/oder der Vogelarten aus Anlage XI des Gesetzes vom 12. Juli 1973, die in dem Gebiet anzutreffen sind.

Diese Ergebnisse rechtfertigen die Auswahl des Gebietes als Natura 2000-Gebietes.

Die Daten bezüglich der natürlichen Lebensraumtypen (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), die für die Ausweisung des Gebietes ausschlaggebend sind, stammen aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen. Diese für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl geschätzten Daten enthalten Annäherungswerte. Sie wurden zum Teil aufgrund der besten zur Verfügung stehenden Kenntnisse präzisiert, insbesondere für die Flächen, was die natürlichen Lebensräume betrifft, und für die Populationsgrößen, was die Arten betrifft. Die Präzisierung dieser Daten muss fortgeführt werden.

Das Gebiet BE31007 wurde aus folgenden Gründen ausgewählt: Neben den mehr oder weniger feuchten Geländen neben den Wasserläufen umfasst der Standort Sandgruben und Forstgebiete ("Bois de Chaumont", "Bois de Glabais", "Bois de l'Étoile". Der Standort besteht aus zwei deutlich unterschiedlichen Bereichen, nördlich bzw. südlich der Gemeinde Chaumont-Gistoux. Die Wasserläufe weisen unterschiedliche Qualitäten auf. Jedoch enthalten einige Abschnitte Elemente des *Ranunculion fluitantis*. Das Vorhandensein von Hochstaudenfluren, Röhrichgebieten, kleinen Erlen- und Weidenwäldern und Stauanlagen, die als Fischweiher benutzt werden, ist hervorzuheben. Die bewaldeten Abschnitte bieten eine diversifizierte Mischung von acidophilen oder neutrophilen Bereichen mit Buchen und Stieleichen oder mit Nadelbäumen. Es können einige Sandgruben angetroffen werden, mit einem deutlichen botanischen Interesse (Vorhandensein von *Corynephorus canescens*, Besenheide, *Ornithopus perpusillus*, *Aira praecox* und *Filago minima* ...), sowie eine reiche Insektenfauna, mit Arten, die oft in sandigen Habitaten vorkommen (akuleate Hymenoptera und *Cicindela hybrida*). Eine der Sandgruben beherbergt eine Kolonie Uferschwalben.

A. Natürliche Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse nach Anlage VIII des Gesetzes, die für die Ausweisung des Gebietes ausschlaggebend sind

Natürliche Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse	Fläche	EZ	BE LGI*
9120	126,37 ha	C	
9160	43,81 ha	C	
9130	18,41 ha	C	
9190	16,37 ha	C	
91E0*	10,19 ha	C	BE 7
6430	4,71 ha	C	
2330	1,73 ha	C	
3260	1,72 ha	C	
3150	1,11 ha	C	

4030	1,00 ha	C	
8220	0,87 ha	C	
3130	0,11 ha	C	

Erklärungen: EZ: Bewertung des Erhaltungszustands; A: ausgezeichnete Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; BE LGI*: Bewirtschaftungseinheit(en), die den prioritären natürlichen Lebensraum von gemeinschaftlichem Interesse beherbergt oder beherbergen kann (wenn genaue Angaben nicht verfügbar sind); "-": nicht verfügbare Angaben

2330 : Dünen mit offenen Grasflächen mit *Corynephorus* und *Agrostris*

3130 : Oligo- bis mesotrophe stehende Gewässer mit Vegetation der *Littorelletea uniflorae* und/oder der *Isoëto-Nanojuncetea*

3150 : natürliche eutrophe Seen mit Vegetation des Typs *Magnopotamion* oder *Hydrocharition*

3260 : Flüsse der planaren bis montanen Stufe mit Vegetation des *Ranunculion fluitantis* und des *Callitricho-Batrachion*

4030 : Trockene europäische Heiden (die gesamten Untertypen)

6430 : Feuchte Hochstaudenfluren der planaren und montanen bis alpinen Stufe

8220 : Silikatfelsen mit Felsspaltenvegetation

9120 : atlantischer saurer Buchenwald mit Unterholz aus Stechpalme und gelegentlich Eibe (*Quercion robori-petraeae* oder *Ilici-Fagion*)

9130 : Waldmeister-Buchenwald (*Asperulo-Fagetum*)

9160 : subatlantischer oder mitteleuropäischer Stieleichenwald oder Eichen-Hainbuchenwald (*Carpinion betuli*)

9190 : alte bodensaure Eichenwälder auf Sandebenen mit *Quercus robur*

91E0* : Auenwälder mit *Alnus glutinosa* und *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incarnae*, *Salicion albae*)

B. Arten aus den Anlagen IX und XI des Gesetzes, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind

Code	Lateinischer Name	Deutscher Name	Population			EZ
			Sesshaft	Ziehend		
				Brütend	Überwinternd	
1016	<i>Vertigo moulinsiana</i>	Bauchige Windelschnecke	P			C
1163	<i>Cottus gobio</i>	Groppe	P			C
1337	<i>Castor fiber</i>	Europäischer Biber	P			C
A027	<i>Egretta alba</i>	Silberreiher			0-1 i	-
A072	<i>Pernis apivorus</i>	Wespenbussard		0-1 p		-
A215	<i>Bubo bubo</i>	Uhu	1 p			-
A236	<i>Dryocopus martius</i>	Schwarzspecht	1-3 p			-
A238	<i>Dendrocopos medius</i>	Mittelspecht	1-2 p			-

Erklärungen: P = präsent; p = Anzahl Pärchen; i = Anzahl Individuen; EZ: Bewertung des Erhaltungszustands; A: ausgezeichnete Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; Bes. : Besucher; gel. : gelegentlich; "-": nicht verfügbare Angaben

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31007 "Vallée du Train" als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

ANHANG 4: Ausweisung und Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten des Natura 2000-Gebiets BE31007 - "Vallée du Train"

4.1 Liste der innerhalb des Gebiets abgegrenzten Bewirtschaftungseinheiten

Das Gebiet umfasst folgende Bewirtschaftungseinheiten:

BE 1 - aquatische Lebensräume

BE 2 - prioritäre offene Lebensräume

BE 5 - Verbindungswiesen

BE 7 - prioritäre Auenwälder

BE 8 - einheimische Wälder von großem biologischem Interesse

BE 9 - Wälder als Lebensraum von Arten

BE 10 - nicht einheimische Verbindungswälder

BE 11 - Ackerbauland und anthropische Elemente

Die natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse und die Arten von gemeinschaftlichem Interesse, die diese Bewirtschaftungseinheiten beherbergen könnten, werden in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen bestimmt.

4.2. Karte zur Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten

Die beigegefügte Karte halten im Maßstab 1:10000 (veröffentlicht im Maßstab 1:25000) das Areal der im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten fest. Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten im Gebiet vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierformat bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31007 "Vallée du Train" als Anhang beigegefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2017/70008]

**1 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering
tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31007 - "Vallée du Train"**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wat betreft de tenuitvoerlegging van het Natura 2000-stelsel, hierna 'de wet van 12 juli 1973';

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 betreffende Boek I van het Milieuwetboek, artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

Gelet op het openbare onderzoek georganiseerd in de gemeente Chaumont-Gistoux, van 17 december 2012 tot 8 februari 2013, overeenkomstig de bepalingen van het Milieuwetboek betreffende de organisatie van openbare onderzoeken, artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het advies van de «Commission de conservation» (Instandhoudingscommissie) van Bergen, gegeven op 11 maart 2016;

Gelet op het Verdrag inzake het behoud van wilde dieren en planten en hun natuurlijk leefmilieu van de Raad van Europa, gedaan te Bern op 19 september 1979 en goedgekeurd bij de wet van 20 april 1989;

Gelet op richtlijn 92/43/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 26 september 2002, aangevuld met de beslissingen van 4 februari 2004 en 24 maart 2005, tot goedkeuring van de lijst van de locaties voorgedragen aan de Europese Commissie als locaties met een communautair belang;

Gelet op de beslissingen 2004/798/EG en 2004/813/EG van de Commissie van 7 december 2004 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van de lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op de beslissingen 2011/63/EG en 2011/64/EG van de Commissie van 10 januari 2011 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van een vierde lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op het beginsel van preventieve actie, het beginsel van integratie en het voorzorgsbeginsel, zoals bedoeld in de artikelen D.1, D.2, derde lid, en D.3, 1°, van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op de sociaal-economische bemiddeling verricht overeenkomstig de beslissingen genomen door de Waalse Regering op 30 september 2010 en 7 april 2011;

Overwegende dat het aanwijzingsbesluit rekening houdt met de bezwaren en opmerkingen uitgebracht door de bezwaardieners tijdens voornoemde openbare onderzoeken;

Overwegende dat enkel de bezwaren die geformuleerd worden binnen de termijnen van het openbaar onderzoek en volgens de voorschriften van Boek I van het Milieuwetboek in aanmerking genomen moeten worden;

Gelet op de bezwaren betreffende de vermeende niet-naleving door de Waalse Regering van de regels inzake toegang tot de informatie, deelname van het publiek en rechtstoegang alsook die betreffende de teruggang die zou zijn verricht inzake deelname t.o.v. de openbare onderzoeken van 2008 betreffende de aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende allereerst dat in alle gemeenten die het voorwerp waren van een aanwijzingsbesluit openbare onderzoeken werden georganiseerd volgens de modaliteiten waarin Boek I van het Milieuwetboek voorziet; dat elke persoon de mogelijkheid had om een bezwaar in te dienen in het kader van die openbare onderzoeken;

Overwegende dat, behalve de door Boek I van het Milieuwetboek voorgeschreven formaliteiten voor de aankondiging van het openbaar onderzoek, de administratie vrijwillig andere acties heeft gevoerd om de belanghebbende personen zo goed mogelijk in te lichten;

Overwegende aldus dat voor en tijdens het onderzoek op verschillende manieren informatie over het Natura 2000-netwerk aan het publiek werd verstrekt: verspreiding van handleidingen over beheerswijzen, artikelen in de gespecialiseerde pers, colloquia, nieuwsbrieven, spreekuren, tentoonstellingen, radio- en televisiespots op de «Radio Télévision Belge Francophone (RTBF)» over de verschillende soorten natuurlijke milieus, over de dwingende elementen vereist in de beheers- en beschermingswijze, informatie via internet (ontwerpen van aanwijzingsbesluiten, wetteksten, kaartdocumenten, typeformulieren voor bezwaarschriften, contacten); dat de voornaamste documenten, wetteksten en reglementaire teksten in het Duits beschikbaar werden gesteld; dat er tweetalige (Frans-Duitse) infovergaderingen werden gehouden; dat die zeer pertinente informatie het publiek heeft kunnen sensibiliseren voor het belang om aan het onderzoek deel te nemen;

Overwegende dat de Administratie aan de eigenaars en beheerders van in Natura 2000-locatie gelegen percelen, op basis van kadastrale informatie en van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS), een gepersonaliseerd schrijven heeft gestuurd waarin de organisatie van een onderzoek meegedeeld werd alsook, informatiehulpe, de lijst van hun in Natura 2000-locatie gelegen percelen, van de betrokken oppervlaktes en de overeenstemmende beheerseenheden; dat, voorafgaand aan die verzending, speciaal voor dat publiek een informatiecampaagne werd gevoerd;

Overwegende dat het feit dat de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen niet meer opgenomen worden in het aanwijzingsbesluit, maar in besluiten met een algemene strekking, voor samenhang in de maatregelen en doelstellingen over het gehele Waalse Gewest zorgt met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de betrokken burgers en voorkomt dat locaties ongelijk behandeld worden zonder dat dit toe te schrijven is aan specifieke lokale kenmerken, dat de mogelijkheden om te reageren in het kader van de openbare onderzoeken ten opzichte van de onderzoeken uit 2008 voor de acht aangewezen locaties er niet minder op werden; dat de bezwaarindieners immers de mogelijkheid hebben om hun mening te uiten over de dwingende elementen die de preventieve regeling voor hun percelen inhoudt in functie van de beheerseenheid zoals afgebakend in het ontwerp-besluit;

Overwegende dat wat betreft de mogelijkheid voor de bezwaarindieners om een standpunt te geven over de overwogen instandhoudingsdoelstellingen op schaal van de locatie, op het volgende gewezen dient te worden; dat de instandhoudingsdoelstellingen eigen aan elk type natuurlijk habitat en elke soort met een communautair belang door de Regering nauwkeurig moeten worden vastgesteld in een algemeen besluit krachtens artikel 25bis, § 2, van de wet; dat deze gewestelijke afstemming van de instandhoudingsdoelstellingen die toepasselijk zijn per type natuurlijk habitat en per soort met een communautair belang ook tot doel heeft de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de betrokken burgers na te streven en voorkomt dat locaties ongelijk behandeld worden zonder dat dit toe te schrijven is aan specifieke lokale kenmerken; dat een ontwerp van reglementair besluit tot vaststelling van deze doelstellingen is opgesteld overeenkomstig artikel 25bis, § 2, van de wet, en opgenomen in het dossier dat aan een openbaar onderzoek onderworpen wordt om de bezwaarindieners de mogelijkheid te bieden hun mening te uiten over de overwogen instandhoudingsdoelstellingen op de betrokken locatie;

Overwegende dat de instandhoudingsdoelstellingen, die toepasselijk zijn op de locatie, worden vastgesteld door te verwijzen naar de doelstellingen, vastgesteld bij dit ontwerp van besluit, voor elk type natuurlijk habitat en elke soort opgenomen in de lijst bedoeld in bijlage 3 van het aanwijzingsbesluit waarbij, voor de betrokken locatie, de habitatooppervlaktes en de populatieniveaus van de soorten die concreet op de locatie moeten worden behouden, worden bepaald (kwantitatieve doelstellingen); dat de samenhang van de doelstellingen opgenomen in het ontwerp van besluit met de gegevens bedoeld in bijlage 3, de bezwaarindieners de mogelijkheid hebben gegeven hun opmerkingen met kennis van zaken te uiten daar ze over informatie beschikken betreffende de toekomstige overwogen instandhoudingsdoelstellingen op de betrokken locatie – namelijk om minstens voor de instandhouding te zorgen van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijk habitats waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats –; dat de lijst van habitats opgenomen in bijlage 3 en het kaartdocument van de beheerseenheden de concrete vaststelling van de instandhoudingsdoelstellingen die toegepast zullen worden in de betrokken locaties mogelijk maken, voor zover de natuurlijke habitats en de soorten met een gemeenschappelijk belang die binnen deze beheerseenheden aangetroffen kunnen worden, bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, worden bepaald;

Overwegende dat de algemene instandhoudingsdoelstellingen van de locatie, die door de Regering krachtens artikel 25bis, § 2, van de wet worden vastgesteld, kunnen (maar niet moeten) worden aangevuld met de specifieke instandhoudingsdoelstellingen die rechtstreeks in het aanwijzingsbesluit worden vastgesteld; dat hetbijgevolg het niet noodzakelijk geacht werd te voorzien in dergelijke specifieke doelstellingen, voor zover de instandhoudingsdoelstellingen vastgesteld in het ontwerp van besluit gevoegd bij het openbare onderzoek voldoende nauwkeurig en wetenschappelijk geschikt zijn, t.a.v. de kenmerken van de locatie, die in dit opzicht geen andere nadere inlichtingen behoeven;

Overwegende dat niet kan aangevoerd worden dat de overwogen instandhoudingsdoelstellingen voor de betrokken locatie niet konden worden vastgesteld en niet raadpleegbaar waren tijdens het openbare onderzoek; dat het, integendeel, net is om de eigenaars en gebruikers de mogelijkheid te geven om zich met kennis van zaken uit te laten spreken over deze doelstellingen dat besteld is het ontwerp van besluit genomen ter uitvoering van artikel 25bis, § 2, van de wet, tegelijk met het ontwerp van aanwijzingsbesluit aan het openbare onderzoek te onderwerpen;

Overwegende dat dit openbaar onderzoek duidelijk niet betrekking had op de beslissingen van de Waalse Regering van 26 september 2002 en 4 februari 2004, aangevuld met de beslissing van 24 maart 2005 met betrekking tot de selectie van de locaties, maar op de aanwijzingsbesluiten van de locaties voorgesteld door het Waalse Gewest en in aanmerking genomen door de Commissie als locaties met een communautair belang (LCB); dat de kritieken op de zagezegde niet-naleving van de procedurewaarborgen bepaald in het Verdrag van Aarhus van 25 juni 1998 betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, in België in werking getreden op 21 april 2003, in het kader van de selectieprocedure van de locaties, dus niet onder dit onderzoek vallen; dat, mocht dit toch het geval zijn, deze kritieken, zoals vastgesteld moet worden, inhoudloos zijn;

Overwegende immers dat het Waalse Gewest, wat de toegang tot informatie betreft, de eisen van het Verdrag van Aarhus en het Europese recht terzake in Boek I van het Milieuwetboek heeft omgezet en die bepalingen bij de selectie van de locaties in acht heeft genomen, met name door de lijst van de als locatie van communautair belang voorgedragen locaties ingevolge de beslissingen van 26 september 2002, 4 februari 2004 en 24 maart 2005, alsook de standaardbestanden van aan elke locatie eigen gegevens op internet bekend te maken;

Overwegende dat de wetgever, wat de inspraak van het publiek bij die besluitvorming betreft, niet geacht heeft te moeten voorzien in een dergelijke inspraakmodaliteit in deze fase des te meer omdat ze niet opgelegd is bij de richtlijn Habitats; dat het Grondwettelijk Hof geacht heeft dat « de decreetgever moet oordelen of een openbaar onderzoek gevoerd moeten worden voor de definitieve aanwijzing van de gebieden die tot bijzondere instandhoudingsgebieden verklaard zouden kunnen worden » (Arbitragehof, nr. 31/2004, 3 maart 2004, punt B.3.4);

Overwegende dat de gezamenlijke organisatie van een openbaar onderzoek voor het ontwerp-aanwijzingbesluit en het ontwerp-besluit van de Waalse Regering hoe dan ook de eigenaars en gebruikers de gelegenheid biedt om hun opmerkingen te laten gelden zowel over de omtrek van de locatie als over die van de beheerseenheden - en over de redenen die deze omtrekken rechtvaardigen – alsook over de instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie daar deze doelstellingen zoals gezegd voortvloeien uit de combinatie van de bepalingen van het ontwerp-regeringsbesluit en de gegevens van bijlage 3 bij het aanwijzingsbesluit; dat het dus onjuist is te beweren dat dit onderzoek te laat komt in het besluitvormingsproces;

Overwegende dat geen enkele bezwaarindiener, wat de toegang tot de rechter betreft, een beroep heeft ingediend tegen de beslissingen van de Regering betreffende de selectie van de voornoemde locaties die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt op 30 juli 2004 (ed.2), op 24 maart 2005 en op 23 februari 2011, wat suggereert dat ze van mening waren dat de selectie op zich hen niet benadeelde; dat er daarentegen geen twijfel is dat de aanwijzingsbesluiten voor beroep vatbare handelingen voor de Raad van State zullen vormen als ze nadeel kunnen opleveren door de beperkingen die ze aan de particulieren opleggen; dat de toegang tot de rechter van de eventuele bezwaarindieners die achten dat ze niet voldoende gehoord worden, dus gewaarborgd wordt, zoals de artikelen 9.2 en 9.3 van het Verdrag van Aarhus vereisen;

Overwegende dat de artikelen D.29-7 en D.29-8 van Boek I van het Milieuwetboek die de aankondiging van openbare onderzoeken bepalen voor plannen van categorie A.2 waarvan de aanwijzingsbesluiten deel uitmaken, niet eisen dat een verwijzing naar eventuele beroepsmiddelen tegen de aanwijzingsbesluiten vermeld wordt in het bericht of in de kennisgevingen; dat dergelijke informatie slechts in de administratieve beslissingen van categorieën B en C moet vermeld worden, overeenkomstig artikel D.29-22 van hetzelfde Boek; bovendien dat het schrijven gericht aan eigenaars en beheerders dat de verrichting van openbare onderzoeken aankondigt bovendien geen wettelijke of reglementaire eis is;

Overwegende, tot slot, dat geen enkele wetgeving de raadpleging van eenderwelke raadsman oplegt in het kader van de aanneming van de besluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties;

Overwegende desalniettemin dat de Regering, op grond van artikel 30, § 2, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, besloten heeft de Instandhoudingscommissies te raadplegen omtrent de bezwaren en opmerkingen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek i.v.m. de ontwerpbesluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties; dat de Instandhoudingscommissies als opdracht hebben toe te zien op de staat van behoud van de Natura 2000-locaties met het oog op de instandhouding ervan of op het herstel ervan in een gunstige staat van instandhouding, rekening houdend met de types prioritaire natuurlijke habitats en de prioritaire soorten en met inachtneming van de economische, sociale en culturele eisen alsmede met de plaatselijke bijzonderheden;

Overwegende dat de Instandhoudingscommissies samengesteld zijn uit leden die de verschillende belangen van de burgerlijke maatschappij vertegenwoordigen, meer bepaald een voorzitter aangewezen door de Regering, vier agenten van de gewestelijke administratie, waarbij één agent ressorteert onder de dienst bevoegd voor natuurbehoud, één onder de dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening, één onder de dienst bevoegd voor landbouw en één onder de dienst bevoegd voor water; een lid voorgedragen door de « Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature » (Waalse hoge raad voor natuurbehoud); een lid voorgedragen door de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest); twee vertegenwoordigers voorgedragen door de verenigingen met natuurbehoud als maatschappelijk doel; twee vertegenwoordigers voorgedragen door de representatieve verenigingen van de eigenaars en de gebruikers van de betrokken locatie(s); twee vertegenwoordigers voorgedragen door de vakverenigingen met als maatschappelijk doel de bescherming van landbouw-, jacht-, visserij- of bosbouwactiviteiten uitgeoefend in de betrokken locatie(s); dat de in deze commissies vertegenwoordigde belangengroepen via hun vertegenwoordigers rechtstreeks kunnen deelnemen aan het uitwerken van de adviezen van de Instandhoudingscommissies en, zodoende, aan het toezicht op de staat van behoud van de locaties;

Overwegende derhalve dat de regelgevingen inzake toegang tot informatie, inspraak en toegang tot de rechter wel degelijk in acht zijn genomen en voldoen aan het standstill-beginsel;

Overwegende dat de diversiteit van de habitats en van de habitats van soorten binnen de Natura 2000-locatie BE31007- "Vallée du Train" haar aanwijzing volledig rechtvaardigt;

Overwegende dat deze locatie de kenmerken eigen aan een gebied met een communautair belang vertoont in de zin van artikel 1bis, 13°, van de wet van 12 juli 1973, en dat de site als dusdanig door de Europese Commissie is gekozen in haar beslissing van 7 december 2004, bijgewerkt middels haar beslissing van 10 januari 2011;

Overwegende dat de locatie een groot geheel van verschillende types natuurlijke habitats met een communautair belang, bedoeld in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie populaties van verschillende soorten met een communautair belang, bedoeld in bijlage IX bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie aan de in artikel 25, § 1, en in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 bedoelde selectiecriteria voldoet, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit, dat ze dienovereenkomstig moet worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzondere instandhoudingszone";

Overwegende dat de locatie gekenmerkt is door een grote ornithologische rijkdom en dat verschillende soorten vogels bedoeld in bijlage XI bij de wet van 12 juli 1973 op de locatie zijn ondergebracht, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit; dat ze gebieden bevat die naar aantal en oppervlakte tegemoetkomen aan de behoeften inzake de instandhouding van deze soorten, die moeten worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzonder beschermingsgebied";

Overwegende dat artikel 26, § 1, tweede lid, 4°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalt dat elk aanwijzingsbesluit « de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie werd uitgekozen » vermeldt; overwegende, in het bijzonder, dat de locatie BE31007 geselecteerd werd om de volgende redenen :

"Naast de min of meer vochtige terreinen langs de waterlopen omvat de locatie zandgroeven en compacte bossen ("Bois de Chaumont, de Glabais, de l'Étoile..."). De locatie bestaat uit twee afzonderlijke entiteiten die respectievelijk in het noorden en in het zuiden van Chaumont-Gistoux gelegen zijn. De kwaliteit van de waterlopen is verschillend. Elementen van *Ranunculus* fluitantis worden evenwel op sommige stroken waargenomen. Op te merken is de aanwezigheid van ruigten, rietland, bosjes van elzen en wilgen en waterkeringen die in visvijvers zijn veranderd. De beboste gedeelten bieden een gediversifieerd mengsel van zuurminnende of neutrofiële zomerbeuken- en eikenbossen met naaldbomen. De locatie omvat ook sommige botanisch waardevolle zandgroeven (aanwezigheid van stukken van *Corynephorus canescens*, heide met *Calluna*, overvloedige aanwezigheid van klein vogelpootje, vroege haver en Dwergviltkruid...) asloek een entomofauna rijk aan soorten van de zandachtige milieus (*Aculeata* (vliesvleugeligen) en basterdzandloopkever). Tenslotte, één van de zandgroeven herbergt een kolonie van oeverzwaluwen."

Gelet op de tabellen die als bijlage 3 gaan bij dit besluit en die de lijst van de soorten en habitats bevatten waarvoor de locatie wordt aangewezen, de oppervlakte van deze habitats of de populatie van deze soorten geschatte op de locatie alsook de evaluatie volgens een schaal van A tot C, de instandhouding ervan;

Overwegende dat de selectie van de locatie op basis van de beste wetenschappelijke kennis en de beste beschikbare gegevens is verricht, die voortvloeien uit verschillende inventariswerkzaamheden, verschillende fotografische en cartografische documenten, wetenschappelijke literatuur en biologische databanken;

Overwegende dat de gegevens over de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en over de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen van de standaard gegevensformulieren komen die tussen 2002 en 2005 werden bepaald; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werd benaderingen bevatten; dat ze voor een deel geactualiseerd werden op grond van de beste beschikbare kennis en dat de actualisering van deze gegevens verder ingevoerd moet worden;

Overwegende dat de gegevens betreffende de in bijlage bij dit besluit opgenomen oppervlakten van de habitats met een gemeenschappelijk belang voortkomen uit de standaardformulieren opgemaakt tussen 2002 en 2005 en bijgewerkt in 2015;

Overwegende dat de gegevens van de populaties van soorten opgenomen in dit besluit voortvloeien uit de standaard gegevensformulieren die tussen 2002 en 2005 werden opgesteld en in 2015 nader bepaald;

Overwegende dat de gegevens betreffende de instandhouding van de habitats en de soorten met een gemeenschappelijk belang uit standaard gegevensformulieren voortvloeien die tussen 2002 en 2005 opgesteld werden en in 2015 nader bepaald; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat benaderingen bevatten die later gepreciseerd moeten worden;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, de beheerseenheidstypes bevat die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, in voorkomend geval, in overdruk op andere types beheerseenheden, alsook de bijzondere verbodsbepalingen en andere daaraan gekoppelde bijzondere preventieve maatregelen;

Overwegende dat de beheerseenheden "UG 1 – Aquatische milieus, UG 2 – Prioritaire open milieus, UG 5 – Verbindingsweiden, UG 7 – Prioritaire alluviale bossen, UG 8 – Inheemse bossen met een hoge biologische waarde, UG 9 – Niet-inheemse verbindingsbossen, UG 10 – Teeltgronden en antropogene elementen, UG 11 – Teeltgronden en antropogene elementen" afgebakend moeten worden, met het oog op de overwogen instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie;

Overwegende dat de verplichting de localisatie van de « voornaamste natuurlijke habitats » in kaart te brengen bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, 6°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud niet inhoudt dat elk type natuurlijk habitat en elke populatie van soorten binnen de locatie nauwkeurig gelokaliseerd moet worden; dat de termen « natuurlijke habitats » bedoeld in deze bepaling verwijzen naar de bepaling van artikel 1bis, 2°, die betrekking heeft op « de land- en wateroppervlakten waarvan de geografische en abiotische kenmerken en de mogelijkheden van natuurlijke kolonisatie de aanwezigheid of de voortplanting van de populaties van soorten van de wilde fauna en flora mogelijk maken. De habitats worden natuurlijk geacht als hun bestaan te wijten of niet te wijten is aan een menselijk ingreep»; dat de term "voornaamste" aangeeft dat het slechts erom gaat, de grote categorieën van natuurlijke habitats van de locatie - zoals loof- of naaldbossen, halfnatuurlijk open milieus, weiden, watervlakken en waterlopen, stedelijke milieus, teelten, enz. - en niet om elk exact type van natuurlijke habitat met een gemeenschappelijk belang te lokaliseren in de zin van artikel 1 bis, 3°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud; bijgevolg dat deze cartografie overgenomen uit het aanwijzingsbesluit met de cartografie van de beheerseenheden overeenstemt voor zover die worden bepaald, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011, per groot/grote type(s) van milieu(s) die globaal homogene beheersmaatregelen rechtvaardigen; dat de verplichtingen die op elk perceel toepasselijk zijn gemakkelijk gekend kunnen worden; dat het inderdaad enerzijds om verplichtingen gaat die op de hele locatie toepasselijk zijn, namelijk de verplichtingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 betreffende de algemene verbodsbepalingen, en anderzijds om uitvoeringsmaatregelen in de betrokken beheerseenheid in de zin van het besluit van 19 mei 2011; dat de gegevens opgenomen in bijlage 3 de aanvulling van deze cartografie en de identificatie van de habitats aanwezig binnen de betrokken locatie bovendien mogelijk maken;

Overwegende dat de beschermingsregeling van de Natura 2000-locaties de vergunningsverplichting oplegt aan een reeks handelingen en werken die niet, krachtens andere wetgevingen, aan een vergunning, afwijking, toestemming of kennisgeving van de bevoegdheid van het Departement Natuur en Bossen (DNF) onderworpen zijn; dat het om beperkte verbodsbepalingen gaat aangezien ze opgeheven kunnen worden voor zover de handelingen die ze beogen geen afbreuk doen aan de integriteit van de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud; dat hetzelfde geldt voor de handelingen onderworpen aan vergunning krachtens een andere wetgeving; dat werken hoe dan ook toegelaten zouden kunnen worden om dwingende redenen van een hoger openbaar belang, met inbegrip van sociale en economische aard, als de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, vierde en vijfde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud in acht worden genomen, namelijk het gebrek aan alternatieve oplossingen en de aanneming van compenserende maatregelen die noozakelijk zijn om de globale samenhang van het Natura 2000-netwerk te waarborgen;

Gelet op artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud die het verbod voorziet om de natuurlijke habitats te vernietigen en de soorten te verstoren waarvoor de locaties worden aangewezen, voor zover deze verstoringen een significant effect zouden kunnen hebben op de Natura 2000-doelstellingen; overwegende dat dit artikel potentieel toepasselijk is op de handelingen die buiten de Natura 2000-locaties worden verricht; dat artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, betreffende de geschikte beoordeling van de effecten op het milieu, ook van toepassing is op de projecten en plannen die buiten de Natura 2000-locaties gelegen zijn en die geschikt zijn om een relevant effect op een Natura 2000-locatie te hebben t.a.v de doelstellingen inzake de instandhouding van de locatie;

Overwegende dat de Regering, wat de evenredigheid van de maatregelen betreft, een preventieve regeling heeft ingevoerd die berust op geleidelijke beperkingen naar gelang van de gevoeligheid voor storingen van de habitats en soorten met een gemeenschappelijk belang, in de vorm respectievelijk van verbodsbepalingen, toestemmingen en kennisgevingen; dat eerstgenoemden de activiteiten beogen die in de meeste gevallen geschikt zijn om een significant effect te hebben op de beschermde ecosystemen terwijl laatstgenoemden de activiteiten beogen die slechts in bepaalde omstandigheden een dergelijk effect kunnen hebben;

Overwegende dat de keuze van de maatregelen die van toepassing zijn door de Regering in haar besluiten van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 wordt gemaakt op grond van wetenschappelijke overwegingen, rekening houdend met de sociaal-economische eisen, in overeenstemming met het Europees recht, om zo weinig mogelijk effecten op de economische activiteiten of de activiteiten van openbaar nut te hebben;

Overwegende dat de mogelijkheid, voor de bevoegde overheid, om de machtiging te weigeren of laatstgenoemde eenvoudig aan voorwaarden te verbinden, evenals de mogelijkheid voor haar om afwijkingen op verbodsbepalingen enkel geval per geval toe te kennen de wil van de Regering aantonen om slechts de strikt noodzakelijke verplichtingen op te leggen voor de verwezenlijking van de instandhoudingsdoelstellingen in het Natura 2000-netwerk;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties van de uitbreiding niet verbiedt van infrastructuur zoals landbouwbedrijven, waterzuiveringsstations, hoogspanningslijnen, spoorlijnen, wegen, gasleidingen enz. voor zover die infrastructuur aan de vereiste vergunning(en) voldoet en indien nodig op de geschikte wijze een voorafgaande milieubeoordeling heeft gekregen in overeenstemming met de modaliteiten en de voorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op de bezwaarschriften van sommige personen in verband met de onmogelijkheid om bepaalde noodtoestanden te beheersen in het kader van de preventieve regeling ingevoerd op de locaties als die locaties eenmaal zijn aangewezen; dat noch de vogelrichtlijn noch de habitat-richtlijn, noch de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud uitdrukkelijk op die noodtoestanden ingaan; dat de algemene verbodsbepaling bedoeld in artikel 28, § 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud enkel de interventies van de burgemeester in het kader van zijn algemene ordehandhavingsbevoegdheden uit zijn toepassingsgebied uitsluit; dat de interventies van de gewestelijke en plaatselijke besturen die niet onder dat kader vallen, al zouden ze verantwoord zijn door noodtoestanden, onder dat verbod blijven vallen, behoudens indien de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud nageleefd worden zoals blijkt uit recente rechtspraak van het Hof van Justitie over artikel 6, § 2, van de richtlijnhabitat (arrest *Alto Sil*);

Overwegende dat de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 verschillende hypothesen voorzien waarin sommige preventieve maatregelen geen toepassing behoeven wegens redenen van openbare veiligheid (kappen van bomen die de openbare veiligheid langs de wegen, paden, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen bedreigen in UG 6 "prioritair bos" bijv.); dat, wat de interventies in de waterlopen betreft, meer bepaald bij overstromingsrisico's, geen enkele preventieve maatregel een verbodsbepaling oplegt of een machtiging of kennisgeving verplicht maakt om ijsbanken weg te halen of bomen te kappen die een gevaar geworden zijn voor de openbare veiligheid; dat de dode bomen die de veiligheid bedreigen en niet langs banen, wegen, paden in de zin van het Boswetboek, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen gelegen zijn in de bossen buiten de bosregeling omgehakt mogen worden voor zover ze op de grond blijven liggen (artikel 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011); dat er in de UG1 geen enkele maatregel dwingende voorwaarden in dat opzicht oplegt, behalve als de noodmaatregel een wijziging van het bodemreliëf oplegt;

Overwegende dat er hoe dan ook een versnelde afwijkings- en machtigingsprocedure "Natura 2000" is voorzien in artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura-2008-locaties; dat een andere mogelijkheid erin bestaat de noodinterventies wegens redenen van openbare veiligheid door te laten voeren in een "beheersplan" in de zin van artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

Overwegende dat overigens opgemerkt dient te worden dat noch het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Erfgoed en Energie noch het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning de handelingen, werken of installaties vrijstelt van de toepasbare formaliteiten wegens redenen in verband met dringende noodzakelijkheid of openbare veiligheid; dat het voorzien van dergelijke uitzonderingen in de Natura 2000-regeling noch buiten proportie noch discriminerend is;

Overwegende dat wat betreft de beperkte toegang tot de banen, wegen of paden in de Natura 2000-locaties of nog tot de onbevaarbare waterlopen of sommige dammen geen enkele bijzondere vorm van toegang aan een controle onderworpen wordt bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011;

Overwegende, daarentegen, dat de regels betreffende het verkeer in bossen en waterlopen daarentegen krachtens het beginsel van samenvoeging van de administratieve ordehandhavingsregels geheel van toepassing blijven in de Natura 2000-locaties;

Overwegende vervolgens dat, wat het evenredig karakter van de maatregelen betreft, het feit dat sommige preventieve maatregelen soms "positieve" acties inhouden vanwege de eigenaars en de bezetters, eerder dan enkel zich afzijdig houden, nog niet betekent dat die maatregelen verplicht als actieve beheersmaatregelen uitgelegd moeten worden;

Overwegende dat talrijke administratieve ordehandhavingsmaatregelen die in voorkomend geval strafrechtelijk bestraft worden, immers in het algemeen belang tot tussenkomsten nopen, zonder enigerlei vergoeding, zoals bijvoorbeeld het losrukken van distels uit weilanden, het beheer van ongeklasseerde waterlopen, het snoeien van boomtakken die boven de openbare weg hangen, het rein houden van bermen en voetpaden of nog het herstel van buurtwegen;

Overwegende dat de dwingende verplichtingen die voortvloeien uit de preventieve maatregelen, met inbegrip van de maatregelen die sommige positieve verplichtingen zouden kunnen opleggen aan betrokkenen, in het kader van de Natura 2000-regeling via vergoedingen en fiscale vrijstellingen financieel gecompenseerd worden;

Overwegende dat de verbodsmaatregelen van de toegang van vee tot de waterlopen niet specifiek zijn voor Natura 2000; dat die maatregelen reeds zonder financiële compensatie van toepassing waren op bijna de helft van het Waals grondgebied krachtens de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, evenals krachtens het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen; dat de verplichtingen uit die wetgeving onlangs gewijzigd en verstrengd werden bij het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 houdende verplichting om de weidegronden gelegen langs de waterlopen te omheinen en houdende wijziging van verscheidene bepalingen; dat het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 ter invoering van een subsidieregeling ten gunste van veehouders voor het uitrusten van weiden gelegen langs waterlopen en het besluit van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en subsidies toegekend in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de ecologische hoofdstructuur financieringsmogelijkheden voorzien voor de omheiningen;

Overwegende dat artikel 26, § 1, lid 2, 11°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalt dat de aanwijzingsbesluiten de middelen moeten bevatten « om de instandhoudingsdoeleinden te bereiken, rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden », met inbegrip van de bijzonderheden vermeld in die bepaling, waaronder het actieve beheerscontract; dat dit besluit de lijst opneemt voorgesteld bij de wet, zonder in te gaan op de middelen die gebruikt zullen worden per perceel of per beheerseheid; dat een dergelijke precisering niet vereist wordt bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat het, om een zo ruim mogelijke onderhandeling met de eigenaars en de bezetters mogelijk te maken in het kader van het overleg bedoeld in artikel 26, § 3, lid 1, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, of nog het sluiten van elke andere overeenkomst overeenkomstig artikel 26, § 3, lid 4, van dezelfde wet, beter is elke optie in het aanwijzingsbesluit open te laten; dat dit de bevoegde overheid de mogelijkheid zal geven om geval per geval, in functie van de plaatselijke behoeften inzake instandhouding, van de sociaal-economische vereisten en de wensen van de betrokken eigenaars en bezetters, de meest geschikte middelen te beoordelen ten dienste van het actieve perceelbeheer in de verschillende beheerseheden;

Overwegende dat men door die graad van nauwkeurigheid te willen bekomen in het aanwijzingsbesluit, de aanneming ervan vertraagd zou hebben, terwijl het juist die aanneming ervoor zorgt dat de preventieve regeling in haar geheel van toepassing wordt;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters de kans hebben gekregen om in het kader van het openbaar onderzoek bezwaren in te dienen over de afbakening van de beheerseheden en de beoordeelde instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie – namelijk, ter herinnering, om voor het behoud te zorgen, op de betrokken locaties, van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijk habitats waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats-, daar het ontwerp van besluit waarbij deze algemene doelstellingen worden vastgesteld, in het dossier onderworpen aan openbaar onderzoek werd opgenomen;

Overwegende dat deze elementen de vaststelling van de na te streven doelstellingen in het kader van het actieve beheer mogelijk zouden maken; dat hun vertrouwen dus geenszins is geschaad voor zover de lijst der voorgestelde middelen geheel open blijft en niet perceel per perceel nader is opgegeven; dat het nuttig effect van het onderzoek er niet door is aangetast daar de eigenaars en bezetters reeds hun bemerkingen kunnen laten geworden in verband met de vorm van de beheerseheden, die ruim bepalend is voor het soort dwingende voorwaarden die de daar gelegen percelen erdoor zullen krijgen;

Overwegende dat de term "beheersplan" in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn ofwel het bijzonder beheersplan van een domaniaal natuurreservaat beoogt, ofwel het beheersplan van een erkend natuurreservaat ofwel het beheersplan van een bosreservaat, ofwel de bosinrichting aangenomen na 13 september 2009, ofwel het eensluidend advies van DG03 voor een biologisch hoogwaardig weiland overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw; dat de beheersplannen geen onderdeel vormen van de verplichte inhoud van de aanwijzingsbesluiten zoals vastgelegd door de wetgever;

Overwegende dat de primaire beschermingsregeling en de preventieve regeling, van toepassing op, respectievelijk, de kandidaat-locaties en de locaties aangewezen als Natura 2000-locaties krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud noch een onteigening, noch een maatregel zijn die daarmee gelijk te stellen is in de zin van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, maar wel degelijk maatregelen zijn die strekken tot de reglementering van het gebruik van goederen die geenszins, al was het in onrechtstreekse zin, eigendomsrechtsberoving zijn; dat die regelingen rechtstreeks passen in het kader van lid 3 van artikel 1 van het Eerste Protocol dat de Staten ertoe machtigt het gebruik van de goederen te regelen met het oog op het algemeen belang;

Overwegende dat, in het bijzonder, de dwingende maatregelen, opgelegd voor de bewerking van de landbouwgronden vallend onder UG2 en UG3 geenszins het definitieve verbod opleggen om die gronden uit te baten - meer bepaald, het weiden van dieren of het oogsten van gras, dat ze enkel de verplichting inhouden om bepaalde landbouwpraktijken te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de ecologische vereisten van de betrokken soorten en habitats, die per definitie verband houden met de landbouwmilieus en niet met ongerepte milieus; dat het vergoedingsmechanisme bepaald in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de fiscale vrijstellingen voor de eigenaars hoe dan ook bijdragen tot de compensatie van de meerkost en de inkomensderving die sommige landbouwbedrijven zouden kunnen ondervinden, waarbij het "juiste evenwicht" wordt gewaarborgd tussen de inachtneming van de noden van het algemeen belang en het recht op respect voor de goederen, vastgelegd in de Europese Conventie van de Rechten van de Mens;

Overwegende dat er financiële voordelen toegekend worden aan de eigenaars en beheerders van gronden gelegen in Natura 2000-gebieden om de bijkomende dwingende wettelijke of reglementaire bepalingen die van toepassing zijn wegens de ligging van die gronden, te compenseren;

Overwegende dat de vergoeding van de landbouwers, bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 ter uitvoering van artikel 31 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, berekend werd op grond van een objectieve economische beoordeling; dat die vergoeding de compensatie mogelijk maakt van de meerkost en de eventuele inkomensderving uit de reglementering van het gebruik van de goederen met waarborg van het evenredig karakter van de maatregel; dat de vergoeding, overeenkomstig de evenredigheidsvereiste, hoger is in het kader van de preventieve regeling, daar laatstgenoemde strenger is dan de primaire regeling in UG2 en UG3;

Overwegende dat 5% van de oppervlakte van Waalse weidegronden voor een aanzienlijk mindere vergoeding heden deel uitmaken van de milieuvriendelijke landbouwmethode MAE2 "natuurlijke weidegrond"; dat de vergoedingsniveaus, met de bekommernis om voldoende compensaties aan te bieden, duidelijk hoger zijn en afwijken van de maximumbedragen waarvan sprake in de Europese verordeningen, vastgelegd op 200 euro per hectare en per jaar;

Overwegende dat er bij die vergoedingen voor de eigenaars een vrijstelling van onroerende voorheffing, van de successierechten en, sinds 2011, van de schenkingsrechten gevoegd wordt;

Overwegende dat er bijgevolg geenszins sprake zou kunnen zijn van een *de facto* onteigening, die buiten proportie zou zijn met de instandhoudingsdoelstellingen die overeenkomstig het Europees recht nagestreefd worden, namelijk om voor het behoud te zorgen, op de betrokken locaties, van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijk habitats waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats;

Gelet op de bezwaren die in het openbaar onderzoek werden geuit in verband met de zagezegde schending van het "standstill"-principe;

Overwegende dat de Regering in het bijzonder verweten wordt het beschermingsniveau van de acht reeds door de Regering op 30 april 2009 aangewezen locaties gevoelig verminderd te hebben zonder evenwel redenen van algemeen belang te hebben opgegeven die een dergelijke gevoelige terugzetting zouden kunnen verantwoorden;

Overwegende dat « een globale aanpak van de hervorming nodig is om te oordelen in welke mate de hervorming op het vlak van kosten-baten-analyse al dan niet "een stap achteruit" is (EG, nr. 187.998, 17 november 2008, Coomans en csrt; zie eveneens EG, nr. 191.272, 11 maart 2009, VZW "Inter-Environnement Wallonie");

Overwegende dat er ten gevolge van de aanneming van eerste acht aanwijzingsbesluiten op 30 april 2009 beslist werd het systeem te hervormen om er de leesbaarheid van en bijgevolg de uitvoering ervan op het terrein te verhogen; dat er aldus een nieuw aanwijzings- en beschermingsbeleid werd ingevoerd voor de gezamenlijke Natura 2000-locaties, en dat er in dat verband beslist werd de aanwijzing van de locaties (omtrekken, benaming, opsplitsing in beheerseenheden, kadastraal bekende percelen) van de dienovereenkomstige beheers- en beschermingsmaatregelen los te koppelen; dat dit tot een kortere inhoud van de aanwijzingsbesluiten leidt door de invoering van een gemeenschappelijke sokkel met verhoogde leesbaarheid;

Overwegende dat de maatregelen herzien werden om ze op het terrein controleerbaarder te maken met als doel een doeltreffende en doelgerichte uitvoering ervan; dat het territoriale toepassingsgebied van sommige maatregelen uitgebreid werd;

Overwegende dat de acht op 30 april 2009 aangewezen locaties er heden niet minder om beschermd zullen aangezien de dienovereenkomstige aanwijzingsbesluiten opgeheven en vervangen werden met zorg voor een gelijke behandeling van de betrokken eigenaars en bezetters, met oog voor eenmaking, samenhang en doeltreffendheid maar zonder gevoelige vermindering van het beschermingsniveau;

Overwegende dat de analyse van het stelsel dat op de locaties, aangewezen op 30 april 2009, van toepassing is en op de huidige regeling niet tot de conclusie leidt dat er een minder globaal beschermingsniveau voorhanden zou zijn met dien verstande dat sommige bepalingen in de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009 als een herhaling worden beschouwd van de bepalingen getroffen krachtens andere vigerende wetgevingen zoals de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de wet van 1 juli 1954 op de riviervisvangst en het Boswetboek;

Overwegende dat het minder "specifiek" karakter van de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen (indertijd "actieve beheersdoelstellingen" genoemd) geen enkele daling in het beschermingsniveau betekent; dat de instandhoudingsdoelstellingen voortaan immers op eengemaakte gewestelijke schaal staan (soort per soort/habitat per habitat) zonder evenwel een gekorte inhoud of juridische waarde gekregen te hebben; dat die eenmaking een betere inachtneming mogelijk maakt van de gelijke behandeling van eigenaars en bezetters en een aanzienlijke verbetering vormt ten opzichte van de zware aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende dat de mindere nauwkeurigheid van de kaartdocumenten voor de habitats van gemeenschappelijk belang evenwel geen vermindering van het beschermingsniveau voor de betrokken soorten en habitats betekent, die beschermd blijven in de preventieve regeling bedoeld in artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Overwegende dat inhoud van de overwogen instandhoudingsdoelstellingen voor het gebied – namelijk om voor het behoud te zorgen, op de betrokken gebieden, van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijke habitats waarvoor de gebieden worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de gebieden worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats- en van de preventieve maatregelen – opgenomen in de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 – welsiwaar is veranderd ten opzichte van de inhoud van de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009, maar niet in de zin van een minder noch van een, *a fortiori*, gevoelig verminderd beschermingsniveau;

Overwegende dat wat betreft de criteria op grond waarvan de aanwijzingsbesluiten vastgesteld zijn, laatstgenoemden beperkt werden tot de vereisten oplegd bij de vogel- en de habitatrichtlijnen, evenals bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, dat het doel nagestreefd in de teksten ertoe strekt de instandhouding of het herstel van de natuurlijke habitats en de soorten van communautair belang in een gunstige staat van instandhouding te garanderen; dat de selectie en de afbakening van de locaties enkel op grond van wetenschappelijke criteria, en niet van overwegingen van sociaal-economische aard getroffen kunnen worden;

Overwegende dat de beheerseenheden bestaan uit omtrekken al dan niet uit één enkel stuk, gelegen binnen een Natura 2000-locatie die globaal homogene instandhoudingsmaatregelen vereisen die afgebakend worden in functie van ecologische, technische en/of sociaal-economische criteria;

Overwegende dat het Waals Gewest verantwoordelijkheden heeft in termen van behoud in een gunstige staat van instandhouding van habitats en soorten van gemeenschappelijk belang; dat van sommige van die habitats en soorten kan blijken dat ze goed vertegenwoordigd zijn in het Waals Gewest, maar een strikte beschermingsregeling verantwoordt daar ze zeldzaam zijn op Europees niveau;

Overwegende dat de uiteindelijk aangewezen omtrek, ten opzichte van de aanvankelijke aangewezen omtrek, bijkomende percelen bevat ten gevolge van verzoeken om toevoegingen die in het kader van het openbare onderzoek werden geuit; dat deze percelen aan de wetenschappelijke criteria voldoen op grond waarvan de locatie werd dat uitgekozen; dat ze tot de coherentie van het Natura 2000-netwerk en tot het bereiken van de doelstellingen m.b.t de instandhouding van de locatie zullen bijdragen; dat er voor het overige heden geen aanleiding toe bestaat andere percelen toe te voegen om aan de verplichtingen te voldoen van de Vogel- en de Habitatrichtlijnen en de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat de aanvragen tot intrekking niet in aanmerking zijn genomen voor zover ze betrekking hebben op percelen die aan de wetenschappelijke selectiecriteria van de locaties of aan de samenhang van het Natura 2000-netwerk en aan het bereiken van de instandhoudingsdoelstellingen van de locatie voldoen;

Overwegende dat sommige percelen, hoewel ze opgenomen zijn in de kaarten gevoegd bij het aanwijzingsbesluit, van de locatie zijn uitgesloten middels een lijst gevoegd bij het aanwijzingsbesluit (zie bijlage 2.2); dat die werkwijze toegelaten is bij artikel 26, § 1, lid 2, 7^o, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud waarin bepaald is dat, in geval van tegenstrijdigheid, de letterlijke voorschriften met betrekking tot de afbakening van de locatie en de beheerseenheden de grafische voorschriften overrulen; dat de omvang van de bebouwde percelen op praktisch vlak soms wel heel klein zijn; dat er, om te voorkomen dat de kaarten versnipperd zouden geraken door de afbakening van vernoemde percelen, voor de optie gekozen werd van de lijst van de uitgesloten percelen in de locatie, zonder dat ze eigenlijk op de kaart vermeld staan;

Overwegende dat het kaartdocument Natura 2000 om redenen van stabiliteit in de tijd gegrond is op de vectoriële standaardkaart van het NGI op 1/10 000e; dat dit, zoals het bij elke standaardkaart het geval is, enkel een afbeelding betreft van wat werkelijk op het terrein te vinden is; dat er onduidelijkheden eruit kunnen voortvloeien in vergelijking met de afgebeelde werkelijkheid of wijzigingen op het terrein die niet in overweging zijn genomen op het kaartdocument;

Overwegende dat de officiële referentie voor de kadastrale perceelsindeling de kadastrale legger is en dat de verschillende lagen op de kaart (CADMap) niet op één of ander referentiedocument gegrond zijn, maar een digitalisering zijn van de perceelplannen;

Overwegende dat het GBCS het resultaat is van de digitalisering van de gezamenlijke landbouwpercelen, aangegeven in het Waalse Gewest, op grond van georthorectificeerde luchtfoto's;

Overwegende dat de kadastrapercelen en de elementen van de Natura 2000-laag niet nauwkeurig samenvallen; dat de GBCS-percelen en de elementen van de Natura 2000-laag ook niet nauwkeurig samenvallen; dat daar dus lichte verschillen uit voortvloeien; dat er bijgevolg een cartografische en op het terrein uit te voeren interpretatie nodig is om de werkelijke perceels- en beheerseenheidsgrenzen te kennen, waarvan de verschillende lagen op de kaart enkel afbeeldingen zijn;

Overwegende dat wat het gewestplan betreft, de lagen op de kaart gebruiksbeperkingen vertonen, omschreven en in te kijken op de website http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; dat het gewestplan en het NGI, dat het standaarddocument vormde voor het in kaart brengen van Natura 2000, lichte verschillen vertonen;

Overwegende dat de materiële bevoegdheden in onze federale staatsstructuur exclusief zijn, onder voorbehoud van de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel en van de federale loyaliteit; dat een deelgebied het de federale overheid niet onmogelijk of overdreven moeilijk mag maken in het uitvoeren van diens bevoegdheden; dat het Waalse Gewest in deze niet rechtstreeks in de federale bevoegdheden treedt;

Overwegende dat, wat meer bepaald de spoorwegen betreft, de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud enkel een instandhoudingsdoelstelling van de natuur nastreeft en niet het beheer en het onderhoud van de spoorinfrastructuur op zich regelt; dat een samenvoeging mogelijk is tussen beide administratieve ordehandhavingen; dat, hoewel de preventieve regeling *a priori* bepaalde dwingende maatregelen oplegt, de instandhouding en het onderhoud van de infrastructuur er daarom niet "onmogelijk" of "overdreven moeilijk" op gemaakt worden; dat er bij bedreiging van aantasting van de integriteit van de locatie, bijvoorbeeld door werfmachines, steeds een afwijking mogelijk is om redenen van hoog openbaar belang krachtens artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners op eventuele onverenigbaarheden wijzen tussen sommige bepalingen van de aanwijzingsbesluiten en die van de speciale administratieve ordehandhaving waarmee ze belast zijn (bijv. de wet van 25 juli 1891 tot herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen of de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen); dat die onverenigbaarheden tegen de hiërarchie van de normen zouden indruisen daar die bepalingen wetgevende waarde hebben terwijl de aanwijzingsbesluiten enkel een reglementaire waarde zouden hebben;

Overwegende dat die beweringen ongefundeerd zijn daar er geen enkele concrete onverenigbaarheid wordt aangetoond; dat de wettelijke erfdienstbaarheden, voorzien in de ordehandavingswetgevingen voor infrastructuur van openbaar nut beperkingen opleggen in het eigendomsrecht van de omwonenden van die infrastructuur die, overeenkomstig het samenvoegingsbeginsel van de administratieve ordehandhavingen, samengevoegd worden met de bepalingen van de primaire beschermingsregeling die van toepassing is op de kandidaat-locaties en op de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters, de beheerders van de gronden alle wettelijke erfdienstbaarheden moeten naleven die op hun eigendom van toepassing zijn zonder dat dit ook maar een probleem van onverenigbaarheid vormt tussen het aanwijzingsbesluit en de bepalingen van die ordehandavingswetgevingen;

Overwegende dat de samenvoeging daadwerkelijk de verplichting voor de beheerder van de infrastructuur inhoudt om de regels na te leven die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties, met inbegrip van de verplichting om, in voorkomend geval, de afwijking aan te vragen bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wanneer het project een aantasting van de integriteit van de locatie inhoudt; dat dit daarom nog niet betekent dat het aanwijzingsbesluit de betrokken wetgevingen inzake administratieve ordehandhaving zou schenden; dat de mogelijkheid om een afwijking aan te vragen om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van sociaal-economische aard of in verband met de openbare veiligheid en de volksgezondheid, overigens de beheerders van de infrastructuur van openbaar nut de mogelijkheid verlenen om projecten in goede banen te leiden die verantwoord zijn door dergelijke redenen wegens het uitblijven van alternatieve oplossingen en mits compensatie;

Overwegende dat de preventieve maatregelen die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de locaties ten gevolge van hun aanwijzing als Natura 2000-locatie overigens niet betekent dat de openbare dienstopdrachten, toevertrouwd aan die openbare instellingen en in het bijzonder aan de autonome overheidsbedrijven zoals Infrabel, bedoeld in de organieke wetgevingen zoals de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (artikel 156), ter discussie worden gesteld;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties slechts een zeer beperkt aantal activiteiten verbied, over het algemeen van landbouw- of bosbouwaard en enkel in sommige uitermate broze beheerseenheden;

Overwegende dat de voornaamste dwingende maatregel voor het overige uit de bij artikel 28, § 1 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalde verplichting voor de beherende overheid voortvloeit om, respectievelijk, de soorten en de habitats van communautair belang waarvoor de locatie is aangewezen niet significant te verstoren of aan te tasten en om de integriteit van de site niet te schaden via plannen of vergunningen die significante effecten zouden kunnen hebben op de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat die dwingende maatregelen opgeheven kunnen worden via de afwijking bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van de openbare veiligheid en de volksgezondheid of van sociaal-economische aard en na advies van de Commissie als de locaties prioritair habitats of soorten bevat; dat dit kader vastgesteld is bij richtlijn 92/43 van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, en niet gewijzigd mag worden op straffe van schending van het Europees recht;

Overwegende dat, mocht er tegenspraak worden vastgesteld tussen reglementaire bepalingen van een aanwijzingsbesluit en een bepaling van een ordehandhavingswetgeving of een organieke wetgeving van openbare diensten die infrastructures gebruiken in of in de nabijheid van een Natura 2000-locatie, die tegenstelling niet zou voortvloeien uit het aanwijzingsbesluit maar rechtstreeks uit de bepalingen van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud (art. 28 en 28bis) waarbij de preventieve regeling in de Natura 2000locaties werd vastgelegd; dat het aanwijzingsbesluit enkel een akte van erkenning is met een voornamelijk reglementaire waarde, waarvan de aanneming hoofdzakelijk de inwerkingtreding tot gevolg heeft, in de bij die akte afgebakende omtrek, van een reeks preventieve maatregelen met een wetgevend karakter, zoals bijvoorbeeld een klasseringsakte die ondanks zijn individuele waarde de beschermde locatie onder de toepassing van een beschermingsregeling laat vallen, bepaald bij de wetgeving op de bescherming van het erfgoed;

Overwegende dat wat betreft de mogelijkheid om in het stadium van de afbakening van de locatie het bestaan of de projecten van infrastructures van openbaar nut of van uitrustingen van openbaar nut in overweging te nemen, zoals bestaande of te bouwen zuiveringsstations, spoorlijnen, wegennetten, leidingen enz. er vooral op gewezen dient te worden dat de Waalse Regering zijn aanwijzingen van locaties enkel kan baseren op zuiver wetenschappelijke criteria bepaald bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, dat het dus niet mogelijk is bepaalde delen van de omtrek van een locatie uit te sluiten die voldoen aan de bescherming als Natura 2000-locatie, enkel en alleen om te voorkomen dat percelen voor de aanleg of de uibating van infrastructures, al zijn ze van openbaar belang, in de omtrek van een locatie zouden worden opgenomen;

Overwegende dat de mogelijkheden om af te wijken van de preventieve regeling om dwingende redenen van hoger openbaar belang bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 de beheerders daarentegen de mogelijkheid biedt om activiteiten te voeren ondanks hun impact op de locaties, mits inachtneming van bepaalde voorwaarden;

Overwegende dat de Regering, wat betreft het verzoek van Operationeel Directoraat-Generaal Wegen en Gebouwen (DGO1) van de Waalse Overheidsdienst, van vzw GRACQ en vzw Chemins du rail in verband met de wens om de bedding van afgedankte spoorlijnen te behouden voor de aanleg van het RAVeL-trage-wegennet of van nieuwe spoorlijnen, en hun suggestie om systematisch de spoorlijnen in de anthropische beheerseenheden UG11 over minstens 12 meter te behouden, evenals het verzoek van Infrabel om geen rekening te houden met het domein van de spoorinfrastructuur en geheel of gedeeltelijk met de percelen die zich in een zone van twintig meter bevinden gemeten vanaf vrije spoorranden de locaties niet anders mag selecteren of afbakenen dan op grond van wetenschappelijke criteria, en niet wegens sociaal-economische overwegingen; dat er geen sprake van zou kunnen zijn om een wegennet of een spoornet van een locatie uit te sluiten zonder wetenschappelijke verantwoording;

Overwegende dat er geen principiële onverenigbaarheid bestaat tussen de preventieve regeling voortvloeiend uit de aanneming van het aanwijzingsbesluit en de politiek der spoorwegen, wat elke onregelmatigheid in verband met de zagezegde niet-naleving van de politiek der spoorwegen uitsluit; dat het twee afzonderlijke administratieve ordehandhavingen betreft met samengevoegde effecten; dat, al mocht er een tegenstelling opduiken, wat niet het geval is geweest in de openbare onderzoeken, het aanwijzingsbesluit, ten minste wanneer daar geen specifieke instandhoudingsdoelstellingen of preventieve maatregelen of specifieke verbodsbepalingen in vervat zijn, namelijk locatie-eigen maatregelen en verbodsbepalingen, de aard van een akte van erkenning vertoont waarvan de inwerkingtreding verbonden is aan de toepassing van een preventieve regeling van decreetgevende oorsprong afkomstig van artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud; dat beide ordehandhavingen met éénzelfde hiërarchisch niveau samengevoegd worden ten bate van de strengste van beide;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het geheel van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit en gelegen op het gebied van de gemeente Chaumont-Gistoux wordt aangewezen als Natura 2000-locatie "BE31007-¹Vallée du Train".

De omtrek van de locatie, zoals begrensd op een kaart op schaal 1/10.000^e, alsook de schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling ervan deze omtrek, worden vastgesteld bij bijlage 2 van dit besluit.

De Natura 2000-locatie "BE31007 – Vallée du Train" beslaat een oppervlakte van 488,63 ha.

Art. 2. Worden nader bepaald in bijlage 3.A., rekening houdend met de op dit moment beschikbare gegevens :

- 1° de types natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang die in de locatie voorkomen en waarvoor de locatie wordt aangewezen, met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritaire natuurlijke habitats in de locatie;
- 2° de oppervlakte en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritaire natuurlijke habitats in de locatie herbergen.

Art. 3. Worden nader bepaald in bijlage 3.B., rekening houdend met de op dit moment beschikbare gegevens :

- 1° de soorten met een gemeenschappelijk belang en de soorten volgens waarvoor de locatie aangewezen wordt met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritaire soorten die aanwezig zijn in de locatie;
- 2° hun populatie en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritaire soorten in de locatie herbergen.

Art. 4. Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in artikel 25, § 2, bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

De resultaten betreffende de toepassing van deze criteria binnen de locatie worden samengevat in de bijlagen 3.A en 3.B bij dit besluit.

Art. 5. De beheerseenheden van de locatie en de kaart waarop de omtrek ervan wordt afgebakend, worden vastgesteld in bijlage 4 van dit besluit.

De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Art. 6. Rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden, kunnen de voorgestelde middelen om de doelstellingen van het stelsel van actief beheer te bereiken, de volgende zijn :

- het afsluiten van een actieve beheersovereenkomst of van elke andere vorm van overeenkomst gesloten door het Waalse Gewest met betrokken eigenaars of gebruikers;
- de oprichting van een domaniaal natuurreservaat of een erkend reservaat of van een bosreservaat;
- de wijziging van de bosinrichting die eventueel geldt;
- de aanneming van een afschotplan voor de soorten grof wild die dienen te worden gecontroleerd (in het ambtsgebied van de betrokken jachtraad of -raden);
- de wijziging van het beheersplan van de waterbeheersing van de landbouwgronden opgesteld door de Watering overeenkomstig de vigerende wetgeving;
- de terbeschikkingstelling van gronden aan het Waalse Gewest of aan een natuurvereniging erkend overeenkomstig artikel 17, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986;
- de wijziging, in voorkomend geval, van het in de locatie geldend saneringsplan per onderstroomgebied en/of de aanpassing van het programma van waterbeschermingsmaatregelen aangenomen in voorkomend geval krachtens het Waterwetboek;
- de wijziging van de programma's van de werken inzake ruiming en onderhoud van de waterloop;
- de aanneming van agromilieumaatregelen;
- elk ander relevant actief beheersmiddel voorgesteld tijdens het overleg.

Art. 7. De Natura 2000-locatie BE31007 – "Vallée du Train" ressorteert onder de "Commission de la Conservation" (Instandhoudingscommissie) van Bergen.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 31 december 2017.

Art. 9. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 1: Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen opgenomen in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE31007 – « Vallée du Train »

De percelen die kadastraal als volgt bekend zijn of waren, liggen binnen de locatie Natura 2000 BE31007 – “Vallée du Train”:

GEMEENTE: CHAUMONT-GISTOUX Afd. 1 Sectie A: percelen 448H, 448T (partim 93%), 449E, 450A, 529C, 537C (partim 36%), Sectie B : percelen 144N (partim 86%), 145K (partim 94%), 145L, 150G (partim 19%), 151H, 151K, 152B (partim 91%), 154B (partim 6%), 156B (partim 14%), 162 (partim 55%), 164B (partim 73%), 189M4 (partim 65%), 190D (partim 50%), 190L (partim 33%), 193, 194, 196B, 197, 198A, 198C, 199A, 199B, 200, 201, 202, 203A, 204B, 205A, 206A, 206B, 206C, 206D, 207A, 208, 209B, 209C, 209D, 209E, 210/02, 210C, 210F, 210H, 210K, 210L, 210M, 211, 225A, Sectie C : percelen 157D, 167B (partim 86%), 181C (partim 15%), 185C (partim 50%), 185D (partim 6%), 186A, 186B (partim 80%), 188, 189, 193E (partim 36%), 196C (partim 6%), 199/02B (partim 26%), 199B2, 199C2 (partim 93%), 199K2, 199L2, 199M2 (partim 53%), 199V, 199X, 200/02A (partim 79%), 200D, 201N (partim 11%), 202E (partim 6%), 214N (partim 21%), 313E (partim 70%), 314L (partim 43%), 314N (partim 74%), 345A (partim 17%), 346B (partim 58%), 347E, 348F, 349C (partim 91%), 349G, 349H, 349K (partim 92%), 349L, 350D, 350F, 350G, 350H (partim 94%), 363B, 363C, 372B (partim 12%), 382E (partim 45%), 382F, 87L (partim 89%), 87T, 87V (partim 84%), Sectie D : percelen 120C (partim 88%), 121R, 122H, 123/02B, 123C, 123D, 124, 125/02A, 125H, 125K (partim 95%), 126A (partim 92%), 180E (partim 20%), 182A, 186R, 187C, 192M (partim 46%), 203D (partim 10%), 51C (partim 85%), 53A, 54A, 55E, 56F, 57B (partim 94%), 62K2, 65A (partim 13%), 70D, 75A (partim 25%), 77B (partim 26%), 88C (partim 15%), Sectie E : percelen 1, 2/02, 3 (partim 91%), 30A (partim 7%), 38B (partim 93%), 38D (partim 84%), 38E, 4, 41C (partim 46%), 5, 6 (partim 88%), 7A (partim 7%), 8C (partim 3%), Div 2 Sectie A : percelen 191D (partim 94%), 216G, 217D, 220B (partim 89%), 221D (partim 92%), 222B, 223N, 223P, 228C, 239B (partim 37%), Sectie B : percelen 128A (partim 93%), 128B (partim 87%), 129C (partim 45%), 129E (partim 45%), 132B (partim 73%), 133/02B, 133/02C (partim 95%), 133/02E (partim 87%), 133/02G (partim 9%), 133/02H (partim 82%), 133/02K (partim 80%), 133B, 135G (partim 43%), 136H (partim 1%), 139C, 157F (partim 10%), 159C (partim 6%), 159D, 162E (partim 10%), 163E (partim 80%), 165B (partim 85%), 173H, 174E (partim 68%), 180H (partim 45%), 201B (partim 16%), 201D (partim 37%), 217G, 217L, 219D, 25 (partim 30%), 26, 27A, 27B, 28A, 29, 30, 31C, 32, 33, 34, 35D, 36, 37, 38A, 42A (partim 43%), 45 (partim 83%), 46/02B (partim 28%), 46A (partim 94%), 47A (partim 26%), 48B (partim 93%), 51 (partim 6%), 61A (partim 35%), 62, 63A, 64A, 65, 66A, 69C (partim 6%), 7C (partim 14%), Sectie C : percelen 10B, 11C, 12D, 12E, 12F, 12G, 12K, 12L, 12M, 12N, 12P, 12S, 12T, 13A, 13B, 13F, 13K, 13M (partim 85%), 13N, 13T (partim 78%), 13X (partim 88%), 14D, 14E, 14F, 14G, 14P (partim 58%), 14S, 14T (partim 68%), 14X (partim 88%), 15A2, 15P (partim 16%), 15Z (partim 90%), 16C, 190A (partim 25%), 1A2 (partim 84%), 1B2 (partim 84%), 1C2 (partim 82%), 1E2, 1F2, 1S, 1V (partim 88%), 2/02, 202A (partim 14%), 209D (partim 19%), 210B, 211A (partim 88%), 217A (partim 15%), 228B, 24C, 24K (partim 32%), 25B, 27C, 28B, 29C, 29D, 2B, 30D, 30E, 30F, 30G, 31C, 32D, 4B (partim 24%), 4C (partim 32%), 6B, 6F, 6G, 81C, Sectie D : percelen 15A, 16K (partim 68%), 17A (partim 6%), 18A, 19C, 1C, 1D, 20D, 20E (partim 90%), 21A, 22D, 22E, 23K, 24 (partim 70%), 25B, 26Y, 27B, 28B, 29A, 2A, 30C, 33B, 37A, 38/02, 38A, 38B, 39, 3A (partim 93%), 40, 41C, 42D, 43A (partim 2%), 44D (partim 13%), 52B, 58A (partim 53%), 62C, 63A, 64A, 65D, 66B, 69A, 70B, 70C, 74A, 75C, 94A (partim 87%), Sectie E : percelen 109C (partim 84%), 109D (partim 47%), 114L2 (partim 14%), 115L2 (partim 92%), 115N2, 115R2 (partim 79%), 115T2 (partim 60%), 116, 117, 118, 120A, 120B, 121A, 121B, 122A, 122B, 123H (partim 61%), 123K (partim 94%), 123R, 124A (partim 51%), 124B (partim 53%), 124C (partim 54%), 124D (partim 53%), 126A, 126B, 127A (partim 39%), 128H (partim 17%), 129A (partim 90%), 136/02A (partim 70%), 151A, 154S, 154T, 155K, 155M, 155N, 155P, 155R, 158, 159 (partim 67%), 160B, 160C, 160D, 161, 162, 165A, 166, 167, 168, 169, 170H, 170K, 170L, 171D, 171E, 172A, 172B, 173, 174, 175, 176, 177A, 178A, 178B, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189A, 189C, 190D, 198H, 211B (partim

7%), 219A, 224C, 235 (partim 47%), 249B (partim 94%), 250A, 252C, 254B, 257A, 258A, 258B, 258C, 258F, 258G, 258H, 259, 260A, 261, 262R (partim 93%), 262Z, 455B (partim 7%), 72H (partim 47%), 72K (partim 60%), 72L (partim 41%), 72M (partim 51%), Afd. 3 Sectie F : percelen 149/02B (partim 70%), 149L, 154C (partim 21%), 155A (partim 93%), 155D, 155F (partim 65%), 416D (partim 77%), 420F (partim 93%), 422C (partim 25%), 431C (partim 52%), 432A (partim 74%), 435A (partim 84%), 436B (partim 83%), 496, 497 (partim 57%), 498, 499, 500, 502, 503, 504, 505 (partim 84%), 514A (partim 73%), 514B, 527B (partim 6%), 552C (partim 91%), 553B, 554/02B, 555H (partim 34%), 638C, 654D (partim 66%), 655A, Sectie H : percelen 10B, 8B (partim 86%), Section I : percelen 1 (partim 61%), 10B (partim 92%), 10C, 11G (partim 54%), 12/02H (partim 43%), 12A (partim 17%), 147A, 147B, 148, 149, 150B, 150C, 150D, 159B, 160, 161, 162, 163, 164A, 164B, 165, 166, 167, 169, 170D, 170E, 171, 172, 173, 174, 3 (partim 85%), 4B, 4C, 79N (partim 58%), 79R (partim 53%), 79V (partim 36%), 79W (partim 26%), 81B, 82D (partim 9%), 82E, 83, 84, 85, 86, 87D, 87F, 88, 89A, 89B, 89C, 89E, 89F, 9, 90, 91B, Afd. 6 Sectie C : percelen 181A (partim 81%), 183 (partim 70%), 186B (partim 84%), 188, 191A (partim 95%), 192A (partim 19%)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Reg^{er}ing van 1 decemb^{er} 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie "BE31007– "Vallée du Train".

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

**BIJLAGE 2: Afbakening van de omtrek
van de Natura 2000 locatie BE31007 – “Vallée du Train”**

2.1. Kaart waarop de omtrek van de locatie wordt afgebakend

De bijgevoegde kaart bepaalt, op de dag van aanwijzing van de locatie, op een schaal van 1/10.000^e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25.000^e):

Deze kaart is ook beschikbaar:

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura.2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

2.2. Schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling van de omtrek van de locatie

Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen die niet opgenomen zijn in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE31007 – « Vallée du Train »

De percelen die kadastraal als volgt bekend zijn of waren, zijn niet opgenomen in de omtrek van de locatie Natura 2000 BE31007 – “Vallée du Train”:

GEMEENTE: CHAUMONT-GISTOUX Afd. 1 Sectie A: percelen 448V, 529D, Sectie B : percelen 153F, 189A4, 189G4, 189K4, Sectie C : percelen 157/02, 175T, 187, 193F, 193G, 197A, 198F4, 202D2, 202H, 202L, 202M, 202N2, 202V2, 205E, 207E, 210L, 371B, 88C, 89B, 89C, 90A, Sectie D : percelen 100/02B, 114C, 118C, 128L, 158E, 36A, 37A, 49N, 49P, 50M, 50N, 52A, 60A, 60B, 70E, Sectie E : percelen 38C, 78A, 9B, Afd. 2 Sectie A : percelen 188G, 201P, Sectie B : percelen 11F, 133/02F, 141P, 143, 145C, 145D, 14C, 168C, 172A, 172E, 173K, 202N, 24G, 24H, 24K, 40A, Sectie C : percelen 11D, 14V, 17B, 187A, 198A, 200A, 24G, 33, 84C, Sectie D : percelen 14B, 14C, 45A, 47A, 48B, 53B, 57A, 59C, 60A, 81D, 89B, 90B, 92A, 93A, Sectie E : percelen 108K, 115K2, 115M2, 115P2, 123L, 123P, 133A, 149L, 153/02H, 155F, 155L, 157D, 209D, 210, 224B, 231K, 232F, 249A, 262K, 262P, Afd. 3 Sectie F : percelen 149N, 155E, 418G, 420G, 506, 517, Sectie H : percelen 10A, 11A, 14A, 7B, 8A, 9A, 9B, Sectie I : percelen 104A, 104B, 105A, 117B, 11S, 78D, Afd. 6 Sectie C : percelen 171A, 194A
GEMEENTE: GREZ-DOICEAU Afd 1 Sectie C : percelen 461D, 468, 469, 840, 841, 842

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Reg^{er}ing van 1 decemb^{er} 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie “BE31007– “Vallée du Train”.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 3: Lijst van de soorten natuurlijke habitats en van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen en daarbij behorende gegevens; samenvatting van de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de Natura 2000-locatie "BE31007 – Vallée du Train" is gekozen

Deze bijlage vermeldt, rekening houdend met de op dit moment beschikbare gegevens:

- de lijst van de types natuurlijke habitats en de lijst van de soorten waarvoor de locatie aangewezen wordt alsook de gegevens respectievelijk met betrekking tot hun oppervlakten, hun populatiebestand en de raming van hun instandhouding; de types natuurlijke habitats en de prioritaires soorten worden met een asterisk (*) aangewezen;

- een samenvatting van de resultaten van de beoordeling van het belang van de locatie om de instandhouding te waarborgen van de types natuurlijke habitats met een communautair belang van bijlage VIII en van de soorten met een communautair belang van bijlage IX en/of van de soorten vogels van bijlage XI van de wet van 12 juli 1973 die op de locatie voorkomen.

Deze resultaten verantwoorden de selectie van de locatie als Natura 2000-locatie.

De gegevens betreffende de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en betreffende de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen, voortvloeien uit standaardformulieren met gegevens opgesteld tussen 2002 en 2005. Deze gegevens, beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer ze geselecteerd is, bevatten vergissingen. Ze zijn gedeeltelijk bijgewerkt, in het bijzonder de oppervlakten wat betreft natuurlijke habitats en populatiebestanden van soorten, op basis van de beste beschikbare kennis. De bijwerking van deze gegevens dient te worden nagestreefd.

De locatie BE31007 werd uitgekozen om de volgende redenen: Naast de min of meer vochtige terreinen langs de waterlopen omvat de locatie zandgroeven en compacte bossen ("Bois de Chaumont, de Glabais, de l'Etoile..."). De locatie bestaat uit twee afzonderlijke entiteiten die respectievelijk in het noorden en in het zuiden van Chaumont-Gistoux gelegen zijn. De kwaliteit van de waterlopen is verschillend. Elementen van Ranunculion fluitantis worden nochtans op sommige stroken waargenomen. Op te merken is de aanwezigheid van ruigten, rietland, bosjes van elzen en wilgen en waterkeringen die in visvijvers zijn veranderd. De beboste gedeelten bieden een gediversifieerd mengsel van zuurminnende of neutrofiele zomerbeuken- en eikenbossen met naaldbomen. De locatie omvat ook sommige botanisch waardevolle zandgroeven (aanwezigheid van stukken van Corynephorus canescens, heide met Calluna, overvloedige aanwezigheid van klein vogelpootje, vroege haver en Dwergviltkruid...) asloek een entomofauna rijk aan soorten van de zandachtige milieus (Aculeata (vliesvleugeligen) en basterdzandloopkever). Tenslotte, één van de zandgroeven herbergt een kolonie van oeverzwaluwen.":

A. Types natuurlijke habitats van communautair belang van bijlage VIII bij de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Types natuurlijke habitats van gemeenschappelijk belang	Oppervlak te	EC	UG HIC*
9120	126,37 ha	C	
9160	43,81 ha	C	
9130	18,41 ha	C	
9190	16,37 ha	C	
91E0*	10,19 ha	C	UG 7
6430	4,71 ha	C	
2330	1,73 ha	C	
3260	1,72 ha	C	
3150	1,11 ha	C	
4030	1,00 ha	C	
8220	0,87 ha	C	
3130	0,11 ha	C	

Verklaring: EC : schatting van de staat van instandhouding; A: uitstekende instandhouding; B: goede instandhouding; C: matige instandhouding; UG HIC*: beheerseenheid/-eenheden die de natuurlijke habitat van prioritair communautair belang herbergen of kunnen herbergen (wanneer de nauwkeurige gegevens niet beschikbaar zijn); "-": niet beschikbaar gegeven

2330 : Open grasland met *Corynephorus*- en *Agrostis*-soorten op landduinen

3130 : Oligotrofe tot mesotrofe stilstaande wateren met vegetatie behorend tot het *Littorelletea uniflorae* of *Isoeto-Nanojuncetea*

3150 : Van nature eutrofe meren met vegetatie van het type *Magnopotamion* of *Hydrocharition*

3260 : Submontane en laagland rivieren met vegetaties behorend tot het *Ranunculion fluitantis* en het *Callitricho-Batrachion*

4030 : Droge Europese heide (alle subtypes)

6430 : Voedselrijke zoomvormende ruigten van het laagland en van de montane en alpiene zones

8220 : Kalkhoudende rotshellingen met chasmofytische vegetatie

9120 : Zuurminnende Atlantische beukenbossen met ondergroei van *Ilex* of soms *Taxus* (*Quercion robori-petraeae* of *Ilici-Fagetum*)

9130 : Beukenbossen behorend tot het *Asperulo-Fagetum*

9160 : Sub-Atlantische en midden-Europese wintereikenbossen of eikenhaagbeukbossen

9190 : Oude acidofiele eikenbossen van de zandhoudende vlakten met *Quercus robur*

91E0* : Alluviale bossen met *Alnus glutinosa* en *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padio*, *Alnion incarnae*, *Salicion albae*)

B. Soorten van de bijlagen IX en XI van de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Code	Latijnse naam	Nederlandse naam	populatie			EC
			residente	treksoorten		
				voortpl	winter	
1016	<i>Vertigo moulinsiana</i>	Zeggenkorfslak	P			C
1163	<i>Cottus gobio</i>	Donderpad	P			C
1337	<i>Castor fiber</i>	Europese bever	P			C
A027	<i>Egretta alba</i>	Grote zilverreiger			0-1 i	-
A072	<i>Pernis apivorus</i>	Wespendief		0-1 p		-
A215	<i>Bubo bubo</i>	Oehoe	1 p			-
A236	<i>Dryocopus martius</i>	Zwarte specht	1-3 p			-
A238	<i>Dendrocopos medius</i>	Middelste bonte specht	1-2 p			-

Verklaring: P= aanwezigheid; p = paar; i = eenling; EC: schatting van de staat van instandhouding; A: uitstekende instandhouding; B: goede instandhouding; C: matige instandhouding; vis.: bezoeker; occ: occasioneel; "-": niet beschikbaar gegeven

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie "BE31007- "Vallée du Train".

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 4: Aanwijzing en afbakening van de omtrek van de beheerseenheden van de Natura 2000-locatie BE31007 – “Vallée de la Lasne”**4.1. Lijst van de beheerseenheden die binnen de locatie worden afgebakend**

De locatie herbergt de volgende beheerseenheden:

- UG 1 – Aquatische milieus
- UG 2 – Prioritaire open milieus
- UG 5 – Verbindingsweiden
- UG 7 - Alluviale prioritaire bossen
- UG 8 – Inheemse bossen met een grote biologische waarde
- UG 9 – Bossen habitats van soorten
- UG 10 – Niet-inheemse verbindingssystemen
- UG 11 – Teeltgronden en antropogene elementen

De natuurlijke habitats van communautair belang en de soorten van communautair belang die binnen deze beheerseenheden kunnen worden herbergd, worden nader bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

4.2. Kaart waarop de omtrek van de beheerseenheden wordt afgebakend

De bijgevoegde kaarten bepalen, op een schaal van 1/10.000^e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25.000^e) de omtrek van de beheerseenheden van de locatie. De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Deze kaart is ook beschikbaar:

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie “BE31007– “Vallée du Train”.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/70009]

**1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon
de désignation du site Natura 2000 BE31009 - “Carrières souterraines d’Orp-Jauche”**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée pour la dernière fois par le décret du 22 décembre 2010 modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en ce qui concerne la mise en œuvre du régime Natura 2000, ci-après dénommée ‘la loi du 12 juillet 1973’;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I^{er} du Code de l’Environnement, les articles D.29-1 et suivants;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu’aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d’unités de gestion susceptibles d’être délimitées au sein d’un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu l’enquête publique organisée sur la commune d’Orp-Jauche, du 14 décembre 2012 au 5 février 2013 conformément aux dispositions du Code de l’Environnement relatives à l’organisation des enquêtes publiques, articles D. 29-1 et suivants;

Vu l’avis de la Commission de conservation de Mons, donné le 11 mars 2016;

Considérant la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du Conseil de l’Europe, faite à Berne le 19 septembre 1979 et approuvée par la loi du 20 avril 1989;

Considérant la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002, complétée par les décisions du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, approuvant la liste des sites proposés à la Commission européenne comme sites d’importance communautaire;

Considérant les décisions 2004/798/CE et 2004/813/CE de la Commission du 7 décembre 2004 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d’importance communautaire respectivement pour la région biogéographique continentale et pour la région biogéographique atlantique;

Considérant la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

Considérant les décisions 2011/63/UE et 2011/64/UE de la Commission du 10 janvier 2011 arrêtant, en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil, une quatrième liste actualisée des sites d’importance communautaire respectivement pour la région biogéographique atlantique et pour la région biogéographique continentale;

Considérant les principes d’action préventive, d’intégration et de précaution, tels que visés aux articles D. 1^{er}, D.2, alinéa 3, et D.3, 1^o, du Livre I^{er} du Code de l’Environnement;

Considérant la médiation socio-économique effectuée conformément aux décisions prises par le Gouvernement wallon en date du 30 septembre 2010 et du 7 avril 2011;

Considérant que l’arrêté de désignation tient compte des réclamations et observations émises par les réclamants lors des enquêtes publiques précitées;

Considérant que seules les réclamations formulées dans les délais de l’enquête publique et selon les formalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l’Environnement doivent être prises en compte;

Considérant les réclamations relatives au prétendu non-respect par le Gouvernement wallon des règles en matière d’accès à l’information, de participation du public et d’accès à la justice ainsi que celles portant sur la régression qui aurait été opérée en matière de participation par rapport aux enquêtes publiques de 2008 relatives aux arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant tout d’abord, que, suivant les modalités prévues par le Livre I^{er} du Code de l’Environnement, des enquêtes publiques ont été organisées dans toutes les communes couvertes par un arrêté de désignation; que toute personne avait la possibilité de réclamer dans le cadre de ces enquêtes;

Considérant qu’outre les formalités requises par le Livre I^{er} du Code de l’Environnement pour annoncer la tenue de l’enquête publique, d’autres actions ont été menées volontairement par l’administration afin d’en assurer la meilleure publicité auprès des personnes intéressées;

Considérant ainsi que la diffusion d’information au grand public relative au réseau Natura 2000 a été réalisée avant et pendant l’enquête par plusieurs biais : diffusion de guides de gestion, articles dans la presse spécialisée, colloque, envoi de newsletters, tenues de permanences, expositions, diffusion de spots (capsules) à la Radio Télévision Belge Francophone (RTBF) sur les différents types de milieux ainsi que sur les contraintes que leur gestion et leur protection requièrent, information via Internet (projets d’arrêtés de désignation, textes légaux, cartographie, modèles de formulaires de réclamation, contacts) ; que les principaux documents, textes légaux et réglementaires ont été mis à disposition en allemand; que des séances d’information bilingues (français-allemand) ont été organisées; que ces informations très pertinentes ont permis au public d’être sensibilisé à l’importance de participer à l’enquête publique;

Considérant que sur la base des informations cadastrales et du Système intégré de Gestion et de Contrôle (SIGEC), les propriétaires et gestionnaires de parcelles en Natura 2000 ont reçu un courrier personnalisé de l’Administration les informant de la tenue de l’enquête et comprenant, à titre informatif, la liste de leurs parcelles situées en Natura 2000, des surfaces concernées et des unités de gestion correspondantes; que, préalablement à cet envoi, une campagne d’information spécifique à ce public a été menée;

Considérant ensuite que le fait que les mesures préventives ne figurent plus dans l’arrêté de désignation mais dans des arrêtés à portée générale permet d’harmoniser les mesures à l’échelle de la Région wallonne, en vue d’assurer le respect du principe d’égalité entre les citoyens concernés et d’éviter les disparités d’un site à l’autre non justifiées par des spécificités locales, que les possibilités de réagir dans le cadre des enquêtes publiques par rapport à celles organisées en 2008 pour les huit sites désignés ne sont pas amoindries; qu’en effet, les réclamants ont la possibilité de donner leur avis sur les contraintes qu’implique le régime préventif pour leurs parcelles, en fonction de l’unité de gestion telle que délimitée dans le projet d’arrêté;

Considérant qu'en ce qui concerne la possibilité pour les réclamants de donner un avis sur les objectifs de conservation envisagés à l'échelle du site, il convient de rappeler ce qui suit; que les objectifs de conservation propres à chaque type d'habitat naturel et à chaque espèce d'intérêt communautaire doivent être définis avec précision par le Gouvernement dans un arrêté de portée générale en vertu de l'article 25bis, § 2, de la loi; que cette harmonisation au niveau régional des objectifs de conservation applicables par type d'habitat naturel et par espèce d'intérêt communautaire poursuit également le but d'assurer le respect du principe d'égalité entre les citoyens concernés et d'éviter les disparités d'un site à l'autre non justifiées par des spécificités locales; qu'un projet d'arrêté réglementaire fixant ces objectifs a été établi conformément à l'article 25bis, § 2, de la loi et repris au dossier soumis à enquête publique afin de permettre aux réclamants de donner leurs avis sur les objectifs de conservation envisagés pour le site concerné;

Considérant que la détermination des objectifs de conservation applicables au site s'effectue en se référant aux objectifs fixés par ce projet d'arrêté pour chaque type d'habitat naturel et chaque espèce reprise dans la liste visée à l'annexe 3 de l'arrêté de désignation, laquelle précise, pour le site concerné, les superficies d'habitats et les niveaux de population des espèces à maintenir concrètement sur le site (objectifs quantitatifs); que la combinaison des objectifs repris dans le projet d'arrêté et des données visées à l'annexe 3 ont permis aux réclamants de formuler leurs remarques en connaissance de cause, disposant d'informations sur les futurs objectifs de conservation envisagés concrètement pour le site concerné – à savoir assurer au minimum le maintien des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels le site est désigné, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles le site est désigné, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats –; que la liste des habitats reprise à l'annexe 3 et la cartographie des unités de gestion permettent également, par une lecture conjointe, de déterminer concrètement les objectifs de conservation qui seront appliqués dans les zones concernées, dans la mesure où les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire que ces unités de gestion sont susceptibles d'abriter sont précisés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000;

Considérant que les objectifs de conservation du site de portée générale fixés par le Gouvernement en vertu de l'article 25bis, § 2, de la loi peuvent (mais ne doivent pas) être complétés par des objectifs de conservation spécifiques précisés directement dans l'arrêté de désignation; qu'en l'espèce, il n'a pas été jugé nécessaire de prévoir, de tels objectifs spécifiques, dans la mesure où les objectifs de conservation fixés dans le projet d'arrêté joint à l'enquête publique sont suffisamment précis et scientifiquement appropriés, eu égard aux spécificités du site qui n'appellent pas d'autres précisions à cet égard;

Considérant qu'il ne peut être soutenu que les objectifs de conservation envisagés pour le site concerné ne pouvaient pas être déterminés et n'étaient pas accessibles lors de l'enquête publique; qu'au contraire, c'est précisément pour permettre aux propriétaires et occupants de s'exprimer en connaissance de cause sur ces objectifs qu'il a été décidé de soumettre à l'enquête publique le projet d'arrêté pris en exécution de l'article 25bis, § 2, de la loi en même temps que le projet d'arrêté de désignation;

Considérant que la présente enquête publique ne portait pas, à l'évidence, sur les décisions du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002 et du 4 février 2004 complétées par la décision du 24 mars 2005 relative à la sélection des sites, mais sur les arrêtés de désignation des sites proposés par la Région wallonne et retenus par la Commission comme sites d'importance communautaire (SIC), ainsi que sur le projet d'arrêté réglementaire fixant les objectifs de conservation des sites; que les critiques sur le non respect prétendu des garanties procédurales prévues dans la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et sur l'accès à la justice en matière d'environnement, entrée en vigueur en Belgique le 21 avril 2003, dans le cadre de la procédure de sélection des sites, n'entrent donc pas dans le champ de la présente enquête; que quand bien même serait-ce le cas, force est de constater que ces critiques sont sans fondement;

Considérant, en effet, que concernant l'accès à l'information, la Région wallonne a transposé les exigences de la Convention d'Aarhus et du droit européen en la matière dans le Livre I^{er} du Code wallon et a respecté ces dispositions dans le cadre de la phase de sélection des sites, notamment en publiant sur internet la liste des sites proposés comme site d'importance communautaire suite aux décisions du 26 septembre 2002, du 4 février 2004 et du 24 mars 2005, ainsi que les fichiers standard de données propres à chaque site;

Considérant que, pour ce qui est de la participation du public à ces décisions, le législateur n'a pas estimé devoir prévoir une telle modalité de participation à ce stade, la Directive Habitats ne l'exigeant pas elle-même; que la Cour constitutionnelle a estimé qu'« il relève du pouvoir d'appréciation du législateur décretaal de prévoir une enquête publique préalablement à la désignation définitive des zones qui sont susceptibles d'être déclarées zones spéciales de conservation » (C.A., n° 31/2004, 3 mars 2004, point B.3.4);

Considérant que, en tout état de cause, la soumission conjointe à la même enquête publique du projet d'arrêté de désignation et du projet d'arrêté du Gouvernement wallon fixant les objectifs de conservation, a permis aux propriétaires et occupants de faire valoir leurs observations tant sur le périmètre du site, sur le choix et le périmètre des unités de gestion – et sur les motifs qui justifient ces choix – que sur les objectifs de conservation envisagés pour le site, ceux-ci découlant, comme il a été dit, de la combinaison des dispositions du projet d'arrêté du Gouvernement et des données de l'annexe 3 de l'arrêté de désignation; qu'il est donc inexact d'affirmer que cette enquête intervient trop tard dans le processus décisionnel;

Considérant, en ce qui concerne l'accès à la justice, qu'aucun réclamant n'a introduit de recours contre les décisions du Gouvernement relatives à la sélection des sites précitées, publiées au *Moniteur belge* des 30 juillet 2004 (éd. 2), du 24 mars 2005 et du 23 février 2011, ce qui laisse à penser qu'ils ont considéré que la sélection en elle-même ne leur portait pas préjudice; qu'en revanche, il est certain que les arrêtés de désignation constitueront des actes susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat dès lors qu'ils pourraient causer grief par les contraintes qu'ils imposent aux particuliers; que l'accès à la justice des éventuels réclamants estimant n'avoir pas été suffisamment entendus est donc garanti, conformément à ce qu'exigent les articles 9.2 et 9.3 de la Convention d'Aarhus;

Considérant que les articles D.29-7 et D.29-8 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, qui règlent l'annonce des enquêtes publiques pour les plans de catégorie A.2 dont font partie les arrêtés de désignation n'exigent nullement que figure dans l'avis ou les notifications une référence aux voies de recours éventuelles contre les arrêtés de désignation; que ce type d'information ne doit figurer que dans les décisions administratives des catégories B et C conformément à l'article D.29-22 du même Livre; qu'en outre, le courrier adressé aux propriétaires et gestionnaires annonçant la tenue des enquêtes publiques n'est nullement une exigence légale ou réglementaire;

Considérant, enfin, qu'aucune législation n'impose la consultation d'un conseil quelconque dans le cadre de l'adoption des arrêtés de désignation des sites Natura 2000;

Considérant néanmoins que, sur base de l'article 30, § 2, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le Gouvernement a décidé de consulter les Commissions de conservation sur les réclamations et observations formulées en enquête publique relatives aux projets d'arrêtés de désignation des sites Natura 2000; que les Commissions de conservation ont pour mission de surveiller l'état de conservation des sites Natura 2000 afin d'assurer leur maintien ou leur rétablissement, dans un état de conservation favorable, en tenant particulièrement compte des types d'habitats naturels prioritaires et des espèces prioritaires et en prenant en considération les exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que les particularités locales;

Considérant que les Commissions de conservation sont composées de membres représentant les différents intérêts de la société civile, à savoir d'un président nommé par le Gouvernement, de quatre agents de l'administration régionale, dont un appartenant au service compétent pour la conservation de la nature, un appartenant au service compétent pour l'aménagement du territoire, un appartenant au service compétent pour l'agriculture et un appartenant au service compétent pour l'eau; d'un membre proposé par le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature; d'un membre proposé par le Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne; de deux représentants proposés par des associations ayant pour objet social la conservation de la nature; de deux représentants proposés par les associations représentatives des propriétaires et occupants du ou des sites concernés; de deux représentants proposés par les associations professionnelles ayant pour objet social la défense d'activités agricoles, cynégétiques, piscicoles ou de sylviculture exercées dans le ou les sites concernés; que les groupes d'intérêts représentés dans ces commissions ont l'occasion de participer directement, par leurs représentants, à l'élaboration des avis des Commissions de conservation et donc à la surveillance de l'état de conservation des sites;

Considérant dès lors que les réglementations en matière d'accès à l'information, de participation et d'accès à la justice ont bien été respectées et sont conformes au principe de standstill;

Considérant que la diversité des habitats et des habitats d'espèces rencontrée sur le site Natura 2000 BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" justifie pleinement sa désignation;

Considérant que ce site possède les caractéristiques propres à un site d'importance communautaire au sens de l'article 1^{er} bis, 13°, de la loi du 12 juillet 1973, et qu'il a été retenu comme tel par la Commission européenne dans sa décision du 7 décembre 2004, réactualisée par sa décision du 10 janvier 2011;

Considérant que le site abrite un ensemble majeur de plusieurs types d'habitats naturels d'intérêt communautaire visés à l'annexe VIII de la loi du 12 juillet 1973, identifiés sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site abrite des populations de plusieurs espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IX de la loi du 12 juillet 1973, identifiées sur la base des critères et des données scientifiques synthétisés à l'annexe 3 du présent arrêté;

Considérant que le site répond aux critères de sélection visés à l'article 25, § 1^{er}, et à l'annexe X de la loi du 12 juillet 1973, ainsi qu'il ressort de l'annexe 3 du présent arrêté, et doit en conséquence être désigné comme site Natura 2000 au titre de zone spéciale de conservation;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que chaque arrêté de désignation inclut « la synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site »; considérant, en particulier, que le site BE31009 a été sélectionné pour les raisons suivantes :

« Le site est constitué de milieux souterrains artificiels rassemblant les Caves Pahaut à Orp-Jauche et les souterrains de Folx-les-Caves, englobant eux-mêmes deux réseaux, les Caves Bodart et les Caves Racourt. Les Caves Pahaut ont été érigées en réserve naturelle chiroptérologique des Réserves Naturelles RNOB. Les carrières souterraines en elles-mêmes contribuent à l'habitat de plusieurs espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire; et constituent, par le nombre d'individus, les sites d'hibernation de chauves-souris les plus importants en Brabant wallon. Le site abrite en outre un habitat devenu rare à l'échelle du Brabant Wallon, la prairie de fauche peu intensifiée. »;

Considérant les tableaux repris en annexe 3 comprenant la liste des espèces et habitats pour lesquels le site est désigné, la surface de ces habitats ou la population de ces espèces estimée sur le site ainsi que l'évaluation selon une échelle de A à C, de leur état de conservation;

Considérant que la sélection du site a été réalisée sur base des meilleures connaissances scientifiques et des meilleures données disponibles, découlant notamment de différents travaux d'inventaire, de divers documents photographiques et cartographiques, de la littérature scientifique et de bases de données biologiques;

Considérant que les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standard de données établis entre 2002 et 2005; que ces données estimées à l'échelle du site contiennent des approximations; qu'elles ont été pour partie précisées sur base des meilleures connaissances disponibles, ce qu'il conviendra de poursuivre;

Considérant qu'en ce qui concerne les surfaces d'habitats d'intérêt communautaire reprises en annexe du présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005 et précisées en 2015;

Considérant qu'en ce qui concerne les données des populations d'espèces reprises dans le présent arrêté, les données sont issues des formulaires standards de données établis entre 2002 et 2005 et précisées en 2015;

Considérant que les données relatives aux états de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sont issues des formulaires standard de données établis entre 2002 et 2005 et précisées en 2015; que ces données estimées à l'échelle du site contiennent des approximations qu'il conviendra encore de préciser ultérieurement;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables contient les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000, le cas échéant en surimpression à d'autres types d'unité de gestion, ainsi que les interdictions particulières et les autres mesures préventives particulières qui y sont associées;

Considérant qu'en vue d'assurer la réalisation des objectifs de conservation envisagés pour le site, il convient de délimiter sur le site les unités de gestion "UG 2 - Milieux ouverts prioritaires, UG 3 - Prairies habitats d'espèces, UG 5 - Prairies de liaison, UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique, UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques";

Considérant qu'en ce qui concerne l'obligation de cartographier la localisation des « principaux habitats naturels » exigée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 6^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, celle-ci n'implique pas de devoir localiser avec précision chaque type d'habitat naturel et chaque population d'espèce au sein du site; que les termes « habitats naturels » visés à cette disposition renvoient à la définition de l'article 1^{er}bis, 2^o, qui vise « les zones terrestres ou aquatiques dont les caractéristiques géographiques et abiotiques et dont les possibilités de colonisation naturelle permettent la présence ou la reproduction de populations d'espèces de faune ou de flore sauvages. Les habitats sont dits naturels, que leur existence soit ou non due à une intervention humaine »; que le terme « principaux » indique qu'il s'agit seulement de localiser les grandes catégories d'habitats naturels du site – tels que forêts feuillues ou résineuses, milieux ouverts semi-naturels, prairies, plans et cours d'eau, milieux urbanisés, cultures, etc. – et non chaque type précis d'habitat naturel d'intérêt communautaire au sens de l'article 1^{er}bis, 3^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que, dès lors, ladite cartographie reprise dans l'arrêté de désignation peut être considérée comme correspondant à celle des unités de gestion dans la mesure où celles-ci sont définies, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011, par grand type(s) de milieu(x) justifiant des mesures globalement homogènes de gestion; que les contraintes applicables à chaque parcelle peuvent être facilement connues; qu'il s'agit en effet, d'une part, de contraintes applicables à tout le site, à savoir celles qui sont contenues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 relatif aux mesures préventives générales et, d'autre part, des mesures d'application dans l'unité de gestion concernée au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011; qu'en outre, les données reprises à l'annexe 3 permettent de compléter cette cartographie et d'identifier les habitats naturels présents dans la zone concernée;

Considérant que le régime de protection des sites Natura 2000 prévoit la soumission d'une série d'actes et travaux, non soumis à permis en vertu d'autres législations, à dérogation, autorisation ou notification de la compétence du DNF; qu'il s'agit d'interdictions relatives dans la mesure où elles peuvent être levées pour autant que les actes qu'elles visent ne portent pas atteinte à l'intégrité du site conformément à ce que prévoit l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; qu'il en va de même en ce qui concerne les actes soumis à permis en vertu d'une autre législation; qu'en tout état de cause, des travaux pourraient être autorisés pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale et économique, moyennant le respect des conditions de dérogation visées à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, à savoir l'absence de solutions alternatives et l'adoption de mesures compensatoires nécessaires pour assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000;

Considérant l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature qui prévoit l'interdiction de détériorer les habitats naturels et de perturber les espèces pour lesquels les sites ont été désignés, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de Natura 2000; que cet article est potentiellement applicable aux actes commis en dehors des sites Natura 2000; que l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, relatif à l'évaluation appropriée des incidences sur l'environnement, s'applique également à des projets et plans situés en dehors des sites Natura 2000 et susceptibles d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000 eu égard aux objectifs de conservation de ce site;

Considérant, en ce qui concerne la proportionnalité des mesures, que le Gouvernement a mis en place un régime préventif reposant sur des contraintes graduelles en fonction de la sensibilité des habitats et des espèces d'intérêt communautaire aux perturbations, sous la forme respectivement d'interdictions, d'autorisations et de notifications; que les premières visent les activités qui sont susceptibles dans la plupart des cas, d'avoir un impact significatif sur les écosystèmes protégés, alors que les dernières visent les activités qui ne peuvent avoir un tel impact que dans certaines circonstances;

Considérant que le choix des mesures applicables par le Gouvernement dans ses arrêtés des 24 mars 2011 et 19 mai 2011 s'est fait sur la base de considérations scientifiques, tout en tenant compte des exigences socio-économiques, conformément au droit européen, de manière à impacter le moins possible les activités économiques ou d'utilité publique;

Considérant que la possibilité pour l'autorité compétente de refuser ou simplement d'assortir son autorisation de conditions, ainsi que la possibilité pour celle-ci d'accorder des dérogations aux interdictions au cas par cas, démontrent la volonté du Gouvernement de n'imposer que les contraintes strictement nécessaires à la réalisation des objectifs de conservation au sein du réseau Natura 2000;

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'exclut pas l'extension d'infrastructures telles que des exploitations agricoles, des stations d'épuration, des lignes électriques, des voies de chemin de fer, des voiries, des canalisations de gaz, etc., pour autant que celle-ci soit couverte par la ou les autorisations requises et qu'elle ait fait l'objet, si nécessaire, d'une évaluation appropriée des incidences préalable conforme aux modalités et aux conditions visées à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant les réclamations émises par certaines personnes quant à l'impossibilité de gérer certaines situations d'urgence dans le cadre du régime préventif mis en place dans les sites une fois que les sites seront désignés; que ni les Directives Oiseaux et Habitats, ni la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'envisagent explicitement les situations d'urgence; que l'interdiction générale visée à l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature n'exclut de son champ d'application que les interventions du bourgmestre dans le cadre de ses compétences de police générale; que les interventions des administrations régionales et locales qui n'entrent pas dans ce cadre, quand bien même seraient-elles justifiées par l'urgence, restent soumises à cette interdiction, sauf à respecter les conditions de la dérogation visée à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ainsi que ceci ressort de la jurisprudence récente de la Cour de justice sur l'article 6, § 2, de la Directive Habitats (arrêt *Alto Sil*);

Considérant que les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 prévoient différentes hypothèses dans lesquelles certaines mesures préventives ne trouvent pas à s'appliquer pour des motifs de sécurité publique (coupe d'arbres menaçant la sécurité publique le long des routes, chemins, sentiers, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz dans l'UG 6 « forêt prioritaire » par ex.); que s'agissant des interventions dans les cours d'eau, notamment en cas de risques d'inondation, aucune mesure préventive n'interdit ni ne soumet à autorisation ou notification les interventions pour retirer des embâcles ou pour abattre des arbres devenus un danger pour la sécurité publique; que dans les forêts hors régime forestier, les arbres morts menaçant la sécurité et non situés le long des routes, chemins, sentiers au sens du Code forestier, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz, peuvent être abattus pour autant qu'ils soient laissés « couchés » sur place (article 3, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011); que dans les UG 1, aucune mesure n'apporte de contraintes à cet égard, sauf si la mesure d'urgence implique une modification du relief du sol;

Considérant, en tout état de cause, qu'une procédure accélérée de dérogation et d'autorisation « Natura 2000 » est prévue par l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000; qu'une autre possibilité consiste à prévoir les interventions d'urgence à des fins de sécurité publique dans un « plan de gestion » au sens de l'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

Que par ailleurs, il faut noter que ni le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie (CWATUPE), ni le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement n'exonèrent les actes, travaux ou installations des formalités applicables pour des motifs liés à l'urgence ou à la sécurité publique; qu'il n'est donc pas disproportionné ni discriminatoire de ne pas prévoir de telles exceptions dans le régime Natura 2000;

Considérant qu'en ce qui concerne les restrictions d'accès sur les routes, chemins et sentiers dans les sites Natura 2000 ou encore aux cours d'eau non navigables ou à certains barrages, aucune forme particulière d'accès n'est soumise à contrôle par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 mars 2011 et 19 mai 2011;

Considérant, en revanche, qu'en vertu du principe du cumul des polices administratives, les règles sur la circulation en forêt ou dans les cours d'eau restent entièrement d'application dans les sites Natura 2000;

Considérant également, en ce qui concerne le caractère proportionné des mesures, que, de manière générale, le fait que certaines mesures préventives impliquent parfois des actions « positives » de la part des propriétaires et occupants, plutôt qu'uniquement des abstentions, n'implique pas pour autant que ces mesures doivent obligatoirement figurer au titre des mesures de gestion active;

Considérant en effet que de nombreuses dispositions de police administrative, le cas échéant sanctionnées pénalement, impliquent des « obligations de faire » dans l'intérêt général, et ce sans indemnisation, comme par exemple en matière d'échardonnage des prairies, de gestion des cours d'eau non classés, d'égagement des arbres surplombant la voie publique, de maintien en bon état de propreté des accotements et des trottoirs ou encore de réparation des chemins vicinaux;

Considérant que, dans le cadre du régime Natura 2000, les contraintes découlant des mesures préventives, y compris celles qui sont susceptibles d'entraîner certaines obligations positives dans le chef de leurs destinataires, sont compensées financièrement par les indemnités ainsi que par les exonérations fiscales;

Considérant que les mesures d'interdiction de l'accès au bétail aux cours d'eau ne sont pas spécifiques à Natura 2000; que celles-ci étaient déjà d'application, sans compensation financière, sur environ la moitié du territoire wallon en vertu de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ainsi que de l'arrêté royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables; que les impositions de cette législation ont été récemment modifiées et renforcées par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant l'obligation de clôturer les terres pâturées situées en bordure des cours d'eau et modifiant diverses dispositions; que l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 organisant un régime de subvention en faveur des éleveurs pour l'équipement des pâtures le long des cours d'eau et l'arrêté du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale prévoient des possibilités de financement d'installation de clôtures;

Considérant que l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 11^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit que les arrêtés de désignation doivent contenir, « *compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens proposés pour atteindre les objectifs de conservation* », y compris ceux qui sont mentionnés à cette disposition, dont le contrat de gestion active; que le présent arrêté reprend la liste proposée par la loi sans spécifier les moyens qui seront utilisés par parcelle ou par unité de gestion; qu'une telle précision n'est pas requise par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'afin de permettre une négociation la plus large possible avec les propriétaires et occupants à l'occasion de la concertation visée à l'article 26, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ou la conclusion de toute autre convention conformément à l'article 26, § 3, alinéa 4, de la même loi, il est préférable de laisser ouvertes toutes les options dans l'arrêté de désignation; que cela permettra à l'autorité compétente d'évaluer, au cas par cas, en fonction des besoins locaux en termes de conservation, des exigences socio-économiques et des souhaits des propriétaires et occupants concernés les moyens les plus appropriés pour assurer la gestion active des parcelles au sein des différentes unités de gestion;

Considérant que vouloir obtenir ce degré de précision dans l'arrêté de désignation aurait retardé considérablement son adoption, alors que celle-ci permet de rendre applicable le régime préventif dans sa totalité;

Considérant que les propriétaires et occupants ont eu l'occasion, dans le cadre de l'enquête publique, de déposer des réclamations sur la délimitation des unités de gestion et sur les objectifs de conservation envisagés pour le site – à savoir, pour rappel, assurer le maintien, sur les sites concernés, des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels les sites sont désignés, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles les sites sont désignés, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats –, étant donné que le projet d'arrêté établissant ces objectifs généraux était repris dans le dossier soumis à enquête publique;

Considérant que ces éléments permettaient déjà de déterminer les objectifs à poursuivre dans le cadre de la gestion active; que leur confiance n'est donc nullement trompée dans la mesure où la liste des moyens proposés reste totalement ouverte et qu'elle n'est pas précisée parcelle par parcelle; que l'effet utile de l'enquête n'est pas affecté puisque les propriétaires et occupants peuvent déjà faire valoir leurs observations sur la configuration des unités de gestion, qui détermine largement le type de contraintes dont feront l'objet les parcelles qui y sont situées;

Considérant que le terme « plan de gestion » au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables vise soit le plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, soit le plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, soit le plan de gestion d'une réserve forestière, soit l'aménagement forestier adopté après le 13 septembre 2009, soit l'aménagement forestier existant avant cette date mais révisé conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, du Code forestier, soit l'avis conforme remis par la DGO3 pour une prairie de haute valeur biologique en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales; que les plans de gestion ne font pas partie du contenu obligatoire des arrêtés de désignation tel que fixé par le législateur;

Considérant que le régime de protection primaire et le régime préventif applicables respectivement aux sites candidats et aux sites désignés comme sites Natura 2000 en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne constituent ni une expropriation, ni une mesure pouvant être assimilée à une expropriation au sens de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, mais bien des mesures visant à réglementer l'usage des biens qui n'entraînent en rien la *privation* du droit de propriété, même de façon indirecte; que ces régimes s'inscrivent directement dans le cadre de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} du Premier Protocole qui autorise les Etats à réglementer l'usage des biens aux fins de l'intérêt général;

Considérant, en particulier, que les contraintes imposées à l'exploitation des terres agricoles concernées dans les UG 2 et 3 n'entraînent nullement l'interdiction définitive d'exploiter ces terres – notamment d'y faire paître du bétail ou de récolter l'herbe, qu'elles impliquent uniquement l'obligation de modifier certaines pratiques agricoles pour se concilier avec les exigences écologiques des espèces et habitats concernés, lesquels, par définition, sont liés à des milieux agricoles et non des milieux vierges de toute activité humaine; que le mécanisme d'indemnisation prévu par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les exemptions fiscales accordées aux propriétaires contribuent en tout état de cause à compenser les coûts supplémentaires et les pertes de revenus que pourraient subir certains exploitants, garantissant ainsi le « juste équilibre » à respecter entre les nécessités de l'intérêt général et le droit au respect des biens consacré par la Convention européenne des droits de l'homme;

Considérant que des avantages financiers sont accordés aux propriétaires et gestionnaires de terrains situés en Natura 2000 afin de compenser les contraintes légales et réglementaires supplémentaires qui y sont d'application du fait de leur inclusion dans le réseau Natura 2000;

Considérant que l'indemnisation des exploitants agricoles prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 en exécution de l'article 31 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature a été calculée à partir d'une évaluation économique objective; que cette indemnisation permet de compenser, les coûts supplémentaires et les pertes de revenus éventuels résultant de cette réglementation de l'usage des biens, garantissant ainsi le caractère proportionné de la mesure; que conformément à l'exigence de proportionnalité, l'indemnisation est supérieure dans le cadre du régime préventif, celui-ci étant plus contraignant que le régime de protection primaire dans les UG 2 et 3;

Considérant que pour une indemnité considérablement moindre, 5 % des superficies de prairies wallonnes sont actuellement engagées dans la méthode agri-environnementale de la MAE2 « prairie naturelle »; que dans un souci de proposer des compensations suffisantes, les niveaux d'indemnisation sont nettement supérieurs et dépassent aux plafonds des règlements européens fixés à 200 euros par hectare et par an;

Considérant que, à ces indemnités s'ajoutent une exemption du précompte immobilier, des droits de succession et, depuis 2011, des droits de donation, dans le chef des propriétaires;

Considérant dès lors que, en aucun cas, il ne saurait être question d'une expropriation *de facto*, disproportionnée par rapport aux objectifs de conservation poursuivis en application du droit européen, à savoir assurer le maintien, sur les sites concernés, des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels les sites sont désignés, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles les sites sont désignés, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats;

Considérant les réclamations émises en enquête publique relatives à la prétendue violation du principe de « standstill »;

Considérant qu'il est, en particulier, reproché au Gouvernement d'avoir réduit sensiblement le niveau de protection des huit sites déjà désignés par le Gouvernement le 30 avril 2009, sans pour autant donner des motifs d'intérêt général susceptibles de justifier une telle régression sensible;

Considérant qu'« *il faut une approche globale de la réforme pour apprécier dans quelle mesure, au terme du bilan « coûts-avantages », la réforme apporte un recul ou non* » (C.E., n° 187.998, 17 novembre 2008, *Coomans et crts.*; voy. également, C.E., n° 191.272, 11 mars 2009, *asbl Inter-Environnement Wallonie*);

Considérant que, à la suite de l'adoption des huit premiers arrêtés de désignation le 30 avril 2009, il a été décidé de réformer le système afin d'en améliorer la lisibilité et, dès lors, la mise en œuvre sur le terrain; qu'une nouvelle stratégie de désignation de l'ensemble des sites Natura 2000 et de protection de ceux-ci a ainsi été élaborée et que, dans ce cadre, il a ainsi été décidé de scinder la désignation des sites (périmètres, dénomination, découpage en unités de gestion, parcelles cadastrales) des mesures de protection et de gestion applicables dans ceux-ci; que ceci permet d'alléger le contenu des arrêtés de désignation par la création d'un socle commun dont la lisibilité a été améliorée;

Considérant que les mesures ont été revues de manière à les rendre davantage contrôlables sur le terrain avec pour objectif d'en assurer une mise en œuvre effective et efficace; que le champ d'application territorial de certaines mesures a été élargi;

Considérant que, de façon globale, les huit sites désignés le 30 avril 2009 ne seront pas moins bien protégés aujourd'hui puisque leurs arrêtés de désignation seront abrogés et remplacés, par souci d'égalité des propriétaires et occupants concernés, d'harmonisation, de cohérence et d'efficacité, sans opérer de régression sensible dans la protection;

Considérant que l'analyse du régime applicable aux sites désignés le 30 avril 2009 et du régime actuel ne conduit pas à la conclusion d'un moindre niveau de protection globale étant entendu que certaines dispositions ont été identifiées dans les arrêtés de désignation du 30 avril 2009 comme redondantes par rapport aux dispositions prises par d'autres législations en vigueur telles que la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale et le Code forestier;

Considérant que le caractère moins « spécifique » des mesures préventives et des objectifs de conservation (à l'époque encore « objectifs de gestion active ») n'implique aucune régression dans la protection; qu'en effet, les objectifs de conservation, tels que déjà rappelés, seront harmonisés à l'échelle de la Région (espèce par espèce/habitat par habitat) sans pour autant être réduits dans leur contenu ni dans leur valeur juridique; que cette harmonisation permet de respecter mieux l'égalité entre propriétaires et occupants et réduit considérablement la lourdeur des arrêtés de désignation adoptés le 30 avril 2009;

Considérant que le caractère moins précis de la cartographie des habitats d'intérêt communautaire n'entraîne pas pour autant une régression quelconque dans le contenu de la protection s'appliquant aux espèces et habitats concernés, qui restent protégés par le régime préventif prévu à l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et dans ses arrêtés d'exécution;

Considérant que le contenu des objectifs de conservation envisagés pour le site – à savoir assurer le maintien, sur les sites concernés, des superficies et de la qualité existantes des types d'habitat naturel pour lesquels les sites sont désignés, reprises à l'annexe 3 du présent arrêté, ainsi que le maintien des niveaux de populations des espèces pour lesquelles les sites sont désignés, repris à l'annexe 3 du présent arrêté, de même que les superficies et la qualité existantes de leurs habitats – et des mesures préventives – reprises dans les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et du 19 mai 2011 – a certes changé par rapport au contenu des arrêtés de désignation du 30 avril 2009, mais pas dans le sens d'une régression ni *a fortiori* d'une régression sensible;

Considérant qu'en ce qui concerne les critères sur base desquels les arrêtés de désignation ont été établis, ils sont limités aux exigences prescrites par les Directives Oiseaux et Habitats ainsi que par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, que l'objectif poursuivi par ces textes est d'assurer le maintien ou le rétablissement des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable; que la sélection et la délimitation des sites ne peut être établie que sur base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique;

Considérant que les unités de gestion consistent en des périmètres d'un seul tenant ou non, situés à l'intérieur d'un site Natura 2000 qui requièrent des mesures de conservation globalement homogènes et qui sont délimitées en fonction de critères écologiques, techniques et/ou socio-économiques;

Considérant que la Région wallonne a des responsabilités en termes de maintien dans un état de conservation favorable d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire; que certains de ces habitats et espèces peuvent s'avérer bien représentés en Région wallonne mais justifient un régime de protection strict compte tenu de leur rareté relative à l'échelle européenne;

Considérant qu'il n'y a pas lieu pour l'instant de procéder à l'ajout de parcelles par rapport au périmètre du site soumis en enquête publique, ce dernier satisfaisant aux critères de sélection fixés par les Directives Oiseaux et Habitats et par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'en ce qui concerne les demandes de retraits, celles-ci n'ont pas été acceptées dans la mesure où elles concernent des parcelles répondant aux critères scientifiques de sélection des sites ou nécessaires à la cohérence du réseau Natura 2000 et à l'atteinte des objectifs de conservation envisagés pour le site;

Considérant que certaines parcelles, bien que reprises dans les cartes annexées à l'arrêté de désignation, sont exclues du site par le biais d'une liste annexée à l'arrêté de désignation (voir annexe 2.2); que cette façon de procéder est autorisée par l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature selon lequel les prescriptions littérales relatives à la délimitation du site et des unités de gestion l'emportent sur les prescriptions graphiques en cas de discordance; que, sur le plan pratique, la taille des parcelles bâties peut parfois être très réduite; que, pour éviter de « miter » les cartes par la délimitation desdites parcelles, l'option de la liste des parcelles exclues du site sans indication sur la carte proprement dite a été préférée;

Considérant que pour des raisons de stabilité temporelle, la cartographie Natura 2000 est basée sur le référentiel de l'IGN vectoriel au 1/10.000^e; que, comme tout référentiel cartographique, il ne s'agit que d'une représentation de la réalité de terrain; qu'il peut en résulter des imprécisions par rapport à cette réalité ou des modifications sur le terrain non prises en compte par la cartographie;

Considérant que la référence officielle en matière de parcellisation cadastrale est la matrice cadastrale et que les couches cartographiques qui en découlent (CADMap) ne se basent pas sur un référentiel particulier mais sont une numérisation des plans parcellaires;

Considérant que le SIGEC est le résultat de la digitalisation de l'ensemble des parcelles agricoles déclarées en Région wallonne sur base de photographies aériennes orthorectifiées;

Considérant que les parcelles cadastrales et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas rigoureusement superposables; que, de même, les parcelles du SIGEC et les éléments de la couche Natura 2000 ne sont pas non plus rigoureusement superposables; qu'il en résulte des décalages; qu'il convient dès lors d'interpréter cartographiquement et sur le terrain afin d'identifier les limites réelles de parcelles et des unités de gestion dont les couches cartographiques ne sont que des représentations;

Considérant qu'en ce qui concerne le plan de secteur, les couches cartographiques présentent des limitations d'utilisation décrites et disponibles sur le lien http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; que des décalages existent entre le plan de secteur et l'IGN qui a servi de référentiel à la cartographie Natura 2000;

Considérant qu'au sein de notre Etat fédéral, les compétences d'attribution sont exclusives, sous réserve du respect du principe de proportionnalité et du respect de la loyauté fédérale; qu'une entité fédérée ne peut pas rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice par l'Etat fédéral de ses compétences; qu'en l'espèce, la Région wallonne n'empiète pas directement sur les compétences fédérales;

Considérant qu'en ce qui concerne plus particulièrement les chemins de fer, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ne poursuit qu'un objectif de conservation de la nature et ne règle pas la gestion et l'entretien des infrastructures ferroviaires en soi; qu'un cumul est possible entre les deux polices administratives; que si certaines contraintes peuvent découler du régime préventif, *a priori*, il ne rend pas pour autant « impossible » ou « exagérément difficile » le maintien et l'entretien des infrastructures; qu'en cas de risque d'atteinte à l'intégrité du site, par exemple par les engins de chantier, il existe toujours une dérogation possible pour raison d'intérêt public majeur en vertu de l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que certains réclamants soulèvent d'éventuelles incompatibilités entre certaines dispositions des arrêtés de désignation et celles de la police administrative spéciale dont ils ont la charge (par ex. la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer ou la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation); que ces incompatibilités seraient contraires à la hiérarchie des normes, dans la mesure où ces règles ont valeur législative alors que les arrêtés de désignation n'auraient qu'une valeur réglementaire;

Considérant que ces affirmations sont sans fondement, aucune incompatibilité concrète n'étant démontrée; que les servitudes légales prévues par les législations de police relatives aux infrastructures d'utilité publique imposent des restrictions au droit de propriété des riverains de ces infrastructures qui, conformément au principe de cumul des polices administratives, se cumulent aux prescriptions du régime de protection primaire applicable aux sites candidats et au régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Considérant que les propriétaires et occupants, gestionnaires des terres, sont tenus de respecter toutes les servitudes légales applicables à leur propriété sans que cela ne pose pour autant un problème d'incompatibilité entre l'arrêté de désignation et les prescriptions de ces législations de police;

Considérant que le cumul implique effectivement l'obligation pour le gestionnaire de l'infrastructure de respecter les règles découlant du régime préventif applicable aux sites Natura 2000, y compris l'obligation, le cas échéant, de solliciter la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature lorsque le projet implique une atteinte à l'intégrité du site; qu'il ne s'ensuit pas pour autant que l'arrêté de désignation violerait les législations de police administrative concernées; que la possibilité de solliciter une dérogation pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature socio-économique ou en lien avec la sécurité et la santé publiques, permettent au demeurant aux gestionnaires des infrastructures d'utilité publique de mener à bien des projets justifiés par de telles raisons en l'absence de solutions alternatives et moyennant compensation ;

Considérant, en outre, que les mesures préventives découlant du régime préventif applicables aux sites suite à leur désignation comme sites Natura 2000 ne remettent par ailleurs pas en cause les missions de service public confiées aux organismes d'intérêt public et en particulier les entreprises publiques autonomes dont Infrabel visées par les législations organiques telle que la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (art. 156);

Considérant que le régime préventif applicable aux sites Natura 2000 n'interdit qu'un nombre très limité d'activités, généralement agricoles ou sylvicoles et uniquement dans certaines unités de gestion très fragiles;

Considérant, pour le surplus, que la principale contrainte découle de l'obligation, pour l'autorité gestionnaire, de ne pas perturber de façon significative ni de détériorer respectivement les espèces et les habitats d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, prescrite par l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et de ne pas porter atteinte à l'intégrité du site via des plans ou des permis susceptibles d'avoir des effets significatifs sur le site conformément à l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant que ces contraintes peuvent être levées, par la dérogation prévue à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, pour des raisons impératives d'intérêt public majeur y compris la sécurité et la santé publiques ou de nature socio-économique et après avis de la Commission si le site abrite des habitats ou espèces prioritaires; que ce cadre est fixé par la Directive 92/43 du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, et ne peut être modifié, sous peine de violer le droit européen;

Considérant que si une contradiction manifeste devait être constatée entre les dispositions réglementaires d'un arrêté de désignation et une disposition d'une législation de police ou d'une législation organique organisant des services publics utilisant des infrastructures dans ou à proximité d'un site Natura 2000, cette contradiction ne découlerait pas de l'arrêté de désignation mais directement des dispositions de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (art. 28 et 28bis) établissant le régime préventif applicable dans les sites Natura 2000; que l'arrêté de désignation n'est qu'un acte-condition à valeur principalement réglementaire dont l'adoption a pour principal effet de déclencher l'entrée en vigueur, dans le périmètre qu'il délimite, d'une série de mesures préventives à caractère législatif, au même titre, par exemple, qu'un arrêté de classement, qui, en dépit de sa valeur individuelle, rend applicable au site classé le régime de protection prévu par la législation sur la protection du patrimoine;

Considérant qu'en ce qui concerne la possibilité de prendre en compte, au stade de la délimitation du site, l'existence ou les projets d'infrastructures d'utilité publique ou d'équipements de service public tels que des stations d'épuration existantes ou à créer, des lignes de chemin de fer, le réseau routier, des canalisations, etc., il importe de rappeler que le Gouvernement wallon ne peut fonder ses désignations de sites que sur des critères purement scientifiques définis par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, qu'il n'est donc pas possible d'exclure certaines parties du périmètre d'un site répondant aux critères de classement comme site Natura 2000 uniquement pour éviter d'inclure dans le périmètre du site des parcelles destinées à l'implantation ou l'exploitation d'infrastructures, fussent-elles d'utilité publique;

Considérant qu'en revanche, les possibilités de déroger au régime préventif pour des raisons impératives d'intérêt public majeur prévues à l'article 29, § 2, alinéas 4 et 5, de la loi du 12 juillet 1973, permettent aux gestionnaires de mener des activités en dépit de leur impact sur les sites, moyennant le respect de certaines conditions;

Considérant qu'en ce qui concerne la demande de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du Service public de Wallonie (SPW), de l'ASBL GRACQ et de l'ASBL Chemins du rail relative au souhait de préserver les assiettes des voies de chemin de fer désaffectées en vue de développer le RAVeL ou de nouvelles voies de chemin de fer et de leur suggestion d'inclure systématiquement les voies de chemin de fer dans l'unité de gestion anthropique (UG 11) sur minimum 12 mètres ainsi que la demande d'Infrabel d'exclure le domaine de l'infrastructure ferroviaire et tout ou partie des parcelles qui se trouvent dans une zone de 20 mètres mesurée à partir du franc-bord du chemin de fer, le Gouvernement ne peut sélectionner et délimiter les sites que sur la base de critères scientifiques et non sur des considérations d'ordre socio-économique; qu'il ne saurait donc être question d'exclure un réseau de voirie ou des voies de chemin de fer d'un site sans justification scientifique;

Considérant qu'il n'y a pas d'incompatibilité de principe entre le régime préventif découlant de l'adoption de l'arrêté de désignation et la police des chemins de fer, ce qui exclut toute irrégularité liée au prétendu non-respect de ladite police des chemins de fer; qu'il s'agit de deux polices administratives distinctes dont les effets se cumulent; que, quand bien même une contradiction pourrait être relevée, ce qui n'a pas été le cas dans le cadre des enquêtes publiques, l'arrêté de désignation, du moins lorsqu'il ne comporte pas d'objectifs de conservation spécifiques ni de mesures préventives ou d'interdictions spécifiques, c'est-à-dire des mesures et interdictions propres au site, présente la nature d'un acte-condition, dont l'entrée en vigueur conditionne l'application d'un régime préventif d'origine décrétable issu de l'article 28 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; que deux règles de police de même niveau hiérarchique se cumulent au profit de la plus restrictive;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est désigné comme site Natura 2000 BE31009 – “Carrières souterraines d’Orp-Jauche”, l’ensemble des parcelles et parties de parcelles cadastrales visées à l’annexe 1 du présent arrêté et situées sur le territoire de la commune de Orp-Jauche.

Le périmètre du site, délimité sur une carte à l’échelle 1/10.000^e, ainsi que les prescriptions littérales qui visent à le préciser sont fixés par l’annexe 2 du présent arrêté.

Le site Natura 2000 BE31009 – « Carrières souterraines d’Orp-Jauche » couvre une superficie de 12,37 ha.

Art. 2. Sont précisés à l’annexe 3.A., compte tenu des données disponibles :

- 1° les types d’habitats naturels d’intérêt communautaire que le site abrite et pour lesquels le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les habitats naturels prioritaires présents dans le site;
- 2° leur surface et leur état de conservation tel qu’estimés à l’échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales abritant les habitats naturels prioritaires présents dans le site.

Art. 3. Sont précisés à l’annexe 3.B., compte tenu des données disponibles :

- 1° les espèces d’intérêt communautaire et les espèces d’oiseaux pour lesquelles le site est désigné, en précisant, le cas échéant, les espèces prioritaires présentes dans le site;
- 2° leur niveau de population et leur état de conservation tels qu’estimés à l’échelle du site au moment de sa sélection ainsi que, le cas échéant, la ou les unités de gestion principales qui abritent les espèces prioritaires présentes dans le site.

Art. 4. Concernant les parties du site proposées comme zone spéciale de conservation, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l’annexe X de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Concernant les parties du site proposées comme zones de protection spéciale, les critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site sont ceux visés à l’article 25, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 ainsi que les informations scientifiques pertinentes.

Les résultats relatifs à l’application de ces critères au site sont synthétisés aux annexes 3.A et 3.B du présent arrêté.

Art. 5. Les unités de gestion présentes sur le site et la carte délimitant leur périmètre sont fixées à l’annexe 4 du présent arrêté.

Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d’habitats naturels que le site abrite.

Art. 6. Compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales, les moyens de gestion active proposés pour atteindre les objectifs de conservation du site peuvent être :

- la conclusion d’un contrat de gestion active ou toute autre forme de contrat conclu par la Région wallonne avec des propriétaires ou occupants concernés;
- la création d’une réserve naturelle domaniale ou agréée ou d’une réserve forestière;
- la modification de l’aménagement forestier éventuellement en vigueur;
- l’adoption d’un plan de tir pour les espèces de grand gibier à contrôler (dans le ressort du ou des conseils cynégétiques concernés);
- la modification du plan de gestion du régime hydrique des terres agricoles établi par le wateringue conformément à la législation en vigueur;
- la mise de terrains à la disposition de la Région wallonne ou d’une association de protection de la nature reconnue conformément à l’article 17, 1^o, de l’arrêté de l’Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986;
- la modification, le cas échéant, du plan d’assainissement par sous-bassin hydrographique en vigueur sur le site et/ou l’adaptation du programme de mesures de protection des eaux adopté le cas échéant en vertu du Code de l’Eau;
- la modification des programmes de travaux de curage et d’entretien du cours d’eau;
- l’adoption de mesures agri-environnementales;
- tout autre moyen de gestion active pertinent suggéré lors de la concertation.

Art. 7. Le site Natura 2000 BE31009 – « Carrières souterraines d’Orp-Jauche » dépend de la Commission de conservation de Mons.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2017.

Art. 9. Le Ministre de la Nature est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l’Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 1 : Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales comprises dans le site Natura 2000 BE31009 – Carrières souterraines d'Orp-Jauche

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit sont comprises dans le site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ” :

COMMUNE : ORP-JAUCHE Div 1 Section D : parcelles 257P (partim 53%), Div 2 Section C : parcelles 275A (partim 17%), 276C, 276D (partim 80%), 277D (partim 83%), 277E (partim 92%), 278E (partim 13%), 279C (partim 87%), 280B (partim 92%), 281 (partim 15%), 282A (partim 15%), 282B (partim 16%), 283A, 284C, 285A, 286B (partim 78%), 288C, 290B (partim 29%), 296 (partim 52%), 297 (partim 7%), 370A (partim 43%), 371A, 373A, 378B, 379D, 380T, 380V (partim 87%), 380W (partim 69%), 380Y (partim 77%), 380Z, Div 3 Section A : parcelles 66G2 (partim 48%), 67S (partim 88%), 73A (partim 54%), 73B (partim 38%), 75A (partim 37%)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE 2 : Délimitation du périmètre du site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ”

2.1. Carte délimitant le périmètre du site

La présente carte fixe, au jour de la désignation du site, à l'échelle cartographique 1/10.000^e (publiée au 1/25.000^e) le périmètre du site.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be> ;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée ;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

2.2. Prescriptions littérales visant à préciser le périmètre du site

Liste des parcelles et parties de parcelles cadastrales non comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ”

Les parcelles cadastrées ou ayant été cadastrées comme suit ne sont pas comprises dans le périmètre du site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ” :

COMMUNE : ORP-JAUCHE Div 1 Section D : parcelles 259E, 259F, 262B, Div 2 Section C : parcelles 279E, 298, 380A2, Div 3 Section A : parcelles 105, 66K2, 66V, 67T, 71K, 72E, 73C, 74T

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 3 : Liste des types d'habitats naturels et des espèces pour lesquels le site est désigné et données y afférentes ; synthèse des critères scientifiques ayant conduit à la sélection du site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ”

La présente annexe indique, compte tenu des données disponibles :

- la liste des types d'habitats naturels et la liste des espèces pour lesquels le site est désigné ainsi que les données concernant respectivement leurs surfaces, leur niveau de population et l'estimation de leur état de conservation ; les types d'habitats naturels et les espèces prioritaires sont indiqués par un astérisque (*) ;
- une synthèse des résultats de l'évaluation de l'importance du site pour assurer la conservation des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII et des espèces d'intérêt communautaire de l'annexe IX et des espèces d'oiseaux de l'annexe XI de la loi du 12 juillet 1973 que le site abrite.

Ces résultats justifient la sélection du site comme site Natura 2000..

Les données relatives aux types d'habitats naturels (liste, surface et état de conservation) et aux espèces (liste, population et état de conservation) pour lesquels le site est désigné sont issues des formulaires standard de données établis entre 2002 et 2005. Ces données estimées à l'échelle du site au moment de sa sélection contiennent des approximations. Elles ont été pour partie précisées, en particulier pour les surfaces en ce qui concerne les habitats naturels et les effectifs de populations en ce qui concerne les espèces, sur base des meilleures connaissances disponibles. La précision de ces données devra être poursuivie.

Le site BE31009 a été sélectionné pour les raisons suivantes : Le site est constitué de milieux souterrains artificiels rassemblant les Caves Pahaut à Orp-Jauche et les souterrains de Folx-les-Caves, englobant eux-mêmes deux réseaux, les Caves Bodart et les Caves Racourt. Les Caves Pahaut ont été érigées en réserve naturelle chiroptérologique des Réserves Naturelles RNOB. Les carrières souterraines en elles-mêmes contribuent à l'habitat de plusieurs espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire ; et constituent, par le nombre d'individus, les sites d'hibernation de chauves-souris les plus importants en Brabant wallon. Le site abrite en outre un habitat devenu rare à l'échelle du Brabant Wallon, la prairie de fauche peu intensifiée.

A. Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire de l'annexe VIII de la loi pour lesquels le site est désigné

Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire	Surface	EC	UG HIC*
6510	0,09 ha	C	

Légende : EC : estimation de l'état de conservation; A : conservation excellente ; B : conservation bonne ; C : conservation moyenne ; UG HIC* : unité(s) de gestion abritant ou susceptible(s) d'abriter (lorsque les données précises ne sont pas disponibles) l'habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire ; "-" : donnée non disponible
6510 : Pelouses maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)

B. Espèces des annexes IX et XI de la loi pour lesquelles le site est désigné

Code	Nom latin	Nom français	Population			EC
			résidente	migratoire		
				repr.	hiver	
1318	Myotis dasycneme	Vespertilion des marais			3-20 i	B
1321	Myotis emarginatus	Vespertilion à oreilles échancrées	3-25 i			C
1324	Myotis myotis	Grand Murin	P			C

Légende : P = présence ; p = couple ; i = individu ; EC : estimation de l'état de conservation ; A : conservation excellente ; B : conservation bonne ; C : conservation moyenne ; vis. : visiteur ; occ. : occasionnel ; "-" : donnée non disponible

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 4 : Désignation et délimitation du périmètre des unités de gestion du site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ”

4.1. Liste des unités de gestion délimitées au sein du site

Le site abrite les unités de gestion suivantes :

UG 2 - Milieux ouverts prioritaires

UG 3 - Prairies habitats d'espèces

UG 5 - Prairies de liaison

UG 8 - Forêts indigènes de grand intérêt biologique

UG 11 - Terres de cultures et éléments anthropiques

Les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire que ces unités de gestion sont susceptibles d'abriter sont précisés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

4.2. Carte délimitant le périmètre des unités de gestion

Les cartes ci-annexées fixent, à l'échelle cartographique 1/10.000^e (publiée au 1/25.000^e) le périmètre des unités de gestion présentes sur le site. Les contours des unités de gestion correspondent à ceux des principaux types d'habitats naturels que le site abrite.

Cette carte est également disponible :

- Sous format informatique sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be> ;
- Sous format papier auprès de chaque commune concernée ;
- Sous les deux formats, auprès des Directions extérieures territorialement concernées du Département de la Nature et des Forêts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 de désignation du site Natura 2000 BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ”.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

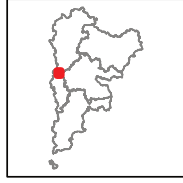
Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN



Annexe 2.1.
Natura 2000 - BE31009 - Carrières souterraines d'Orp-Jauche 1 / 1
Arrêté de désignation - Vue générale du périmètre du site

Service public de Wallonie

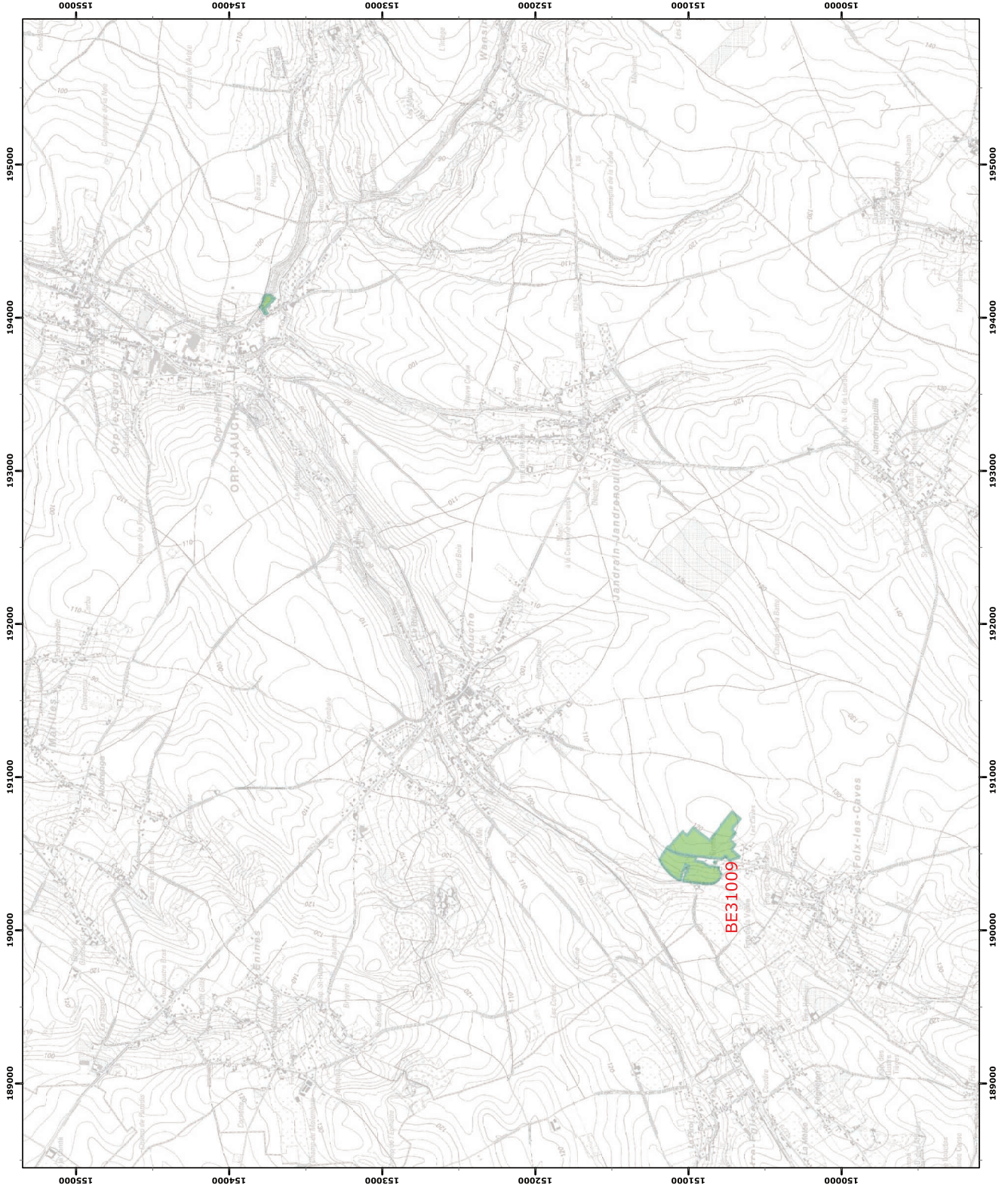


Légende

Périmètres des sites

Périmètre du site

BE31009



0 250 500 mètres

Coordonnées Lambert belge 1972

© SPW-DGARNE; Fond de plan © IGN - Bruxelles

Le Ministre-Président

Paul MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région

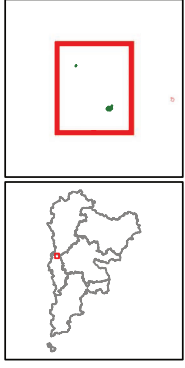
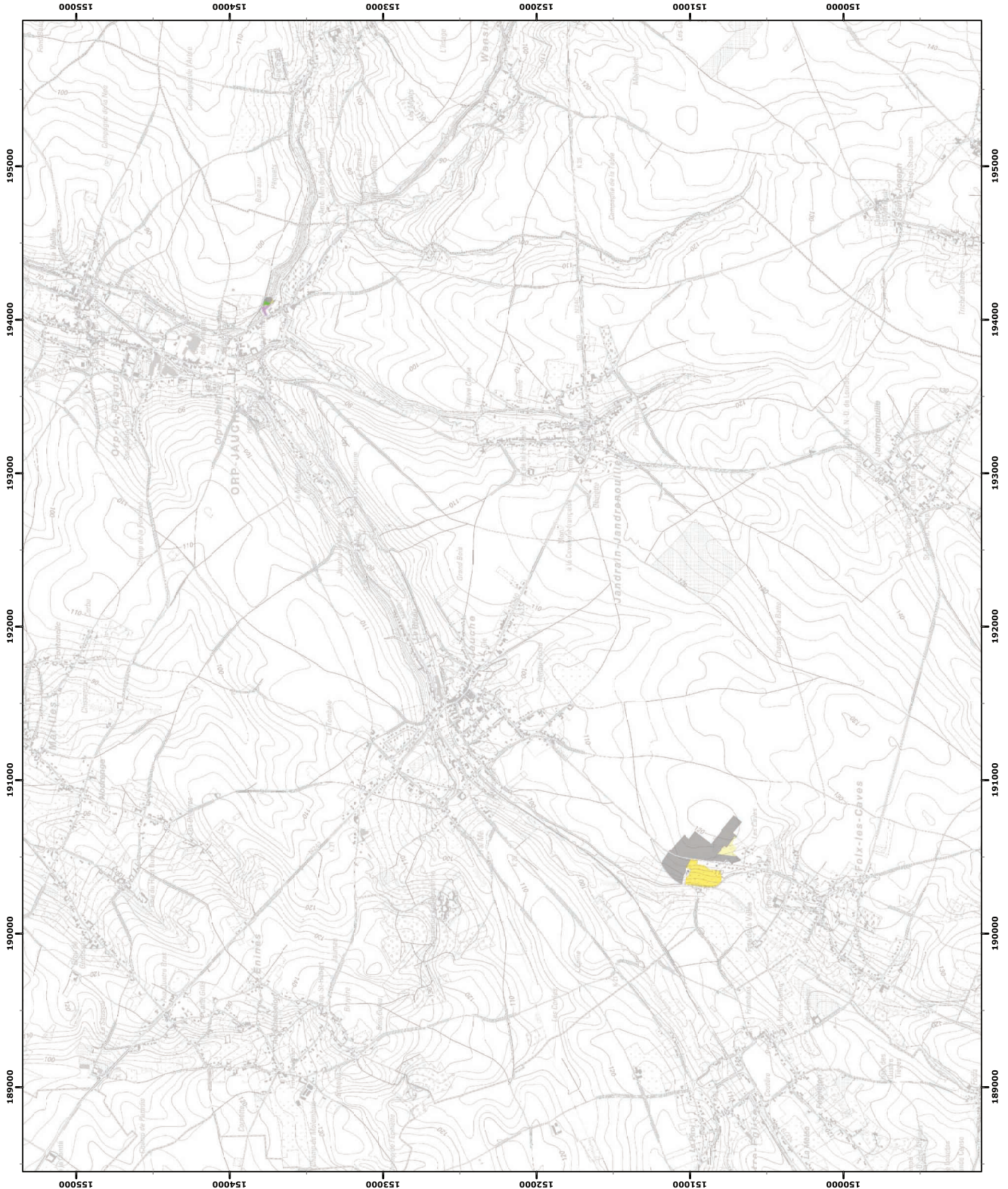
René COLLIN

Par délégation pour délivrance de copie conforme,

Date d'impression : septembre 2016.

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**
Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
Tel: +32 (0)81 33 58 16 • Fax: +32 (0)81 33 58 22

http://environnement.wallonie.be/ (http://gwpl.wallonie.be) (Nomenclature Refnummer)



Légende

Unités de gestion de base

- UG 1 (milieux aquatiques)
- UG 2 (milieux ouverts prioritaires)
- UG 3 (prairies habitats d'espèces)
- UG 4 (bandes extensives)
- UG 5 (prairies de liaison)
- UG 6 (forêts prioritaires)
- UG 7 (forêts prioritaires alluviales)
- UG 8 (forêts indigènes de grand intérêt biologique)
- UG 9 (forêts habitat d'espèces)
- UG 10 (forêts non indigènes de liaison)
- UG 11 (terres de cultures et éléments anthropiques)

Unités de gestion temporaires

- UG temp 1 (zones sous statut de protection)
- UG temp 2 (zones à gestion publique)
- UG temp 3 (forêts indigènes à statut temporaire)

Unités de gestion en surimpression

- UG S1 (moule perlée et moulette épaisse en UG1)
- UG S2 (diamer de la succee)

Autres

- Emprises des cartes
- Autre site Natura 2000

0 250 500 mètres
 © SPW-DGARNE; Fond de plan © IGN - Bruxelles
 Le Ministre-Président

Paul MAGNETTE
 Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité,
 du Tourisme et des Aéroports,
 délégué à la Représentation à la Grande Région

René COLLIN
 Par délégation pour délivrance de copie conforme,

Date d'impression : septembre 2016.

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
 DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
 ET DE L'ENVIRONNEMENT**
 Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur
 Tél.: +32 (0)81 33 58 16 • Fax: +32 (0)81 33 58 22
 http://www.dgarnet.be (page grand) / 4.2.2 (cote-nature) (Rufnummer)

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2017/70009]

**1. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31009 – “Carrières souterraines d’Orp-Jauche”**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, wie zum letzten Mal abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, was die Umsetzung der Natura 2000-Regelung betrifft, im Folgenden “das Gesetz vom 12. Juli 1973” genannt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 über das Buch I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.29-1 ff.;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchung in der Gemeinde Orp-Jauche vom 14. Dezember 2012 bis zum 5. Februar 2013, die gemäß den Bestimmungen des Umweltgesetzbuches betreffend die Organisation öffentlicher Untersuchungen, Artikel D. 29-1 und folgende, durchgeführt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme der Erhaltungskommission von Mons, abgegeben am 11. März 2016;

Aufgrund des am 19. September 1979 in Bern getroffenen Übereinkommens über die Erhaltung der europäischen wildlebenden Pflanzen und Tiere und ihrer natürlichen Lebensräume, welches durch Gesetz vom 20. April 1989 gebilligt wurde;

In Erwägung der Richtlinie 92/43/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002, ergänzt durch die Beschlüsse vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005, durch die die Liste der Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung verabschiedet wurde, zwecks Vorschlag an die Europäische Kommission;

In Erwägung der Entscheidungen 2004/798/EG und 2004/813/EG der Kommission vom 7. Dezember 2004 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung der Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der kontinentalen bzw. atlantischen biogeografischen Region;

Aufgrund der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;

In Erwägung der Beschlüsse 2011/63/EU und 2011/64/EU der Kommission vom 10. Januar 2011 gemäß der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Verabschiedung einer vierten aktualisierten Liste von Gebieten von gemeinschaftlicher Bedeutung in der atlantischen bzw. kontinentalen biogeografischen Region;

Aufgrund der Grundsätze der Vorbeugung, der Integration und der Vorsicht nach den Artikeln D.1, D.2 Absatz 3, und D.3 Ziffer 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In Erwägung der sozialwirtschaftlichen Vermittlung, die gemäß den von der wallonischen Regierung am 30. September 2010 und 7. April 2011 gefassten Beschlüssen vorgenommen wurde;

In der Erwägung, dass der Ausweisungserlass den Einwänden und Bemerkungen Rechnung trägt, die anlässlich der oben erwähnten öffentlichen Untersuchungen von verschiedenen Beschwerdeführern vorgebracht wurden;

In der Erwägung, dass nur diejenigen Beschwerden zu berücksichtigen sind, die innerhalb der Frist für die öffentliche Untersuchung und unter Einhaltung der in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Formalitäten eingegangen sind;

In Erwägung der Beschwerden über die angebliche Nichteinhaltung durch die Wallonische Regierung der Regeln für den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung und den Zugang zu Gerichten sowie über den Rückgang, der im Bereich der Beteiligung im Verhältnis zu den öffentlichen Untersuchungen vom Jahre 2008 über die am 30. April 2009 verabschiedeten Ausweisungserlasse stattgefunden habe;

In der Erwägung zunächst, dass öffentliche Untersuchungen in jeder von einem Ausweisungserlass gedeckten Gemeinde nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten organisiert wurden; dass jeder die Möglichkeit hatte, im Rahmen dieser Untersuchungen Beschwerden einzureichen;

In der Erwägung, dass neben den gemäß Buch I des Umweltgesetzbuches erforderlichen Formalitäten zur Ankündigung der Durchführung einer öffentlichen Untersuchung, die Verwaltung absichtlich noch weitere Maßnahmen ergriffen hat, um diese Untersuchung den betroffenen Personen am besten bekanntzugeben;

In der Erwägung, dass die Verbreitung von Informationen bezüglich des Natura 2000-Netzes in der allgemeinen Öffentlichkeit also vor und während der Untersuchung erfolgt ist, und zwar über mehrere Wege: Verteilung von Verwaltungsanleitungen, Artikel in der Fachpresse, Kolloquien, Versand von Newslettern, Bereitschaftsdienste, Ausstellungen, Ausstrahlung von Radio- bzw. Fernsehspots (Mini-Spots) im “Radio Télévision Belge Francophone” (RTBF) über die verschiedenen Arten von Lebensräumen sowie über die für ihre Verwaltung und ihren Schutz erforderlichen Auflagen, Information über das Internet (Entwürfe der Ausweisungserlasse, gesetzliche Texte, Kartenmaterial, Muster der Beschwerdeformulare, Kontaktpersonen); dass die hauptsächlichsten Dokumente, gesetzlichen und verordnungsmäßigen Texte in deutscher Sprache zur Verfügung gestellt worden sind; dass zweisprachige Informationssitzungen (französisch-deutsch) organisiert wurden; dass diese sehr relevanten Informationen eine Sensibilisierung der Öffentlichkeit für die Wichtigkeit ihrer Teilnahme an der öffentlichen Untersuchung ermöglicht haben;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Verwalter von in einem Natura 2000-Gebiet liegenden Parzellen aufgrund der Katasterinformationen und des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) ein personalisiertes Schreiben der Verwaltung erhalten haben, durch das sie über die Durchführung der öffentlichen Untersuchung informiert wurden, und das die Liste ihrer in einem Natura 2000 Gebiet liegenden Parzellen, der betroffenen Flächen und der entsprechenden Bewirtschaftungseinheiten zu Informationszwecken enthält; dass vor dieser Einsendung eine für dieses Publikum zielgerichtete Informationskampagne geführt wurde;

In der Erwägung anschließend, dass die Tatsache, dass die Vorbeugungsmaßnahmen nicht mehr in dem Ausweisungserlass sondern in Erlassen mit allgemeiner Tragweite enthalten sind, eine Harmonisierung der Maßnahmen und Zielsetzungen auf Ebene der Wallonischen Region ermöglicht, damit die Einhaltung des Grundsatzes der Gleichheit zwischen den betroffenen Bürgern gesichert wird, jede nicht durch lokale Besonderheiten gerechtfertigte ungleiche Behandlung verschiedener Gebiete vermieden wird, und es nicht weniger Möglichkeiten gibt, im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen zu reagieren im Verhältnis zu denjenigen, die 2008 für die acht ausgewiesenen Gebiete stattfanden; dass den Beschwerdeführern nämlich die Möglichkeit angeboten wird, ihre Meinung über die Einschränkungen für ihre Parzellen infolge der Präventivregelung zu geben, unter Berücksichtigung der Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheit gemäß dem Erlassentwurf;

In der Erwägung, dass, was die Möglichkeit für die Beschwerdeführer betrifft, Ihre Stellungnahme zu den Erhaltungszielen auf Ebene des jeweiligen Gebiets abzugeben, es auf Folgendes hinzuweisen gilt: die Regierung muss die besonderen Erhaltungsziele für jeden Lebensraumtyp und jede Art von gemeinschaftlichem Interesse in einem Erlass mit allgemeiner Tragweite kraft Artikel 25bis § 2 des Gesetzes genau definieren; diese Harmonisierung auf regionaler Ebene der Erhaltungsziele für jeden natürlichen Lebensraumtyp und für jede Art von gemeinschaftlichem Interesse zielt ebenfalls darauf ab, den Grundsatz der Gleichheit zwischen den betroffenen Bürgern zu gewährleisten, und jede ungleiche Behandlung verschiedener Gebiete, die nicht durch lokale Besonderheiten gerechtfertigt werden könnte, zu vermeiden; es wurde gemäß Artikel 25bis § 2 des Gesetzes der Entwurf eines Erlasses mit Verordnungscharakter zur Festlegung dieser Ziele ausgearbeitet, der in der Akte, die der öffentlichen Untersuchung unterworfen ist, übernommen wurde, damit den Beschwerdeführern die Möglichkeit gegeben wird, ihre Stellungnahme zu den in Betracht gezogenen Erhaltungszielen für das betroffene Gebiet abzugeben;

In der Erwägung, dass die auf das jeweilige Gebiet anwendbaren Erhaltungsziele unter Zugrundelegung der in diesem Erlassentwurf für jeden natürlichen Lebensraumtyp und jede Art, die in der Liste nach Anhang 3 des Ausweisungserlasses angeführt wird, festgehaltenen Ziele bestimmt werden; dass in dieser Liste die in dem jeweiligen Gebiet effektiv zu bewahrenden Lebensraumflächen und Populationsgrößen der verschiedenen Arten (quantitative Ziele) angegeben werden; dass die Zusammenführung der im Erlassentwurf angeführten Ziele und der Angaben nach Anhang 3 es den Beschwerdeführern ermöglicht hat, ihre Bemerkungen in voller Kenntnis der Sachlage zu erörtern, da sie über Informationen über die künftigen, konkret in Betracht gezogenen Erhaltungsziele für das betroffene Gebiet verfügten, d.h. mindestens die Erhaltung der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend gewesen sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend gewesen sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch die vorhandenen Flächen und die bestehende Qualität ihrer Habitate; in der Erwägung, dass die Liste der Lebensräume nach Anhang 3 in Kombination mit den Karten der Bewirtschaftungseinheiten eine konkrete Festlegung der Erhaltungsziele ermöglicht, die in den betreffenden Zonen angewandt werden, in dem Maße, wo die natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse und die Arten von gemeinschaftlichem Interesse, die diese Bewirtschaftungseinheiten umfassen könnten, in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, bestimmt sind.

In der Erwägung, dass die für das Gebiet geltenden Erhaltungsziele allgemeiner Tragweite, die von der Regierung kraft Artikel 25bis § 2 des Gesetzes festgelegt werden, durch spezifische, im Ausweisungserlass direkt angegebene Erhaltungsziele ergänzt werden können (jedoch nicht müssen); dass es in diesem Rahmen nicht als notwendig erachtet wurde, solche spezifische Ziele vorzusehen, insofern die Erhaltungsziele, die im der öffentlichen Untersuchung beigefügten Erlassentwurf festgelegt sind, zureichend genau und aus dem wissenschaftlichen Standpunkt zureichend relevant sind, wenn man die gebietsgebundenen Besonderheiten betrachtet, die keine weiteren Details erfordern;

In der Erwägung, dass nicht behauptet werden darf, dass die für das betroffene Gebiet festgehaltenen Erhaltungsziele zum Zeitpunkt der öffentlichen Untersuchung nicht bestimmt werden konnten und nicht zugänglich waren; dass der Beschluss, den in Anwendung von Artikel 25bis § 2 des Gesetzes angenommene Erlassentwurf gleichzeitig mit dem Erlassentwurf zur Ausweisung des Gebiets einer öffentlichen Untersuchung zu unterwerfen, im Gegenteil gerade mit dem Ziel gefasst wurde, den Eigentümern und Benutzern zu ermöglichen, sich in voller Kenntnis der Sache über diese Erhaltungsziele auszusprechen;

In der Erwägung, dass sich die vorliegende öffentliche Untersuchung offensichtlich nicht auf die Beschlüsse der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002 und vom 4. Februar 2004, ergänzt durch den Beschluss vom 24. März 2005 über die Auswahl der Gebiete, sondern auf die Ausweisungserlasse für die Gebiete, die von der Wallonischen Region vorgeschlagen und von der Kommission als Gebiete von gemeinschaftlicher Bedeutung (GGB) ausgewählt wurden, sowie auf den Entwurf eines Erlasses mit Verordnungscharakter zur Festlegung der Erhaltungsziele der Gebiete bezog; dass die Kritiken über die angebliche Nichteinhaltung der in der am 21. April 2003 in Belgien in Kraft getretenen Aarhus-Konvention vom 25. Juni 1998 über den Zugang zur Information, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu den Gerichten in Umweltangelegenheiten vorgesehenen Verfahrensgarantien im Rahmen des Verfahrens zur Auswahl der Gebiete daher nicht in den Zuständigkeitsbereich der vorliegenden öffentlichen Untersuchung fallen; dass, auch wenn es der Fall wäre, diese Kritiken deutlich unbegründet sind;

In der Erwägung nämlich, dass, was *den Zugang zur Information* betrifft, die Wallonische Region die Anforderungen der Aarhus-Konvention und des diesbezüglichen europäischen Rechts in Buch I des wallonischen Gesetzbuches umgesetzt hat, und diese Bestimmungen im Rahmen der Phase der Auswahl der Gebiete eingehalten hat, insbesondere durch die Veröffentlichung im Internet der Liste der infolge der Beschlüsse vom 26. September 2002, vom 4. Februar 2004 und vom 24. März 2005 als Gebiet von gemeinschaftlicher Bedeutung vorgeschlagenen Gebiete sowie der jedem Gebiet eigenen Standarddateien;

In der Erwägung, dass, was die *Öffentlichkeitsbeteiligung* an diesen Entscheidungsverfahren betrifft, der Gesetzgeber es nicht für unerlässlich erachtet hat, eine solche Beteiligungsmöglichkeit in diesem Stadium vorzusehen, da dies durch die Habitat-Richtlinie selbst nicht vorgeschrieben ist; dass der Verfassungsgerichtshof der Auffassung ist, dass *„es zur Ermessensbefugnis des Dekretgebers gehört, vor der endgültigen Ausweisung von Gebieten, die für die Ausweisung als besondere Erhaltungsgebiete in Frage kommen, eine öffentliche Untersuchung vorzusehen“* (Schiedshof, Urteil Nr. 31/2004 vom 3. März 2004, Punkt B.3.4);

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass der Entwurf des Ausweisungserlasses und der Entwurf des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Erhaltungsziele gemeinsam derselben öffentlichen Untersuchung unterworfen wurden, es den Eigentümern und Benutzern ermöglicht hat, ihre Bemerkungen sowohl über das Areal des Gebiets, die Wahl und das Areal der Bewirtschaftungseinheiten - und ebenfalls über die Gründe, die die getroffenen Entscheidungen rechtfertigen - wie auch über die für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele gelten zu lassen, wobei Letztere sich, wie bereits oben erwähnt, aus der Zusammenführung der Bestimmungen des Entwurfs des Regierungserlasses und der Angaben nach Anhang 3 des Ausweisungserlasses ergeben; dass die Behauptung, diese Untersuchung sei zu spät im Beschlussverfahren eingeleitet worden, daher unrichtig ist;

In der Erwägung, dass, was den Zugang zu den Gerichten betrifft, kein Beschwerdeführer gegen die vorgenannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juli 2004 (2. Auflage), vom 24. März 2005 und vom 23. Februar 2011 veröffentlichten Beschlüsse der Regierung über die Ausweisung der vorgenannten Gebiete Einspruch eingelegt hat, was darauf schließen lässt, dass sie davon ausgegangen sind, dass die Auswahl selbst ihnen nicht schade; dass dagegen feststeht, dass es sich bei den Ausweisungserlassen um Akte handelt, gegen welche Einsprüche vor dem Staatsrat erhoben werden können, insofern sie durch die Belastungen, die sie Privatpersonen auferlegen, Beschwerdegründe darstellen; dass folglich der Zugang zu den Gerichten durch eventuelle Beschwerdeführer, deren Bemerkungen ihrer Ansicht nach nicht genug berücksichtigt wurden, gemäß den Vorschriften der Artikel 9.2 und 9.3 der Aarhus-Konvention garantiert ist;

In der Erwägung, dass die Artikel D.29-7 und D.29-8 von Buch I des Umweltgesetzbuches zur Regelung der Anündigung von öffentlichen Untersuchungen für Pläne der Kategorie A.2, zu denen die Ausweisungserlasse gehören, keinesfalls verlangen, dass in der Bekanntmachung oder in den Notifizierungen auf die etwaigen Beschwerdewege gegen die Ausweisungserlasse hingewiesen wird; dass gemäß Artikel D.29-22 desselben Buches derartige Auskünfte lediglich in den Verwaltungsbeschlüssen der Kategorien B und C zu geben sind; dass außerdem das an die Eigentümer und Verwalter gerichtete Schreiben zur Anündigung der Durchführung der öffentlichen Untersuchungen keineswegs gesetzlich oder ordnungsmäßig vorgeschrieben ist;

In der Erwägung, dass die Konsultierung irgendeines Rates im Rahmen der Verabschiedung der Ausweisungserlasse der Natura 2000-Gebiete durch keine Gesetzgebung auferlegt wird;

In der Erwägung jedoch, dass aufgrund von Artikel 30 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur die Regierung beschlossen hat, die Erhaltungskommissionen über die im Laufe der öffentlichen Untersuchung über die Entwürfe der Ausweisungserlasse der Natura 2000-Gebiete geäußerten Beschwerden und Bemerkungen zu Rate zu ziehen; dass diese Erhaltungskommissionen zur Aufgabe haben, den Erhaltungszustand der Natura 2000-Gebiete zu überwachen, um ihre Wahrung in einem günstigen Erhaltungszustand oder Wiederherstellung in einen solchen Zustand zu gewährleisten, wobei insbesondere die prioritären natürlichen Lebensraumtypen und die prioritären Arten berücksichtigt werden und die wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie die örtlichen Besonderheiten in Betracht gezogen werden.

In der Erwägung, dass die Erhaltungskommissionen aus Mitgliedern zusammengesetzt sind, die die verschiedenen Interessen der zivilen Gesellschaft vertreten, nämlich aus einem von der Regierung bestellten Vorsitzenden, vier Bediensteten der regionalen Verwaltung, worunter ein Bediensteter aus der für die Naturerhaltung zuständigen Dienststelle, ein Bediensteter aus der für die Raumordnung zuständigen Dienststelle, ein Bediensteter aus der für die Landwirtschaft zuständigen Dienststelle und ein Bediensteter aus der für das Wasser zuständigen Dienststelle; aus einem von dem "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vorgeschlagenen Mitglied; aus einem von dem "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vorgeschlagenen Mitglied; aus zwei von Vereinigungen mit der Naturerhaltung als Sozialzweck vorgeschlagenen Vertretern, aus zwei von Vereinigungen, die die Eigentümer und Benutzer des betroffenen Gebiets bzw. der betroffenen Gebiete vertreten, vorgeschlagenen Vertretern; aus zwei Vertretern, die von den Berufsvereinigungen, die die Verteidigung der in dem bzw. den betroffenen Gebiet(en) ausgeübten Tätigkeiten im Bereich der Landwirtschaft, Jagd, Fischzucht oder Forstwirtschaft als Gesellschaftszweck haben, vorgeschlagen werden; dass die in diesen Kommissionen vertretenen Zweckverbände die Möglichkeit haben, über ihre Vertreter an der Ausarbeitung der Stellungnahmen der Erhaltungskommissionen und somit an der Überwachung des Erhaltungszustandes der Gebiete unmittelbar teilzunehmen;

In der Erwägung, dass somit die Vorschriften im Bereich des Zugangs zur Information, der Öffentlichkeitsbeteiligung und des Zugangs zu den Gerichten wohl beachtet wurden und dem Grundsatz des "standstill" entsprechen;

In der Erwägung, dass die im Natura 2000-Gebiet BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" angetroffene Vielfalt der Lebensräume und Arten-Habitate dessen Ausweisung vollkommen rechtfertigt;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet über die für ein Gebiet von gemeinschaftlicher Bedeutung typischen Merkmale im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 13 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 verfügt und dass es als solches durch die Europäische Kommission in deren Entscheidung vom 7. Dezember 2004, aktualisiert in deren Entscheidung vom 10. Januar 2011, gebilligt wurde;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet ein bedeutendes Gefüge aus mehreren in Anlage VIII des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführten natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse beherbergt, die anhand der in Anhang 3 des vorliegenden Erlasses zusammengefassten Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet Populationen mehrerer in Anlage IX des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführten Arten von gemeinschaftlichem Interesse enthält, die anhand der in Anhang 3 des vorliegenden Erlasses zusammengefassten Kriterien und wissenschaftlichen Daten identifiziert wurden;

In der Erwägung, dass dieses Gebiet die Auswahlkriterien erfüllt, die in Artikel 25 § 1 und in Anlage X des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, so wie dies aus Anhang 3 des vorliegenden Erlasses hervorgeht, und dass es somit in seiner Eigenschaft als "besonderes Erhaltungsgebiet" als Natura 2000-Gebiet auszuweisen ist;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 4^o des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass jeder Ausweisungserlass "die Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zu der Auswahl des Gebiets geführt haben" enthält; dass das Gebiet BE31009 besonders aus folgenden Gründen auserwählt wurde:

"Das Gebiet besteht aus künstlichen unterirdischen Lebensräumen, die die "Caves Pahaut" in Orp-Jauche und die unterirdischen Gänge von Folx-les-Caves umfassen, welche wiederum zwei Netze, die "Caves Bodart" und die "Caves Racourt", einschließen. Die "Caves Pahaut" wurden als Fledermaus-Naturschutzgebiet innerhalb des "Réserve Naturelles RNOB"-Netzes errichtet. Die unterirdischen Steinbrüche als solche bieten mehreren Fledermausarten von gemeinschaftlichem Interesse einen Lebensraum und bilden, von der Anzahl Individuen her, die größten Fledermaus-Überwinterungsgebiete in Wallonisch-Brabant. Das Gebiet beherbergt zudem einen in Wallonisch-Brabant selten gewordenen Lebensraum, nämlich die wenig intensiv genutzte Mähwiese."

In Erwägung der im Anhang 3 aufgeführten Tabellen mit der Liste der Arten und Lebensräume, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, der Fläche dieser Lebensräume oder dem auf dem Gebiet geschätzten Bestand dieser Arten, sowie der Bewertung ihres Erhaltungszustands auf einer Skala von A bis C;

In der Erwägung, dass die Auswahl des Gebietes auf Basis der besten zur Verfügung stehenden wissenschaftlichen Kenntnisse und Daten geschehen ist, die insbesondere aus verschiedenen Bestandsaufnahmen, fotografischen und kartografischen Dokumenten, der wissenschaftlichen Literatur und biologischen Datenbanken resultieren;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich der verschiedenen Typen von natürlichen Lebensräumen (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der verschiedenen Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen; dass diese auf das ganze Gebiet hochgerechneten Daten Annäherungswerte enthalten; dass sie zum Teil aufgrund der besten zur Verfügung stehenden Kenntnisse präzisiert wurden und dass es sich empfehlen wird, die Präzisierung dieser Daten fortzuführen;

In der Erwägung dass, was die in dem Anhang zum vorliegenden Erlass aufgeführten Flächen der Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse betrifft, die Daten aus zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen und 2015 präzisiert wurden;

In der Erwägung dass, was die in dem vorliegenden Erlass aufgeführten Daten zu den Artenbeständen betrifft, die Daten aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen und 2015 präzisiert wurden;

In der Erwägung, dass die Daten bezüglich des Erhaltungszustands der Lebensräume und Arten gemeinschaftlichen Interesses aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten Standarddatenformularen stammen und 2015 präzisiert wurden; dass diese für das Gebiet geschätzten Daten Annäherungswerte enthalten, die später noch genauer bestimmt werden müssen;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen die Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ggf. als Überdruck über anderen Kategorien von Bewirtschaftungseinheiten, sowie die damit verbundenen Verbote und anderen besonderen Vorbeugungsmaßnahmen enthält;

In der Erwägung, dass es zwecks der Umsetzung der für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele notwendig ist, dort die folgenden Bewirtschaftungseinheiten abzugrenzen: "BE 2 – prioritäre offene Lebensräume", "BE 3 – Wiesen als Lebensraum", "BE 5 – Verbindungswiesen", "BE 8 – einheimische Wälder von großem biologischem Interesse", "BE 11 – Ackerbauland und anthropische Elemente";

In der Erwägung, dass die durch Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 6^o des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur auferlegte Verpflichtung, die wesentlichen natürlichen Lebensraumtypen kartographisch darzustellen, nicht voraussetzt, dass jeder natürliche Lebensraumtyp und jeder Artenbestand innerhalb des Gebiets genau lokalisiert werden soll; dass die Wörter "natürliche Lebensräume" in dieser Bestimmung auf die Definition von Artikel 1bis Ziffer 2 verweisen, nämlich "*terrestrische oder aquatische Gebiete, deren geographische und abiotische Merkmale und Möglichkeiten einer natürlichen Besiedlung das Vorkommen oder die Reproduktion von wildlebender Tier- und Pflanzenarten ermöglichen. Die Lebensräume werden als natürlich bezeichnet, ob sie aufgrund eines menschlichen Eingriffs bestehen oder nicht*"; dass das Wort "wesentlich" bedeutet, dass es sich lediglich darum handelt, die großen Kategorien natürlicher Lebensräume des Gebiets (wie z.B. die Laub- und Nadelwälder, die halbnatürlichen offenen Lebensräume, die Wiesen, Wasserflächen und -läufe, die verstädterten Gebiete, Kulturen, usw.) und nicht jeden genauen natürlichen Lebensraumtyp gemeinschaftlichen Interesses im Sinne von Artikel 1bis Ziffer 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zu lokalisieren; dass betrachtet werden kann, dass die vorerwähnte, in dem Ausweisungserlass stehende Kartographie daher derjenigen der Bewirtschaftungseinheiten entspricht, insofern als diese in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 je nach großem Lebensraumtyp definiert sind, der global einheitliche Bewirtschaftungsmaßnahmen rechtfertigt; dass die auf jede Parzelle anwendbaren Einschränkungen leicht zur Kenntnis genommen werden können; dass es sich nämlich einerseits um auf das gesamte Gebiet anwendbare Einschränkungen handelt, d.h. diejenigen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen festgehalten sind, und andererseits um die Maßnahmen, die auf die betroffene Bewirtschaftungseinheit im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 anwendbar sind; dass die Angaben in Anhang 3 es ermöglichen, diese Karten zu ergänzen, und die im betreffenden Gebiet vorhandenen natürlichen Lebensräume zu identifizieren;

In der Erwägung, dass das System zum Schutz der Natura 2000-Gebiete vorsieht, dass eine Reihe von Handlungen und Arbeiten, die aufgrund anderer Gesetzgebungen keiner Genehmigung bedürfen, einer in den Zuständigkeitsbereich der DNF fallenden Abweichung, Genehmigung oder Notifizierung unterzogen werden; dass es um relative Verbote geht, insofern sie aufgehoben werden können, vorausgesetzt, dass die betroffenen Handlungen die Unversehrtheit des Gebiets gemäß Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht beeinträchtigen; dass das Gleiche für die Handlungen gilt, die aufgrund einer anderen Gesetzgebung einer Genehmigung bedürfen; dass auf jeden Fall Arbeiten aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialer und wirtschaftlicher Art, erlaubt werden könnten, unter Beachtung der in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnten Abweichungsbedingungen, nämlich wenn keine Alternativlösungen vorliegen, und vorausgesetzt, dass Ausgleichsmaßnahmen ergriffen werden, um sicherzustellen, dass die globale Kohärenz von Natura 2000 gewährleistet wird;

In Erwägung von Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, laut dessen es in den Natura 2000-Gebieten verboten ist, die natürlichen Lebensräume zu verschlechtern und die Arten zu stören, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, insofern diese Störungen sich im Hinblick auf die Ziele von Natura 2000 beachtlich auswirken könnten; dass dieser Artikel auf die außerhalb der Natura 2000-Gebiete getätigten Handlungen eine potentielle Anwendung findet; dass Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur betreffend die geeignete Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt ebenfalls auf Projekte und Pläne, die außerhalb der Natura 2000-Gebiete liegen und sich auf ein Natura 2000-Gebiet im Hinblick auf die Ziele der Erhaltung dieses Gebiets beachtlich auswirken könnten, Anwendung findet;

In der Erwägung, dass, was die Verhältnismäßigkeit der Maßnahmen betrifft, die Regierung eine Präventivregelung eingeführt hat, die auf graduellen Einschränkungen je nach der Empfindlichkeit der Lebensräume und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse gegen Störungen beruht, in der Form von Verboten, Genehmigungen und Notifizierungen; dass die Ersten Tätigkeiten betreffen, die in den meisten Fällen bedeutende Auswirkungen auf die geschützten Ökosysteme haben können, während Letztere Tätigkeiten betreffen, die nur unter bestimmten Umständen solche Auswirkungen haben könnten;

In der Erwägung, dass die Wahl der anwendbaren Maßnahmen durch die Regierung in ihren Erlassen vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 auf der Grundlage von wissenschaftlichen Erwägungen erfolgte, unter Berücksichtigung der sozialwirtschaftlichen Erfordernisse gemäß dem Europäischen Recht, um die wirtschaftlichen oder gemeinnützigen Aktivitäten so wenig wie möglich zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit für die zuständige Behörde, ihre Genehmigung zu verweigern oder mit Bedingungen zu verbinden, sowie die Möglichkeit, Abweichungen von den Verboten von Fall zu Fall zu gewähren, den Willen der Regierung beweisen, nur die Anforderungen aufzuerlegen, die zur Erfüllung der Erhaltungsziele innerhalb des Natura 2000-Netztes unbedingt notwendig sind;

In der Erwägung, dass die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung die Erweiterung von solchen Infrastrukturen wie landwirtschaftliche Betriebe, Klärstationen, elektrische Leitungen, Eisenbahnlinien, Straßen, Gasleitungen usw. nicht ausschließt, insofern diese Erweiterung durch die erforderliche(n) Genehmigung(en) gedeckt ist und wenn nötig Gegenstand einer vorherigen geeigneten Bewertung der Ein- und Auswirkungen gemäß den Modalitäten und Bedingungen von Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur gewesen ist;

In Erwägung der von bestimmten Personen vorgebrachten Beschwerden über die Unmöglichkeit, ab dem Zeitpunkt der Ausweisung der Gebiete im Rahmen der für diese Gebiete eingeführten Präventivregelung bei bestimmten Notlagen zu handeln; dass weder die Vogelschutz- und Habitat-Richtlinien noch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur die Notlagen ausdrücklich in Betracht ziehen; dass das allgemeine Verbot gemäß Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nur die Eingriffe des Bürgermeisters im Rahmen seiner Befugnisse der Allgmeinpolizei von seinem Anwendungsbereich ausschließt; dass die Eingriffe der regionalen und lokalen Verwaltungen, die nicht in diesem Rahmen stattfinden, auch wenn sie durch Notfall begründet sind, diesem Verbot jedoch unterliegen, außer wenn die Bedingungen für die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genannte Abweichung beachtet werden, so wie dieses aus der neuen Rechtsprechung des Gerichtshofes über Artikel 6 § 2 der Habitat-Richtlinie (Entscheid Alto Sil) hervorgeht;

In der Erwägung, dass die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 verschiedene Hypothesen vorsehen, in denen bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen aus Gründen der Sicherheit der Personen keine Anwendung finden (Bäume, die eine Bedrohung für die Sicherheit der Personen darstellen und die sich entlang der Straßen, Wege und Pfade, der Bahngeleise, Strom- und Gasleitungen, in der BE 6 "prioritäre Forstgebiete" zum Beispiel befinden); dass, was die Eingriffe in den Wasserläufen betrifft, insbesondere im Falle von Hochwasser, keine Vorbeugungsmaßnahme Eingriffe zum Entfernen von Verklausungen oder zum Fällen von für die Sicherheit der Personen gefährlich gewordenen Bäumen untersagt oder einer Genehmigung bzw. Notifizierung unterwirft, dass in den Wäldern, die der Forstregelung nicht unterliegen, die abgestorbenen Bäume, die die Sicherheit bedrohen und sich nicht entlang der Straßen, Wege und Pfade im Sinne des Forstgesetzbuches, der Bahngeleise, Strom- und Gasleitungen befinden, gefällt werden können, vorausgesetzt, dass sie an Ort und Stelle liegen bleiben (Artikel 3 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011); dass in den BE 1 keine Maßnahme diesbezügliche Auflagen vorsieht, außer wenn die Notmaßnahme eine Abänderung des Bodenreliefs verursacht;

In der Erwägung, dass in Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung ein Schnellverfahren für Abweichungen und Genehmigungen für Natura 2000-Akten vorgesehen ist; dass eine andere Möglichkeit darin besteht, dringende Eingriffe zu Zwecken der öffentlichen Sicherheit in einem Verwaltungsplan im Sinne von Artikel 1 Ziffer 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 vorzusehen;

Dass andererseits festzustellen ist, dass weder das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (CWATUPE) noch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung die Handlungen, Arbeiten oder Einrichtungen, die aus dringenden oder mit der öffentlichen Sicherheit verbundenen Gründen notwendig sind, von den anwendbaren Förmlichkeiten befreit; dass es deshalb weder übertrieben noch diskriminierend ist, im Natura 2000-System keine solchen Ausnahmen vorzusehen;

In der Erwägung, dass, was die Zugangseinschränkungen zu den Straßen, Wegen und Pfaden in den Natura 2000-Gebieten oder zu den nichtschiffbaren Wasserstraßen oder zu bestimmten Staudämmen betrifft, keine besondere Zugangsform durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 einer Kontrolle unterworfen ist;

In der Erwägung dagegen, dass aufgrund des Kumulierungsprinzips der Verwaltungspolizeivorschriften die Regeln über den Verkehr in den Wäldern oder Wasserläufen in den Natura 2000-Gebieten weiterhin völlig anwendbar sind;

In der Erwägung ebenfalls, dass im Allgemeinen, was den proportionalen Charakter der Maßnahmen betrifft, die Tatsache, dass bestimmte Vorbeugungsmaßnahmen manchmal "positive" Handlungen seitens der Eigentümer und Benutzer anstatt lediglich Enthaltungen mit einschließen, dennoch nicht voraussetzt, dass diese Maßnahmen unbedingt als Maßnahmen der aktiven Verwaltung angesehen werden müssen;

In der Erwägung nämlich, dass zahlreiche Bestimmungen der Verwaltungspolizei ggf. unter Gefahr einer Strafverfolgung "Handlungspflichten" im allgemeinen Interesse voraussetzen, und dies ohne Entschädigung, wie zum Beispiel in Sachen Distelstechen der Wiesen, Bewirtschaftung der nicht unter Schutz gesetzten Wasserläufe, Ausästen der Bäume über öffentlichen Straßen, Erhaltung in einem zufriedenstellenden Sauberkeitszustand der Randstreifen und Bürgersteige oder aber Reparieren der Vizinalwege;

In der Erwägung, dass die sich aus den Vorbeugungsmaßnahmen ergebenden Auflagen, einschließlich derjenigen, die bestimmte positive Pflichten für die dadurch betroffenen Personen mit sich bringen können, im Rahmen der Natura 2000-Regelung finanziell durch Entschädigungen sowie Steuerbefreiungen ausgeglichen werden;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen, die dem Vieh den Zugang zu den Wasserläufen untersagen, nicht spezifisch für Natura 2000 sind; dass diese bereits ohne finanziellen Ausgleich aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe sowie des Königlichen Erlasses vom 5. August 1970 zur allgemeinen Polizeiverordnung für nicht schiffbare Wasserläufe auf ungefähr die Hälfte des wallonischen Gebiets anwendbar waren; dass die Auflagen dieser Gesetzgebung vor kurzem abgeändert worden sind und durch das Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 zur Regelung der Verpflichtung, die beweideten Ländereien, die sich entlang der Wasserläufe befinden, einzufrieden, und zur Änderung verschiedener Bestimmungen verstärkt worden sind; dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2013 über die Einführung einer Subventionsregelung zugunsten der Züchter für die Ausrüstung der Weiden entlang der Wasserläufe und der Erlass vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur Finanzierungsmöglichkeiten für das Anbringen von Einfriedungen vorsehen;

In der Erwägung, dass in Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen ist, dass die Ausweisungserlasse *„unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen sowie der lokalen Besonderheiten, die vorgeschlagenen Mittel angeben müssen, um die Erhaltungsziele zu erreichen“*, einschließlich derjenigen, die in dieser Bestimmung erwähnt sind, u.a. des Vertrags zur aktiven Verwaltung; dass der vorliegende Erlass die durch das Gesetz vorgeschlagene Liste übernimmt, ohne genau anzugeben, welche Mittel je Parzelle oder Bewirtschaftungseinheit benutzt werden; dass eine solche Genauigkeit von dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht vorgeschrieben wird;

In der Erwägung, dass um möglichst umfassende Verhandlungen mit den Eigentümern und Benutzern anlässlich der Konzertierung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder den Abschluss jeglicher anderen Vereinbarung gemäß Artikel 26 § 3 Absatz 4 desselben Gesetzes zu erlauben, es vorzuziehen ist, alle Möglichkeiten in dem Ausweisungserlass offen zu lassen; dass die zuständige Behörde dadurch imstande sein wird, unter Berücksichtigung der lokalen Bedürfnisse hinsichtlich der Erhaltung, der sozialwirtschaftlichen Anforderungen und der Wünsche der betroffenen Eigentümer und Benutzer die geeignetesten Mittel von Fall zu Fall zu bewerten, um die aktive Verwaltung der Parzellen innerhalb der verschiedenen Bewirtschaftungseinheiten zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das Streben nach diesem Genauigkeitsgrad in dem Ausweisungserlass dessen Verabschiedung erheblich verzögert hätte, wo doch die Verabschiedung es ermöglichen soll, die Präventivregelung in ihrer Gesamtheit anwendbar zu machen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer im Rahmen der öffentlichen Untersuchung die Möglichkeit gehabt haben, Beschwerden über die Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten und über die für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele (d.h., zur Erinnerung, die Erhaltung in den betreffenden Gebieten der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend gewesen sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität ihrer Habitate) einzureichen, da der Erlassentwurf zur Festlegung dieser allgemeinen Ziele in der Akte aufgenommen war, die der öffentlichen Untersuchung unterworfen wurde;

In der Erwägung, dass diese Elemente bereits erlaubten, die im Rahmen der aktiven Verwaltung zu verfolgenden Ziele zu bestimmen; dass ihr Vertrauen keineswegs missbraucht wurde, insofern die Liste der vorgeschlagenen Mittel ganz offen bleibt, und sie nicht für jede Parzelle einzeln bestimmt worden ist; dass die nützliche Wirkung der Untersuchung nicht beeinträchtigt wird, da die Eigentümer und Benutzer ihre Bemerkungen über die Konfiguration der Bewirtschaftungseinheiten, die weitgehend bestimmt, welcher Art Auflagen die dort gelegenen Parzellen unterliegen werden, bereits gelten lassen können;

In der Erwägung, dass der Begriff *„Verwaltungsplan“* im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen, entweder den Sonderbewirtschaftungsplan eines domanialen Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines anerkannten Naturschutzgebiets, den Sonderbewirtschaftungsplan eines Forstschutzgebiets oder die nach dem 13. September 2009 angenommene Forsteinrichtung, die vor diesem Zeitpunkt bestehende aber gemäß Artikel 64 Absatz 1 des Forstgesetzbuches überarbeitete Forsteinrichtung, oder die von der OGD3 in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen abgegebene gleichlautende Stellungnahme für eine biologisch wertvolle Weide betrifft; dass die Verwaltungspläne nicht Teil des vorgeschriebenen Inhalts der Ausweisungserlasse sind, so wie dieser vom Gesetzgeber festgelegt worden ist;

In der Erwägung, dass die Regelung für den primären Schutz und die Präventivregelung, die jeweils auf die um eine Ausweisung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete und auf die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als Natura 2000-Gebiete ausgewiesenen Gebiete anwendbar sind, weder eine Enteignung noch eine Maßnahme, die im Sinne der Rechtsprechung des Verfassungsgerichtshofs einer Enteignung gleichgestellt werden kann, sondern Maßnahmen zur Regelung der Nutzung der Güter bilden, die keineswegs den *Entzug* des Eigentumsrechts, auch auf indirekte Weise, zur Folge haben; dass sich diese Regelungen unmittelbar in den Rahmen von Absatz 3 des Artikels 1 des ersten Protokolls einfügen, das den Staaten erlaubt, die Nutzung der Güter zu gemeinnützigen Zwecken zu regeln;

In der Erwägung, dass insbesondere die für die Bewirtschaftung der betreffenden Agrarflächen in den BE 2 und 3 auferlegten Einschränkungen keinesfalls zu einem endgültigen Bewirtschaftungsverbot führen, insbesondere indem sie das Verbot einführen würden, diese Flächen zu beweiden oder den Graswuchs zu ernten, und dass sie lediglich die Pflicht voraussetzen, bestimmte landwirtschaftliche Praktiken zu ändern, um sie mit den ökologischen Anforderungen der betreffenden Arten und Lebensräume zu vereinbaren, insofern diese Arten und Lebensräume per Definition an Agrargebiete gebunden sind und es sich also nicht um Gebiete handelt, in denen keinerlei menschliche Aktivität vorzufinden ist; dass das in dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Entschädigungsverfahren und die den Eigentümern gewährten Steuerbefreiungen auf jeden Fall dazu beitragen, die Mehrkosten und die Einkommensverluste, die zu Lasten mancher Betreiber entstehen könnten, auszugleichen, so dass auf diese Weise ein *„ausgewogenes Verhältnis“* zwischen den Anforderungen des allgemeinen Interesses und dem in der europäischen Menschenrechtskonvention verankerten Recht auf Wahrung des Eigentums gewährleistet wird, das es zu beachten gilt;

In der Erwägung, dass den Eigentümern und Verwaltern von in Natura 2000-Gebieten gelegenen Geländen finanzielle Vorteile gewährt werden, um die zusätzlichen gesetzlichen und ordnungsmäßigen Auflagen, die aufgrund ihrer Eingliederung in das Netz Natura 2000 auf diese Gelände anwendbar sind, auszugleichen;

In der Erwägung, dass die Entschädigung der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die in Ausführung von Artikel 31 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 vorgesehen wird, auf der Grundlage einer objektiven wirtschaftlichen Bewertung berechnet wurde; dass diese Entschädigung ermöglicht, die durch diese Regelung der Nutzung der Güter gegebenenfalls entstehenden Mehrkosten und Einkommensverluste auszugleichen, wodurch der proportionale Charakter der Maßnahme gewährleistet wird; dass diese Entschädigung aufgrund der Anforderung, eine Verhältnismäßigkeit zu gewährleisten, im Rahmen der Präventivregelung höher ist, da diese Regelung zu größeren Einschränkungen führt als die Regelung für den primären Schutz in den BE 2 und 3;

In der Erwägung, dass 5% der Gesamtfläche der wallonischen Wiesen aktuell im Rahmen der Agrarumweltmaßnahme AUM2 "Naturwiese" gegen eine beträchtlich geringere Entschädigung bewirtschaftet werden; dass in dem Bestreben, ausreichende Ausgleichszahlungen anzubieten, das Niveau der Entschädigungen weit höher liegt und die in den europäischen Regelungen festgelegten Höchstbeträge von 200 Euro pro ha und Jahr übersteigt;

In der Erwägung, dass zu diesen Entschädigungen noch eine Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug, von den Erbschaftssteuern und – seit 2011 – von den Schenkungssteuern zugunsten der Eigentümer hinzukommt;

In der Erwägung, dass daher in keinem Fall von einer *de facto*-Enteignung die Rede sein kann, die in keinem Verhältnis zu den in Anwendung der europäischen Gesetzgebung verfolgten Erhaltungszielen (d.h. die Erhaltung in den betreffenden Gebieten der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität ihrer Habitate) stehen würde;

In Erwägung der während der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beschwerden betreffend die angebliche Verletzung des "standstill"-Grundsatzes;

In der Erwägung, dass der Regierung insbesondere vorgeworfen wird, das Schutzniveau der acht bereits am 30. April 2009 von der Regierung ausgewiesenen Gebiete merklich herabgesetzt zu haben, ohne jedoch Gründe des Allgemeininteresses anzugeben, die einen solchen wesentlichen Rückgang rechtfertigen könnten;

In der Erwägung, dass *"ein globaler Blickwinkel auf die Reform notwendig ist, um zu beurteilen, inwiefern die Reform nach Abschluss der "Kosten-Nutzen"-Bilanz einen Rückgang bringt oder nicht"* (C.E., n° 187.998, 17. November 2008, *Coomans und weitere*; siehe ebenfalls C.E., Nr. 191.272, 11. März 2009, *asbl Inter-Environnement Wallonie*);

In der Erwägung, dass im Anschluss an die Verabschiedung der ersten acht Ausweisungserlasse vom 30. April 2009 beschlossen wurde, das System zu reformieren, um dessen Übersichtlichkeit und somit die Durchführung vor Ort zu verbessern; dass demnach eine neue Strategie zur Ausweisung der gesamten Natura 2000-Gebiete und zu deren Schutz ausgearbeitet wurde und dass somit in diesem Rahmen beschlossen wurde, die Ausweisung der Gebiete (Perimeter, Bezeichnung, Einteilung in Bewirtschaftungseinheiten, Katasterparzellen) von den in diesen anwendbaren Schutz- und Verwaltungsmaßnahmen zu trennen; dass dies es ermöglicht, den Inhalt der Ausweisungserlasse durch die Schaffung einer gemeinsamen Grundlage zu erleichtern, deren Übersichtlichkeit verbessert wurde;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen derart revidiert wurden, dass sie vor Ort besser kontrolliert werden können mit dem Ziel, deren effektive und wirksame Durchführung zu gewährleisten; dass der betreffende Anwendungsbereich mancher Maßnahmen erweitert wurde;

In der Erwägung, dass die acht Gebiete, die am 30. April 2009 ausgewiesen wurden, im Allgemeinen nicht weniger als heute geschützt sein werden, da ihre Ausweisungserlasse im Sinne der Gleichstellung der betroffenen Eigentümer und Benutzer, der Harmonisierung, der Kohärenz und der Wirksamkeit aufgehoben und ersetzt werden, ohne dass dadurch ein merklicher Rückgang des Schutzes entsteht;

In der Erwägung, dass die Analyse der auf die am 30. April 2009 ausgewiesenen Gebiete anwendbaren Regelung und der heutigen Regelung nicht auf ein geringeres allgemeines Schutzniveau schließen lässt, wobei vorausgesetzt wird, dass manche Bestimmungen in den Ausweisungserlassen vom 30. April 2009 als überflüssig im Vergleich zu den durch andere geltende Gesetzgebungen verabschiedeten Bestimmungen identifiziert worden sind, wie beispielsweise das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, das Gesetz vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei und das Forstgesetzbuch;

In der Erwägung, dass der weniger "spezifische" Charakter der Vorbeugungsmaßnahmen und der Erhaltungsziele (damals noch "Ziele der aktiven Verwaltung" genannt) keinen Rückgang in Sachen Schutz voraussetzt; dass die oben bereits erwähnten Erhaltungsziele in der Tat auf Ebene der Region harmonisiert sein werden (für jede Art/jeden Lebensraum) ohne jedoch weder in ihrem Inhalt, noch in ihrem juristischen Wert eingeschränkt zu werden; dass diese Harmonisierung es möglich macht, die Gleichstellung von Eigentümer und Benutzer besser einzuhalten, und die Schwere der am 30. April 2009 verabschiedeten Ausweisungserlasse erheblich reduziert;

In der Erwägung, dass die geringere Genauigkeit der Kartographie der Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse nicht unbedingt zu irgendeinem Rückgang im Inhalt des auf die betroffenen Arten und Lebensräume anwendbaren Schutzes führen wird; Letztere bleiben weiterhin durch die in Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und in dessen Durchführungserlassen vorgesehene Präventivregelung geschützt;

In der Erwägung, dass sich der Inhalt der für das Gebiet in Betracht gezogenen Erhaltungsziele (d.h. die Erhaltung in den betreffenden Gebieten der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität der natürlichen Lebensraumtypen, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie die Erhaltung der Populationsgrößen der Arten, die für die Ausweisung der Gebiete ausschlaggebend sind, wie ebenfalls in Anhang 3 vorliegenden Erlasses angeführt, sowie auch der bestehenden Flächen und der vorhandenen Qualität ihrer Habitate - und der Vorbeugungsmaßnahmen - , wie in den Erlassen der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und vom 19. Mai 2011 festgehalten) gewiss geändert hat im Verhältnis zu dem Inhalt der Ausweisungserlasse vom 30. April 2009, jedoch nicht im Sinne eines Rückgangs, geschweige denn eines wesentlichen Rückgangs;

In der Erwägung, dass, was die Kriterien betrifft, auf deren Grundlage die Ausweisungserlasse erstellt wurden, diese auf die durch die Vogelschutz- und Habitat-Richtlinien sowie durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Anforderungen beschränkt sind, dass das durch diese Texte verfolgte Ziel darin besteht, die Erhaltung der natürlichen Lebensräume und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse in einem günstigen Erhaltungszustand oder die Wiederherstellung in einen solchen Zustand zu sichern; dass die Auswahl und Abgrenzung der Gebiete nur auf der Grundlage von wissenschaftlichen Kriterien und nicht von sozialwirtschaftlichen Erwägungen erfolgen können;

In der Erwägung, dass die Bewirtschaftungseinheiten aus unterbrochenen oder ununterbrochenen Arealen innerhalb eines Natura 2000-Gebiets bestehen, die globale einheitliche Erhaltungsmaßnahmen erfordern und die unter Berücksichtigung ökologischer, technischer und/oder sozialwirtschaftlicher Kriterien abgegrenzt sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region Verantwortung trägt, was die Bewahrung der Lebensräume und Arten von gemeinschaftlichem Interesse in einem günstigen Erhaltungszustand betrifft; dass manche dieser Lebensräume und Arten sich zwar in der Wallonischen Region als gut vertreten erweisen können, sie jedoch in Anbetracht ihrer verhältnismäßigen Seltenheit auf europäischer Ebene eine strenge Schutzregelung rechtfertigen;

In der Erwägung, dass momentan kein Anlass besteht, Parzellen im Verhältnis zu dem einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Gebiet hinzuzufügen, da Letzteres den durch die Vogelschutz- und Habitat-Richtlinien und durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegten Auswahlkriterien genügt;

In der Erwägung, dass den Anträgen auf Entzug nicht stattgegeben wurde, weil sie sich auf Parzellen beziehen, die die wissenschaftlichen Auswahlkriterien der Gebiete erfüllen oder für die Kohärenz des Natura 2000-Netzes und zur Erreichung der Erhaltungsziele für das Gebiet notwendig sind;

In der Erwägung, dass manche Parzellen trotz ihrer Eintragung in den dem Ausweisungserlass beigefügten Karten aufgrund einer dem Ausweisungserlass beigefügten Liste aus dem Gebiet ausgeschlossen werden (siehe Anhang 2.2); dass diese Vorgehensweise durch Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 7 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zugelassen wird, laut dem im Falle von Unstimmigkeiten die schriftlichen Vorschriften bezüglich der Abgrenzung des Gebiets und der Bewirtschaftungseinheiten vor den graphischen Vorschriften Vorrang haben; dass in praktischer Hinsicht die Größe der bebauten Parzellen gegebenenfalls sehr gering sein kann; dass zur Vermeidung einer "Durchlöcherung" der Karten durch die Abgrenzung der besagten Parzellen die Option der Liste der aus dem Gebiet ausgeschlossenen Parzellen ohne Angabe auf der Karte selbst vorgezogen wurde;

In der Erwägung, dass aus Gründen einer zeitlichen Stabilität die Referenzunterlage der vektoriellen IGN-Daten im Maßstab 1/10.000 die Grundlage der Natura 2000-Kartographie bildet; dass es sich wie bei jeder kartographischen Referenzunterlage um eine Wiedergabe der Situation vor Ort handelt; dass sich daraus Ungenauigkeiten im Verhältnis zu der wirklichen Lage oder Änderungen vor Ort, die nicht in der Kartographie berücksichtigt werden, ergeben können;

In der Erwägung, dass die offizielle Referenz in Sachen katastrale Parzellierung die Katastermutterrolle ist und dass die sich daraus ergebenden kartographischen Schichten (CADMap) nicht auf einer besonderen Referenzunterlage gründen, sondern eine Digitalisierung der Parzellenpläne darstellen;

In der Erwägung, dass das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem (InVeKoS) das Ergebnis der Digitalisierung der gesamten landwirtschaftlichen Parzellen ist, die in der Wallonischen Region auf der Grundlage von orthorektifizierten Luftbildfotografien gemeldet sind;

In der Erwägung, dass die Katasterparzellen und die Elemente der Natura 2000-Schicht nicht genau deckungsgleich sind; dass die Parzellen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS) und die Elemente der Natura 2000-Schicht ebenso nicht genau deckungsgleich sind; dass sich dadurch Verschiebungen ergeben; dass es demnach angebracht ist, die Karten und die Ortslage richtig zu deuten, um die wirklich vorhandenen Abgrenzungen der Parzellen und der Bewirtschaftungseinheiten zu identifizieren, von denen die kartographischen Schichten nur Abbildungen sind;

In der Erwägung, dass, was den Sektorenplan betrifft, die kartographischen Schichten Benutzungsbegrenzungen aufweisen, die auf folgendem Link beschrieben werden und verfügbar sind: http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; dass zwischen dem Sektorenplan und dem IGN, das für die Natura 2000-Kartographie als Referenzunterlage gedient hat, Verschiebungen vorkommen;

In der Erwägung, dass die sachlichen Zuständigkeiten innerhalb unseres Föderalstaates unter Vorbehalt der Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit und der Beachtung der föderalen Loyalität in Exklusivität ausgeübt werden; dass eine föderierte Gebietskörperschaft die Ausübung föderaler Zuständigkeiten durch den föderalen Staat nicht unmöglich machen oder übertriebenermaßen erschweren darf; dass im vorliegenden Fall die Wallonische Region nicht direkt auf die föderalen Zuständigkeiten übergreift;

In der Erwägung, dass, was insbesondere die Eisenbahn betrifft, das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur lediglich das Ziel der Naturerhaltung verfolgt und nicht die Verwaltung und die Instandhaltung der Eisenbahninfrastrukturen selbst regelt; dass zwischen den beiden Verwaltungspolizeivorschriften eine Kumulierung möglich ist; dass wenn sich aus der Präventivregelung grundsätzlich bestimmte Einschränkungen ergeben können, sie die Wahrung und Instandhaltung der Infrastrukturen nicht unbedingt "unmöglich macht" oder "übertriebenermaßen erschwert"; dass falls die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet ist, zum Beispiel durch Baustellenfahrzeuge, immer noch eine Abweichung aus Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses aufgrund des Artikels 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur möglich ist;

In der Erwägung, dass manche Beschwerdeführer eventuelle Unvereinbarkeiten zwischen gewissen Bestimmungen der Ausweisungserlasse und denjenigen der Sonderverwaltungspolizei, mit der sie beauftragt sind, hervorheben (z.B. das Gesetz vom 25. Juli 1891 zur Revision des Gesetzes vom 15. April 1843 über die Eisenbahnpolizei oder das Gesetz vom 12. April 1965 über die Beförderung mittels Rohrleitungen von gasförmigen oder sonstigen Produkten); dass diese Unvereinbarkeiten mit der Normenhierarchie im Widerspruch stehen würden, insofern diese Regeln Gesetzeskraft haben und die Ausweisungserlasse hingegen nur Verordnungskraft haben;

In der Erwägung, dass diese Aussagen unbegründet sind, da keine konkrete Unvereinbarkeit nachgewiesen werden konnte; dass die in den Polizeigesetzgebungen bezüglich der Infrastrukturen öffentlichen Interesses vorgesehenen gesetzlichen Dienstbarkeiten Einschränkungen hinsichtlich des Eigentumsrechts der Anwohner dieser Infrastrukturen auferlegen, die gemäß dem Kumulierungsprinzip der Verwaltungspolizeivorschriften zu den auf die um eine Ausweisung als Natura 2000-Gebiet kandidierenden Gebiete anwendbaren Vorschriften der Regelung für den primären Schutz und zu der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung hinzukommen;

In der Erwägung, dass die Eigentümer und Benutzer als Landbewirtschafter verpflichtet sind, alle auf ihr Eigentum anwendbaren gesetzlichen Dienstbarkeiten einzuhalten, ohne dass dies jedoch ein Unvereinbarkeitsproblem zwischen dem Ausweisungserlass und den Vorschriften dieser Polizeigesetzgebungen darstellt;

In der Erwägung, dass die Kumulierung tatsächlich die Verpflichtung für den Verwalter der Infrastruktur voraussetzt, die Regeln einzuhalten, die sich aus der auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Präventivregelung ergeben, darunter auch gegebenenfalls die Verpflichtung, die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung zu ersuchen, wenn das Projekt die Unversehrtheit des Gebiets gefährdet; dass dies nicht unbedingt zur Folge hat, dass der Ausweisungserlass die betroffenen Gesetzgebungen der Verwaltungspolizei verletzt; dass übrigens die Möglichkeit der Beantragung einer Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialwirtschaftlicher Art oder in Verbindung mit der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, den Verwaltern der Infrastrukturen öffentlichen Interesses ermöglicht, Projekte zu Ende zu führen, die durch derartige Gründe gerechtfertigt sind, wenn keine alternativen Lösungen vorliegen und Ausgleichsmaßnahmen vorgesehen sind;

In der Erwägung darüber hinaus, dass die sich aus der Präventivregelung ergebenden Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Gebiete infolge ihrer Ausweisung als Natura 2000-Gebiete anwendbar sind, außerdem die Aufgaben öffentlichen Dienstes, die den Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere den in den Grundgesetzgebungen wie das Gesetz vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen (Artikel 156) erwähnten autonomen öffentlichen Unternehmen, worunter Infrabel, anvertraut werden, nicht in Frage stellen;

In der Erwägung, dass die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung nur eine sehr beschränkte Anzahl von meist landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeiten verbietet, und zwar nur in bestimmten, sehr empfindlichen Bewirtschaftungseinheiten;

In der Erwägung, dass sich im Übrigen die hauptsächliche Einschränkung aus der durch Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschriebenen Verpflichtung für die bewirtschaftende Behörde ergibt, jeweils die Arten und Lebensräume gemeinschaftlichen Interesses, die für die Ausweisung des Gebiets als Natura 2000-Gebiet ausschlaggebend sind, weder erheblich zu stören, noch zu beschädigen, und die Unversehrtheit des Gebiets durch Pläne oder Genehmigungen, die beträchtliche Auswirkungen auf das Gebiet haben könnten, gemäß Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur nicht zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, dass diese Einschränkungen durch die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Abweichung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit, oder sozialwirtschaftlicher Art und nach Begutachtung der Kommission aufgehoben werden können, wenn in dem Gebiet prioritäre Lebensräume oder Arten vorhanden sind; dass dieser Rahmen durch die Richtlinie 92/43 vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen festgelegt wird und nicht abgeändert werden darf, da sonst gegen das europäische Recht verstoßen würde;

In der Erwägung, dass, falls ein offensichtlicher Widerspruch zwischen den verordnungsrechtlichen Bestimmungen eines Ausweisungserlasses und der Bestimmung einer Polizeigesetzgebung oder einer Grundgesetzgebung zur Organisation von öffentlichen Diensten, die Infrastrukturen innerhalb oder in der Nähe eines Natura 2000-Gebiets benutzen, festgestellt werden sollte, sich dieser Widerspruch nicht aus dem Ausweisungserlass ergeben würde, sondern unmittelbar aus den Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur (Artikel 28 und 28bis), in dem die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung eingeführt wird; dass der Ausweisungserlass nur ein bedingender Akt ist, der hauptsächlich Verordnungs kraft hat und dessen Verabschiedung insbesondere die Auslösung des Inkrafttretens, innerhalb eines von ihm abgegrenzten Areals, einer Reihe von Vorbeugungsmaßnahmen mit gesetzlichem Charakter zur Folge hat, ebenso wie beispielsweise ein Unterschutzstellungserlass, der trotz seines individuellen Wertes die in der Gesetzgebung über den Schutz des kulturellen Erbes vorgesehene Schutzregelung auf den unter Schutz stehenden Standort anwendbar macht;

In der Erwägung, dass, was die Möglichkeit einer Berücksichtigung, im Stadium der Abgrenzung des Gebiets, vorhandener oder geplanter gemeinnütziger Infrastrukturen oder Ausrüstungen öffentlichen Dienstes, wie beispielsweise bestehende oder einzurichtende Klärstationen, Eisenbahnlinien, das Straßennetz, Kanalisationen, usw. betrifft, daran erinnert werden muss, dass die Wallonische Regierung ihre Ausweisung der Natura 2000-Gebiete nur auf rein wissenschaftliche Kriterien stützen kann, die durch das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegt sind; dass es demnach unmöglich ist, bestimmte Teile aus dem Areal eines Gebiets, das den Kriterien zur Einstufung als Natura 2000-Gebiet genügt, auszuschließen, nur um die Miteinschließung in das Gebiet von Parzellen zu vermeiden, die zur Ansiedlung oder zum Betrieb von Infrastrukturen, seien sie auch von gemeinnütziger Art, bestimmt sind;

In der Erwägung, dass die in Artikel 29 § 2 Absätze 4 und 5 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 vorgesehenen Möglichkeiten einer Abweichung von der Präventivregelung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses im Gegenteil den Verwaltern ermöglichen, Tätigkeiten ungeachtet ihrer Auswirkungen auf die Gebiete auszuüben, wenn bestimmte Bedingungen erfüllt sind;

In der Erwägung, dass in Bezug auf den Antrag der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude (OGD1) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (SPW), der VoE "GRACQ" und der VoE "Chemins du rail" bezüglich des Wunsches, die Grundflächen der stillgelegten Eisenbahngleise zwecks der Entwicklung des "RAVeL" oder neuer Eisenbahngleise zu erhalten, und ihres Vorschlags, systematisch Eisenbahngleise in die anthropogene Bewirtschaftungseinheit (BE 11) auf mindestens 12 Meter mit einzuschließen, sowie in Bezug auf den Antrag von Infrabel, den Bereich der Eisenbahninfrastruktur und die Gesamtheit oder einen Teil der Parzellen, die sich in einer ab dem freien Rand der Eisenbahn gemessenen Zone von 20 Metern befinden, auszuschließen, die Wallonische Regierung die Gebiete nur aufgrund wissenschaftlicher Kriterien und nicht aufgrund sozialwirtschaftlicher Erwägungen auswählen und abgrenzen kann; dass es demnach nicht in Frage kommen kann, ein Straßennetz oder Eisenbahngleise ohne wissenschaftliche Begründung aus einem Gebiet auszuschließen;

In der Erwägung, dass grundsätzlich keine Unvereinbarkeit zwischen der sich aus der Verabschiedung des Ausweisungserlasses ergebenden Präventivregelung und der Eisenbahnpolizei besteht, was jegliche Regelwidrigkeit in Verbindung mit der angeblichen Nichteinhaltung der besagten Eisenbahnpolizei ausschließt; dass es sich um zwei getrennte Verwaltungspolizeivorschriften handelt, deren Auswirkungen sich kumulieren; dass wenn auch ein Widerspruch hervorgehoben werden kann, was im Rahmen der öffentlichen Untersuchungen nicht der Fall war, der Ausweisungserlass, zumindest wenn er weder spezifische Erhaltungsziele, noch spezifische Vorbeugungsmaßnahmen oder Verbote beinhaltet, das heißt eigens für das Gebiet bestimmte Maßnahmen und Verbote, sich als ein bedingender Akt erweist, dessen Inkrafttreten die Bedingungen für die Anwendung einer Präventivregelung dekretalen Ursprungs gemäß Artikel 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur stellt; dass sich zwei Polizeiregeln gleicher Rangordnung zugunsten der einschränkenderen Regel kumulieren;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Gesamtheit der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die in Anhang 1 zum vorliegenden Erlass aufgeführt sind und auf dem Gebiet der Gemeinde Orp-Jauche liegen, wird als Natura 2000-Gebiet BE31009 - "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" ausgewiesen.

Das auf einer Karte im Maßstab 1:10000 abgegrenzte Gebiet sowie die schriftlichen Vorschriften zur genauen Bestimmung dieses Gebiets werden im Anhang 2 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Das Natura 2000-Gebiet BE31009 - "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" erstreckt sich über eine Fläche von 12,37 ha.

Art. 2 - Unter Bezugnahme auf die verfügbaren Daten führt Anhang 3.A Folgendes auf:

- 1° die natürlichen Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse, die sich im Gebiet befinden und für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, gegebenenfalls unter Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräume;
- 2° ihre Fläche und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl eingeschätzt worden sind, sowie, gegebenenfalls, die wichtigste(n) Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären natürlichen Lebensräumen.

Art. 3 - Unter Bezugnahme auf die verfügbaren Daten führt Anhang 3.B Folgendes auf:

- 1° die Arten von gemeinschaftlichem Interesse und die Vogelarten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, gegebenenfalls unter Angabe der im Gebiet vorkommenden prioritären Arten;
- 2° ihre Populationsgröße und ihren Erhaltungszustand, wie sie auf Ebene des Gebiets zum Zeitpunkt seiner Auswahl geschätzt worden sind, sowie, gegebenenfalls, die wichtigste(n) Bewirtschaftungseinheit(en) mit den im Gebiet vorkommenden prioritären Arten.

Art. 4 - In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als besondere Erhaltungsgebiete vorgeschlagen wurden, sind die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, diejenigen, die in Anlage X des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie die stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

In Bezug auf die Teile des Gebietes, die als besondere Schutzgebiete vorgeschlagen wurden, sind die wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Gebietes geführt haben, diejenigen, die in der Artikel 25 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgeführt sind, sowie die stichhaltigen wissenschaftlichen Informationen.

Die Ergebnisse betreffend die Anwendung dieser Kriterien auf das Gebiet sind in den Anhängen 3.A und 3.B zum vorliegenden Erlass zusammengefasst.

Art. 5 - Die im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten und die Karte zur Abgrenzung dieser Bewirtschaftungseinheiten werden in Anhang 4 zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten im Gebiet vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Art. 6 - Unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Anforderungen, sowie der lokalen Besonderheiten, können die vorgeschlagenen Mittel der aktiven Verwaltung, um die Erhaltungsziele im Gebiet zu erreichen, die Folgenden sein:

- der Abschluss eines Vertrags zur aktiven Verwaltung oder jeglicher anderen Form von Vertrag, der durch die Wallonische Region mit den betroffenen Eigentümern oder Benutzern abgeschlossen wird;
- die Schaffung eines domanialen oder zugelassenen Naturschutzgebiets oder eines Forstschutzgebiets;
- die Abänderung der eventuell geltenden waldbaulichen Maßnahmen;
- die Verabschiedung eines Abschussplans für die Großwildarten, die es zu kontrollieren gilt (im Zuständigkeitsgebiet des/der betroffenen weidmännischen Rats/Räte);
- die Abänderung des von der Bewässerungsgenossenschaft nach den geltenden gesetzlichen Vorschriften aufgestellten Plans zur Verwaltung des Wasserhaushaltes auf landwirtschaftlich genutzten Flächen;
- die Zurverfügungstellung von Geländen an die wallonische Region oder eine gemäß Artikel 17 Ziffer 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 anerkannte Naturschutzvereinigung;
- die Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, der gegebenenfalls auf dem Gebiet in Kraft ist und/oder die Anpassung des Maßnahmenprogramms zum Schutz der Gewässer, das gegebenenfalls aufgrund des Wassergesetzbuches verabschiedet wurde;
- die Abänderung der Programme für Ausschlamm- und Unterhaltsarbeiten der Wasserläufe;
- die Annahme von Agrarumweltmaßnahmen;
- jedes andere zweckmäßige, im Rahmen der Konzertierung vorgeschlagene Mittel zur aktiven Verwaltung.

Art. 7 - Das Natura 2000-Gebiet BE31009 - "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" unterliegt der Erhaltungskommission von Mons.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. Dezember 2017 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

ANHANG 1: Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die innerhalb des Natura 2000-Gebietes BE31009 - "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" umfasst die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE : ORP-JAUCHE Gem. 1 Flur D : Parzellen 257P (teilw. 53%), Gem. 2 Flur C : Parzellen 275A (teilw. 17%), 276C, 276D (teilw. 80%), 277D (teilw. 83%), 277E (teilw. 92%), 278E (teilw. 13%), 279C (teilw. 87%), 280B (teilw. 92%), 281 (teilw. 15%), 282A (teilw. 15%), 282B (teilw. 16%), 283A, 284C, 285A, 286B (teilw. 78%), 288C, 290B (teilw. 29%), 296 (teilw. 52%), 297 (teilw. 7%), 370A (teilw. 43%), 371A, 373A, 378B, 379D, 380T, 380V (teilw. 87%), 380W (teilw. 69%), 380Y (teilw. 77%), 380Z, Gem. 3 Flur A : Parzellen 66G2 (teilw. 48%), 67S (teilw. 88%), 73A (teilw. 54%), 73B (teilw. 38%), 75A (teilw. 37%)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

**ANHANG 2: Abgrenzung
des Natura 2000-Gebiets BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche"**

2.1. Karte zur Abgrenzung des Gebiets

Die beigefügte Karte hält, ab dem Tag der Ausweisung des Gebietes, dessen Areal im Maßstab 1:10000 fest (veröffentlicht im Maßstab 1:25000).

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierformat bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

2.2. Schriftliche Vorschriften zur genauen Bestimmung des Gebiets

Liste der Kataster-Parzellen und der Teile der Kataster-Parzellen, die nicht innerhalb des Natura 2000-Gebietes BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" liegen

Das Natura 2000-Gebiet BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" umfasst nicht die wie folgt katastrierten oder ehemals katastrierten Parzellen:

GEMEINDE : ORP-JAUCHE Gem. 1 Flur D : Parzellen 259E, 259F, 262B, Gem. 2 Flur C : Parzellen 279E, 298, 380A2, Gem. 3 Flur A : Parzellen 105, 66K2, 66V, 67T, 71K, 72E, 73C, 74T

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

ANHANG 3: Liste der natürlichen Lebensräume und Arten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, und einschlägige Angaben; Zusammenfassung der wissenschaftlichen Kriterien, die zur Auswahl des Natura 2000-Gebietes BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" geführt haben

Unter Bezugnahme auf die verfügbaren Daten gibt vorliegender Anhang Folgendes an:

- die jeweilige Auflistung der natürlichen Lebensraumtypen und der Arten, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, sowie die Daten betreffend ihre Flächen, Populationsgröße und zur Bewertung ihres Erhaltungszustands; die prioritären Lebensraumtypen und prioritären Arten werden mit einem Sternchen (*) gekennzeichnet;

- eine Zusammenfassung der Ergebnisse aus der Bewertung der Bedeutung des Gebietes für die Erhaltung der natürlichen Lebensraumtypen gemeinschaftlichen Interesses aus Anlage VIII und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse aus Anlage IX und/oder der Vogelarten aus Anlage XI des Gesetzes vom 12. Juli 1973, die in dem Gebiet anzutreffen sind.

Diese Ergebnisse rechtfertigen die Auswahl des Gebiets als Natura 2000-Gebiets.

Die Daten bezüglich der natürlichen Lebensraumtypen (Liste, Fläche und Erhaltungszustand) und der Arten (Liste, Bestand und Erhaltungszustand), die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind, stammen aus den zwischen 2002 und 2005 aufgestellten

Standarddatenformularen. Diese für das Gebiet zum Zeitpunkt seiner Auswahl geschätzten Daten enthalten Annäherungswerte. Sie wurden zum Teil aufgrund der besten zur Verfügung stehenden Kenntnisse präzisiert, insbesondere für die Flächen, was die natürlichen Lebensräume betrifft, und für die Populationsgrößen, was die Arten betrifft. Die Präzisierung dieser Daten muss fortgeführt werden.

Das Gebiet BE31009 wurde aus folgenden Gründen ausgewählt: Das Gebiet besteht aus künstlichen unterirdischen Lebensräumen, die die "Caves Pahaut" in Orp-Jauche und die unterirdischen Gänge von Folx-les-Caves umfassen, welche wiederum zwei Netze, die "Caves Bodart" und die "Caves Racourt", einschließen. Die "Caves Pahaut" wurden als Fledermaus-Naturschutzgebiet innerhalb des "Réserves Naturelles RNOB"-Netzes errichtet. Die unterirdischen Steinbrüche als solche bieten mehreren Fledermausarten von gemeinschaftlichem Interesse einen Lebensraum und bilden, von der Anzahl Individuen her, die größten Fledermaus-Überwinterungsgebiete in Wallonisch-Brabant. Das Gebiet beherbergt zudem einen in Wallonisch-Brabant selten gewordenen Lebensraum, nämlich die wenig intensiv genutzte Mähwiese.

A. Natürliche Lebensraumtypen von gemeinschaftlichem Interesse nach Anlage VIII des Gesetzes, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind

Natürliche Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse	Fläche	EZ	BE LGI*
6510	0,09 ha	C	

Erklärungen: EZ: Bewertung des Erhaltungszustands; A: ausgezeichneter Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; BE LGI*: Bewirtschaftungseinheit(en), die den prioritären natürlichen Lebensraum von gemeinschaftlichem Interesse beherbergt oder beherbergen kann (wenn genaue Angaben nicht verfügbar sind); "-": nicht verfügbare Angaben

6510 : Magere Flachland-Mähwiesen (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*)

B. Arten aus den Anlagen IX und XI des Gesetzes, die für die Ausweisung des Gebiets ausschlaggebend sind

Code	Lateinischer Name	Deutscher Name	Population			EZ
			Sesshaft	Ziehend		
				Brütend	Überwinternd	
1318	Myotis dasycneme	Teichfledermaus			3-20 i	B
1321	Myotis emarginatus	Wimperfledermaus	3-25 i			C
1324	Myotis myotis	großes Mausohr	P			C

Erklärungen: P = präsent; p = Anzahl Pärchen; i = Anzahl Individuen; EZ: Bewertung des Erhaltungszustands; A: ausgezeichneter Erhaltungszustand; B: guter Erhaltungszustand; C: durchschnittlicher Erhaltungszustand; Bes.: Besucher; gel. : gelegentlich; "-": nicht verfügbare Angaben

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

ANHANG 4: Ausweisung und Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten des Natura 2000-Gebiets BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche"

4.1. Liste der innerhalb des Gebiets abgegrenzten Bewirtschaftungseinheiten

Das Gebiet umfasst folgende Bewirtschaftungseinheiten:

- BE 2 - prioritäre offene Lebensräume
- BE 3 - Wiesen als Lebensraum von Arten
- BE 5 - Verbindungswiesen
- BE 8 - einheimische Wälder von großem biologischem Interesse
- BE 11 - Ackerbauland und anthropische Elemente

Die natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse und die Arten von gemeinschaftlichem Interesse, die diese Bewirtschaftungseinheiten beherbergen könnten, werden in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen bestimmt.

4.2. Karte zur Abgrenzung der Bewirtschaftungseinheiten

Die beigefügten Karten halten im Maßstab 1:10000 (veröffentlicht im Maßstab 1:25000) das Areal der im Gebiet vorhandenen Bewirtschaftungseinheiten fest. Die Konturen der Bewirtschaftungseinheiten entsprechen denen der wichtigsten im Gebiet vorhandenen natürlichen Lebensraumtypen.

Diese Karte ist ebenfalls verfügbar:

- in elektronischem Format auf der Webseite <http://natura2000.wallonie.be>;
- in Papierformat bei jeder betroffenen Gemeinde;
- in beiden Formaten bei den territorial zuständigen Außendirektionen der Abteilung Natur und Forstwesen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Ausweisung des Natura 2000-Gebiets BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/70009]

**1 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering
tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie BE31009 - “Carrières souterraines d’Orp-Jauche”**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wat betreft de tenuitvoerlegging van het Natura 2000-stelsel, hierna ‘de wet van 12 juli 1973’;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 betreffende Boek I van het Milieuwetboek, artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

Gelet op het openbare onderzoek georganiseerd in de gemeente Orp-Jauche, van 14 december 2012 tot 5 februari 2013, overeenkomstig de bepalingen van het Milieuwetboek betreffende de organisatie van openbare onderzoeken, artikelen D.29-1 en volgende;

Gelet op het advies van de « Commission de conservation » (Instandhoudingscommissie) van Bergen, gegeven op 11 maart 2016;

Gelet op het Verdrag inzake het behoud van wilde dieren en planten en hun natuurlijk leefmilieu van de Raad van Europa, gedaan te Bern op 19 september 1979 en goedgekeurd bij de wet van 20 april 1989;

Gelet op richtlijn 92/43/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 26 september 2002, aangevuld met de beslissingen van 4 februari 2004 en 24 maart 2005, tot goedkeuring van de lijst van de locaties voorgedragen aan de Europese Commissie als locaties met een communautair belang;

Gelet op de beslissingen 2004/798/EG en 2004/813/EG van de Commissie van 7 december 2004 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van de lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op de beslissingen 2011/63/EG en 2011/64/EG van de Commissie van 10 januari 2011 tot vaststelling, overeenkomstig Richtlijn 92/43/EEG van de Raad, van een vierde lijst van gebieden met een communautair belang respectievelijk voor de continentale biogeografische regio en voor de Atlantische biogeografische regio;

Gelet op het beginsel van preventieve actie, het beginsel van integratie en het voorzorgsbeginsel, zoals bedoeld in de artikelen D.1, D.2, derde lid, en D.3, 1°, van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op de sociaal-economische bemiddeling verricht overeenkomstig de beslissingen genomen door de Waalse Regering op 30 september 2010 en 7 april 2011;

Overwegende dat het aanwijzingsbesluit rekening houdt met de bezwaren en opmerkingen uitgebracht door de bezwaarindieners tijdens voornoemde openbare onderzoeken;

Overwegende dat enkel de bezwaren die geformuleerd worden binnen de termijnen van het openbaar onderzoek en volgens de voorschriften van Boek I van het Milieuwetboek in aanmerking genomen moeten worden;

Gelet op de bezwaren betreffende de vermeende niet-naleving door de Waalse Regering van de regels inzake toegang tot de informatie, deelname van het publiek en rechtstoegang alsook die betreffende de teruggang die zou zijn verricht inzake deelname t.o.v. de openbare onderzoeken van 2008 betreffende de aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende allereerst dat in alle gemeenten die het voorwerp waren van een aanwijzingsbesluit openbare onderzoeken werden georganiseerd volgens de modaliteiten waarin Boek I van het Milieuwetboek voorziet; dat elke persoon de mogelijkheid had om een bezwaar in te dienen in het kader van die openbare onderzoeken;

Overwegende dat, behalve de door Boek I van het Milieuwetboek voorgeschreven formaliteiten voor de aankondiging van het openbaar onderzoek, de administratie vrijwillig andere acties heeft gevoerd om de belanghebbende personen zo goed mogelijk in te lichten;

Overwegende aldus dat voor en tijdens het onderzoek op verschillende manieren informatie over het Natura 2000-netwerk aan het publiek werd verstrekt: verspreiding van handleidingen over beheerswijzen, artikelen in de gespecialiseerde pers, colloquia, nieuwsbrieven, spreekuren, tentoonstellingen, radio- en televisiespots op de « Radio Télévision Belge Francophone (RTBF) » over de verschillende soorten natuurlijke milieus, over de dwingende elementen vereist in de beheers- en beschermingswijze, informatie via internet (ontwerpen van aanwijzingsbesluiten, wetteksten, kaartdocumenten, typeformulieren voor bezwaarschriften, contacten); dat de voornaamste documenten, wetteksten en reglementaire teksten in het Duits beschikbaar werden gesteld; dat er tweetalige (Frans-Duitse) infovergaderingen werden gehouden; dat die zeer pertinente informatie het publiek heeft kunnen sensibiliseren voor het belang om aan het onderzoek deel te nemen;

Overwegende dat de Administratie aan de eigenaars en beheerders van in Natura 2000-locatie gelegen percelen, op basis van kadastrale informatie en van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS), een gepersonaliseerd schrijven heeft gestuurd waarin de organisatie van een onderzoek meegedeeld werd alsook, informatiehulpe, de lijst van hun in Natura 2000-locatie gelegen percelen, van de betrokken oppervlaktes en de overeenstemmende beheerseenheden; dat, voorafgaand aan die verzending, speciaal voor dat publiek een informatiecampaagne werd gevoerd;

Overwegende dat het feit dat de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen niet meer opgenomen worden in het aanwijzingsbesluit, maar in besluiten met een algemene strekking, voor samenhang in de maatregelen en doelstellingen over het gehele Waalse Gewest zorgt met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de betrokken burgers en voorkomt dat locaties ongelijk behandeld worden zonder dat dit toe te schrijven is aan specifieke lokale kenmerken, dat de mogelijkheden om te reageren in het kader van de openbare onderzoeken ten opzichte van de onderzoeken uit 2008 voor de acht aangewezen locaties er niet minder op werden; dat de bezwaarindieners immers de mogelijkheid hebben om hun mening te uiten over de dwingende elementen die de preventieve regeling voor hun percelen inhoudt in functie van de beheerseenheid zoals afgebakend in het ontwerp-besluit;

Overwegende dat wat betreft de mogelijkheid voor de bezwaarindieners om een standpunt te geven over de overwogen instandhoudingsdoelstellingen op schaal van de locatie, op het volgende gewezen dient te worden; dat de instandhoudingsdoelstellingen eigen aan elk type natuurlijk habitat en elke soort met een communautair belang door de Regering nauwkeurig moeten worden vastgesteld in een algemeen besluit krachtens artikel 25bis, § 2, van de wet; dat deze gewestelijke afstemming van de instandhoudingsdoelstellingen die toepasselijk zijn per type natuurlijk habitat en per soort met een communautair belang ook tot doel heeft de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de betrokken burgers na te streven en voorkomt dat locaties ongelijk behandeld worden zonder dat dit toe te schrijven is aan specifieke lokale kenmerken; dat een ontwerp van reglementair besluit tot vaststelling van deze doelstellingen is opgesteld overeenkomstig artikel 25bis, § 2, van de wet, en opgenomen in het dossier dat aan een openbaar onderzoek onderworpen wordt om de bezwaarindieners de mogelijkheid te bieden hun mening te uiten over de overwogen instandhoudingsdoelstellingen op de betrokken locatie;

Overwegende dat de instandhoudingsdoelstellingen, die toepasselijk zijn op de locatie, worden vastgesteld door te verwijzen naar de doelstellingen, vastgesteld bij dit ontwerp van besluit, voor elk type natuurlijk habitat en elke soort opgenomen in de lijst bedoeld in bijlage 3 van het aanwijzingsbesluit waarbij, voor de betrokken locatie, de habitatoppervlaktes en de populatieniveaus van de soorten die concreet op de locatie moeten worden behouden, worden bepaald (kwantitatieve doelstellingen); dat de samenhang van de doelstellingen opgenomen in het ontwerp van besluit met de gegevens bedoeld in bijlage 3, de bezwaarindieners de mogelijkheid hebben gegeven hun opmerkingen met kennis van zaken te uiten daar ze over informatie beschikken betreffende de toekomstige overwogen instandhoudingsdoelstellingen op de betrokken locatie – namelijk om minstens voor de instandhouding te zorgen van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijk habitats waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats - ; dat de lijst van habitats opgenomen in bijlage 3 en het kaartdocument van de beheerseenheden de concrete vaststelling van de instandhoudingsdoelstellingen die toegepast zullen worden in de betrokken locaties mogelijk maken, voor zover de natuurlijke habitats en de soorten met een gemeenschappelijk belang die binnen deze beheerseenheden aangetroffen kunnen worden, bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, worden bepaald;

Overwegende dat de algemene instandhoudingsdoelstellingen van de locatie, die door de Regering krachtens artikel 25bis, § 2, van de wet worden vastgesteld, kunnen (maar niet moeten) worden aangevuld met de specifieke instandhoudingsdoelstellingen die rechtstreeks in het aanwijzingsbesluit worden vastgesteld; dat het bijgevolg het niet noodzakelijk geacht werd te voorzien in dergelijke specifieke doelstellingen, voor zover de instandhoudingsdoelstellingen vastgesteld in het ontwerp van besluit gevoegd bij het openbare onderzoek voldoende nauwkeurig en wetenschappelijk geschikt zijn, t.a.v. de kenmerken van de locatie, die in dit opzicht geen andere nadere inlichtingen behoeven;

Overwegende dat niet kan aangevoerd worden dat de overwogen instandhoudingsdoelstellingen voor de betrokken locatie niet konden worden vastgesteld en niet raadpleegbaar waren tijdens het openbare onderzoek; dat het, integendeel, net is om de eigenaars en gebruikers de mogelijkheid te geven om zich met kennis van zaken uit te laten spreken over deze doelstellingen dat beslist is het ontwerp van besluit genomen ter uitvoering van artikel 25bis, § 2, van de wet, tegelijk met het ontwerp van aanwijzingsbesluit aan het openbare onderzoek te onderwerpen;

Overwegende dat dit openbaar onderzoek duidelijk niet betrekking had op de beslissingen van de Waalse Regering van 26 september 2002 en 4 februari 2004, aangevuld met de beslissing van 24 maart 2005 met betrekking tot de selectie van de locaties, maar op de aanwijzingsbesluiten van de locaties voorgesteld door het Waalse Gewest en in aanmerking genomen door de Commissie als locaties met een communautair belang (LCB); dat de kritieken op de zogezegde niet-naleving van de procedurewaarborgen bepaald in het Verdrag van Aarhus van 25 juni 1998 betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, in België in werking getreden op 21 april 2003, in het kader van de selectieprocedure van de locaties, dus niet onder dit onderzoek vallen; dat, mocht dit toch het geval zijn, deze kritieken, zoals vastgesteld moet worden, inhoudloos zijn;

Overwegende immers dat het Waalse Gewest, wat de toegang tot informatie betreft, de eisen van het Verdrag van Aarhus en het Europese recht terzake in Boek I van het Milieuwetboek heeft omgezet en die bepalingen bij de selectie van de locaties in acht heeft genomen, met name door de lijst van de als locatie van communautair belang voorgedragen locaties ingevolge de beslissingen van 26 september 2002, 4 februari 2004 en 24 maart 2005, alsook de standaardbestanden van aan elke locatie eigen gegevens op internet bekend te maken;

Overwegende dat de wetgever, wat de inspraak van het publiek bij die besluitvorming betreft, niet geacht heeft te moeten voorzien in een dergelijke inspraakmodaliteit in deze fase des te meer omdat ze niet opgelegd is bij de richtlijn Habitats; dat het Grondwettelijk Hof geacht heeft dat « de decreetgever moet oordelen of een openbaar onderzoek gevoerd moeten worden voor de definitieve aanwijzing van de gebieden die tot bijzondere instandhoudingsgebieden verklaard zouden kunnen worden » (Arbitragehof, nr. 31/2004, 3 maart 2004, punt B.3.4);

Overwegende dat de gezamenlijke organisatie van een openbaar onderzoek voor het ontwerp-aanwijzingsbesluit en het ontwerp-besluit van de Waalse Regering hoe dan ook de eigenaars en gebruikers de gelegenheid biedt om hun opmerkingen te laten gelden zowel over de omtrek van de locatie als over die van de beheerseenheden - en over de redenen die deze omtrekken rechtvaardigen – alsook over de instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie daar deze doelstellingen zoals gezegd voortvloeien uit de combinatie van de bepalingen van het ontwerp-regeringsbesluit en de gegevens van bijlage 3 bij het aanwijzingsbesluit; dat het dus onjuist is te beweren dat dit onderzoek te laat komt in het besluitvormingsproces;

Overwegende dat geen enkele bezwaarindieners, wat de toegang tot de rechter betreft, een beroep heeft ingediend tegen de beslissingen van de Regering betreffende de selectie van de voornoemde locaties die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt op 30 juli 2004 (ed.2), op 24 maart 2005 en op 23 februari 2011, wat suggereert dat ze van mening waren dat de selectie op zich hen niet benadeelde; dat er daarentegen geen twijfel is dat de aanwijzingsbesluiten voor beroep vatbare handelingen voor de Raad van State zullen vormen als ze nadeel kunnen opleveren door de beperkingen die ze aan de particulieren opleggen; dat de toegang tot de rechter van de eventuele bezwaarindieners die achten dat ze niet voldoende gehoord worden, dus gewaarborgd wordt, zoals de artikelen 9.2 en 9.3 van het Verdrag van Aarhus vereisen;

Overwegende dat de artikelen D.29-7 en D.29-8 van Boek I van het Milieuwetboek die de aankondiging van openbare onderzoeken bepalen voor plannen van categorie A.2 waarvan de aanwijzingsbesluiten deel uitmaken, niet eisen dat een verwijzing naar eventuele beroepsmiddelen tegen de aanwijzingsbesluiten vermeld wordt in het bericht of in de kennisgevingen; dat dergelijke informatie slechts in de administratieve beslissingen van categorieën B en C moet vermeld worden, overeenkomstig artikel D.29-22 van hetzelfde Boek; bovendien dat het schrijven gericht aan eigenaars en beheerders dat de verrichting van openbare onderzoeken aankondigt bovendien geen wettelijke of reglementaire eis is;

Overwegende, tot slot, dat geen enkele wetgeving de raadpleging van eenderwelke raadsman oplegt in het kader van de aanneming van de besluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties;

Overwegende desalniettemin dat de Regering, op grond van artikel 30, § 2, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, besloten heeft de Instandhoudingscommissies te raadplegen omtrent de bezwaren en opmerkingen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek i.v.m. de ontwerpbesluiten tot aanwijzing van de Natura 2000-locaties; dat de Instandhoudingscommissies als opdracht hebben toe te zien op de staat van behoud van de Natura 2000-locaties met het oog op de instandhouding ervan of op het herstel ervan in een gunstige staat van instandhouding, rekening houdend met de types prioritaire natuurlijke habitats en de prioritaire soorten en met inachtneming van de economische, sociale en culturele eisen alsmede met de plaatselijke bijzonderheden;

Overwegende dat de Instandhoudingscommissies samengesteld zijn uit leden die de verschillende belangen van de burgerlijke maatschappij vertegenwoordigen, meer bepaald een voorzitter aangewezen door de Regering, vier agenten van de gewestelijke administratie, waarbij één agent ressorteert onder de dienst bevoegd voor natuurbehoud, één onder de dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening, één onder de dienst bevoegd voor landbouw en één onder de dienst bevoegd voor water; een lid voorgedragen door de « Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature » (Waalse hoge raad voor natuurbehoud); een lid voorgedragen door de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest); twee vertegenwoordigers voorgedragen door de verenigingen met natuurbehoud als maatschappelijk doel; twee vertegenwoordigers voorgedragen door de representatieve verenigingen van de eigenaars en de gebruikers van de betrokken locatie(s); twee vertegenwoordigers voorgedragen door de vakverenigingen met als maatschappelijk doel de bescherming van landbouw-, jacht-, visserij- of bosbouwactiviteiten uitgeoefend in de betrokken locatie(s); dat de in deze commissies vertegenwoordigde belangengroepen via hun vertegenwoordigers rechtstreeks kunnen deelnemen aan het uitwerken van de adviezen van de Instandhoudingscommissies en, zodoende, aan het toezicht op de staat van behoud van de locaties;

Overwegende derhalve dat de regelgevingen inzake toegang tot informatie, inspraak en toegang tot de rechter wel degelijk in acht zijn genomen en voldoen aan het standstill-beginsel;

Overwegende dat de diversiteit van de habitats en van de habitats van soorten binnen de Natura 2000-locatie BE31009- "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" haar aanwijzing volledig rechtvaardigt;

Overwegende dat deze locatie de kenmerken eigen aan een gebied met een communautair belang vertoont in de zin van artikel 1bis, 13°, van de wet van 12 juli 1973, en dat de site als dusdanig door de Europese Commissie is gekozen in haar beslissing van 7 december 2004, bijgewerkt middels haar beslissing van 10 januari 2011;

Overwegende dat de locatie een groot geheel van verschillende types natuurlijke habitats met een communautair belang, bedoeld in bijlage VIII bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie populaties van verschillende soorten met een communautair belang, bedoeld in bijlage IX bij de wet van 12 juli 1973, bevat, geïdentificeerd op basis van de in bijlage 3 bij dit besluit samengevatte wetenschappelijke criteria en gegevens;

Overwegende dat de locatie aan de in artikel 25, § 1, en in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 bedoelde selectiecriteria voldoet, zoals blijkt uit bijlage 3 bij dit besluit, dat ze dienovereenkomstig moet worden aangewezen als Natura 2000-locatie onder de noemer "bijzondere instandhoudingszone";

Overwegende dat artikel 26, § 1, tweede lid, 4°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalt dat elk aanwijzingsbesluit « de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie werd uitgekozen » vermeldt; overwegende, in het bijzonder, dat de locatie BE31009 geselecteerd werd om de volgende redenen :

"De locatie bestaat uit ondergrondse kunstmatige milieus die lijken op de "Caves Pahaut" in Orp-Jauche en de ondergrondse ruimten van Folx-les-Caves die zelf twee netten omvatten, namelijk de "Caves Bodart" en de "Caves Racourt". De "Caves Pahaut" zijn als chiropterologisch natuurreservaat van de "Réserves Naturelles RNOB" opgericht. De ondergrondse steengroeven dragen tot de habitat van verschillende vleermuizen met een communautair belang bij en vormen door het aantal individus de belangrijkste locaties voor de overwintering de vleermuizen in Waals-Brabant. De locatie herbergt bovendien een habitat die op schaal van het Waals Brabant zeldzaam is geworden, namelijk de wening geïdentificeerde maaibeide.",

Gelet op de tabellen die als bijlage 3 gaan bij dit besluit en die de lijst van de soorten en habitats bevatten waarvoor de locatie wordt aangewezen, de oppervlakte van deze habitats en de populatie van deze soorten geschatte op de locatie alsook de evaluatie volgens een schaal van A tot C, de instandhouding ervan;

Overwegende dat de selectie van de locatie op basis van de beste wetenschappelijke kennis en de beste beschikbare gegevens is verricht, die voortvloeien uit verschillende inventariswerkzaamheden, verschillende fotografische en cartografische documenten, wetenschappelijke literatuur en biologische databanken;

Overwegende dat de gegevens over de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en over de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen van de standaard gegevensformulieren komen die tussen 2002 en 2005 werden bepaald; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat wanneer ze geselecteerd werd benaderingen bevatten; dat ze voor een deel geactualiseerd werden op grond van de beste beschikbare kennis en dat de actualisering van deze gegevens verder ingevoerd moet worden;

Overwegende dat de gegevens betreffende de in bijlage bij dit besluit opgenomen oppervlakten van de habitats met een gemeenschappelijk belang voortkomen uit de standaardformulieren opgemaakt tussen 2002 en 2005 en bijgewerkt in 2015;

Overwegende dat de gegevens van de populaties van soorten opgenomen in dit besluit voortvloeien uit de standaard gegevensformulieren die tussen 2002 en 2005 werden opgesteld en in 2015 nader bepaald;

Overwegende dat de gegevens betreffende de instandhouding van de habitats en de soorten met een gemeenschappelijk belang uit standaard gegevensformulieren voortvloeien die tussen 2002 en 2005 opgesteld werden en in 2015 nader bepaald; dat deze gegevens die op de schaal van de locatie werden geschat benaderingen bevatten die later gepreciseerd moeten worden;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, de beheerseenheidstypes bevat die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, in voorkomend geval, in overdruk op andere types beheerseenheden, alsook de bijzondere verbodsbepalingen en andere daaraan gekoppelde bijzondere preventieve maatregelen;

Overwegende dat de beheerseenheden "UG 2 – Prioritaire open milieus, UG 3 - Weiden habitats van soorten, UG 5 – Verbindingsweiden, UG 8 – Inheemse bossen met een hoge biologische waarde, UG 11 - Teeltgronden en antropogene elementen" afgebakend moeten worden, met het oog op de overwogen instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie;

Overwegende dat de verplichting de localisatie van de « voornaamste natuurlijke habitats » in kaart te brengen bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, 6°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud niet inhoudt dat elk type natuurlijk habitat en elke populatie van soorten binnen de locatie nauwkeurig gelokaliseerd moet worden; dat de termen « natuurlijke habitats » bedoeld in deze bepaling verwijzen naar de bepaling van artikel 1bis, 2°, die betrekking heeft op « de land- en wateroppervlakten waarvan de geografische en abiotische kenmerken en de mogelijkheden van natuurlijke kolonisatie de aanwezigheid of de voortplanting van de populaties van soorten van de wilde fauna en flora mogelijk maken. De habitats worden natuurlijk geacht als hun bestaan te wijten of niet te wijten is aan een menselijk ingreep»; dat de term "voornaamste" aangeeft dat het slechts erom gaat, de grote categorieën van natuurlijke habitats van de locatie - zoals loof- of naaldbossen, halfnatuurlijk open milieus, weiden, watervlakken en waterlopen, stedelijke milieus, teelten, enz. - en niet om elk exact type van natuurlijke habitat met een gemeenschappelijk belang te lokaliseren in de zin van artikel 1 bis, 3°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud; bijgevolg dat deze cartografie overgenomen uit het aanwijzingsbesluit met de cartografie van de beheerseenheden overeenstemt voor zover die worden bepaald, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011, per groot/grote type(s) van milieu(s) die globaal homogene beheersmaatregelen rechtvaardigen; dat de verplichtingen die op elk perceel toepasselijk zijn gemakkelijk gekend kunnen worden; dat het inderdaad enerzijds om verplichtingen gaat die op de hele locatie toepasselijk zijn, namelijk de verplichtingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 betreffende de algemene verbodsbepalingen, en anderzijds om uitvoeringsmaatregelen in de betrokken beheerseenheid in de zin van het besluit van 19 mei 2011; dat de gegevens opgenomen in bijlage 3 de aanvulling van deze cartografie en de identificatie van de habitats aanwezig binnen de betrokken locatie bovendien mogelijk maken;

Overwegende dat de beschermingsregeling van de Natura 2000-locaties de vergunningsverplichting oplegt aan een reeks handelingen en werken die niet, krachtens andere wetgevingen, aan een vergunning, afwijking, toestemming of kennisgeving van de bevoegdheid van het Departement Natuur en Bossen (DNF) onderworpen zijn; dat het om beperkte verbodsbepalingen gaat aangezien ze opgeheven kunnen worden voor zover de handelingen die ze beogen geen afbreuk doen aan de integriteit van de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud; dat hetzelfde geldt voor de handelingen onderworpen aan vergunning krachtens een andere wetgeving; dat werken hoe dan ook toegelaten zouden kunnen worden om dwingende redenen van een hoger openbaar belang, met inbegrip van sociale en economische aard, als de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, vierde en vijfde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud in acht worden genomen, namelijk het gebrek aan alternatieve oplossingen en de aanneming van compenserende maatregelen die noozakelijk zijn om de globale samenhang van het Natura 2000-netwerk te waarborgen;

Gelet op artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud die het verbod voorziet om de natuurlijke habitats te vernietigen en de soorten te verstoren waarvoor de locaties worden aangewezen, voor zover deze verstoringen een significant effect zouden kunnen hebben op de Natura 2000-doelstellingen; overwegende dat dit artikel potentieel toepasselijk is op de handelingen die buiten de Natura 2000-locaties worden verricht; dat artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, betreffende de geschikte beoordeling van de effecten op het milieu, ook van toepassing is op de projecten en plannen die buiten de Natura 2000-locaties gelegen zijn en die geschikt zijn om een relevant effect op een Natura 2000-locatie te hebben t.a.v de doelstellingen inzake de instandhouding van de locatie;

Overwegende dat de Regering, wat de evenredigheid van de maatregelen betreft, een preventieve regeling heeft ingevoerd die berust op geleidelijke beperkingen naar gelang van de gevoeligheid voor storingen van de habitats en soorten met een gemeenschappelijk belang, in de vorm respectievelijk van verbodsbepalingen, toestemmingen en kennisgevingen; dat eerstgenoemde de activiteiten beogen die in de meeste gevallen geschikt zijn om een significant effect te hebben op de beschermde ecosystemen terwijl laatstgenoemde de activiteiten beogen die slechts in bepaalde omstandigheden een dergelijk effect kunnen hebben;

Overwegende dat de keuze van de maatregelen die van toepassing zijn door de Regering in haar besluiten van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 wordt gemaakt op grond van wetenschappelijke overwegingen, rekening houdend met de sociaal-economische eisen, in overeenstemming met het Europees recht, om zo weinig mogelijk effecten op de economische activiteiten of de activiteiten van openbaar nut te hebben;

Overwegende dat de mogelijkheid, voor de bevoegde overheid, om de machtiging te weigeren of laatstgenoemde eenvoudig aan voorwaarden te verbinden, evenals de mogelijkheid voor haar om afwijkingen op verbodsbepalingen enkel geval per geval toe te kennen de wil van de Regering aantonen om slechts de strikt noodzakelijke verplichtingen op te leggen voor de verwezenlijking van de instandhoudingsdoelstellingen in het Natura 2000-netwerk;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties de uitbreiding niet verbiedt van infrastructuren zoals landbouwbedrijven, waterzuiveringsstations, hoogspanningslijnen, spoorlijnen, wegen, gasleidingen enz. voor zover die infrastructuur aan de vereiste vergunning(en) voldoet en indien nodig op de geschikte wijze een voorafgaande milieubeoordeling heeft gekregen in overeenstemming met de modaliteiten en de voorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op de bezwaarschriften van sommige personen in verband met de onmogelijkheid om bepaalde noodtoestanden te beheersen in het kader van de preventieve regeling ingevoerd op de locaties als die locaties eenmaal zijn aangewezen; dat noch de vogelrichtlijn noch de habitat-richtlijn, noch de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud uitdrukkelijk op die noodtoestanden ingaan; dat de algemene verbodsbepaling bedoeld in artikel 28, § 1, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud enkel de interventies van de burgemeester in het kader van zijn algemene ordehandhavingsbevoegdheden uit zijn toepassingsgebied uitsluit; dat de interventies van de gewestelijke en plaatselijke besturen die niet onder dat kader vallen, al zouden ze verantwoord zijn door noodtoestanden, onder dat verbod blijven vallen, behoudens indien de afwijkingsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud nageleefd worden zoals blijkt uit recente rechtspraak van het Hof van Justitie over artikel 6, § 2, van de richtlijnhabitat (arrest Alto Sil);

Overwegende dat de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 verschillende hypothesen voorzien waarin sommige preventieve maatregelen geen toepassing behoeven wegens redenen van openbare veiligheid (kappen van bomen die de openbare veiligheid langs de wegen, paden, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen bedreigen in UG 6 “prioritair bos” bijv.); dat, wat de interventies in de waterlopen betreft, meer bepaald bij overstromingsrisico’s, geen enkele preventieve maatregel een verbodsbepaling oplegt of een machtiging of kennisgeving verplicht maakt om ijsbanken weg te halen of bomen te kappen die een gevaar geworden zijn voor de openbare veiligheid; dat de dode bomen die de veiligheid bedreigen en niet langs banen, wegen, paden in de zin van het Boswetboek, spoorlijnen, hoogspanningslijnen en gasleidingen gelegen zijn in de bossen buiten de bosregeling omgehakt mogen worden voor zover ze op de grond blijven liggen (artikel 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011); dat er in de UG1 geen enkele maatregel dwingende voorwaarden in dat opzicht oplegt, behalve als de noodmaatregel een wijziging van het bodemreliëf oplegt;

Overwegende dat er hoe dan ook een versnelde afwijkings- en machtigingsprocedure “Natura 2000” is voorzien in artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura-2008-locaties; dat een andere mogelijkheid erin bestaat de noodinterventies wegens redenen van openbare veiligheid door te laten voeren in een “beheersplan” in de zin van artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

Overwegende dat overigens opgemerkt dient te worden dat noch het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Erfgoed en Energie noch het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning de handelingen, werken of installaties vrijstelt van de toepasbare formaliteiten wegens redenen in verband met dringende noodzakelijkheid of openbare veiligheid; dat het voorzien van dergelijke uitzonderingen in de Natura 2000-regeling noch buiten proportie noch discriminerend is;

Overwegende dat wat betreft de beperkte toegang tot de banen, wegen of paden in de Natura 2000-locaties of nog tot de onbevaarbare waterlopen of sommige dammen geen enkele bijzondere vorm van toegang aan een controle onderworpen wordt bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011;

Overwegende, daarentegen, dat de regels betreffende het verkeer in bossen en waterlopen daarentegen krachtens het beginsel van samenvoeging van de administratieve ordehandhavingsregels geheel van toepassing blijven in de Natura 2000-locaties;

Overwegende vervolgens dat, wat het evenredig karakter van de maatregelen betreft, het feit dat sommige preventieve maatregelen soms “positieve” acties inhouden vanwege de eigenaars en de bezetters, eerder dan enkel zich afzijdig houden, nog niet betekent dat die maatregelen verplicht als actieve beheersmaatregelen uitgelegd moeten worden;

Overwegende dat talrijke administratieve ordehandhavingsmaatregelen die in voorkomend geval strafrechtelijk bestraft worden, immers in het algemeen belang tot tussenkomsten nopen, zonder enigerlei vergoeding, zoals bijvoorbeeld het losrukken van distels uit weilanden, het beheer van ongeklasseerde waterlopen, het snoeien van boomtakken die boven de openbare weg hangen, het rein houden van bermen en voetpaden of nog het herstel van buurtwegen;

Overwegende dat de dwingende verplichtingen die voortvloeien uit de preventieve maatregelen, met inbegrip van de maatregelen die sommige positieve verplichtingen zouden kunnen opleggen aan betrokkenen, in het kader van de Natura 2000-regeling via vergoedingen en fiscale vrijstellingen financieel gecompenseerd worden;

Overwegende dat de verbodsmaatregelen van de toegang van vee tot de waterlopen niet specifiek zijn voor Natura 2000; dat die maatregelen reeds zonder financiële compensatie van toepassing waren op bijna de helft van het Waals grondgebied krachtens de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, evenals krachtens het koninklijk besluit van 5 augustus 1970 houdende algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen; dat de verplichtingen uit die wetgeving onlangs gewijzigd en verstrengd werden bij het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 houdende verplichting om de weidegronden gelegen langs de waterlopen te omheinen en houdende wijziging van verscheidene bepalingen; dat het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 ter invoering van een subsidieregeling ten gunste van veehouders voor het uitrusten van weiden gelegen langs waterlopen en het besluit van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en subsidies toegekend in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de ecologische hoofdstructuur financieringsmogelijkheden voorzien voor de omheiningen;

Overwegende dat artikel 26, § 1, lid 2, 11°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalt dat de aanwijzingsbesluiten de middelen moeten bevatten « om de instandhoudingsdoelinden te bereiken, rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden », met inbegrip van de bijzonderheden vermeld in die bepaling, waaronder het actieve beheerscontract; dat dit besluit de lijst opneemt voorgesteld bij de wet, zonder in te gaan op de middelen die gebruikt zullen worden per perceel of per beheerseheid; dat een dergelijke precisering niet vereist wordt bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat het, om een zo ruim mogelijke onderhandeling met de eigenaars en de bezetters mogelijk te maken in het kader van het overleg bedoeld in artikel 26, § 3, lid 1, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, of nog het sluiten van elke andere overeenkomst overeenkomstig artikel 26, § 3, lid 4, van dezelfde wet, beter is elke optie in het aanwijzingsbesluit open te laten; dat dit de bevoegde overheid de mogelijkheid zal geven om geval per geval, in functie van de plaatselijke behoeften inzake instandhouding, van de sociaal-economische vereisten en de wensen van de betrokken eigenaars en bezetters, de meest geschikte middelen te beoordelen ten dienste van het actieve perceelbeheer in de verschillende beheerseheden;

Overwegende dat men door die graad van nauwkeurigheid te willen bekomen in het aanwijzingsbesluit, de aanneming ervan vertraagd zou hebben, terwijl het juist die aanneming ervoor zorgt dat de preventieve regeling in haar geheel van toepassing wordt;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters de kans hebben gekregen om in het kader van het openbaar onderzoek bezwaren in te dienen over de afbakening van de beheerseheden en de beoordeelde instandhoudingsdoelstellingen voor de locatie – namelijk, ter herinnering, om voor het behoud te zorgen, op de betrokken locaties, van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijk habitats waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats-, daar het ontwerp van besluit waarbij deze algemene doelstellingen worden vastgesteld, in het dossier onderworpen aan openbaar onderzoek werd opgenomen;

Overwegende dat deze elementen de vaststelling van de na te streven doelstellingen in het kader van het actieve beheer mogelijk zouden maken; dat hun vertrouwen dus geenszins is geschaad voor zover de lijst der voorgestelde middelen geheel open blijft en niet perceel per perceel nader is opgegeven; dat het nuttig effect van het onderzoek er niet door is aangetast daar de eigenaars en bezetters reeds hun bemerkingen kunnen laten geworden in verband met de vorm van de beheerseenheden, die ruim bepalend is voor het soort dwingende voorwaarden die de daar gelegen percelen erdoor zullen krijgen;

Overwegende dat de term "beheersplan" in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenhedstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn ofwel het bijzonder beheersplan van een domaniaal natuurreservaat beoogt, ofwel het beheersplan van een erkend natuurreservaat ofwel het beheersplan van een bosreservaat, ofwel de bosinrichting aangenomen na 13 september 2009, ofwel het eensluidend advies van DG03 voor een biologisch hoogwaardig weiland overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw; dat de beheersplannen geen onderdeel vormen van de verplichte inhoud van de aanwijzingsbesluiten zoals vastgelegd door de wetgever;

Overwegende dat de primaire beschermingsregeling en de preventieve regeling, van toepassing op, respectievelijk, de kandidaat-locaties en de locaties aangewezen als Natura 2000-locaties krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud noch een onteigening, noch een maatregel zijn die daarmee gelijk te stellen is in de zin van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, maar wel degelijk maatregelen zijn die strekken tot de reglementering van het gebruik van goederen die geenszins, al was het in onrechtstreekse zin, eigendomsrechtsberoving zijn; dat die regelingen rechtstreeks passen in het kader van lid 3 van artikel 1 van het Eerste Protocol dat de Staten ertoe machtigt het gebruik van de goederen te regelen met het oog op het algemeen belang;

Overwegende dat, in het bijzonder, de dwingende maatregelen, opgelegd voor de bewerking van de landbouwgronden vallend onder UG2 en UG3 geenszins het definitieve verbod opleggen om die gronden uit te baten - meer bepaald, het weiden van dieren of het oogsten van gras, dat ze enkel de verplichting inhouden om bepaalde landbouwpraktijken te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de ecologische vereisten van de betrokken soorten en habitats, die per definitie verband houden met de landbouwmilieus en niet met ongerepte milieus; dat het vergoedingsmechanisme bepaald in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de fiscale vrijstellingen voor de eigenaars hoe dan ook bijdragen tot de compensatie van de meerkost en de inkomensderving die sommige landbouwbedrijven zouden kunnen ondervinden, waarbij het "juiste evenwicht" wordt gewaarborgd tussen de inachtneming van de noden van het algemeen belang en het recht op respect voor de goederen, vastgelegd in de Europese Conventie van de Rechten van de Mens;

Overwegende dat er financiële voordelen toegekend worden aan de eigenaars en beheerders van gronden gelegen in Natura 2000-gebieden om de bijkomende dwingende wettelijke of reglementaire bepalingen die van toepassing zijn wegens de ligging van die gronden, te compenseren;

Overwegende dat de vergoeding van de landbouwers, bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 ter uitvoering van artikel 31 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, berekend werd op grond van een objectieve economische beoordeling; dat die vergoeding de compensatie mogelijk maakt van de meerkost en de eventuele inkomensderving uit de reglementering van het gebruik van de goederen met waarborg van het evenredig karakter van de maatregel; dat de vergoeding, overeenkomstig de evenredigheidsvereiste, hoger is in het kader van de preventieve regeling, daar laatstgenoemde strenger is dan de primaire regeling in UG2 en UG3;

Overwegende dat 5% van de oppervlakte van Waalse weidegronden voor een aanzienlijk mindere vergoeding heden deel uitmaken van de milieuvriendelijke landbouwmethode MAE2 "natuurlijke weidegrond"; dat de vergoedingsniveaus, met de bekommernis om voldoende compensaties aan te bieden, duidelijk hoger zijn en afwijken van de maximumbedragen waarvan sprake is in de Europese verordeningen, vastgelegd op 200 euro per hectare en per jaar;

Overwegende dat er bij die vergoedingen voor de eigenaars een vrijstelling van onroerende voorheffing, van de successierechten en, sinds 2011, van de schenkingsrechten gevoegd wordt;

Overwegende dat er bijgevolg geenszins sprake zou kunnen zijn van een *de facto* onteigening, die buiten proportie zou zijn met de instandhoudingsdoelstellingen die overeenkomstig het Europees recht nagestreefd worden, namelijk om voor het behoud te zorgen, op de betrokken locaties, van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijk habitats waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de locaties worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats ;

Gelet op de bezwaren die in het openbaar onderzoek werden geuit in verband met de zagezegde schending van het "standstill"-principe;

Overwegende dat de Regering in het bijzonder verweten wordt het beschermingsniveau van de acht reeds door de Regering op 30 april 2009 aangewezen locaties gevoelig verminderd te hebben zonder evenwel redenen van algemeen belang te hebben opgegeven die een dergelijke gevoelige terugzetting zouden kunnen verantwoorden;

Overwegende dat « een globale aanpak van de hervorming nodig is om te oordelen in welke mate de hervorming op het vlak van kosten-baten-analyse al dan niet "een stap achteruit" is (EG, nr. 187.998, 17 november 2008, Coomans en cstr; zie eveneens EG, nr. 191.272, 11 maart 2009, VZW "Inter-Environnement Wallonie")»;

Overwegende dat er ten gevolge van de aanneming van eerste acht aanwijzingsbesluiten op 30 april 2009 beslist werd het systeem te hervormen om er de leesbaarheid van en bijgevolg de uitvoering ervan op het terrein te verhogen; dat er aldus een nieuw aanwijzings- en beschermingsbeleid werd ingevoerd voor de gezamenlijke Natura 2000-locaties, en dat er in dat verband beslist werd de aanwijzing van de locaties (omtrekken, benaming, opsplitsing in beheerseenheden, kadastraal bekende percelen) van de dienovereenkomstige beheers- en beschermingsmaatregelen los te koppelen; dat dit tot een kortere inhoud van de aanwijzingsbesluiten leidt door de invoering van een gemeenschappelijke sokkel met verhoogde leesbaarheid;

Overwegende dat de maatregelen herzien werden om ze op het terrein controleerbaarder te maken met als doel een doeltreffende en doelgerichte uitvoering ervan; dat het territoriale toepassingsgebied van sommige maatregelen uitgebreid werd;

Overwegende dat de acht op 30 april 2009 aangewezen locaties er heden niet minder om beschermd zullen aangezien de dienovereenkomstige aanwijzingsbesluiten opgeheven en vervangen werden met zorg voor een gelijke behandeling van de betrokken eigenaars en bezetters, met oog voor eenmaking, samenhang en doeltreffendheid maar zonder gevoelige vermindering van het beschermingsniveau;

Overwegende dat de analyse van het stelsel dat op de locaties, aangewezen op 30 april 2009, van toepassing is en op de huidige regeling niet tot de conclusie leidt dat er een minder globaal beschermingsniveau voorhanden zou zijn met dien verstande dat sommige bepalingen in de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009 als een herhaling worden beschouwd van de bepalingen getroffen krachtens andere vigerende wetgevingen zoals de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, de wet van 1 juli 1954 op de riviervisvangst en het Boswetboek;

Overwegende dat het minder "specifiek" karakter van de preventieve maatregelen en de instandhoudingsdoelstellingen (indertijd "actieve beheersdoelstellingen" genoemd) geen enkele daling in het beschermingsniveau betekent; dat de instandhoudingsdoelstellingen voortaan immers op eengemaakte gewestelijke schaal staan (soort per soort/habitat per habitat) zonder evenwel een gekorte inhoud of juridische waarde gekregen te hebben; dat die eenmaking een betere inachtneming mogelijk maakt van de gelijke behandeling van eigenaars en bezetters en een aanzienlijke verbetering vormt ten opzichte van de zware aanwijzingsbesluiten aangenomen op 30 april 2009;

Overwegende dat de mindere nauwkeurigheid van de kaartdocumenten voor de habitats van gemeenschappelijk belang evenwel geen vermindering van het beschermingsniveau voor de betrokken soorten en habitats betekent, die beschermd blijven in de preventieve regeling bedoeld in artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de uitvoeringsbesluiten ervan;

Overwegende dat inhoud van de overwogen instandhoudingsdoelstellingen voor het gebied – namelijk om voor het behoud te zorgen, op de betrokken gebieden, van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van de types natuurlijke habitats waarvoor de gebieden worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook voor het behoud van de populatieniveaus van de soorten waarvoor de gebieden worden aangewezen, opgenomen in bijlage 3 van dit besluit, alsook van de bestaande oppervlaktes en kwaliteit van hun habitats- en van de preventieve maatregelen – opgenomen in de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en 19 mei 2011 – welsiwaar is veranderd ten opzichte van de inhoud van de aanwijzingsbesluiten van 30 april 2009, maar niet in de zin van een minder noch van een, *a fortiori*, gevoelig verminderd beschermingsniveau;

Overwegende dat wat betreft de criteria op grond waarvan de aanwijzingsbesluiten vastgesteld zijn, laatstgenoemde beperkt werden tot de vereisten oplegd bij de vogel- en de habitatrictlijnen, evenals bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, dat het doel nagestreefd in de teksten ertoe strekt de instandhouding of het herstel van de natuurlijke habitats en de soorten van communautair belang in een gunstige staat van instandhouding te garanderen; dat de selectie en de afbakening van de locaties enkel op grond van wetenschappelijke criteria, en niet van overwegingen van sociaal-economische aard getroffen kunnen worden;

Overwegende dat de beheerseenheden bestaan uit omtrekken al dan niet uit één enkel stuk, gelegen binnen een Natura 2000-locatie die globaal homogene instandhoudingsmaatregelen vereisen die afgebakend worden in functie van ecologische, technische en/of sociaal-economische criteria;

Overwegende dat het Waals Gewest verantwoordelijkheden heeft in termen van behoud in een gunstige staat van instandhouding van habitats en soorten van gemeenschappelijk belang; dat van sommige van die habitats en soorten kan blijken dat ze goed vertegenwoordigd zijn in het Waals Gewest, maar een strikte beschermingsregeling verantwoordend daar ze zeldzaam zijn op Europees niveau;

Overwegende dat er op dit ogenblik geen percelen toegevoegd moeten worden aan de locatie-omtrek, onderworpen aan een openbaar onderzoek, daar die omtrek voldoet aan de selectiecriteria van de Vogel- en de Habitatsrichtlijn en van de wet van 12 juli 1973 betreffende het natuurbehoud;

Overwegende dat de aanvragen tot intrekking niet in aanmerking zijn genomen voor zover ze betrekking hebben op percelen die aan de wetenschappelijke selectiecriteria van de locaties of aan de samenhang van het Natura 2000-netwerk en aan het bereiken van de instandhoudingsdoelstellingen van de locatie voldoen;

Overwegende dat sommige percelen, hoewel ze opgenomen zijn in de kaarten gevoegd bij het aanwijzingsbesluit, van de locatie zijn uitgesloten middels een lijst gevoegd bij het aanwijzingsbesluit (zie bijlage 2.2); dat die werkwijze toegelaten is bij artikel 26, § 1, lid 2, 7°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud waarin bepaald is dat, in geval van tegenstrijdigheid, de letterlijke voorschriften met betrekking tot de afbakening van de locatie en de beheerseenheden de grafische voorschriften overrulen; dat de omvang van de bebouwde percelen op praktisch vlak soms wel heel klein zijn; dat er, om te voorkomen dat de kaarten versnipperd zouden geraken door de afbakening van vernoemde percelen, voor de optie gekozen werd van de lijst van de uitgesloten percelen in de locatie, zonder dat ze eigenlijk op de kaart vermeld staan;

Overwegende dat het kaartdocument Natura 2000 om redenen van stabiliteit in de tijd gegrond is op de vectoriële standaardkaart van het NGI op 1/10 000e; dat dit, zoals het bij elke standaardkaart het geval is, enkel een afbeelding betreft van wat werkelijk op het terrein te vinden is; dat er onduidelijkheden eruit kunnen voortvloeien in vergelijking met de afgebeelde werkelijkheid of wijzigingen op het terrein die niet in overweging zijn genomen op het kaartdocument;

Overwegende dat de officiële referentie voor de kadastrale perceelsindeling de kadastrale legger is en dat de verschillende lagen op de kaart (CADMap) niet op één of ander referentiedocument gegrond zijn, maar een digitalisering zijn van de perceelplannen;

Overwegende dat het GBCS het resultaat is van de digitalisering van de gezamenlijke landbouwpercelen, aangegeven in het Waalse Gewest, op grond van georthorectificeerde luchtfoto's;

Overwegende dat de kadastrapercelen en de elementen van de Natura 2000-laag niet nauwkeurig samenvallen; dat de GBCS-percelen en de elementen van de Natura 2000-laag ook niet nauwkeurig samenvallen; dat daar dus lichte verschillen uit voortvloeien; dat er bijgevolg een cartografische en op het terrein uit te voeren interpretatie nodig is om de werkelijke perceels- en beheerseenheden te kennen, waarvan de verschillende lagen op de kaart enkel afbeeldingen zijn;

Overwegende dat wat het gewestplan betreft, de lagen op de kaart gebruiksbeperkingen vertonen, omschreven en in te kijken op de website http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DAU/Dwnld/PDS/Note_Diffusion.pdf; dat het gewestplan en het NGI, dat het standaarddocument vormde voor het in kaart brengen van Natura 2000, lichte verschillen vertonen;

Overwegende dat de materiële bevoegdheden in onze federale staatsstructuur exclusief zijn, onder voorbehoud van de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel en van de federale loyaleiteit; dat een deelgebied het de federale overheid niet onmogelijk of overdreven moeilijk mag maken in het uitoefenen van diens bevoegdheden; dat het Waalse Gewest in deze niet rechtstreeks in de federale bevoegdheden treedt;

Overwegende dat, wat meer bepaald de spoorwegen betreft, de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud enkel een instandhoudingsdoelstelling van de natuur nastreeft en niet het beheer en het onderhoud van de spoorinfrastructuur op zich regelt; dat een samenvoeging mogelijk is tussen beide administratieve ordehandhavingen; dat, hoewel de preventieve regeling *a priori* bepaalde dwingende maatregelen oplegt, de instandhouding en het onderhoud van de infrastructuur er daarom niet "onmogelijk" of "overdreven moeilijk" op gemaakt worden; dat er bij bedreiging van aantasting van de integriteit van de locatie, bijvoorbeeld door werfmachines, steeds een afwijking mogelijk is om redenen van hoog openbaar belang krachtens artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners op eventuele onverenigbaarheden wijzen tussen sommige bepalingen van de aanwijzingsbesluiten en die van de speciale administratieve ordehandhaving waarmee ze belast zijn (bijv. de wet van 25 juli 1891 tot herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen of de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen); dat die onverenigbaarheden tegen de hiërarchie van de normen zouden indruisen daar die bepalingen wetgevende waarde hebben terwijl de aanwijzingsbesluiten enkel een reglementaire waarde zouden hebben;

Overwegende dat die beweringen ongefundeerd zijn daar er geen enkele concrete onverenigbaarheid wordt aangetoond; dat de wettelijke erfdienstbaarheden, voorzien in de ordehandhavingswetgevingen voor infrastructuur van openbaar nut beperkingen opleggen in het eigendomsrecht van de omwonenden van die infrastructuur die, overeenkomstig het samenvoegingsbeginsel van de administratieve ordehandhavingen, samengevoegd worden met de bepalingen van de primaire beschermingsregeling die van toepassing is op de kandidaat-locaties en op de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Overwegende dat de eigenaars en bezetters, de beheerders van de gronden alle wettelijke erfdienstbaarheden moeten naleven die op hun eigendom van toepassing zijn zonder dat dit ook maar een probleem van onverenigbaarheid vormt tussen het aanwijzingsbesluit en de bepalingen van die ordehandhavingswetgevingen;

Overwegende dat de samenvoeging daadwerkelijk de verplichting voor de beheerder van de infrastructuur inhoudt om de regels na te leven die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties, met inbegrip van de verplichting om, in voorkomend geval, de afwijking aan te vragen bedoeld in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wanneer het project een aantasting van de integriteit van de locatie inhoudt; dat dit daarom nog niet betekent dat het aanwijzingsbesluit de betrokken wetgevingen inzake administratieve ordehandhaving zou schenden; dat de mogelijkheid om een afwijking aan te vragen om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van sociaal-economische aard of in verband met de openbare veiligheid en de volksgezondheid, overigens de beheerders van de infrastructuur van openbaar nut de mogelijkheid verlenen om projecten in goede banen te leiden die verantwoord zijn door dergelijke redenen wegens het uitblijven van alternatieve oplossingen en mits compensatie;

Overwegende dat de preventieve maatregelen die voortvloeien uit de preventieve regeling die van toepassing is op de locaties ten gevolge van hun aanwijzing als Natura 2000-locatie overigens niet betekent dat de openbare dienststopdrachten, toevertrouwd aan die openbare instellingen en in het bijzonder aan de autonome overheidsbedrijven zoals Infrabel, bedoeld in de organieke wetgevingen zoals de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (artikel 156), ter discussie worden gesteld;

Overwegende dat de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties slechts een zeer beperkt aantal activiteiten verbiedt, over het algemeen van landbouw- of bosbouwaard en enkel in sommige uitermate broze beheerseenheden;

Overwegende dat de voornaamste dwingende maatregel voor het overige uit de bij artikel 28, § 1 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bepaalde verplichting voor de beherende overheid voortvloeit om, respectievelijk, de soorten en de habitats van communautair belang waarvoor de locatie is aangewezen niet significant te verstoren of aan te tasten en om de integriteit van de site niet te schaden via plannen of vergunningen die significante effecten zouden kunnen hebben op de locatie overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende dat die dwingende maatregelen opgeheven kunnen worden via de afwijking bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud, om dwingende redenen van hoger openbaar belang, met inbegrip van de openbare veiligheid en de volksgezondheid of van sociaal-economische aard en na advies van de Commissie als de locaties prioritair habitats of soorten bevat; dat dit kader vastgesteld is bij richtlijn 92/43 van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, en niet gewijzigd mag worden op straffe van schending van het Europees recht;

Overwegende dat, mocht er tegenspraak worden vastgesteld tussen reglementaire bepalingen van een aanwijzingsbesluit en een bepaling van een ordehandhavingswetgeving of een organieke wetgeving van openbare diensten die infrastructuur gebruiken in of in de nabijheid van een Natura 2000-locatie, die tegenstelling niet zou voortvloeien uit het aanwijzingsbesluit maar rechtstreeks uit de bepalingen van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud (art. 28 en 28bis) waarbij de preventieve regeling in de Natura 2000-locaties werd vastgelegd; dat het aanwijzingsbesluit enkel een akte van erkenning is met een voornamelijk reglementaire waarde, waarvan de aanneming hoofdzakelijk de inwerkingtreding tot gevolg heeft, in de bij die akte afgebakende omtrek, van een reeks preventieve maatregelen met een wetgevend karakter, zoals bijvoorbeeld een klasseringsakte die ondanks zijn individuele waarde de beschermde locatie onder de toepassing van een beschermingsregeling laat vallen, bepaald bij de wetgeving op de bescherming van het erfgoed;

Overwegende dat wat betreft de mogelijkheid om in het stadium van de afbakening van de locatie het bestaan of de projecten van infrastructuur van openbaar nut of van uitrustingen van openbaar nut in overweging te nemen, zoals bestaande of te bouwen zuiveringsstations, spoorlijnen, wegnetten, leidingen enz. er vooral op gewezen dient te worden dat de Waalse Regering zijn aanwijzingen van locaties enkel kan baseren op zuiver wetenschappelijke criteria bepaald bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, dat het dus niet mogelijk is bepaalde delen van de omtrek van een locatie uit te sluiten die voldoen aan de bescherming als Natura 2000-locatie, enkel en alleen om te voorkomen dat percelen voor de aanleg of de uibating van infrastructuur, al zijn ze van openbaar belang, in de omtrek van een locatie zouden worden opgenomen;

Overwegende dat de mogelijkheden om af te wijken van de preventieve regeling om dwingende redenen van hoger openbaar belang bepaald in artikel 29, § 2, leden 4 en 5, van de wet van 12 juli 1973 de beheerders daarentegen de mogelijkheid biedt om activiteiten te voeren ondanks hun impact op de locaties, mits inachtneming van bepaalde voorwaarden;

Overwegende dat de Regering, wat betreft het verzoek van Operationeel Directoraat-Generaal Wegen en Gebouwen (DGO1) van de Waalse Overheidsdienst, van VZW GRACQ en VZW Chemins du rail in verband met de wens om de bedding van afgedankte spoorlijnen te behouden voor de aanleg van het RAVeL-trage-wegennet of van nieuwe spoorlijnen, en hun suggestie om systematisch de spoorlijnen in de anthropische beheerseenheden UG11 over minstens 12 meter te behouden, evenals het verzoek van Infrabel om geen rekening te houden met het domein van de spoorinfrastructuur en geheel of gedeeltelijk met de percelen die zich in een zone van twintig meter bevinden gemeten vanaf vrije spoorranden de locaties niet anders mag selecteren of afbakenen dan op grond van wetenschappelijke criteria, en niet wegens sociaal-economische overwegingen; dat er geen sprake van zou kunnen zijn om een wegnet of een spoornet van een locatie uit te sluiten zonder wetenschappelijke verantwoording;

Overwegende dat er geen principiële onverenigbaarheid bestaat tussen de preventieve regeling voortvloeiend uit de aanneming van het aanwijzingsbesluit en de politie der spoorwegen, wat elke onregelmatigheid in verband met de zagezegde niet-naleving van de politie der spoorwegen uitsluit; dat het twee afzonderlijke administratieve ordehandhavingen betreft met samengevoegde effecten; dat, al mocht er een tegenstelling opduiken, wat niet het geval is geweest in de openbare onderzoeken, het aanwijzingsbesluit, ten minste wanneer daar geen specifieke instandhoudingsdoelstellingen of preventieve maatregelen of specifieke verbodsbepalingen in vervat zijn, namelijk locatie-eigen maatregelen en verbodsbepalingen, de aard van een akte van erkenning vertoont waarvan de inwerkingtreding verbonden is aan de toepassing van een preventieve regeling van decreetgevende oorsprong afkomstig van artikel 28 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud; dat beide ordehandavingsregels met éénzelfde hiërarchisch niveau samengevoegd worden ten bate van de strengste van beide;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het geheel van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit en gelegen op het gebied van de gemeente Orp-Jauche wordt aangewezen als Natura 2000-locatie "BE31009- "Carrières souterraines d'Orp-Jauche".

De omtrek van de locatie, zoals begrensd op een kaart op schaal 1/10.000^e, alsook de schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling ervan deze omtrek, worden vastgesteld bij bijlage 2 van dit besluit.

De Natura 2000-locatie "BE31009 – Carrières souterraines d'Orp-Jauche" beslaat een oppervlakte van 12,37 ha.

Art. 2. Worden nader bepaald in bijlage 3.A., rekening houdend met de op dit moment beschikbare gegevens :

- 1° de types natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang die in de locatie voorkomen en waarvoor de locatie wordt aangewezen, met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritaire natuurlijke habitats in de locatie;
- 2° de oppervlakte en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritaire natuurlijke habitats in de locatie herbergen.

Art. 3. Worden nader bepaald in bijlage 3.B., rekening houdend met de op dit moment beschikbare gegevens :

- 1° de soorten met een gemeenschappelijk belang en de soorten volgens waarvoor de locatie aangewezen wordt met vermelding, in voorkomend geval, van de prioritaire soorten die aanwezig zijn in de locatie;
- 2° hun populatie en de staat van instandhouding ervan, zoals beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer het geselecteerd wordt alsook, in voorkomend geval, de beheerseenheid/-eenheden die de prioritaire soorten in de locatie herbergen.

Art. 4. Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in bijlage X bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

Wat betreft de als bijzonder instandhoudingsgebied voorgestelde gedeelten van de locatie, zijn de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de locatie is gekozen, degene die zijn bedoeld in artikel 25, § 2, bij de wet van 12 juli 1973 alsook de relevante wetenschappelijke gegevens.

De resultaten betreffende de toepassing van deze criteria binnen de locatie worden samengevat in de bijlagen 3.A en 3.B bij dit besluit.

Art. 5. De beheerseenheden van de locatie en de kaart waarop de omtrek ervan wordt afgebakend, worden vastgesteld in bijlage 4 van dit besluit.

De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Art. 6. Rekening houdend met de economische, sociale en culturele eisen alsook met de plaatselijke bijzonderheden, kunnen de voorgestelde middelen om de doelstellingen van het stelsel van actief beheer te bereiken, de volgende zijn :

- het afsluiten van een actieve beheersovereenkomst of van elke andere vorm van overeenkomst gesloten door het Waalse Gewest met betrokken eigenaars of gebruikers;
- de oprichting van een domaniaal natuurreservaat of een erkend reservaat of van een bosreservaat;
- de wijziging van de bosinrichting die eventueel geldt;
- de aanneming van een afschotplan voor de soorten grof wild die dienen te worden gecontroleerd (in het ambtsgebied van de betrokken jachtraad of -raden);
- de wijziging van het beheersplan van de waterbeheersing van de landbouwgronden opgesteld door de Watering overeenkomstig de vigerende wetgeving;
- de terbeschikkingstelling van gronden aan het Waalse Gewest of aan een natuurvereniging erkend overeenkomstig artikel 17, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986;
- de wijziging, in voorkomend geval, van het in de locatie geldend saneringsplan per onderstroomgebied en/of de aanpassing van het programma van waterbeschermingsmaatregelen aangenomen in voorkomend geval krachtens het Waterwetboek;
- de wijziging van de programma's van de werken inzake ruiming en onderhoud van de waterloop;
- de aanneming van agromilieumaatregelen;
- elk ander relevant actief beheersmiddel voorgesteld tijdens het overleg.

Art. 7. De Natura 2000-locatie BE31009 – "Carrières souterraines d'Orp-Jauche" ressorteert onder de "Commission de la Conservation" (Instandhoudingscommissie) van Bergen.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 31 december 2017.

Art. 9. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 1: Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen opgenomen in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE31009 – « Carrières souterraines d'Orp-Jauche »

De percelen die kadastraal als volgt bekend zijn of waren, liggen binnen de locatie Natura 2000 BE31009 – “Carrières souterraines d'Orp-Jauche”:

GEMEENTE: ORP-JAUCHE Afd 1 Sectie D : percelen 257P (partim 53%), Afd. 2 Sectie C : percelen 275A (partim 17%), 276C, 276D (partim 80%), 277D (partim 83%), 277E (partim 92%), 278E (partim 13%), 279C (partim 87%), 280B (partim 92%), 281 (partim 15%), 282A (partim 15%), 282B (partim 16%), 283A, 284C, 285A, 286B (partim 78%), 288C, 290B (partim 29%), 296 (partim 52%), 297 (partim 7%), 370A (partim 43%), 371A, 373A, 378B, 379D, 380T, 380V (partim 87%), 380W (partim 69%), 380Y (partim 77%), 380Z, Afd. 3 Sectie A : percelen 66G2 (partim 48%), 67S (partim 88%), 73A (partim 54%), 73B (partim 38%), 75A (partim 37%)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie “BE31009– "Carrières souterraines d'Orp-Jauche”.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 2: Afbakening van de omtrek van de Natura 2000 locatie BE31009 – “ Carrières souterraines d'Orp-Jauche ”**2.1. Kaart waarop de omtrek van de locatie wordt afgebakend**

De bijgevoegde kaart bepaalt, op de dag van aanwijzing van de locatie, op een schaal van 1/10.000^e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25.000):

Deze kaart is ook beschikbaar:

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

2.2. Schriftelijke voorschriften tot nadere bepaling van de omtrek van de locatie**Lijst van de kadastrale percelen en gedeelten van percelen die niet opgenomen zijn in de omtrek van de Natura 2000-locatie BE31009 – « Carrières souterraines d'Orp-Jauche »**

De percelen die kadastraal als volgt bekend zijn of waren, zijn niet opgenomen in de omtrek van de locatie Natura 2000 BE31009 – “Carrières souterraines d'Orp-Jauche”:

GEMEENTE: ORP-JAUCHE Afd 1 Sectie D : percelen 259E, 259F, 262B, Afd. 2 Sectie C : percelen 279E, 298, 380A2, Afd. 3 Sectie A : percelen 105, 66K2, 66V, 67T, 71K, 72E, 73C, 74T

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie “BE31009– "Carrières souterraines d'Orp-Jauche”.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 3: Lijst van de soorten natuurlijke habitats en van de soorten waarvoor de locatie wordt aangewezen en daarbij behorende gegevens; samenvatting van de wetenschappelijke criteria op grond waarvan de Natura 2000-locatie "BE31009 – Carrières souterraines d'Orp-Jauché" is gekozen

Deze bijlage vermeldt, rekening houdend met de op dit moment beschikbare gegevens:

- de lijst van de types natuurlijke habitats en de lijst van de soorten waarvoor de locatie aangewezen wordt alsook de gegevens respectievelijk met betrekking tot hun oppervlakten, hun populatiebestand en de raming van hun instandhouding; de types natuurlijke habitats en de prioritaires soorten worden met een asterisk (*) aangewezen;
- een samenvatting van de resultaten van de beoordeling van het belang van de locatie om de instandhouding te waarborgen van de types natuurlijke habitats met een communautair belang van bijlage VIII en van de soorten met een communautair belang van bijlage IX en/of van de soorten vogels van bijlage XI van de wet van 12 juli 1973 die op de locatie voorkomen.

Deze resultaten verantwoorden de selectie van de locatie als Natura 2000-locatie.

De gegevens betreffende de types natuurlijke habitats (lijst, oppervlakte en instandhouding) en betreffende de soorten (lijst, populatie en instandhouding) waarvoor de locatie wordt aangewezen, voortvloeien uit standaardformulieren met gegevens opgesteld tussen 2002 en 2005. Deze gegevens, beoordeeld op de schaal van de locatie wanneer ze geselecteerd is, bevatten vergissingen. Ze zijn gedeeltelijk bijgewerkt, in het bijzonder de oppervlakten wat betreft natuurlijke habitats en populatiebestanden van soorten, op basis van de beste beschikbare kennis. De bijwerking van deze gegevens dient te worden nagestreefd.

De locatie BE31009 werd uitgekozen om de volgende redenen: "De locatie bestaat uit ondergrondse kunstmatige milieus die lijken op de "Caves Pahaut" in Orp-Jauché en de ondergrondse ruimten van Folx-les-Caves die zelf twee netten omvatten, namelijk de "Caves Bodart" en de "Caves Racourt". De "Caves Pahaut" zijn als chiropterologisch natuurreservaat van de "Réserves Naturelles RNOB" opgericht. De ondergrondse steengroeven dragen tot de habitat van verschillende vleermuizen met een communautair belang bij en vormen door het aantal individus de belangrijkste locaties voor de overwintering de vleermuizen in Waals-Brabant. De locatie herbergt bovendien een habitat die op schaal van het Waals Brabant zeldzaam is geworden, namelijk de weinig geïdentificeerde maaiweide."

A. Types natuurlijke habitats van communautair belang van bijlage VIII bij de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Types natuurlijke habitats van gemeenschappelijk belang	Oppervlakte	EC	UG HIC*
6510	0,09 ha	C	

Verklaring: EC : schatting van de staat van instandhouding; A: uitstekende instandhouding; B: goede instandhouding; C: matige instandhouding; UG HIC*: beheerseenheid/-eenheden die de natuurlijke habitat van prioritair communautair belang herbergen of kunnen herbergen (wanneer de nauwkeurige gegevens niet beschikbaar zijn);"-": niet beschikbaar gegeven

6510 : Laaggelegen schraal hooiland (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*)

B. Soorten van de bijlagen IX en XI van de wet waarvoor de locatie wordt aangewezen

Code	Latijnse naam	Nederlandse naam	populatie			EC
			residente	treksoorten		
				voortpl	winter	
1318	Myotis dasycneme	Meervleermuizen			3-20 i	B.
1321	Myotis emarginatus	Ingekorven vleermuis	3-25 i			C
1324	Myotis myotis	Vale vleermuis	P			C

Verklaring: P= aanwezigheid; p = paar; i = eenling; EC: schatting van de staat van instandhouding; A: uitstekende instandhouding; B: goede instandhouding; C: matige instandhouding; vis.: bezoeker; occ: occasioneel; "-": niet beschikbaar gegeven

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie "BE31009– "Carrières souterraines d'Orp-Jauche".

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 4: Aanwijzing en afbakening van de omtrek van de beheerseenheden van de Natura 2000-locatie BE31009 – “Carrières souterraines d'Orp-Jauche”**4.1. Lijst van de beheerseenheden die binnen de locatie worden afgebakend**

De locatie herbergt de volgende beheerseenheden:

UG 2 – Prioritaire open milieus

UG 3 - Weiden habitats van soorten

UG 5 – Verbindingsweiden

UG 8 – Inheemse bossen met een grote biologische waarde

UG 11 – Teeltgronden en antropogene elementen

De natuurlijke habitats van communautair belang en de soorten van communautair belang die binnen deze beheerseenheden kunnen worden herbergd, worden nader bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

4.2. Kaart waarop de omtrek van de beheerseenheden wordt afgebakend

De bijgevoegde kaarten bepalen, op een schaal van 1/10.000^e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25.000^e) de omtrek van de beheerseenheden van de locatie. De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Deze kaart is ook beschikbaar:

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Reg^{er}ing van 1 decemb^{er} 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie “BE31009– "Carrières sout^{er}raines d'Orp-Jauche”.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN